

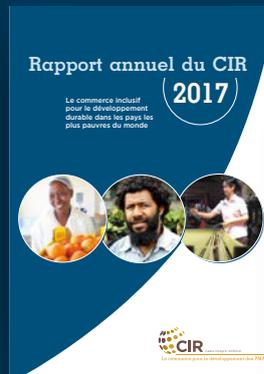
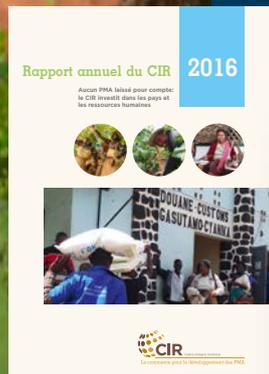
Phase Deux
du CIR et

2023

RAPPORT

ANNUEL

Concrétiser le
commerce inclusif
pour les PMA



Le Cadre intégré renforcé rassemble des partenaires et des ressources en vue d'aider les pays les moins avancés à utiliser le commerce pour réduire la pauvreté et assurer une croissance inclusive et un développement durable.

Organisations partenaires du CIR

Fonds monétaire international (FMI)
Centre du commerce international (ITC)
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Groupe Banque mondiale (BM)
Organisation mondiale du commerce (OMC)

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)
Organisation mondiale du tourisme (OMT)

Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR

Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

Donateurs du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR



Table des matières

Avant-propos de la Directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)	4
Message de la Présidente du Comité directeur du CIR	6
Message du Président du Conseil du CIR	7
Message du Directeur exécutif du Secrétariat exécutif du CIR	8
Gouvernance	9
Réalisations et enseignements de la Phase Deux du CIR	9
Aperçu de la Phase Deux du CIR	10
Zones d'intervention	12
Notre mode de fonctionnement	13

01	Participation accrue des PMA au commerce mondial et régional	14
-----------	---	-----------

02	Renforcement de l'intégration des UNMO	22
-----------	---	-----------

03	Renforcement des capacités humaines et institutionnelles	28
-----------	---	-----------

04	Intégration du commerce	32
-----------	--------------------------------	-----------

05	Interconnexions	38
-----------	------------------------	-----------

06	Environnement et climat	42
-----------	--------------------------------	-----------

07	Exploiter les solutions numériques au bénéfice des PMA	48
-----------	---	-----------

08	Genre et commerce	54
-----------	--------------------------	-----------

09	Opérations du CIR: fournir une programmation adaptative et impactante	58
-----------	--	-----------

10	Annexes	144
	Résultats par indicateurs	145
	Liste des projets	150
	Glossaire	162

Aperçus par pays Perspectives régionales

Afrique	82
Angola	86
Bénin	87
Burkina Faso	88
Burundi	89
Cabo Verde	90
Comores	91
Djibouti	92
Éthiopie	93
Gambie	94
Guinée	95
Guinée-Bissau	96
Guinée équatoriale	97
Lesotho	98
Libéria	99
Madagascar	100
Malawi	101
Mali	102
Mauritanie	103
Mozambique	104
Niger	105
Ouganda	106
République centrafricaine	107
République démocratique du Congo	108
Rwanda	109
São Tomé-et-Príncipe	110
Sénégal	111
Sierra Leone	112
Somalie	113
Soudan	114
Soudan du Sud	115
Tanzanie	116
Tchad	117
Togo	118
Zambie	119

Asie	120
Afghanistan	123
Bangladesh	124
Bhoutan	125
Cambodge	126
Maldives	127
Myanmar	128
Népal	129
RDP lao	130
Timor-Leste	131
Yémen	132

Pacifique et Amériques	134
Haïti	137
Îles Salomon	138
Kiribati	139
Samoa	140
Tuvalu	141
Vanuatu	142

Avant-propos de la Directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

Si l'on revient sur les 30 années qui se sont écoulées depuis l'achèvement des négociations du Cycle d'Uruguay et la conclusion de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, il apparaît clairement que le commerce a joué un rôle central dans l'amélioration du bien être de l'humanité. Depuis 1995, la croissance induite par le commerce a permis à plus de 1,5 milliard de personnes de sortir de l'extrême pauvreté. Pour la première fois depuis la révolution industrielle il y a deux siècles, l'écart entre les revenus des pays pauvres et ceux des pays riches a commencé à se réduire. Mais il a toujours été manifeste que les gains découlant du commerce ne s'étendraient pas automatiquement à tous les pays et à tous les individus. Le Cadre intégré renforcé (CIR), d'abord mis en place en tant qu'initiative interorganisations en 1997, puis considérablement élargi dix ans plus tard, a été créé pour soutenir les pays les moins avancés (PMA) dans leur quête d'une participation plus efficace au système commercial mondial afin d'améliorer les conditions de vie des populations grâce au commerce. Au fil des ans, le CIR a largement contribué à la réalisation de cet objectif, même s'il reste encore beaucoup à faire.

Le présent rapport rend compte des résultats obtenus par le CIR en faveur des PMA au cours de la phase de travail de sept ans qui vient de s'achever. La Phase Deux du CIR a été lancée lors de la dixième Conférence ministérielle de l'OMC en décembre 2015 grâce au soutien généreux de 15 pays donateurs. Entre 2016 et

2023, le CIR a permis aux PMA de franchir des étapes importantes: trois pays sont sortis de la catégorie des PMA, ce qui est révélateur d'une croissance des revenus et d'une diminution de la vulnérabilité. La part des PMA dans la valeur des exportations mondiales non-pétrolières est passée de 0,7% en 2015 à 1,1% en 2021, avant de retomber à 0,9% en 2023, les PMA étant alors dépassés par le rebond du commerce dans les autres pays. Les projets du CIR ont permis de renforcer le secteur du tourisme dans des pays tels que la Sierra Leone et les Îles Salomon; de favoriser l'émergence de nouvelles possibilités de commerce numérique dans la Communauté de l'Afrique de l'Est; et d'encourager des centaines de connexions entre les entreprises des PMA et de nouveaux marchés nationaux.

Cependant, la pandémie de COVID-19 a porté un coup sévère à l'élan économique des PMA: selon le Fonds monétaire international, les pays à faible revenu ont été les plus durement touchés par la pandémie, et par son contrecoup, en termes de pertes de production. Le ralentissement de la croissance a aggravé le surendettement. Si l'on ajoute à cela les pressions incessantes exercées par le changement climatique, il est plus que jamais crucial de maintenir ouvertes les voies du commerce et les autres voies de croissance pour les PMA – et de leur apporter le soutien nécessaire pour emprunter ces voies.

Le présent rapport décrit le travail accompli par le CIR depuis 2015 pour aider les PMA à tirer parti des opportunités offertes par les marchés internationaux afin de stimuler la croissance, le développement et la création d'emplois. Les projets et les partenariats du CIR ont permis de développer le capital humain, de renforcer les capacités des institutions publiques et du secteur privé, et d'apporter un soutien politique à d'importants processus tels que l'accession à l'OMC.

Quelque 25 000 Fonctionnaires ont reçu une formation à la formulation et à la mise en œuvre des politiques grâce aux activités du CIR, les dotant des compétences nécessaires pour permettre à leurs gouvernements de s'engager pleinement dans le système commercial multilatéral. Les unités nationales de mise en œuvre (UNMO) du CIR, créées au sein des ministères du commerce des PMA pour mettre



© Jay Louvion/OMC

en œuvre les projets et coordonner l'aide pour le commerce, sont devenues d'importantes pépinières de talents pour les futurs hauts Fonctionnaires, ambassadeurs auprès de l'OMC et ministres du commerce et, dans 45 pays, elles ont été intégrées dans d'autres ministères de portée plus générale.

Vous trouverez dans le présent rapport des exemples de la manière dont des projets menés par le CIR en collaboration avec les pouvoirs publics ont eu un impact concret sur les opérateurs commerciaux. Au Vanuatu, la mise en place d'un guichet unique national avec le soutien du CIR a permis de ramener les délais de traitement des opérations commerciales de plusieurs jours à 10 minutes seulement, ce qui a permis de réduire les coûts et les émissions liées au transport. En Gambie, l'amélioration des liens entre les ministères du commerce et de l'environnement et avec d'autres partenaires nationaux et étrangers a permis de débloquer des financements en faveur de l'action climatique et de créer une zone économique verte – une zone économique spéciale axée sur une production pour l'exportation à moins forte intensité de carbone.

Grâce à son travail direct avec le secteur privé, le CIR a formé plus de 200 000 personnes tout au long de la chaîne de valeur. Ces efforts ont permis au Cambodge de créer un secteur d'exportation de riz florissant et au Togo de devenir en 2022 le plus grand fournisseur de soja biologique de l'Union européenne, à partir d'une base de production auparavant négligeable. Le soutien du CIR au secteur de l'écotourisme en Sierra Leone après le conflit n'a pas seulement contribué à une croissance significative des arrivées de visiteurs et à une meilleure sensibilisation, mais il a aussi permis de mobiliser un soutien extérieur, avec l'octroi par la Banque mondiale de 10 millions d'USD pour accroître les investissements dans le tourisme et le commerce du pays. Le numérique est un élément clé de l'avenir du commerce, et le CIR s'est efforcé de réduire la fracture numérique, notamment en lançant le premier marché en ligne du Soudan du Sud, l'accent étant mis sur le renforcement des capacités des femmes et des jeunes en matière d'accès aux marchés.

Enfin, le CIR a continué de soutenir les PMA désireux d'accéder à l'OMC. Au début de l'année, lors de la treizième Conférence ministérielle à Abou Dhabi, j'ai eu le plaisir d'accueillir les Comores et le Timor-Leste – deux PMA – parmi les Membres de l'OMC, après près de huit ans sans accessions.

Le soutien intensif du CIR aux efforts déployés par le Timor-Leste pour accéder à l'OMC a permis à ce jeune pays, qui a placé le commerce au centre de sa stratégie de développement, de mener à bien ses négociations en sept ans seulement, un temps record pour un PMA. Le CIR a également apporté une aide considérable aux Comores dans le cadre de leur processus d'accession, complétant ainsi les efforts entrepris pour stimuler la compétitivité dans des secteurs tels que l'ylang-ylang et la vanille.

Vingt deux autres pays – dont six PMA – cherchent à leur emboîter le pas, alors que l'OMC se rapproche d'une composition universelle.

L'intégration plus complète des PMA dans le commerce mondial est avant tout importante de par son potentiel d'amélioration des moyens de subsistance et des perspectives économiques pour les populations de ces pays. Mais les avantages ne s'arrêtent pas là. Nous avons appris ces dernières années que la meilleure façon de rendre l'économie et le commerce mondiaux plus résilients aux chocs et de les en protéger est de diversifier et de déconcentrer les réseaux de production. À l'OMC, nous appelons «re-mondialisation» le processus qui consiste à faire passer un plus grand nombre de pays et de communautés de la marge au courant principal de la division mondiale du travail. Nous pouvons et devons veiller à ce que les PMA puissent exploiter les possibilités offertes par la re-mondialisation.

L'évolution de la dynamique commerciale – avec l'augmentation des risques mais aussi des opportunités – exige une approche spécifique pour aider les PMA. Le CIR a fait ses preuves pour ce qui est de réunir des organisations internationales, des Donateurs et des mécanismes de financement afin d'apporter des solutions.

Je tiens à remercier les principaux partenaires et Donateurs du CIR pour leur générosité et, bien entendu, l'ensemble des PMA pour leur dévouement et leur engagement indéfectibles. Je me réjouis à la perspective d'un cadre de soutien renforcé qui continue à produire des résultats pour les PMA.

Dr Ngozi Okonjo-Iweala,
Directrice générale de l'OMC

Message de la Présidente du Comité directeur du CIR

Alors que la Phase Deux du CIR touche à sa fin, il est temps de célébrer les succès durablement remportés par le CIR et de réfléchir aux enseignements tirés. Les six derniers mois que j'ai passés à la présidence du Comité directeur du CIR ont été un rappel constant de la valeur unique que le partenariat du CIR apporte aux PMA.

Le présent rapport est la dernière occasion d'examiner les progrès accomplis et de renforcer la transparence des initiatives du CIR. L'examen de l'année 2016 et des années qui ont suivi permet de prendre véritablement conscience de l'importance de l'accent mis par le CIR sur les partenariats, l'appropriation par les pays et la transparence.

Durant les nombreuses crises que le monde a traversées ces dernières années, le CIR a su exploiter les relations qu'il a nouées au sein des gouvernements des PMA et avec les Donateurs et les organisations partenaires pour surmonter efficacement les obstacles. Le niveau élevé d'appropriation par les PMA assuré par l'approche du CIR permet aux pays de célébrer les succès remportés avec la certitude que les compétences et les connaissances acquises sont locales et durables et bénéficient en même temps d'un appui et d'un soutien au niveau mondial.

Les flux d'Aide pour le commerce vers les PMA ont augmenté de manière constante et nous avons constaté des niveaux remarquablement élevés de participation des PMA au système commercial mondial. Je suis particulièrement heureuse de voir que les questions de genre bénéficient d'une attention accrue et font l'objet d'initiatives aux impacts de plus en plus importants, comme celle du CIR intitulée «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges». Au nom du commerce inclusif, nous devons trouver les moyens d'aider d'autres groupes défavorisés, tels que les personnes handicapées, à tirer également profit du commerce international.

Dans l'attente du futur programme de soutien lié au commerce en faveur des PMA, je me réjouis que la Finlande et plusieurs autres Donateurs aient permis au Dispositif intérimaire du CIR d'assurer la transition. Je tiens à remercier chaleureusement tous les partenaires et, en particulier, les pays, pour le travail qu'ils accomplissent sans relâche afin de mettre le commerce au service de leurs populations.

C'est un privilège de présider le Comité directeur du CIR et je me réjouis de continuer à travailler en étroite collaboration avec le partenariat en cette période cruciale pour le CIR.

Heidi Schroderus-Fox,

Ambassadrice et Représentante permanente de la Finlande auprès de l'OMC



Message du Président du Conseil du CIR

La Phase Deux du CIR a été marquée par des opportunités, des défis et des succès sans précédent pour le monde – et pour les PMA en particulier.

Depuis bientôt deux ans, j'ai le grand plaisir de présider le Conseil du CIR, la seule initiative d'Aide pour le commerce dédiée uniquement aux PMA. Nous avons accompli beaucoup de choses au cours des dernières années. Cette réussite repose principalement sur le rôle du CIR en tant que cadre et partenariat, animé par la volonté de mettre le commerce au service des PMA, tout en garantissant un niveau élevé d'appropriation par les pays.

Malgré les défis complexes qui ont perturbé le commerce dans le monde entier – notamment la pandémie de COVID-19 et les conflits – de nombreux progrès ont été réalisés au cours de la Phase Deux du CIR. Les enseignements tirés de la Phase Un ont été déterminants pour la réussite de la phase en cours. Ces enseignements se sont traduits par une collaboration beaucoup plus étroite avec le secteur privé au cours de la Phase Deux et par une augmentation du soutien régional et de l'attention portée aux questions liées à l'égalité hommes-femmes. En outre, des opérations plus efficaces et plus efficaces ont abouti à une meilleure optimisation des ressources.

Cette croissance a été clairement démontrée par une évaluation externe de la Phase Deux du CIR et des examens sur le genre dans les Études diagnostiques sur l'intégration du commerce (EDIC) et de l'initiative «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges». Je suis heureux de constater que 2023 a poursuivi le chemin ascendant du CIR, en mettant doublement l'accent sur une mise en œuvre efficace et en déployant des efforts significatifs contribuant à clôturer la phase comme prévu.

En ce qui concerne le commerce régional, le CIR a soutenu la grande majorité des PMA dans leur engagement au sein de l'Afrique, notamment dans l'élaboration de 12 stratégies relatives à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Le commerce numérique s'est également accéléré, en partie facilité par les évaluations de l'état de préparation au commerce électronique et les plate-formes de commerce électronique soutenues par le CIR. Nous constatons également des avantages environnementaux, le système de guichet unique électronique (ESW) de Vanuatu ayant contribué à réduire les émissions de CO2 de plus de 5 000 kg. Les PMA développent leurs capacités et partagent leurs expériences, comme les efforts de la Gambie pour tirer parti du financement du climat pour le commerce. Le lien entre le commerce et l'investissement, un pilier essentiel des réformes pour la Phase Deux du CIR, se renforce grâce aux partenariats facilités par le CIR entre les agences d'appui à l'investissement, ainsi qu'aux résultats obtenus en matière de facilitation de l'investissement, par exemple au Bhoutan, où plus de 350 millions d'USD d'investissements ont été facilités grâce à un nouveau portail en ligne.

Je tiens à féliciter les pays, Donateurs et agences du CIR, ainsi que les différentes équipes, pour les progrès remarquables qu'ils ont accomplis et leur engagement sans faille à atteindre les objectifs du CIR. Je voudrais également remercier les nombreux membres dévoués du Conseil du CIR qui ont servi au cours de la Phase Un du CIR, ainsi que mes prédécesseurs qui ont tant contribué à leur rôle en tant que Présidents du Conseil du CIR.

S.E. M. Yackoley Kokou Johnson,
Ambassadeur et Représentant permanent
de la République togolaise auprès de l'OMC



© Mission permanente du Togo

Message du Directeur exécutif du Secrétariat exécutif du CIR

L'année 2023 marquant la dernière année d'opérations de la Phase Deux du CIR, le présent rapport s'écarte de nos rapports annuels habituels pour examiner les contributions, les résultats et les difficultés du CIR au cours de la Phase Deux. Le rapport donne également un aperçu des enseignements tirés des divers obstacles rencontrés par les PMA, notamment la pandémie de COVID-19, les conflits et les catastrophes naturelles liées au climat. Je suis heureux de dire que, ensemble, nous avons su faire face à ces défis. Nous avons appris, élaboré et partagé des enseignements tout au long de notre parcours, surtout au niveau du dialogue entre les pays.

Cette année, nous sommes allés plus loin dans notre rapport pour donner un aperçu du travail du CIR dans chacun des PMA et des pays récemment reclassés. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une étude exhaustive de chaque pays, ces résumés illustrent efficacement l'étendue et l'ampleur du travail du CIR au cours de la Phase Deux.

Cette réflexion nous rappelle également que les progrès prennent du temps et que les petits pas finissent par déboucher sur des changements profonds, durables et significatifs. Les arrangements nationaux de mise en œuvre (ANMO) du CIR sont à la base des progrès réalisés. Ces mécanismes commerciaux intégrés permettent de disposer d'une capacité à long terme et d'une mémoire institutionnelle et de suivre les interventions passées pour en assurer la durabilité.



© Adhikari

Les investissements dans les structures nationales portent leurs fruits. Par exemple, les efforts de l'UNMO du Sénégal ont abouti à un financement gouvernemental de 3 millions d'USD dans le cadre d'une proposition élaborée par le CIR, tandis que les besoins identifiés grâce aux diagnostics et aux projets pilotes du CIR se sont traduits par des investissements de plus de 100 millions d'USD financés par le secteur privé, des Donateurs et des banques de développement au Bangladesh, en Éthiopie et en Guinée. De même, en ce qui concerne le commerce et l'égalité des genres, notre ambition accrue a permis d'obtenir des résultats pour les entreprises détenues par des femmes, d'améliorer la connaissance du sujet et de contribuer à la formation de plus de 170 000 femmes dans les PMA. Enfin, le domaine central que constitue l'intégration du commerce est en bonne voie, la quasi totalité des PMA incluant désormais le commerce dans leurs plans de développement nationaux, un processus qui évolue au fur et à mesure de l'élaboration de nouveaux plans, le CIR contribuant, par exemple, aux nouveaux plans nationaux de développement du Bhoutan, des Comores et de la République démocratique du Congo (RDC) en 2023.

Ces réalisations n'auraient pas été possibles sans les contributions et le soutien des partenaires du CIR.

Je tiens à exprimer ma gratitude aux Donateurs du CIR pour leur généreux soutien. Je suis sincèrement reconnaissant à nos partenaires, le Conseil du CIR, le CDCIR, nos équipes dans les pays, l'OMC et mes collègues au SE et au Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR (GFAS). Beaucoup d'entre eux ont travaillé sans relâche pour atteindre ces résultats et je leur rends hommage pour leurs efforts.

Ensemble, nous avons contribué à fournir aux PMA le soutien dont ils avaient tant besoin pour exploiter les possibilités de développement par le biais du commerce.

Ratnakar Adhikari

Directeur exécutif, Secrétariat exécutif du CIR à l'OMC

Gouvernance

Comité directeur du CIR (CDCIR)

Le CDCIR rassemble toutes les parties prenantes du partenariat du CIR: les PMA, les organisations partenaires et les donateurs, ainsi que toutes les autres parties intéressées. Il sert d'instance pour la transparence et les échanges de renseignements et d'expériences, fournissant des renseignements à jour en ce qui concerne la mise en œuvre et l'efficacité du programme du CIR et la réalisation de ses objectifs généraux.

Au cours de la Phase Deux du CIR, le CDCIR a évolué pour devenir plus dynamique et interactif, permettant des discussions et des échanges d'expériences plus approfondis entre les partenaires du CIR, et sert d'instance permettant la présentation de renseignements actualisés et la tenue de discussions sur certaines des questions les plus récentes, qu'il s'agisse d'une évaluation du CIR ou du futur mécanisme de soutien multilatéral pour les PMA. Pour améliorer la participation, et suite à la pandémie de COVID-19, le CDCIR a progressivement adopté la participation à distance depuis les capitales des pays par le biais de plates-formes en ligne, dépassant ainsi les limites initiales des réunions physiques à Genève.

Ce changement a élargi la participation, favorisant un environnement plus inclusif qui tire parti des divers points de vue et expériences de tous les partenaires concernés, et permis d'ouvrir les réunions aux représentants des capitales des PMA.

En 2023, deux réunions du CDCIR ont eu lieu le 30 juin et le 7 décembre. Ces réunions ont porté sur le soutien du CIR au reclassement des PMA et sur le principe fondamental consistant à ne laisser personne de côté.

Les représentants des PMA et des organisations partenaires ont eu l'occasion d'expliquer comment le soutien du CIR avait facilité les progrès dans ces domaines et d'en débattre, en mettant en lumière les réalisations importantes et les efforts en cours.

En novembre 2023, S.E. Mme Heidi Schroderus Fox, Ambassadrice et Représentante permanente de la Finlande auprès de l'OMC, a repris le rôle de Présidente du CDCIR, et le partenariat du CIR souhaite exprimer sa gratitude au Président sortant, S.E. M. Mikael Anzén, Ambassadeur et Représentant de la Suède auprès de l'OMC.

Conseil du CIR

Le Conseil du CIR guide la mise en œuvre globale du CIR et se compose de représentants des PMA, des Donateurs du CIR et des organisations partenaires du CIR.

Face à la période critique que constitue la clôture de la Phase Deux du CIR et à la nécessité de tracer la voie de la future assistance technique multilatérale liée au commerce (ATLC) pour les PMA, le Conseil du CIR a commencé à se réunir plus fréquemment à partir de 2022, en introduisant deux réunions informelles supplémentaires chaque année afin d'assurer une supervision rigoureuse et une prise de décision réactive.

En 2023, deux réunions formelles du Conseil du CIR ont eu lieu en juin (Genève, Suisse) et en novembre (Lomé, Togo), complétées par des réunions informelles en février et en avril.

Réalisations et enseignements de la Phase Deux du CIR

Les PMA comptent parmi les pays les plus vulnérables du monde et ont été touchés par divers problèmes mondiaux au cours de la Phase Deux du CIR. Qu'il s'agisse de la pandémie de COVID-19 ou des conflits et de l'instabilité dans les pays partenaires, le CIR a su tirer parti de sa structure unique pour surmonter les obstacles et mettre en

œuvre les enseignements tirés au cours du processus. Par exemple, alors que les activités du CIR ont été réduites dans divers pays en raison des conflits et de l'instabilité, les progrès réalisés avant ces interruptions ont établi une capacité de résistance suffisante pour permettre à certains de rebondir de manière remarquable.

Aperçu de la Phase Deux du CIR

37
Pays

37 pays ont intégré le commerce dans leurs nouveaux plans nationaux de développement

26 pays ont bénéficié d'une aide pour participer à la ZLECAF

26 Pays

175

175 projets ont été entrepris

143 millions d'USD de contributions au Fonds d'affectation spéciale pour le CIR au cours de la Phase Deux du CIR

143 millions

170 000+

Plus de 170 000 femmes ont bénéficié d'une formation/d'un soutien

3
Pays

3 pays sont sortis de la catégorie des PMA

10 PMA ont bénéficié d'une aide pour accéder à l'OMC (4 ont accédé durant la Phase Deux du CIR)

10 PMA

300+ transactions commerciales et des exportations d'une valeur de 1 milliard d'USD ont été facilitées pour les PMA, ce qui a contribué à une augmentation de la valeur du commerce de 13% dans les PMA (durant la Phase Deux par rapport à la Phase Un du CIR)

300+
Transactions commerciales

27%

Les flux d'Aide pour le commerce ont augmenté de 27%, passant de 10,8 milliards d'USD à une moyenne de 13,7 milliards d'USD

La part des PMA dans les exportations mondiales non pétrolières a augmenté d'un tiers entre la Phase Un et la Phase Deux du CIR (de 0,6% en moyenne à 0,9%)

1/3

2
milliards

2 milliards d'USD au titre de financements liés à des structures du CIR ou à des EDIC ont été obtenus

Faits saillants

TOGO Une production décuplée

Les mesures prises pour renforcer la chaîne de valeur du soja au **Togo** ont entraîné une multiplication par 10 de la production, qui est passée de 25 000 tm à 250 000 tm entre 2015 et 2022, ce qui a contribué à la création de plus de 700 000 emplois. Cela a permis d'améliorer la visibilité du Ministère du commerce et d'accroître ses liens.

MALI Meilleures contributions nationales au CIR

Ces dernières années, le **Mali** est devenu le premier pays en termes de contributions du gouvernement au CIR parmi les PMA, disposant de plus de 11 millions d'USD en fonds de contrepartie.

BÉNIN 5 millions d'USD investis par le gouvernement

Sur la base des recommandations d'une étude du CIR, le gouvernement du **Bénin** a alloué 5 millions d'USD sur le budget national pour commencer la construction de la première place de marché transfrontières du pays.

VANUATU Efficience accrue et avantages pour l'environnement

Le guichet unique national du **Vanuatu** établi avec le soutien du CIR a contribué à réduire les délais de traitement liés au commerce de plusieurs jours à 10 minutes seulement, tout en produisant également d'importants bénéfices environnementaux.

TIMOR-LESTE Accession à l'OMC

Sept ans seulement après le dépôt de sa demande, le **Timor-Leste** a accédé officiellement à l'OMC en février 2024, ce qui en fait le PMA ayant accompli le plus rapidement la procédure d'accession formelle.

NÉPAL Développement d'un écosystème de commerce électronique

L'appropriation nationale, conjuguée avec le soutien du CIR, a aidé le **Népal** à avancer dans le domaine du commerce électronique. Suite à une évaluation de son état de préparation au commerce électronique et à l'élaboration d'une stratégie dans ce domaine, un nouveau projet de loi sur le commerce électronique a été rédigé et une nouvelle plate-forme du commerce électronique a été créée, 387 MPME y étant désormais inscrites.

RDP LAO 150 millions d'USD coordonnés par l'UNMO

La structure nationale de mise en œuvre de la **RDP lao** continue de prendre de l'ampleur; elle a réalisé ou coordonné depuis sa création des projets de développement représentant un montant de plus de 150 millions d'USD.

Faire face aux difficultés découlant de la pandémie de COVID-19

La pandémie mondiale de COVID-19 a posé de nombreux problèmes aux PMA, car la capacité du CIR à mettre en œuvre les projets dans le cadre de la Phase Deux a été fortement réduite. La pandémie a interrompu les chaînes d'approvisionnement, a entraîné la fermeture de marchés et a souvent fait augmenter le coût des transactions commerciales. Pour le CIR, les prescriptions en matière de distanciation sociale et les restrictions de voyage ont empêché la tenue des réunions en face à face, qui constituent un moyen essentiel de mettre en œuvre les projets et de mesurer les progrès accomplis.

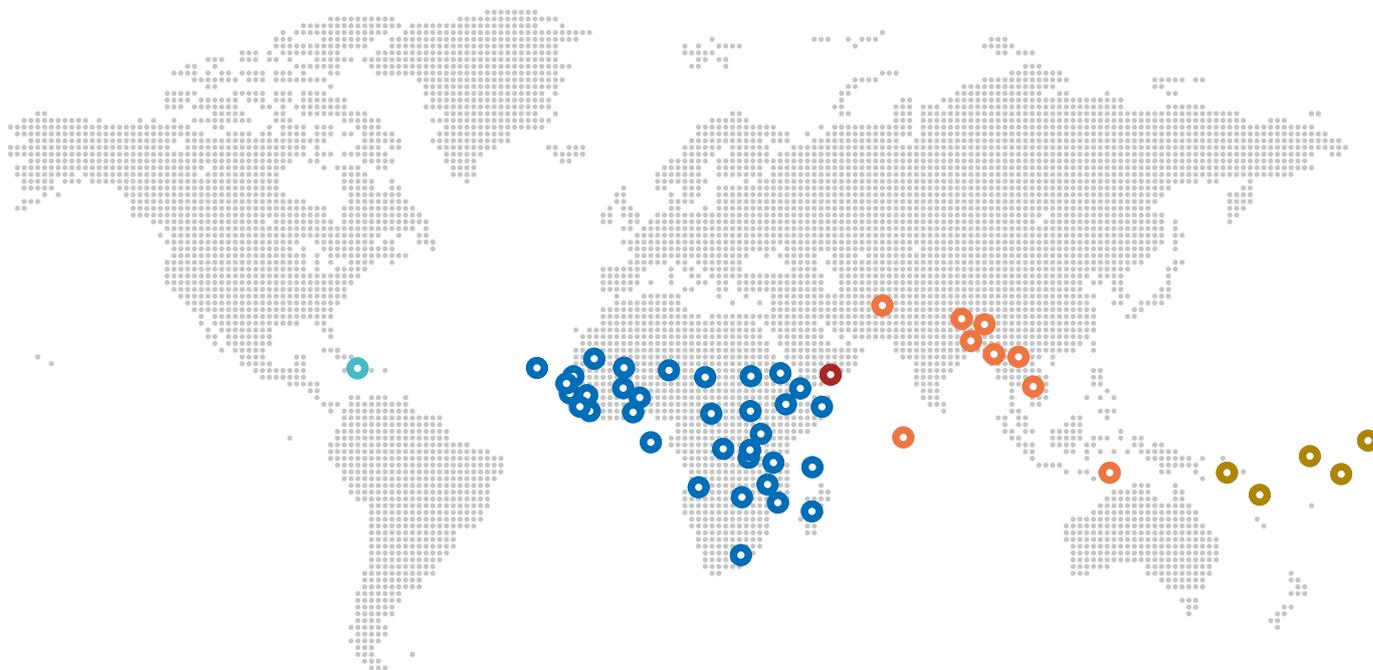
Néanmoins, le modèle unique du CIR lui a permis de s'adapter rapidement grâce à une planification de la continuité des activités qui a permis aux projets d'aller de l'avant, tout en protégeant la santé du personnel et des bénéficiaires.

Cette adaptation a entraîné des changements qui ont permis de tirer des enseignements précieux. Par exemple, le financement de la capacité de gestion des risques est désormais une priorité essentielle. De même, les innovations liées à la communication qui ont été introduites du fait des exigences de distanciation sociale ont permis des gains d'efficacité grâce à l'utilisation d'outils numériques pour les opérations et la formation.

[Plus d'informations](#) 

Pour plus d'informations sur les pays, voir la section spéciale «Aperçus par pays» de ce rapport. 

Zones d'intervention



AMÉRIQUES

Haiti

AFRIQUE

Angola
 Bénin
 Burkina Faso
 Burundi
*Cabo Verde**
 Comores
 Djibouti
Érythrée
 Éthiopie
 Gambie
 Guinée
 Guinée équatoriale*
 Guinée-Bissau
 Lesotho
 Libéria
 Madagascar
 Malawi
 Mali
 Mauritanie
 Mozambique

Niger
 Ouganda
 République centrafricaine
République démocratique du Congo
 Rwanda
 São Tomé-et-Principe
 Sénégal
 Sierra Leone
 Somalie
 Soudan
 Soudan du Sud
 Tanzanie
 Tchad
 Togo
 Zambie

MOYEN-ORIENT

Yémen

ASIE

Afghanistan
 Bangladesh
 Bhoutan*
 Cambodge
*Maldives**
Myanmar
 Népal
 RDP lao
 Timor-Leste

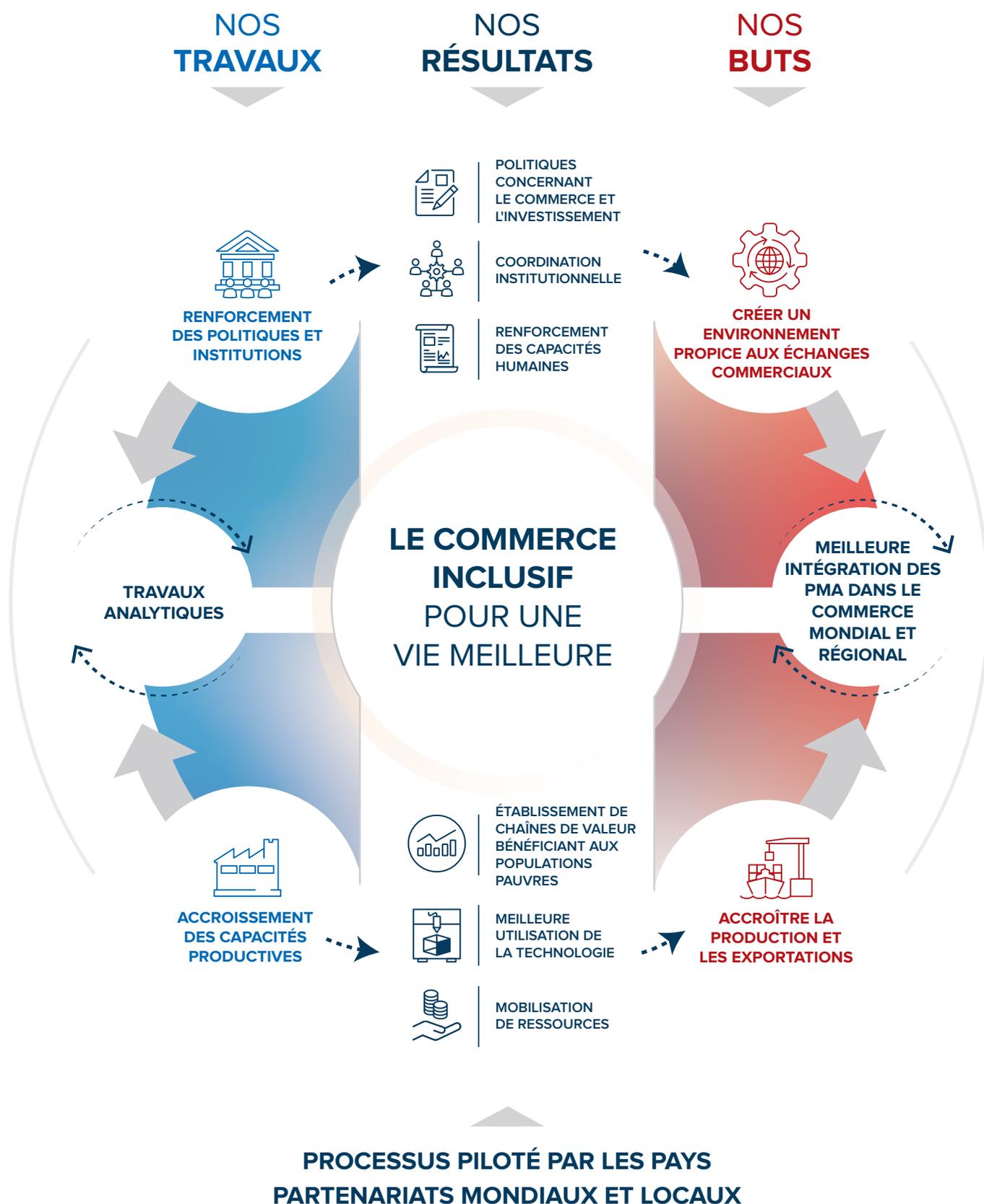
PACIFIQUE

Îles Salomon
 Kiribati
*Samoa**
 Tuvalu
 Vanuatu*

Les pays énumérés en gris et en italique n'avaient pas de projets CIR actifs en 2023 (Afghanistan, Cabo Verde, République démocratique du Congo, Érythrée, Maldives, Samoa et Yémen).

* Pays reclassés.

Notre mode de fonctionnement



01 Participation accrue des PMA au commerce mondial et régional

Le renforcement de la participation des PMA au commerce mondial et régional est au cœur de la mission du CIR. Le CIR a travaillé avec les gouvernements des PMA et leurs partenaires pour renforcer les capacités institutionnelles nécessaires à l'intégration du commerce dans les gouvernements, ce qui est essentiel pour accroître la participation au commerce mondial. Le soutien à l'accession des PMA à l'OMC a été un pilier essentiel de la mise en œuvre et de la coordination de l'Aide pour le commerce et a accompagné l'accession de l'Afghanistan, des Comores, du Libéria et du Timor-Leste.

“ Si nous avons eu des appuis de par nos partenaires dans le processus d'accession à l'OMC, le soutien du CIR a été particulier pour deux principales raisons: la première, le soutien du CIR s'est inscrit dans le temps. Deuxième raison, le soutien du CIR s'est étalé sur tout le processus, du diagnostic des documents requis, à la mise à niveau de la réglementation nationale aux règles de l'OMC en passant par la préparation et la participation aux réunions du Groupe de travail à Genève.

– H.E. Mr Ahmed Ali Bazi, Ministre de l'économie, de l'industrie et de l'investissement du l'Union des Comores.



Faits saillants

10 PMA ont bénéficié d'une aide pour accéder à l'OMC (4 y ont accédé au cours de la Phase Deux du CIR).

Plus de 680 actions ont été menées en faveur d'une intégration commerciale accrue (dont 95 engagements auprès de l'OMC et plus de 160 actions en faveur de l'intégration régionale).

La part des PMA dans les exportations mondiales non pétrolières a **augmenté d'un tiers** entre la Phase Un et la Phase Deux du CIR (de 0,6% en moyenne à 0,9%).

Le commerce total des PMA a **augmenté de 13%** en moyenne entre la Phase Un et la Phase Deux du CIR.

Plus de 300 transactions commerciales et des exportations d'une valeur de 1 milliard d'USD ont été facilitées pour les PMA.

Selon une évaluation externe, **25% des réformes commerciales** dans les PMA ont été liées au CIR.



© Simon Hess/CIR

L'intégration régionale a également été promue au cours de la Phase Deux grâce au soutien du CIR. Le Timor-Leste a obtenu le statut d'observateur auprès de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et, en 2022, le bloc est convenu, en principe, de l'admettre en tant que 11^{ème} Membre. En Afrique, le CIR a aidé 26 pays à préparer et à mettre en œuvre la ZLECAf.

Le reclassement des PMA est un autre domaine dans lequel le soutien du CIR a permis de faire progresser le commerce grâce à des travaux analytiques et à des études spécifiques sur la sortie de la catégorie des PMA. Au Vanuatu, par exemple, le CIR a soutenu deux études analytiques sur la stratégie à suivre lors

du changement de catégorie: l'une portant sur la quantification de la perte de recettes commerciales due au reclassement et l'autre visant à assurer l'intégration harmonieuse du Vanuatu dans l'économie mondiale après son retrait de la catégorie des PMA. Le CIR garantit un soutien continu pendant cinq ans après le reclassement, sous réserve de la disponibilité des fonds, afin d'assurer une transition en douceur. En collaboration avec l'OMC, le CIR fournit aux PMA un travail d'analyse essentiel pour évaluer les implications commerciales spécifiques liées au reclassement. La Phase Deux du CIR a vu le reclassement de la Guinée équatoriale en juin 2017, du Vanuatu en décembre 2020 et du Bhoutan en décembre 2023.

Au cours de la Phase Deux, le CIR a contribué à renforcer la capacité du gouvernement tanzanien à soutenir les initiatives commerciales mondiales et régionales en faveur de la croissance.

Progrès en matière d'intégration des PMA dans le commerce multilatéral



Au cours de la Phase Deux, le CIR a soutenu 26 pays dans leurs préparatifs et leur mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine.

Plusieurs PMA se trouvent à différents stades de l'accèsion à l'OMC. Le CIR s'est engagé à apporter un soutien crucial aux PMA non seulement pendant la période précédant l'accèsion, mais aussi tout au long du processus suivant l'accèsion. L'Afghanistan (2016), la RDP lao (2013), le Libéria (2016), le Vanuatu (2012) et le Yémen (2014) en sont des exemples. Avec l'adoption récente du rapport du Groupe de travail de l'accèsion des Comores et du Timor-Leste en février 2024, deux autres pays viendront grossir les rangs de ceux qui bénéficient d'un soutien post-accession.

Le soutien apporté au cours de la Phase Deux du CIR a également aidé plusieurs pays à progresser vers la réalisation de leur objectif d'accèsion à l'OMC, notamment le Bhoutan, l'Éthiopie, São Tomé-et-Príncipe, la Somalie, le Soudan du Sud et le Soudan. En Éthiopie, par exemple, le CIR a soutenu le rétablissement du Comité directeur sur l'accèsion à l'OMC, dirigé par le Bureau du Premier Ministre, ainsi que le Comité technique national qui réunit

des représentants de toutes les principales parties prenantes afin de soutenir le processus d'accèsion. Le CIR a également appuyé un exercice de sensibilisation aux questions liées à l'OMC et à l'état d'avancement du processus d'accèsion de l'Éthiopie à l'OMC, à l'intention du personnel du ministère. L'Éthiopie s'est félicitée de ce soutien, déclarant que le CIR était neutre, flexible et axé sur le pays.

Les activités destinées à soutenir ces processus souvent longs dépendent des besoins du pays et du calendrier prévu. Néanmoins, à la base, ces efforts ont pour objectif principal d'assurer la coordination institutionnelle interne, comme la création de groupes de travail et de comités interministériels. Au Timor-Leste, par exemple, le CIR a contribué à la mise en place du Secrétariat national pour les affaires relatives à l'OMC.

Le CIR assure également la coordination des plans d'action législatifs, la préparation des réunions du groupe de travail de l'accèsion à l'OMC et la participation à

L'intégration commerciale mondiale et régionale peut générer de profondes opportunités de croissance pour les MPME des PMA.



ces réunions, la production de documents analytiques liés aux négociations, l'analyse des questions et des commentaires des Membres sur les propositions et l'aide à la préparation des réponses.

Un autre aspect important du soutien à l'accession consiste à veiller à ce que les gouvernements comprennent les tenants et aboutissants du processus d'accession à l'OMC, y compris les opportunités et les défis potentiels auxquels toutes les parties prenantes sont susceptibles d'être confrontées. L'ajustement post-accession est également une question qui nécessite un suivi attentif, des analyses et des recommandations.

Le renforcement des capacités pour faciliter l'intégration dans le système commercial multilatéral va bien au-delà de l'accession, avec des formations ciblées visant à garantir que les PMA disposent de l'expertise nécessaire à une pleine participation. Au Bangladesh, par exemple, la formation dispensée par le CIR a permis de former des acteurs nationaux qui, à leur tour, sont devenus des formateurs. Cette capacité nationale dans des domaines tels que le droit commercial peut changer la donne pour les pays qui manquent de capacités locales. Pour le Bangladesh, cela a permis d'éviter de recourir aux services de juristes internationaux pour mener à bien le règlement du différend qui l'opposait à l'Inde.

Les Comores achèvent leur processus d'accession à l'OMC

Après avoir lancé son groupe de travail de l'accession à l'OMC le 9 octobre 2007, les Comores ont été officiellement admises en tant que Membre de l'OMC le 26 février 2024 lors de la CM13. Le CIR travaille depuis plusieurs années pour aider l'archipel africain à se préparer à l'accession et, à tous points de vue, le gouvernement a fait preuve d'un niveau élevé d'ouverture aux recommandations.

Le CIR a contribué à l'organisation des réunions des comités liés à l'accession et a soutenu le processus en cours en aidant à fournir les documents requis lorsque cela a été nécessaire. Il a également appuyé la création d'un recueil de lois nationales et internationales afin de s'assurer que les réglementations étaient alignées sur les règles de l'OMC.

Le soutien s'est également révélé essentiel pour analyser les questions des Membres de l'OMC issues de processus tels que le Comité des négociations commerciales et pour préparer des réponses appropriées. En outre, le CIR a joué un rôle déterminant dans la mise en place de la Mission permanente des Comores à Genève, qui a contribué à assurer le bon fonctionnement des activités liées à l'OMC et à simplifier la participation des Fonctionnaires en visite.

Dans l'ensemble, le soutien du CIR a joué un rôle central pour accélérer l'accession des Comores à l'OMC durant les principales étapes du processus. Ce soutien a non seulement aidé le pays à atteindre son objectif d'accession mais il a également contribué à renforcer les

capacités institutionnelles pour la formulation et la mise en œuvre de stratégies commerciales et l'intégration globale dans le système commercial mondial. Un projet visant à soutenir les Comores après l'accession a été approuvé dans le cadre du Dispositif intérimaire mis en place par le CIR pour soutenir les PMA après la fin de la Phase Deux.

En janvier 2024, les membres de l'OMC négociant l'accession des Comores se sont mis d'accord sur les conditions de cette accession, ouvrant ainsi la voie à l'accession officielle des Comores le mois suivant, lors de la CM13





Le CIR a soutenu le Timor-Leste dans ses préparatifs d'accession à l'OMC

de diverses manières, notamment par des préparatifs techniques, la mobilisation de soutiens, des consultations politiques nationales et internationales et des actions de sensibilisation.

Le Timor-Leste enregistre le processus d'accession le plus rapide parmi les PMA

Bien qu'il n'ait accédé à l'indépendance qu'en 2002, le Timor-Leste a réussi à s'intégrer rapidement aux marchés mondiaux et régionaux. Fortement attaché à l'idée d'utiliser le commerce comme outil de développement, le pays a exprimé le souhait de rejoindre l'OMC et un Groupe de travail de l'accession à l'OMC a été établi le 7 décembre 2016. Le 11 janvier 2024, les membres du Groupe de travail ont conclu les négociations et les ministres du commerce ont accueilli le pays au sein de l'OMC lors de la CM13, en même temps que les Comores.

Le CIR a œuvré pour que les institutions du Timor-Leste se rallient derrière un plan stratégique et une feuille de route en vue de l'accession du pays, y compris des préparatifs techniques et la mobilisation du soutien en faveur des réformes nationales. En collaboration avec les partenaires, ce soutien a permis le bon fonctionnement du Groupe de travail chargé de l'accession du pays à l'OMC et de la Commission interministérielle, ainsi que la mise en place du Secrétariat national pour l'accession à l'OMC.

Le CIR a également favorisé le processus d'accession du Timor-Leste d'autres manières, notamment en proposant des consultations politiques, aux niveaux national et international, afin d'accélérer le processus d'accession, en faisant de la sensibilisation au niveau des municipalités et en assurant la traduction de la législation. En outre, le soutien du CIR a facilité les réunions des partenaires du développement à Dili et à Genève, ce qui a permis de réaliser des progrès significatifs et d'assurer la coordination de l'assistance technique en vue de l'accession.



Lors de la CM13 de l'OMC, le Timor-Leste est devenu membre de l'OMC, marquant ainsi le processus d'accession le plus rapide jamais réalisé par un PMA.

Grâce à son accession à l'OMC, le Timor-Leste vise à établir des liens avec de nouveaux marchés d'exportation pour des produits de base tels que le café.



© David Daepp/CIR

Élargissement de l'engagement commercial régional

Au cours de la Phase Deux, le CIR a soutenu plus de 160 actions en faveur d'une plus grande intégration régionale. Par exemple, au cours de la Phase Deux du CIR, outre l'accession à l'OMC en 2024, le Timor-Leste a progressé vers l'obtention du statut de onzième membre de l'ASEAN. La feuille de route pour devenir membre de l'ASEAN comporte un certain nombre de prescriptions techniques, ce qui a allongé le processus. Dili a déposé sa candidature en 2011 et s'est vu accorder le statut d'observateur officiel et a reçu l'approbation de principe pour devenir Membre de l'ASEAN en 2022. Depuis lors, le pays a lentement progressé vers le statut de membre à part entière.

En Afrique, le CIR a aidé au moins 26 pays à développer des liens commerciaux régionaux plus forts par l'intermédiaire de la ZLECAf, y compris l'élaboration de 12 stratégies par pays dans le cadre de la ZLECAf. Par exemple, le soutien du CIR a permis de renforcer la capacité de l'Angola à faire progresser l'intégration régionale et, en 2020, ce pays a ratifié la ZLECAf.

Le CIR a aidé plusieurs autres pays qui ont signé et ratifié la ZLECAf, notamment la République centrafricaine (RCA), la Guinée équatoriale, l'Éthiopie et d'autres. En Afrique de l'Ouest, le CIR a appuyé un projet qui prévoyait des dispositions spécifiques visant à encourager la participation effective du Burkina Faso, de la Guinée, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal et du Togo. Ces activités ont été menées par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) à l'aide de fonds du CIR et de la Société internationale islamique de financement du commerce (ITFC). Le CIR a également soutenu l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies d'intégration à la ZLECAf pour des pays tels que la Tanzanie.

En outre, le CIR a soutenu la participation à la ZLECAf en aidant à relier les ministères du commerce des pays partenaires à d'autres partenaires de développement. Par exemple, le Rwanda a bénéficié d'un projet de mise en œuvre de la ZLECAf financé par le CIR qui apporte son aide par l'intermédiaire du Comité pour le développement du secteur privé et l'emploi des jeunes. Le Comité est présidé par le point focal du CIR (PF) et le Secrétaire permanent du Ministère du commerce et de l'industrie et coprésidé par le responsable de la coopération au développement du bureau de pays de l'Union européenne (UE). Il réunit des acteurs des secteurs public et privé, ainsi que des partenaires de développement, afin de discuter et d'assurer la coordination de la mise en œuvre de la ZLECAf.



Le CIR a soutenu plus de 160 actions en faveur de l'intégration régionale au cours de la Phase Deux.

L'Éthiopie est le deuxième producteur de fleurs coupées en Afrique, après le Kenya. L'industrie soutient un certain nombre d'emplois pour les femmes et les exportations sont destinées aux marchés d'Afrique et du monde entier.



© Marie-France Boucher/CIR

Reclassement des PMA: aperçu de la Phase Deux du CIR



Trois PMA sont sortis du statut de PMA au cours de la Phase Deux du CIR et plusieurs autres sont sur la voie du reclassement.

Le CIR a joué un rôle crucial pour les pays à différents stades du processus de reclassement des PMA. Le soutien est essentiel pendant la période précédant le reclassement et pendant les années qui suivent, alors que les pays cherchent à assurer une croissance économique durable et inclusive. Le CIR apporte son soutien par le biais de mesures de renforcement des capacités et de travaux

analytiques, tels que les EDIC, avec un accent particulier sur le reclassement; des études sur l'impact du commerce sur le reclassement des PMA; et des études sur les systèmes de production. Trois PMA ont été reclassés au cours de la Phase Deux du CIR et plusieurs autres sont en voie de l'être à terme, notamment São Tomé-et-Príncipe, dont le reclassement est actuellement prévu pour le 13 décembre 2024.

Guinée équatoriale

La Guinée équatoriale a quitté la catégorie des PMA en 2017. Le CIR a travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement, tout au long du processus de post-reclassement, en renforçant les capacités commerciales du pays afin qu'il soit en mesure de subvenir à ses besoins en l'absence du soutien spécifique aux PMA. Le CIR s'est concentré sur les

activités liées à l'intégration du commerce, à la diversification économique, à l'intégration de l'UNMO dans le gouvernement et à l'accession à l'OMC. Cinq années s'étant désormais écoulées depuis le reclassement de la Guinée équatoriale, elle ne remplit plus les conditions requises pour bénéficier de l'aide du CIR.

Le CIR apporte un soutien crucial aux PMA sur la voie du reclassement et jusqu'à cinq ans après celui-ci.



Vanuatu

Malgré plusieurs catastrophes naturelles et la perte de recettes touristiques due à la COVID-19, le Vanuatu a décidé de sortir de la catégorie des PMA le 4 décembre 2020. Il s'agissait là d'une décision courageuse alors que débutait la pandémie mondiale et, à cet égard, l'analyse du CIR sur les effets du reclassement sur le commerce a joué un rôle dans la décision de poursuivre le processus.

Cliquez/scannez ici pour en savoir plus



© Simon Hess/CIR

L'économie de Vanuatu repose en grande partie sur l'agriculture à petite échelle, suivie par la pêche, les services financiers offshore et le tourisme.

Bhoutan

Le Bhoutan est sorti de la catégorie des PMA en décembre 2023. Au cours des dernières décennies, la nation himalayenne a réussi à maintenir une croissance annuelle moyenne du produit intérieur brut (PIB) réel de 7,5% et à faire passer l'espérance de vie de 47 à 68 ans. Les soins de santé primaires sont désormais accessibles à 95% de la population. Le CIR a soutenu le Bhoutan dans divers domaines, notamment le renforcement des capacités institutionnelles et humaines, l'intégration du commerce et le développement du secteur privé – en particulier par la mise à niveau des infrastructures numériques. Les aides spécifiquement destinées aux PMA étant appelées à diminuer, le CIR s'est efforcé de contribuer à la mobilisation de l'investissement privé par le biais d'un nouveau portail en ligne.



© Simon Hess/CIR

La vente aux enchères en ligne de pommes de terre au Bhoutan permet aux agriculteurs d'accéder aux informations du marché et de vendre leurs produits plus efficacement.

02 Renforcement de l'intégration des UNMO

Les UNMO constituent le fondement de l'approche du CIR en matière d'intégration du commerce dans les gouvernements des PMA. Ces équipes techniques sont mises en place par les ministères du commerce des PMA et, au fil du temps, sont pleinement intégrées dans les ministères eux-mêmes. Au cours de la Phase Deux du CIR, le nombre d'UNMO intégrées dans les ministères est passé de 6 en 2015 à 45 à la fin de 2023.

“ L'UNMO du Cadre intégré renforcé m'a permis d'acquérir ma première expérience professionnelle et restera sans aucun doute l'opportunité de carrière la plus importante de ma vie. Grâce à l'UNMO, j'ai appris à communiquer avec des entités publiques, des organisations internationales et des associations locales. Ce fut ma porte d'entrée dans la fonction publique

– **Mohamed Lemine Vayda**, Directeur du commerce extérieur, Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme en Mauritanie et négociateur en chef de la ZLECAf pour la Mauritanie.



Faits saillants

45 UNMO répondent aux critères d'intégration.

Plus de 14 membres du personnel des UNMO ou Points focaux du CIR ont servi dans la mission de leur pays à Genève, dont 3 Ambassadeurs.

Les UNMO du Cambodge et de la RDP lao ont chacune coordonné plus de **100 millions d'USD** de financement depuis leur création.



© Simon Hess/CIR

Les UNMO sont établies en tant que bien public, aidant à la coordination et à l'exécution des projets pour les partenaires de développement dans les PMA tels que le Cambodge, les Comores, la Gambie, la RDP lao, le Rwanda et la Tanzanie. Ils fournissent également des services techniques, assurent la coordination des projets d'Aide pour le commerce, mettent en œuvre les projets du CIR et fournissent des services aux principaux organes

interministériels. Elles se sont également révélées être un important incubateur de talents locaux, de jeunes employés inexpérimentés devenant souvent des professionnels confirmés dans le domaine du commerce. De nombreux anciens employés des UNMO sont aujourd'hui ambassadeurs auprès de l'OMC, ministres du commerce, directeurs au sein des ministères du commerce ou occupent d'autres postes de haut niveau dans le domaine du commerce.

Les efforts du CIR pour mettre en place des UNMO dans les PMA ont abouti à un certain nombre de réussites au cours de la Phase Deux du CIR

L'histoire des UNMO: une réussite exceptionnelle



Le CIR a mis en place des UNMO dans 46 pays et 45 d'entre elles ont rempli quatre des cinq critères nécessaires pour être considérées comme «intégrées».

Le CIR veille à ce que les UNMO soient intégrées dans les gouvernements afin de renforcer les fonctions des ministères du commerce en matière de politique commerciale et de coordination. Les UNMO se sont révélées être des mécanismes souples et souvent durables pour défendre les priorités commerciales dans un grand nombre de PMA. Les UNMO les plus efficaces disposent d'un personnel bien formé, s'intègrent dans les mécanismes nationaux existants et travaillent de manière harmonieuse avec toute une série de parties prenantes du gouvernement, du secteur privé (y compris les micro, petites et moyennes entreprises (MPME)) et de la société civile.

Au cours de la Phase Deux du CIR, les UNMO ont évolué et trois modèles dominants ont vu le jour: un modèle gouvernemental conventionnel (où le personnel de l'UNMO est presque intégralement composé de Fonctionnaires gouvernementaux rémunérés par le ministère et intégrés dans sa structure); un modèle hybride ou intégré (mélange de modèle conventionnel et de modèle où le personnel de projet est rémunéré par d'autres fonds); et un modèle axé sur les projets (où l'UNMO est hébergée dans les locaux du ministère du commerce, mais la majeure partie de son personnel est rémunéré par des fonds alloués à des projets qui n'ont souvent aucun lien avec le CIR).

La longue expérience du CIR en matière de création des UNMO dans les PMA s'est soldée par de nombreuses réussites. Au Soudan, le gouvernement a considéré que l'UNMO était tellement essentielle à une gestion efficace de la politique commerciale qu'elle a été érigée en unité permanente au sein du Ministère du commerce et des approvisionnements par décret officiel en octobre 2022. Au Cambodge, l'UNMO fait office de centre de mise en œuvre pour tous les projets d'Aide pour le commerce.

Le travail de l'UNMO dans ce domaine a été si fructueux qu'il a servi de modèle au gouvernement pour attirer des financements d'autres partenaires de développement.

L'intégration des UNMO est un indicateur fort de durabilité, une préoccupation particulièrement importante alors que la Phase Deux du CIR touche à sa fin. Cinq critères ont été définis pour déterminer si une UNMO a été intégrée avec succès: i) l'UNMO est physiquement hébergée dans des locaux gouvernementaux; ii) le personnel de l'UNMO comprend des Fonctionnaires gouvernementaux; iii) la décision formelle a été prise d'intégrer l'UNMO dans le cadre d'un ministère; iv) l'UNMO est responsable de la coordination de l'ATLC; et v) l'UNMO est responsable de la coordination des organismes intersectoriels. À ce jour, le CIR a mis en place des UNMO dans 46 pays, et 45 d'entre elles sont considérées comme intégrées (c'est à dire qu'elles remplissent au moins 4 des 5 critères susmentionnés).

Bien que l'intégration soit une étape clé vers la durabilité des UNMO, elle n'en garantit pas pour autant les capacités institutionnelles et humaines, ni la viabilité financière. En l'absence du CIR, les UNMO peuvent continuer à fonctionner selon quatre modalités: i) l'UNMO pourrait continuer à fonctionner en tant qu'unité reconnue; ii) elle pourrait être intégrée dans les fonctions d'unités ministérielles spécifiques; iii) elle pourrait devenir une entité autonome placée sous l'égide du ministère hôte (avec un financement provenant de divers programmes); ou iv) elle pourrait être remplacée par une série d'unités fonctionnelles au sein du ministère hôte.

Unité individuelle de mise en œuvre des projets (UIMOP) du Rwanda

L'UNMO du CIR au Rwanda se distingue par la mise en œuvre d'un modèle «adossé à un projet», entièrement composé de personnel financé par un projet dans le cadre d'une UIMOP. Cette unité a été créée en vertu d'un mandat gouvernemental, selon lequel les coûts du commerce sont partagés entre les projets participants, et il est prévu que les Fonctionnaires soient assimilés à d'autres interventions relevant de l'unité, sans être incorporés dans le Ministère du commerce et de l'industrie. L'unité assure la coordination des initiatives d'Aide pour le commerce financées par les Donateurs afin de maximiser la collaboration et la durabilité à long terme.

L'UIMOP a joué un rôle essentiel en aidant le ministère à mettre l'accent sur le commerce transfrontières, le commerce électronique et le développement de la chaîne de valeur, ainsi qu'en permettant au gouvernement d'améliorer le contrôle, l'appropriation et la coordination d'initiatives à grande échelle financées par des partenaires de développement, tels que la Banque mondiale (BM), l'UE, la Banque africaine de développement (BAfD), la Coopération allemande au développement (GIZ), la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) et d'autres encore. Des projets pilotes dans d'autres ministères utilisant le même modèle ont également été couronnés de succès, soulignant l'influence de l'approche fondée sur les UNMO sur l'approche globale du Rwanda en matière de développement. Le modèle a également été utilisé avec succès dans d'autres pays, tels que le Libéria.



© UIMOP Rwanda

L'UIMOP du Rwanda a joué un rôle essentiel en aidant le Ministère du commerce et de l'industrie à se concentrer sur les initiatives en matière de commerce transfrontalier, notamment sur deux grands marchés transfrontaliers.

Les marchés transfrontaliers du Rwanda ont été construits en tenant compte des besoins des femmes, des grands commerçants et des petits entrepreneurs. Le modèle s'est avéré si efficace que l'approche est maintenant reproduite ailleurs.



© UIMOP Rwanda

L'UNMO modèle de la RDP lao



Le travail de l'UNMO de la RDP lao a été si fructueux qu'il a servi de modèle au gouvernement pour attirer des fonds d'autres partenaires de développement. La structure est un excellent exemple d'optimisation des ressources.

Le soutien du CIR à la RDP lao s'est traduit par un niveau élevé d'intégration du commerce grâce à un renforcement ciblé des capacités et à une forte intégration de l'UNMO au sein du gouvernement. L'UNMO de la RDP lao est hébergée dans le Département de la planification et de la coopération du Ministère de l'industrie et du commerce et met en œuvre

tous les projets d'Aide pour le commerce du pays. L'efficacité de l'UNMO a permis un niveau élevé d'appropriation par le pays et a contribué à attirer plus de 150 millions d'USD de financement de la part d'autres partenaires de développement. Le modèle de l'UNMO a également été une source d'inspiration pour le Myanmar lorsqu'il a créé sa propre unité.

“ L'alignement sur les priorités et les besoins nationaux a été une réalisation majeure du CIR, ce qui était parfaitement conforme à son principe directeur de promotion de l'appropriation par les pays.

*– Saana Consulting,
Évaluation du Cadre intégré renforcé*

En RDP lao, les partenariats dans la production textile ont amélioré l'accès au marché pour le secteur de l'artisanat, ce qui a entraîné une augmentation de 80% des revenus.





L'économie de la RDP lao a suivi une trajectoire ascendante pendant la majeure partie des deux dernières décennies, avec une croissance annuelle moyenne du PIB de 7%. Elle devrait être reclassée de la catégorie des PMA en 2026.

“ Le soutien du CIR est fermement ancré dans le principe d'appropriation par le pays, ce qui aide les pouvoirs publics à accorder la priorité à l'amélioration de la capacité de production, à la promotion d'un système de commerce international bien équilibré, et au développement durable, conformément au Plan national de développement socioéconomique 2021-2025 de la RDP lao.

– S.E. Dr Manothong VonAGKy, Vice-ministre de l'industrie et du commerce

03

Renforcement des capacités humaines et institutionnelles

Une mesure clé du succès de toute initiative du CIR est la mesure dans laquelle les personnes et les institutions adoptent des politiques et des pratiques qui ont un impact et qui sont durables. C'est pourquoi l'appropriation par les pays est au cœur de l'approche du CIR. Lorsque les institutions et les personnes qui y travaillent disposent des structures et des connaissances nécessaires au changement, les interventions du CIR ont beaucoup plus de chances de déboucher sur un succès durable à long terme. L'approche du CIR consiste à renforcer les capacités par l'implication directe, l'appropriation et la responsabilité des ministères du commerce des PMA.

“ Le Cadre intégré renforcé a été un catalyseur. Le financement qu'il a apporté a déclenché d'autres dons ... les Donateurs sont désireux de collaborer avec d'autres Donateurs pour produire des résultats encore plus convaincants.

– **Willie Luen**, Ancien chef de l'Unité de coordination de l'aide et de négociation au Cabinet du Premier Ministre, Vanuatu



Faits saillants

Près de 300 000 personnes ont participé aux formations du CIR dans les PMA, dont plus de 170 000 femmes et plus de 60 000 jeunes.

47 pays ont mis en place des mécanismes de dialogue public-privé.

Plus de 30 membres du personnel de l'UNMO et des Points focaux du CIR ont été promus à des niveaux très élevés du gouvernement, dont 8 à des postes ministériels.



© Ollivier Girard/CIR

Outre l'implication des systèmes nationaux, un cofinancement des projets par les pouvoirs publics a été mis en place au fil du temps pour soutenir les initiatives au delà des calendriers prévus. Une forte capacité de l'UNMO est essentielle à l'obtention d'un succès à long terme et, dans certains cas, les UNMO sont

maintenant entièrement financées par les pouvoirs publics. Les UNMO collaborent également de plus en plus entre elles pour partager leurs connaissances et mettre en œuvre des approches nouvelles et originales efficaces.

Le soutien apporté par le CIR au Bénin en matière de commerce et de renforcement des capacités productives a joué un rôle crucial dans la réduction de la pauvreté en renforçant le commerce et les capacités productives.

Le gouvernement du Bénin s'investit dans l'infrastructure commerciale



En réunissant des hauts responsables gouvernementaux, des partenaires donateurs, des représentants du secteur privé, du personnel d'organisations non gouvernementales, des diplomates et des représentants de la communauté, le CNDC de Vanuatu accélère le processus d'élaboration de la politique commerciale et améliore la transparence.

Cliquez/scannez ici pour en savoir plus



Le CIR a soutenu le processus de mise à jour de l'EDIC pour le Bénin en 2015. Les recommandations issues de cette mise à jour ont notamment débouché sur la réalisation d'une vaste étude de faisabilité sur le commerce transfrontières, comprenant un examen approfondi de la facilitation des échanges et de la dynamique commerciale régionale. En 2023, sur la base des

recommandations de l'étude, le gouvernement a alloué quelque 5 millions d'USD au titre du budget national pour commencer la construction du premier espace marchand transfrontalier du pays. Ce projet le long de la frontière du pays avec le Nigéria offre un exemple concret de l'appropriation par le pays de l'infrastructure commerciale, résultat direct du soutien du CIR.

Le Comité national pour le développement du commerce du Vanuatu (CNDC)

Jetant les bases de la mise en œuvre de la Phase Deux du CIR, en 2012, le CIR a apporté son soutien au Vanuatu pour la mise en place de son CNDC – une approche novatrice visant à améliorer l'efficacité de l'élaboration des politiques commerciales. Dirigé par le Vice-Premier Ministre, avec le soutien technique de l'UNMO, le CNDC est un groupe spécialement constitué de représentants clés des secteurs public et privé qui s'intéressent au commerce national et international. Le comité travaille pour identifier et traiter les opportunités et les défis liés au développement du commerce, avant de formuler des recommandations à l'intention du Conseil des ministres de Vanuatu.

Le CNDC a changé la donne en matière de prise de décision dans le domaine du commerce au Vanuatu et d'autres ministères cherchent à reproduire cette approche. Avant la création du CNDC, les décisions relatives aux projets commerciaux exigeaient beaucoup de temps et étaient prises indépendamment des autres décisions.

Les propositions de projets étaient envoyées au cabinet du Premier Ministre, où se déroulaient les consultations avec les donateurs. Le cabinet s'adressait ensuite au ministère si le projet présentait un intérêt.

En réunissant de hauts responsables gouvernementaux et certains des partenaires Donateurs les plus importants du Vanuatu, des représentants du secteur privé, des membres du personnel d'organisations non gouvernementales, des diplomates et des représentants des collectivités, le CNDC accélère le processus et améliore la transparence. Les partenaires Donateurs se réunissent pour examiner chaque proposition et mettent leurs ressources en commun pour soutenir les idées prometteuses. Fort de cette expérience, le Coordonnateur de l'UNMO, Willie Luen, a été recruté pour assurer la direction générale de l'Unité de coordination de l'aide et de négociation au Cabinet du Premier Ministre. Selon M. Luen, le CIR a joué un rôle central dans la réussite de l'initiative et a permis d'accroître le financement.

Comment les pays du CIR se soutiennent mutuellement

Avec la Phase Deux, le CIR a intensifié son travail de soutien aux PMA dans le cadre d'initiatives régionales. De par leur conception, les projets régionaux, tels que ceux qui soutiennent les pays producteurs de karité en Afrique de l'Ouest, permettent d'établir des liens importants et de partager des enseignements entre les UNMO et les organisations régionales. Ces relations ont donné lieu à d'importantes possibilités de partage des connaissances institutionnelles qui se renforcent mutuellement et qui dépassent de loin le cadre des projets individuels, contribuant ainsi à la durabilité.

Les échanges commerciaux internationaux entre les pays du CIR, par exemple, sont un élément essentiel des efforts déployés pour améliorer les capacités institutionnelles dans les PMA. Les UNMO du Cambodge, de la RDP lao et du Myanmar ont mis en place un programme d'échange exemplaire qui a permis de faire circuler efficacement les idées et les meilleures pratiques. Le Niger et le Tchad ont également tiré pleinement parti de ces échanges pour améliorer leur filière cuirs et peaux.

Lorsque la Zambie a mis en place son projet de coopératives, elle s'est inspirée de l'Ouganda, qui avait mis en œuvre un mécanisme similaire; et des pays comme le Rwanda, la Sierra Leone, le Soudan du Sud et Tuvalu ont étudié la manière dont la Gambie tire parti du financement de l'action climatique pour le commerce. Par ailleurs, le CIR a dispensé à l'organe juridique et réglementaire de la Guinée-Bissau une formation sur la manière de faciliter les échanges afin de permettre un transfert de connaissances plus efficace entre pays comparables. Les initiatives du CIR, telles que les activités régionales de renforcement des capacités et les réseaux en ligne, ont joué un rôle important pour stimuler ces réseaux.



Les relations de collaboration entre les UNMO contribuent à renforcer les possibilités de partage des connaissances institutionnelles à long terme.

“ Par l'intermédiaire du CIR, le Cambodge met effectivement en œuvre l'Aide pour le commerce et prend l'appropriation au sérieux.

– S.E. Mr Suon Prasith, Ambassadeur et Représentant permanent du la Mission du Royaume du Cambodge auprès de l'OMC

L'apprentissage et la collaboration entre pays autour de la production de karité ont été renforcés par l'approche régionale adoptée en Afrique de l'Ouest.



© Ollivier Girard/CIR

04 Intégration du commerce

Lorsque le commerce est pleinement intégré dans un gouvernement, les pays sont mieux à même d'exploiter son potentiel de réduction de la pauvreté et de changement économique. Ainsi, l'intégration du commerce est un principe central du CIR et un objectif clé lors de la mise en place des UNMO et pour leur intégration effective. L'intégration du commerce garantit également que les considérations commerciales sont prises en compte dans les principaux documents et stratégies de politique, notamment dans les domaines de l'économie, de l'environnement, de l'agriculture, du développement et autres.

Un certain nombre de succès en matière d'intégration ont été enregistrés dans toutes les régions au cours de la Phase Deux du CIR, lequel a collaboré avec 37 pays pour intégrer le commerce dans leurs nouveaux plans de développement nationaux.

“ Les structures du CIR au niveau des pays ont été mises en place et remplissent leurs mandats et fonctions respectifs, le pays bénéficiaire faisant de plus en plus office de Principale entité de mise en œuvre (PEMO). Les structures de gouvernance du CIR au niveau national étaient en place et raisonnablement efficaces.

– Saana Consulting, Évaluation du Cadre intégré renforcé



Faits saillants

Les efforts de renforcement des capacités du CIR à Tuvalu ont conduit à l'élaboration d'une stratégie nationale pour le développement durable, d'un cadre de politique commerciale et d'une politique de tourisme durable.

Les efforts d'intégration au Burkina Faso ont conduit à l'incorporation d'un libellé en rapport avec le commerce dans plusieurs documents stratégiques du gouvernement.

La Sierra Leone est un modèle d'intégration du commerce et se targue d'un niveau élevé d'appropriation nationale.



© Simon Hess/CIR

La Phase Deux du CIR a donné lieu à un certain nombre de possibilités d'intégration au Bhoutan, notamment le renforcement des institutions et des cadres juridiques liés au commerce et le renforcement des capacités des Fonctionnaires publics et privés.

Le commerce joue un rôle de premier plan dans la planification du développement du Bhoutan



L'intégration du commerce a joué un rôle important dans la planification du développement du Bhoutan,

le commerce étant étroitement intégré dans les plans du gouvernement, notamment son 13^{ème} plan quinquennal (2024-2029).

En décembre 2023, le Bhoutan est devenu le septième pays à sortir des rangs des PMA. Le CIR a travaillé en étroite collaboration avec le royaume himalayen pour s'assurer qu'il disposait de régimes de commerce et d'investissement efficaces pour atteindre son objectif de reclassement tout en poursuivant sa trajectoire de développement ascendante. L'intégration du commerce a joué un rôle important dans la planification du développement du Bhoutan, le commerce étant étroitement intégré dans les plans du gouvernement, notamment son 13^{ème} plan quinquennal (2024-2029) et son

plan prospectif de long terme (2024-2034). Le rôle prépondérant du commerce dans ces plans de développement nationaux à moyen et long termes souligne l'importance que lui accorde le gouvernement afin de faciliter l'investissement et d'atteindre son objectif de devenir un pays développé d'ici 2034. Le Bhoutan a adopté une stratégie qui comprend le développement d'infrastructures de transport axées sur le commerce, l'expansion des exportations agricoles et la croissance du commerce des services.

Le Burkina Faso intègre le commerce dans les principaux documents de stratégie en matière de développement

Les efforts d'intégration au Burkina Faso ont abouti à l'incorporation d'un libellé en rapport avec le commerce dans un large éventail de documents de stratégie du gouvernement, y compris ceux axés sur le transport, l'exploitation minière, l'énergie, l'agriculture, les ressources animales, l'environnement, la culture et le tourisme. Les capacités institutionnelles

ont également été renforcées, ce qui a permis de faire une large place au commerce dans les principaux documents de stratégie en matière de développement, notamment la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable du Burkina Faso (2011-2015) et le Plan national de développement économique et social (2016-2020).

Les efforts d'intégration déployés par le CIR au Burkina Faso ont permis d'intégrer le commerce dans plusieurs stratégies sectorielles, notamment les transports, l'exploitation minière, l'énergie, l'agriculture, les ressources animales, l'environnement, la culture et le tourisme.



Le parcours du Soudan du Sud en matière de commerce

Au Soudan du Sud, le CIR a soutenu l'intégration du commerce dans deux plans de développement nationaux successifs (2018-2021 et 2021-2024). L'accent mis sur la diversification économique a contribué à l'élaboration du Cadre de politique commerciale du Soudan du Sud et d'une Politique

nationale de la qualité ainsi que d'un projet de loi sur la concurrence, tout en jetant les bases de la participation du Soudan du Sud à la Communauté de l'Afrique de l'Est et à la ZLECAf, avec des progrès en vue de l'accession à l'OMC.



L'expérience du Bénin en matière d'intégration du commerce

Le CIR a soutenu l'intégration du commerce dans le plan de développement national 2018-2025 du Bénin. L'équipe CIR Bénin a participé au processus de rédaction, ce qui a contribué à inclure les priorités de la matrice des actions de l'EDIC. L'ancrage du commerce

dans le plan de développement national a aidé le pays à mettre en œuvre diverses réformes commerciales, y compris des améliorations du cadre réglementaire pour le développement des MPME, l'infrastructure nationale de qualité et la protection des consommateurs.



L'intégration du commerce: un élément clé des plans de développement de Cabo Verde après le reclassement

Bien que Cabo Verde ait quitté la catégorie des PMA en 2007, il a continué à bénéficier d'un soutien pendant une période transitoire, les projets se prolongeant jusque dans la Phase Deux du CIR. Comme l'a indiqué la mise à jour de l'EDIC du pays en 2014, la capacité institutionnelle et l'intégration du commerce étaient des priorités, vu la contraction des possibilités d'aide au développement suite à la sortie du pays de la catégorie des PMA. Ainsi, le CIR s'est fortement concentré sur le renforcement des capacités liées au commerce, ce qui a conduit à une prise de

conscience accrue du potentiel du commerce en tant qu'outil pour stimuler la production, la consommation et les revenus. Ces efforts ont également mené à l'élaboration d'une stratégie commerciale nationale, à l'établissement du Conseil national du commerce et à la création d'un Programme intégré sur les ressources du gouvernement pour faciliter le commerce. En outre, le commerce a été intégré dans le plan stratégique de réduction de la pauvreté 2012-2016 de Cabo Verde et dans son plan national de développement stratégique.

Sentiment collectif d'appropriation pour le secteur du tourisme de la Sierra Leone



Au cours de la Phase Deux, le soutien du CIR a permis d'intégrer le commerce dans les plans de développement nationaux de la Sierra Leone.

La Sierra Leone est un modèle d'intégration du commerce et se targue d'un niveau élevé d'appropriation au niveau national. Le CIR a soutenu la mise en œuvre des ANMO du pays, qui comprennent une UNMO, un Comité directeur national (CDN) du CIR, le Facilitateur des Donateurs du CIR et le PF. Un décret présidentiel a stipulé que tout le personnel de l'UNMO devait être absorbé par le Ministère du commerce et de l'industrie, ce qui constitue un signe fort d'intégration du commerce à un stade précoce.

La planification stratégique réalisée par le CDN et l'UNMO a joué un rôle essentiel dans la réalisation de l'ambition du gouvernement d'attirer à nouveau les touristes dans le pays après une absence prolongée dans les années

qui ont suivi la guerre civile. Ainsi, l'objectif consistant à faire de la Sierra Leone une destination écotouristique a été intégré dans la politique commerciale du pays – un objectif qui a déjà connu un succès notable. D'autres efforts ont conduit à l'introduction d'une nouvelle loi sur le tourisme et à la formulation d'une politique de gouvernance et de gestion financière du tourisme. La politique du pays en matière de tourisme est désormais intégrée dans tous les programmes gouvernementaux et a suscité un large sentiment d'appropriation dans tous les départements. Ces efforts portent déjà leurs fruits en termes de transformation significative du secteur du tourisme. En 2023, le Time Magazine a classé la Sierra Leone parmi les meilleures destinations touristiques au monde.

Le soutien du CIR a permis de réaliser des progrès substantiels dans le développement et l'amélioration des sites d'écotourisme communautaires en Sierra Leone.



La stratégie de développement durable des Tuvalu donne la priorité au commerce

Le CIR a déployé des efforts considérables pour contribuer à l'intégration du commerce aux Tuvalu au cours de la Phase Deux. Le commerce représente quelque 65% du PIB du pays, les secteurs prioritaires étant l'agriculture, la pêche, la mobilité de la main d'œuvre et l'éducation. Toutefois, le manque de capacités institutionnelles et humaines pour une intégration du commerce efficace a été identifié comme étant une contrainte. Les efforts de renforcement des capacités menés par le CIR ont permis d'élaborer une stratégie nationale pour le développement durable, un cadre de politique commerciale et une politique

en matière de tourisme durable. Grâce à un soutien ciblé, le secteur du commerce a pu se développer d'une manière plus harmonisée à l'échelle du gouvernement. En renforçant les cadres réglementaires, le gouvernement a créé des politiques clés pour garantir l'existence d'un environnement favorable aux petites et moyennes entreprises (PME). Des stratégies visant à développer les secteurs du commerce, du tourisme et du commerce électronique ont également été élaborées, ce qui a permis de piloter des initiatives sectorielles et diverses initiatives de promotion des entreprises.

Au cours de la Phase Deux, le CIR a investi de manière substantielle dans des projets visant à renforcer les capacités institutionnelles et humaines de Tuvalu en vue d'une intégration commerciale efficace, les priorités liées au commerce étant notamment l'agriculture, la pêche, la mobilité de la main-d'œuvre et l'éducation.



© UNMO Tuvalu/CIR

05 Interconnexions

L'approche du CIR ne se limite pas à soutenir les PMA sur la voie d'une meilleure participation au système commercial mondial – elle vise un changement systémique. Le CIR met fortement l'accent sur la durabilité, car c'est le gage d'une réussite à long terme. La clé de la durabilité quant à elle réside dans des processus et des institutions solides et interconnectés. Lorsque les systèmes sont conçus pour interagir et se soutenir mutuellement, ils ont beaucoup plus de chances de générer des changements durables et à long terme.

“ Grâce à la réponse rapide du CIR aux besoins du pays, le Cambodge a rapidement saisi les opportunités de l'économie numérique avec le soutien du CIR pour élaborer une stratégie nationale de commerce électronique et mettre en place une plate-forme nationale de commerce électronique [...].

– **Samheng Bora**, Secrétaire d'État, Ministère du commerce du Cambodge, 2022



Faits saillants

47 pays disposant de stratégies sectorielles intégrant le commerce.

Les interventions en matière de capacités productives permettent d'obtenir des résultats visibles afin d'encourager des réformes commerciales plus profondes.

Les mécanismes de coordination interministérielle se sont réunis 3,1 fois en moyenne en 2023.



© Simon Hess/CIR

Les UNMO qui sont pleinement intégrées au gouvernement contribuent à créer des liens entre les institutions et les capacités de production, qui sont essentiels à la réussite. Ces liens étroits au sein d'un gouvernement permettent de faire en sorte que les efforts de renforcement des capacités ne restent pas limités aux organismes ou organisations externes. Les succès avérés au sein d'un ministère conduisent souvent à l'établissement de modèles qui sont ensuite adoptés par d'autres ministères et institutions.

Ces succès s'étendent ensuite au secteur privé et à d'autres UNMO dans des PMA confrontés à des défis similaires.

En soutenant un large éventail d'interconnexions par le biais des réseaux, des échanges commerciaux et d'une conception ciblée des projets, le CIR crée un changement systémique à long terme qui perdurera au delà de la durée des projets.

Des liens solides garantissent que les projets réussis sont durables et peuvent être reproduits, ce qui maximise l'impact et garantit l'optimisation des ressources.

L'approche du Rwanda pour la mise en œuvre des projets: une source d'inspiration



Le personnel de l'UNMO emporte avec lui les connaissances qu'il a acquises grâce à son expérience au CIR.

L'UIMOP du Rwanda est un modèle intéressant d'intégration gouvernementale et a fait preuve d'ambition pour saisir de nouvelles opportunités. En 2011, lorsqu'elle a été créée par le Ministère du commerce et de l'industrie, l'UIMOP a été autorisée à assurer la coordination effective de toutes les initiatives liées à l'Aide pour le commerce financées par les donateurs. L'Unité a ainsi révolutionné la collaboration en permettant un partage des coûts de personnel entre les projets, solution

alternative à l'incorporation du personnel dans le ministère.

Cette approche a permis la participation à des projets à grande échelle avec la Banque mondiale, l'UE et d'autres, et a incité d'autres ministères à adopter le même modèle. À bien des égards, cette méthode soutenue par le CIR a changé la façon dont le Rwanda aborde le développement. Le Libéria a déjà adopté le modèle UIMOP, en s'inspirant de la réussite du Rwanda.



Un impact à long terme grâce au recrutement et à la formation

Le succès de l'approche du CIR repose en grande partie sur le recrutement et la formation d'un personnel de haut niveau. De nombreux anciens PF et membres du personnel des UNMO ont ensuite occupé des postes de haut niveau au sein du gouvernement et de l'industrie, ce qui leur a permis d'avoir une influence sur les politiques et les systèmes. Par exemple, l'ancien PF du Niger a dirigé les négociations de la ZLECAf pour le pays; l'ancien Coordonnateur de l'UNMO du Libéria est devenu Ministre du commerce; le Coordonnateur de l'UNMO du Rwanda est devenu Secrétaire permanent; et l'ancien Coordonnateur de l'UNMO du Népal est devenu Ministre des finances.

Le personnel de l'UNMO emporte avec lui les connaissances qu'il a acquises grâce à son expérience au CIR. Par exemple, lorsque Willie Luen, ancien Coordonnateur de l'UNMO du Vanuatu, a pris la tête de l'Unité de coordination de l'aide étrangère du pays, il a contribué à la mise en place du NTDC, un groupe de représentants des secteurs public

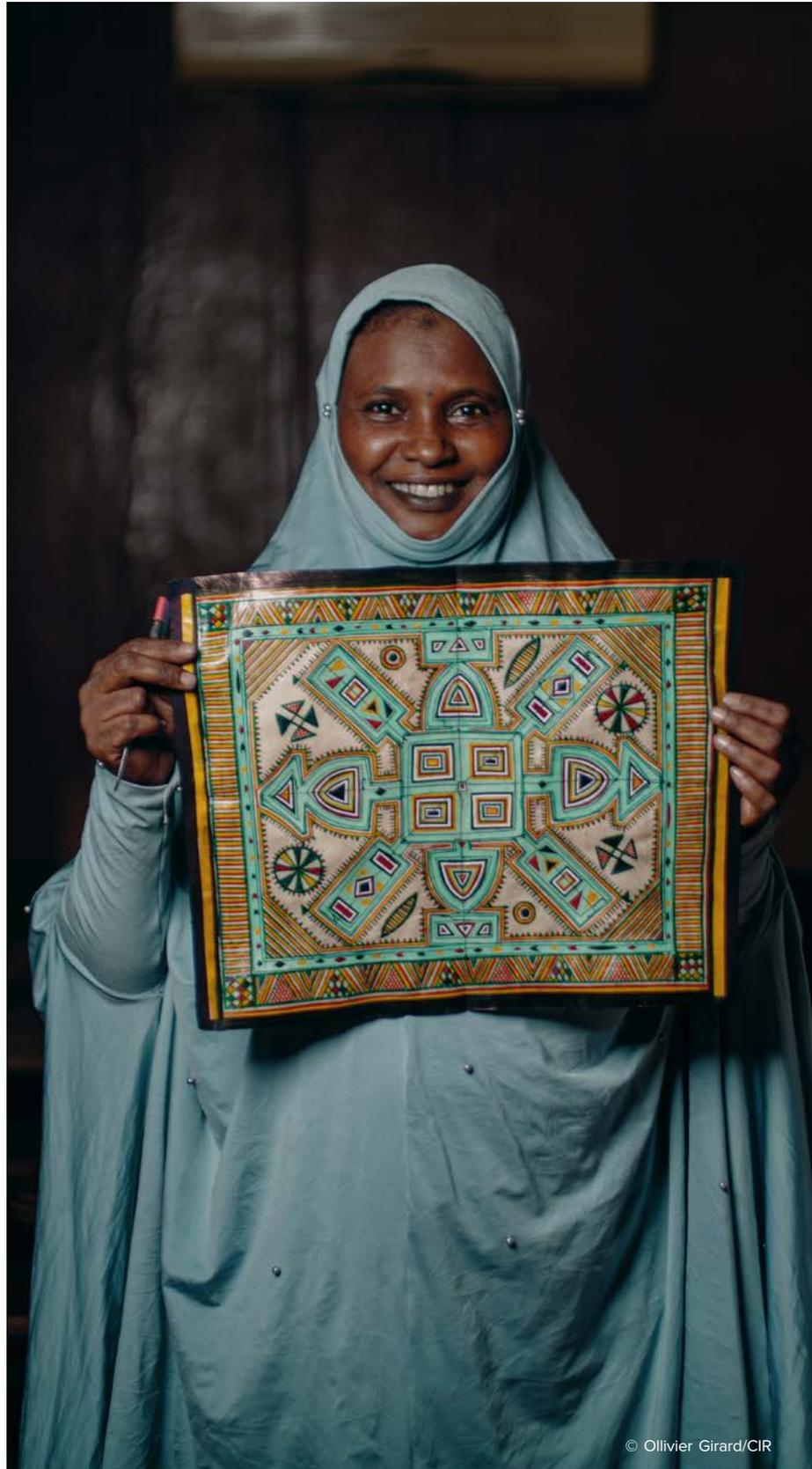
et privé capables de collaborer efficacement pour identifier et résoudre les problèmes de développement du commerce et formuler des recommandations à l'intention des ministres. Plusieurs ministères du Vanuatu ont manifesté leur intérêt pour ce modèle et le Ministère de l'agriculture a reproduit le comité sous la forme d'une unité de gestion de projet. Dans les pays du CIR, plus de 30 anciens Fonctionnaires d'UNMO ou des PF ont accédé à des postes de direction. Par exemple, les PF du Cambodge et de la RDP lao et le Coordonnateur de l'UNMO du Libéria sont devenus ministres, trois autres membres du personnel liés au CIR sont devenus ambassadeurs auprès de l'OMC et d'autres encore travaillent dans les missions à Genève. Au Bhoutan, l'ancien PF est devenu le négociateur en chef pour les questions climatiques et a joué un rôle clé dans les discussions de la Conférence des Parties (COP26) de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à une époque où le commerce prenait de l'importance.

La promotion des marchés locaux peut encourager la création de liens internationaux

Diverses initiatives du CIR illustrent le lien entre le renforcement des marchés nationaux ou locaux et la capacité à plus long terme d'accéder aux marchés internationaux. L'expérience a montré que la création de conditions favorables sur les marchés nationaux est cruciale pour la participation au système commercial mondial.

Au Niger, le CIR a soutenu le secteur des cuirs et peaux en modernisant les méthodes de production, notamment par la fourniture d'équipements et le renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de valeur. L'un des objectifs du projet était de moderniser la production en remplaçant les méthodes traditionnelles par des méthodes semi-industrielles utilisant des technologies améliorées pour la collecte, le traitement et la conservation des peaux et des cuirs. En renforçant les capacités locales, la filière a vu ses recettes d'exportation plus que doubler entre 2010 et 2018.

Le succès de la filière des cuirs et peaux au Niger a suscité l'intérêt du Tchad voisin, qui avait du mal à produire des peaux de haute qualité compétitives et satisfaisant aux normes internationales. Le Coordonnateur du CIR dans le pays a vu là l'occasion de renforcer les liens entre les deux pays par le biais d'un exercice de partage des connaissances. Le gestionnaire de projet au Niger a été engagé pour élaborer une proposition, qui a finalement été approuvée par le gouvernement du Tchad. Grâce à cette initiative, 60% de la production des tanneries tchadiennes avaient atteint les normes internationales en 2021 et les produits fabriqués au Tchad ont gagné en popularité dans le monde entier.



© Ollivier Girard/CIR

Le gestionnaire de projet du CIR au Niger a facilité une initiative de partage des connaissances avec le Tchad voisin au cours de la Phase Deux.

06 Environnement et climat

Des tempêtes d'une extrême violence aux inondations côtières, les PMA sont touchés de manière disproportionnée par les effets du changement climatique. Plus de deux tiers des décès liés aux catastrophes climatiques dans le monde se sont produits dans ce groupe de pays. C'est pourquoi la durabilité environnementale est une question transversale qui a joué un rôle dans toutes les activités de la Phase Deux du CIR. L'environnement est intégré dans la planification stratégique du CIR et un indicateur a été établi pour garantir que la mesure de l'impact prenne en compte les dimensions environnementales.

“ Cette collaboration [à travers le projet]... renforce l'importance que nous accordons à de tels partenariats en tant qu'investissement critique dans le secteur du karité, et réitère l'engagement des parties prenantes à la vision d'une industrie plus durable.

– **Mamatou Djaffo**, Représentante du Groupe des femmes du Comité exécutif de l'AGK, Burkina Faso



Faits saillants

Le soutien à la filière miel en Éthiopie a permis la plantation de **plus de 700 000** graines de plantes mellifères par des entreprises employant des jeunes.

122 interventions liées à l'environnement par le biais des projets du CIR (36 en 2023).

La numérisation des transactions commerciales au Vanuatu a permis de **réduire les émissions des véhicules** en diminuant d'au moins 25 000 le nombre de visites dans les bureaux du gouvernement.



© José Carlos Alexandre/CIR

Afin de s'assurer que les considérations relatives au changement climatique et à l'environnement soient intégrées à un stade précoce dans la planification, le CIR a publié un guide pratique pour l'élaboration des EDIC. En abordant les préoccupations environnementales au stade de l'EDIC, les PMA peuvent aisément intégrer ces considérations dans les pratiques de planification standard. La tendance consistant à prendre en compte les questions climatiques et environnementales dans les EDIC est de plus en plus courante. Par exemple, la mise à jour de l'EDIC de la Zambie consacre un chapitre entier au climat et au commerce.

Les projets relatifs aux capacités de production – par exemple sur la production de miel en Éthiopie ou sur la filière du tannage des peaux au Tchad – sont généralement tenus, en vertu des bonnes pratiques, d'incorporer une évaluation des dimensions environnementales dans la conception du projet. Souvent, ces évaluations conduisent à la création de nouvelles initiatives qui contribuent à faire progresser de manière significative les considérations environnementales et la durabilité au sein d'un pays.

Les cyclones et autres phénomènes météorologiques liés au climat sont de plus en plus fréquents, ce qui pose de graves problèmes aux pays insulaires du Pacifique, tels que le Vanuatu.

Comment le CIR contribue à l'action en faveur de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique dans les PMA

Au cours de la Phase Deux du CIR, les considérations relatives à l'environnement et au changement climatique ont été de plus en plus intégrées dans les travaux du CIR. En particulier, la collaboration avec l'Overseas Development Institute (ODI) et l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) a permis de réunir les décideurs de manière à ce que l'architecture internationale du climat et du commerce soutienne mieux les efforts d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets déployés par les PMA. Il s'agissait notamment de réunir les responsables des négociations sur le commerce et le climat et d'élaborer des travaux de recherche axés sur les politiques dans les domaines du financement de l'action climatique, du transfert de technologies, des marchés du carbone et des normes en la matière. En outre, un examen des considérations environnementales abordées dans les EDIC a abouti à l'élaboration de lignes directrices pour une meilleure prise en compte de ces questions dans les diagnostics commerciaux.

En ce qui concerne la participation des pays, on trouvera ci après quelques exemples concrets de mesures qui ont été prises:

Bénin

- Une formation à la protection des forêts a été dispensée, permettant à 600 personnes d'être formées à la gestion et à la protection des parcs d'arbres à karité et à 30 000 plants d'arbres à karité d'être plantés.

Burkina Faso

- Une formation a été dispensée pour garantir le respect des normes environnementales et atteindre les objectifs en matière d'énergie renouvelable.
- Des études d'impact sur l'environnement ont été réalisées.
- Un soutien en matière de gestion des déchets a été apporté afin d'atténuer les impacts environnementaux liés à la transformation du beurre de karité.

Cambodge

- Dans le cadre de projets liés à la pêche, des mesures d'atténuation ont été adoptées pour minimiser les impacts sur l'environnement.
- Une étude a été entreprise pour mieux comprendre les risques environnementaux liés à la filière manioc.

Comores

- Des projets axés sur le développement de la production d'ylang-ylang et de clous de girofle ont adopté des pratiques agricoles biologiques.
- Les initiatives d'écotourisme s'accompagnent désormais de mécanismes améliorés de traitement des déchets, et les produits recyclés gagnent en importance.

Djibouti

- Le renforcement des capacités a permis d'améliorer les connaissances du Ministère du commerce sur les liens entre l'environnement et le commerce.

Éthiopie

- Un projet du CIR a soutenu la plantation participative de plus de 2,6 millions de pousses de plantes mellifères, couvrant 902 hectares, dont 214 hectares de terres réhabilitées.
- Une formation a été dispensée sur l'utilisation correcte des produits agrochimiques.
- Une formation a contribué à faciliter les bonnes pratiques dans le secteur de la sylviculture commerciale.

Gambie

- Les activités associant le Ministère de l'environnement et le Ministère du commerce ont inclus des dialogues de haut niveau pour les secteurs public et privé sur les possibilités d'accès au financement de l'action climatique lié au commerce. Cela a finalement conduit à l'élaboration d'une proposition sur l'industrialisation verte par le biais de zones économiques spéciales et d'agropoles.

Lesotho

- La mise en place d'une agriculture protégée grâce à la distribution de 150 serres et de filets antigrêle a permis une utilisation plus efficace de l'eau et des engrais. Elle a également permis d'allonger les saisons de culture et de fournir une protection contre les conditions météorologiques extrêmes. En moyenne, chaque serre emploie deux à trois personnes.

Madagascar

- Le soutien a permis à Madagascar de s'engager plus avant dans les discussions de l'OMC sur le commerce et l'environnement.

Malawi

- Plus de 6 000 petits exploitants agricoles ont été formés à des pratiques de production et de transformation respectueuses de l'environnement et du climat.



Mali

- Une formation à la protection de l'environnement a été dispensée, l'accent étant mis sur la sensibilisation au potentiel de revenus des arbres à karité.

Niger

- Une évaluation des impacts sur l'environnement a été réalisée pour les opérations de tannage du cuir.
- Les tanneurs ont été formés à des pratiques de gestion des déchets respectueuses de l'environnement.

RDC

- Une étude sur la protection de l'environnement a été réalisée.
- Une formation a été dispensée sur l'importance de la protection des ressources naturelles grâce à une politique de déforestation zéro.

Rwanda

- Le soutien du CIR a permis l'élaboration d'une politique en matière de déchets électroniques et la création d'un nouveau centre de traitement de ces déchets. En un an, le centre a collecté 3 000 tonnes de déchets électroniques, notamment en provenance du Burundi, de la RDC et de l'Ouganda voisins, et a exporté des circuits imprimés à Dubaï pour en extraire les métaux précieux. Outre les avantages pour l'environnement, plus de 400 emplois ont été créés.

Samoa

- Les projets du CIR ont contribué à renforcer le dialogue entre le gouvernement et le secteur privé sur les réponses à apporter aux effets du changement climatique.

Soudan du Sud et Ouganda

- Protection des arbres à karité contre la déforestation illégale due à la demande de charbon de bois.

Tchad

- Le CIR a contribué à la mise en place de pratiques de production respectueuses de l'environnement dans la filière du tannage du cuir.

Vanuatu

- Le CIR a soutenu le Projet national d'infrastructures touristiques, qui a permis de remodeler le front de mer avec des spécifications plus élevées en réponse aux conditions météorologiques de plus en plus volatiles liées au changement climatique.
- En un an, le guichet unique électronique a permis de réduire de 42 000 le nombre de pages imprimées et de 25 000 le nombre de déplacements en véhicule des commerçants vers les bureaux des administrations. L'introduction de nouveaux modules pour les substances appauvrissant la couche d'ozone, des appareils efficaces d'un point de vue énergétique et un module de fournitures au titre de l'aide humanitaire ont apporté des avantages environnementaux et sociaux.

Yémen

- Le CIR a soutenu des études et un dialogue sur l'utilisation de l'énergie solaire en tant que source propre et renouvelable.

Zambie

- La mise à jour de l'EDIC de la Zambie réalisée en 2023 comprenait un chapitre distinct sur le commerce et le changement climatique.

La Gambie élabore le premier projet d'Aide pour le commerce visant le financement de l'action climatique



La Gambie a été la première à adopter une nouvelle approche

pour accéder au financement climatique lié au commerce par le biais d'un projet d'Aide pour le commerce.

Le financement de l'action climatique lié au commerce est un domaine encore embryonnaire dans les PMA. Il est relativement courant pour les pays d'avoir des contributions déterminées au niveau national pour faire face au changement climatique liées à des secteurs telles que la sylviculture ou l'agriculture. Cependant, la Gambie a été la première à adopter une nouvelle approche pour accéder au financement de l'action climatique lié au commerce par le biais d'un projet d'Aide pour le commerce. Le projet «Intégration du commerce et renforcement des chaînes de valeur – Activités post-soutien à la durabilité» a été approuvé en décembre 2021 et a été conçu et mis en œuvre par le Ministère du commerce, de l'industrie, de l'intégration régionale et de l'emploi.

C'est la première fois qu'une telle activité est demandée par un PMA soutenu par le CIR et cela témoigne d'une prise de conscience

accrue de l'impact du changement climatique dans les PMA et du lien qui existe entre le changement climatique et le commerce. En réunissant les principales parties prenantes, ce projet a joué un rôle important dans la formulation des positions du Groupe des PMA de l'OMC concernant le commerce et le climat avant la douzième Conférence ministérielle de l'OMC. Cette approche innovante a déjà suscité l'intérêt d'autres PMA, dont le Rwanda, la Sierra Leone, le Soudan du Sud et les Tuvalu, certains d'entre eux ayant déjà organisé des voyages d'étude à Banjul pour mieux comprendre la stratégie de financement de l'action climatique. Cet engagement a également permis de forger de nouvelles relations et de favoriser l'émergence de nouveaux réseaux au niveau ministériel. La Gambie a maintenant élaboré une proposition portant sur plusieurs millions de dollars pour l'industrialisation verte par le biais de zones économiques spéciales et d'agropoles.



Contribuer à la protection de l'environnement tout en stimulant l'économie du Vanuatu grâce au commerce sans papier

Cliquez/scannez ici pour en savoir plus



Le projet du CIR visant à soutenir la mise en place d'un système de guichet unique électronique au Vanuatu était une initiative stratégique destinée à rationaliser les procédures commerciales, à réduire les obstacles au commerce et à stimuler la croissance économique. Cette initiative constitue également un exemple important de la manière dont les défis environnementaux dans les PMA peuvent être traités parallèlement au progrès économique.

Le projet s'est concentré sur l'amélioration de l'efficacité du mouvement des marchandises à travers les frontières, augmentant ainsi l'attractivité du Vanuatu en tant que destination pour le commerce international et l'investissement. En permettant de présenter les données douanières par voie électronique, en automatisant divers processus et en intégrant les systèmes, le système de guichet

unique électronique du Vanuatu a permis de rationaliser les processus commerciaux, de réduire les temps nécessaires à la mainlevée et d'améliorer l'efficacité globale.

L'initiative a également permis de réduire de plus de 95% l'utilisation des transactions sur papier, ce qui a conduit à l'économie de 42 000 pages de papier pour le traitement des transactions commerciales. La numérisation des transactions a également permis de réduire les émissions de gaz à effet de serre en nécessitant 25 000 déplacements en véhicule de moins pour les négociants qui se rendent dans les administrations. Grâce à la mise en œuvre réussie du projet, selon la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), Vanuatu a été le pays le mieux classé dans les îles du Pacifique.



© Peter Donelan/CIR

Le CIR a préparé un guide pratique pour l'élaboration des EDIC afin de garantir la prise en compte des impacts sur l'environnement et le changement climatique.

07

Exploiter les solutions numériques au bénéfice des PMA

Les solutions numériques permettent de transformer la manière dont les PMA participent à l'économie mondiale. Les innovations technologiques dans des domaines tels que le commerce électronique suppriment des obstacles et offrent aux MPME des possibilités inédites de se relier aux consommateurs du monde entier. La pandémie de COVID-19 a involontairement joué le rôle de tremplin pour les solutions numériques, car les entreprises de la planète se sont adaptées pour surmonter l'obstacle de la fermeture physique des marchés.

“ Ma production emploie des femmes issues de zones rurales. La formation en ligne sur le commerce électronique et le marketing numérique a aidé mon entreprise. Elle m'a permis d'entrer en contact avec des clients et de générer de nouveaux clients en Asie du Sud.

– **Tazima Majumdar**, fondatrice de Needlecraft, Bangladesh



Faits saillants

9 évaluations de l'état de préparation au commerce électronique ont été réalisées en Asie et dans le Pacifique.

Plus de 140 solutions de commerce électronique soutenues par des projets du CIR (43 en 2023).

27 projets avec des composants numériques.



© Simon Hess/CIR

Toutefois, les progrès accomplis dans ce secteur n'ont pas été répartis de façon égale à travers le monde. Même si la participation des PMA à l'économie numérique a beaucoup progressé depuis une dizaine d'années, ces pays restent en retard sur le reste du monde – et l'écart s'est encore creusé au cours de la

pandémie. Le CIR leur a apporté son soutien grâce à des activités destinées à remédier au sous-développement des infrastructures numériques et au manque d'accès à Internet ainsi qu'à mettre en place des politiques qui aident les MPME à accéder aux marchés numériques.

Une stratégie de commerce électronique soutenue par le CIR au Bhoutan contribue à renforcer mutuellement les mondes du numérique, du commerce et de l'investissement. Des partenariats avec des organisations de la société civile permettent de s'assurer que les bénéficiaires profitent aux groupes les plus ruraux et les plus vulnérables.

L'approche du CIR pour combler la fracture numérique



Le CIR a collaboré avec la CNUCED

pour entreprendre neuf évaluations de l'état de préparation au commerce électronique en Asie et dans le Pacifique.

Cliquez/scannez ici pour en savoir plus



Le CIR a collaboré avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) pour effectuer neuf évaluations de l'état de préparation au commerce électronique. Ces évaluations diagnostiques, qui offrent un aperçu de l'écosystème d'un pays en matière de commerce électronique, posent les bases de la conception et du développement de cadres nationaux sur mesure qui harmonisent la politique numérique et la politique de développement. Elles ont été réalisées pour les Îles Salomon, Kiribati, le Lesotho, le Libéria, le Malawi, le Népal, le Samoa, Tuvalu et le Vanuatu. Le CIR a aussi effectué une évaluation distincte du commerce et de l'économie numérique pour la Gambie.

Un autre moyen par lequel le CIR cherche à exploiter les solutions numériques au bénéfice des PMA est l'élaboration de stratégies en matière de commerce électronique. Ces stratégies, qui donnent un aperçu du commerce électronique dans un pays ou une région, sont suivies par une déclaration contenant la vision globale, les objectifs, les domaines d'intervention prioritaires, les mesures stratégiques et un plan de mise en œuvre, ainsi que des recommandations sur les cadres de gouvernance et de suivi et d'évaluation. Le CIR a contribué à l'élaboration de stratégies en matière de commerce électronique au Bhoutan, au Cambodge, à Djibouti, à Kiribati, au Népal, au Rwanda, au Sénégal et en Tanzanie. Son soutien a aussi facilité les consultations relatives à la stratégie de la Zambie.

Le CIR a également contribué à réduire la fracture numérique dans les PMA grâce à des évaluations des possibilités et des obstacles en matière de commerce numérique dans les EDIC et en apportant son assistance pour la rédaction des dispositions des accords commerciaux relatives au commerce numérique. Alors que ces dispositions se multiplient dans les accords commerciaux régionaux, il en existe très peu dans les PMA, qui manquent donc souvent de compétences dans ce domaine. Le soutien apporté par le CIR aux PMA africains par le biais de l'adoption et de la ratification de l'Accord sur la ZLECAf a été utile à cet égard, car c'était la première fois pour de nombreux pays qu'ils négociaient des dispositions sur le commerce numérique.



Le CIR a investi plus de 2 millions d'USD dans des projets dédiés au commerce numérique en Afrique et plus de 18 millions d'USD dans des projets africains comprenant des éléments de commerce numérique.

Facilitation de l'investissement au Bhoutan

Cliquez/scannez ici pour en savoir plus



Le CIR a soutenu l'élaboration et le lancement d'un portail révolutionnaire en matière de réglementation électronique, qui facilite l'accès à l'information sur le commerce, l'investissement et les procédures d'enregistrement des

entreprises. Élaboré conjointement avec la CNUCED, ce portail accessible dans 100 langues utilise la technologie du guichet unique afin de réduire les obstacles à l'entrée pour les nouvelles entreprises.



Le portail a été lancé au cours de la pandémie de COVID-19, ce qui a facilité le traitement électronique des projets. Entre son lancement en novembre 2020 et 2022, il a contribué à générer des investissements nationaux et étrangers supplémentaires d'une valeur supérieure à 350 millions d'USD. Cela vient compléter d'autres investissements du CIR axés sur le numérique, tels que le système de vente aux enchères de pommes de terre en ligne au Bhoutan.

Soutien aux femmes et aux filles concernant l'économie numérique

L'accès aux possibilités offertes par l'économie numérique est plus faible dans les PMA que dans le reste du monde, et il l'est encore plus pour les femmes. Dans les PMA africains, les femmes qui ont accès à Internet sont 31% moins nombreuses que les hommes. Au cours de la Phase Deux, le CIR s'est associé à l'Union internationale des télécommunications (UIT) pour aider à surmonter cette difficulté au Burundi, en Éthiopie et en Haïti. Cette initiative a aidé les femmes à participer plus pleinement à l'économie numérique grâce à l'intégration du principe de l'égalité hommes-femmes dans les politiques nationales.

Le renforcement des capacités a également permis de former plus de 1660 femmes et a aidé les décideurs à mieux comprendre l'importance de la technologie et des connaissances dans le domaine du numérique pour les femmes en âge de travailler, y compris les jeunes professionnelles et les entrepreneuses. Le succès de cette initiative a eu pour effet d'élargir le soutien à plusieurs institutions d'appui supplémentaires. Ce soutien élargi a permis de prolonger le projet et d'accroître ainsi son impact sur l'autonomisation économique des femmes grâce à la numérisation.

Connexion du pays le plus jeune du monde

Le CIR a soutenu le renforcement de l'économie numérique dans le pays le plus jeune du monde grâce au projet intitulé «Commerce électronique pour le Soudan du Sud», en collaboration avec le Ministère du commerce et de l'industrie, l'Ambassade des Pays-Bas et la BAFD. Cette initiative a favorisé la mise en œuvre d'une Stratégie de développement national révisée (2021-2024), axée sur la création d'emplois grâce au développement de l'économie numérique.

Le soutien a aussi consisté à fournir une installation informatique et de communication entièrement équipée, offrant des services d'appui au développement des entreprises.

Et il a favorisé le lancement du «dukaanye», première plate-forme de marché en ligne existant dans le pays. Grâce à une formation ciblée portant sur la commercialisation numérique, les compétences en matière de commerce électronique, la gestion des magasins en ligne, la vente en ligne, la commercialisation sur les réseaux sociaux, l'analyse de données et la création de contenus numériques, cette plate-forme de commerce électronique joue un rôle décisif dans le renforcement des capacités numériques des femmes et des jeunes.



Le commerce numérique pour les MPME dirigées par des femmes en Asie du Sud

Le CIR et la CESAP de l'ONU ont collaboré à la fourniture d'une assistance technique aux MPME dirigées par des femmes en Asie du Sud et du Sud-Ouest, qui a ensuite été élargie aux pays de l'ASEAN et à l'Afrique, lorsque le Secrétariat du Commonwealth s'est joint à l'initiative. Conçu pour dispenser une formation sur le commerce électronique, la commercialisation numérique et le lancement d'une entreprise en ligne, le projet a pris de l'importance lorsque les effets dévastateurs d'une fracture numérique

générée sont devenus plus apparents avec la diffusion mondiale de la pandémie. Bien que cela n'ait pas été prévu au départ, il a aussi conduit les gouvernements du Bhoutan et du Népal à solliciter l'assistance technique de la CESAP pour former leurs Fonctionnaires à la formulation des politiques relatives au commerce électronique, avec comme priorité l'inclusion des femmes. À ce jour, plus de 2 000 femmes ont été formées dans le cadre de cette initiative.

Source: Initiative «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges» du CIR.

Adoption de solutions numériques dans le Pacifique lointain



L'évaluation de l'état de préparation au commerce électronique de Kiribati a permis de renforcer les capacités de l'infrastructure numérique juste avant la pandémie de COVID-19, alors que de telles solutions étaient désespérément nécessaires.

Cliquez/scannez ici pour en savoir plus



À l'occasion de la Phase Deux, le CIR a vu la possibilité d'apporter des solutions en matière de commerce électronique dans les PMA insulaires géographiquement isolés du Pacifique tels que Kiribati. La CNUCED, partenaire de mise en œuvre, a conduit en 2019 une évaluation de l'état de préparation au commerce électronique et un projet de renforcement des capacités dont le but était d'adresser des recommandations au gouvernement sur l'élaboration des stratégies et les besoins en infrastructures. Les lignes directrices indiquaient aussi comment mettre en œuvre et formuler des politiques qui facilitent le développement des infrastructures et des services de technologies de l'information et de la communication (TIC).

L'évaluation de l'état de préparation au commerce électronique comportait une enquête, qui a permis de constater que Kiribati avait un faible niveau de connaissance du commerce électronique, 71% des personnes interrogées ayant recommandé de renforcer les capacités pour améliorer les connaissances et les compétences numériques dans les secteurs privé et public. Elle a aussi constaté que les faibles volumes d'échanges et les problèmes

logistiques se traduisaient par des coûts élevés du commerce. Les recommandations soulignaient la nécessité de saisir les occasions d'éliminer les obstacles afin d'accroître la compétitivité globale du pays dans le domaine du commerce électronique et, plus largement, dans l'économie numérique.

L'évaluation de l'état de préparation au commerce électronique a eu de nombreux effets favorables, puisqu'elle a aidé Kiribati à engager un renforcement de son infrastructure numérique avant la pandémie de COVID-19 – période au cours de laquelle les solutions de ce type étaient cruellement nécessaires. Le gouvernement et les principaux ministères ont obtenu des succès remarquables dans l'actualisation de leurs politiques en matière de TIC grâce à des stratégies de promotion du commerce électronique. Ce renforcement rapide a ouvert un certain nombre de possibilités pour le commerce électronique après la pandémie, et le gouvernement de Kiribati a tiré parti du potentiel offert par ce secteur. Le pays dispose désormais d'un portail commercial national actualisé qui a facilité le traitement des navires et des avions.

Les partenaires participant à l'eWeek 2023 de la CNUCED soulignent le rôle crucial de la coordination avec les principales parties prenantes lorsqu'il s'agit d'ouvrir la voie à des progrès rapides dans le développement du commerce électronique dans les PMA et de réduire la fracture numérique.





Les processus sanitaires et phytosanitaires numériques aident les commerçants de Vanuatu.

08 Genre et commerce

Dans ses activités, le CIR accorde systématiquement une attention déterminée à la conception et à l'exécution de projets tenant compte de la dimension hommes-femmes. La progression de l'autonomisation économique des femmes est un élément essentiel de la Phase Deux du CIR, depuis l'intégration des priorités en matière de genre dans l'ensemble de la programmation jusqu'au soutien apporté aux initiatives axées sur les femmes telles que «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges».

“ Depuis l'indépendance, les femmes de la région côtière n'ont jamais bénéficié d'un soutien comme [celui du CIR au développement et à la promotion du tourisme dans le parc national du Banc d'Arguin], et ce type de soutien, qui offre une source de revenus aux communautés locales, contribue à maintenir la paix et la sécurité.

– **Hamza Babetta**, Secrétaire générale de la Fédération mauritanienne de tourisme



Faits saillants

Plus de 170 000 femmes des PMA ont été aidées à mieux s'intégrer dans les systèmes commerciaux.

Le soutien apporté aux petits producteurs de café, essentiellement des femmes, au Timor-Leste a permis d'exporter au Canada, au Japon et aux États-Unis pour une valeur de **525 436 USD** de café issu du commerce équitable et de café certifié biologique.

Augmentation de 40 points de pourcentage du nombre de projets présentant des données ventilées par sexe au cours de la phase.



© Simon Hess/CIR

La grande majorité des projets de CIR comportent une formation dans le cadre des initiatives de renforcement des capacités. Toutes les sessions de formation sont conçues pour garantir une forte présence des femmes et favoriser leur participation au programme national en matière de commerce. À la fin de 2023, les femmes représentaient 61% des bénéficiaires du CIR et 144 activités portant spécifiquement sur le genre et le commerce ont été menées au cours de la Phase Deux.

La détermination du CIR à faire participer davantage les femmes au commerce contribue à renforcer l'économie tout entière. Le fait que les activités du CIR sont conçues selon une optique d'égalité des genres renforce les fondements communautaires et favorise une croissance durable.

Le CIR a investi dans le secteur textile au Cambodge.

L'initiative «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges»



Les **femmes** représentent désormais **61 %** des bénéficiaires du CIR.

Plus de 30 000 femmes ont bénéficié des investissements du CIR dans le secteur du karité en Afrique de l'Ouest.

En 2019, le CIR a lancé l'initiative «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges» destinée à transformer la vie économique de 50 000 entrepreneuses, productrices, commerçantes transfrontalières, travailleuses et femmes propriétaires de MPME. Il s'agissait d'aider à approfondir l'approche du CIR axée sur l'égalité des genres en apportant un soutien aux associations professionnelles de femmes et aux chaînes de valeurs mondiales et régionales dans lesquelles les femmes jouent déjà un rôle important. Grâce à ces efforts, l'initiative vise à améliorer les meilleures pratiques et à partager les enseignements qui peuvent être utilisés pour faire avancer toutes les initiatives du CIR.

L'initiative «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges» s'inspire de l'approche de partenariat du CIR, qui tire parti des connaissances des organismes de mise en œuvre spécialisés – principalement les organismes des Nations Unies, y compris le Centre du commerce international (ITC) –, tout en assurant l'appropriation nationale par le biais des UNMO au sein des Ministères du commerce. Les projets portent sur une série de priorités, à savoir entre autres: aider à la mise en place de politiques équitables; générer des données; permettre l'accès aux marchés; fournir un renforcement des capacités pour les entrepreneuses et les MPME dirigées par des femmes; et renforcer l'autonomisation collective des femmes grâce à la création d'associations professionnelles et de coopératives de femmes ou au soutien qui leur est apporté.

Les femmes représentent près de 80% des acteurs de la chaîne de production du beurre de karité. Elles sont au cœur de cette activité et sont responsables de la collecte des noix fraîches dans les champs et les forêts, de leur transformation en amandes et de l'extraction du beurre.



Les femmes du Timor-Leste exploitent les possibilités offertes par le tourisme et le café issu du commerce équitable

La COVID-19 a révélé une série d'inégalités dans le monde, notamment en ce qui concerne le genre. Les femmes ont été affectées de façon disproportionnée par la pandémie, parce qu'elles tendent à gagner moins et à occuper des emplois précaires, souvent non rémunérés. L'initiative «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges» a été utilisée pour cibler ces inégalités dans le secteur touristique du Timor-Leste, gravement touché par la pandémie. La reprise du tourisme a offert la possibilité de placer les femmes au premier plan et au centre des efforts de redressement du secteur. En 2022, une évaluation a été réalisée sur la question du tourisme et du genre, et les résultats ont été largement diffusés afin de renforcer la prise de conscience. Un programme de formation professionnelle destiné aux femmes employées dans le secteur touristique a été organisé, et les femmes qui y ont participé ont ensuite fait savoir comment elles utilisaient les enseignements tirés de cette formation et comment leurs petites entreprises en avaient bénéficié.

Outre le secteur touristique, le CIR a soutenu un projet de collaboration avec FairTrade Australia and New Zealand destiné à apporter des améliorations en matière de qualité, de quantité et de recettes d'exportation au secteur du café du Timor-Leste. L'accent a été mis sur la nécessité de renforcer la capacité de décision et de leadership des femmes dans les organisations de petits producteurs du commerce équitable. Les petits producteurs ont aussi reçu une formation destinée à améliorer leur connaissance des normes environnementales et des stratégies à appliquer pour accéder aux marchés du commerce équitable. Grâce à ce projet, les producteurs de la chaîne de valeur du café – qui sont majoritairement des femmes – ont pu exporter vers le Canada, les États-Unis et le Japon 10 conteneurs de café certifié équitable et biologique pour un montant de 525 436 USD.

À l'avant-garde du soutien aux entreprises dirigées par des femmes en Afrique de l'Ouest, le CIR comprend l'importance d'élargir les possibilités commerciales pour les femmes dans les PMA. En renforçant les possibilités d'exportation pour les entrepreneuses, il favorise une croissance équitable, inclusive et durable. Dans sa collaboration avec les MPME, l'amélioration de la productivité en

vue de permettre l'exportation est un objectif essentiel, car les entreprises qui exportent ont une croissance plus rapide et offrent les emplois bien rémunérés dont les pays ont besoin pour faire reculer la pauvreté.

Parmi les MPME qui ont bénéficié d'une aide grâce à cette approche figurent Zikora, une usine de transformation des noix de karité dirigée par une femme, située au nord du Bénin, et Scoops, une coopérative de femmes dans le secteur du soja au Togo. Zikora est spécialisée dans la transformation des noix de karité en beurre et autres produits tels que les savons et les onguents. Le CIR lui a fourni du matériel, un soutien promotionnel et une formation, qui se sont traduits par une croissance de 26% en une seule année. Parallèlement, le CIR a soutenu la participation de Scoops à la foire nationale du soja qui s'est tenue à Dapaong (Togo) et à la Foire internationale de Lomé, ce qui a permis à l'entreprise de doubler ses ventes de cosmétiques et de produits alimentaires.



Le CIR a soutenu un projet de collaboration avec FairTrade Australia et New Zealand visant à améliorer la qualité, la quantité et les recettes d'exportation du secteur du café au Timor-Leste.

Opérations du CIR: fournir une programmation adaptative et impactante

Le bon fonctionnement des opérations du CIR est essentiel à la réussite d'une programmation porteuse d'impact. La Phase Deux du CIR a été caractérisée par un certain nombre de défis, notamment des conflits, des catastrophes naturelles et la pandémie mondiale de COVID-19. La souplesse, l'adaptabilité et l'innovation des opérations du CIR et de ses partenaires dévoués ont permis la poursuite et l'efficacité de la programmation.

“ Au niveau mondial, les politiques et les processus d'optimisation des ressources se sont nettement améliorés au cours de la durée de vie du CIR, et en particulier après le passage de la Phase Un à la Phase Deux.

– Évaluation de la Phase Deux du CIR



Faits saillants

Augmentation de 55 points de pourcentage du nombre de rapports et d'évaluations remis dans les délais impartis.

118 projets en cours de mise en œuvre, de clôture ou clôturés au cours de l'année 2023.

330 articles publiés sur la plate-forme «Nouvelles de l'Aide pour le commerce».

90% des objectifs du programme ont été atteints ou dépassés pour la Phase Deux du CIR.



© UNMO Népal/CIR

La communication a été un autre domaine de croissance considérable pour les opérations du CIR, avec un certain nombre de nouvelles initiatives qui ont vu le jour au cours de la Phase Deux du CIR pour aider à raconter les histoires des projets du CIR sur le terrain et faciliter l'accès aux données et informations essentielles.

Le suivi, l'évaluation et l'apprentissage (SEA) ont joué un rôle déterminant dans l'efficacité de cette narration. En se concentrant de plus en plus sur les résultats et les enseignements, le SEA joue un rôle central dans la fourniture de données et d'informations précises aux publics internes et externes.

L'engagement du CIR à maximiser l'efficacité de sa programmation a évolué au cours de la Phase Deux du CIR, son cadre d'optimisation des ressources et sa matrice d'action de 2017 faisant office de feuille de route vers la réussite.

Au cours de la Phase Deux, le CIR a également mis l'accent sur la mise en place de systèmes de gestion des risques efficaces et indispensables. Cette attention portée aux processus de gestion des risques a permis d'atténuer considérablement les effets négatifs de la COVID-19 et d'autres problèmes sur la programmation.

Le CIR a investi dans la production de thé en RDP Lao et au Népal au cours de la Phase Deux.

Partenariats



8 agences partenaires du CIR qui apportent une grande expérience dans les PMA.

Les partenariats sont au cœur de l'activité du CIR et définissent son essence même. En reliant les PMA à une alliance de partenaires de financement et de développement, le CIR aligne stratégiquement ses efforts sur un objectif commun: tirer parti du commerce pour favoriser la croissance, le développement durable et la réduction de la pauvreté dans les PMA. Ces partenariats promeuvent des synergies entre les gouvernements, les organisations internationales et le secteur privé et cultivent un environnement collaboratif qui amplifie l'impact des initiatives du CIR. En fondant son approche sur les connaissances locales et en coordonnant efficacement les contributions des Donateurs et des partenaires, le CIR accroît les avantages offerts par l'assistance technique, le soutien financier et les compétences spécialisées. Outre qu'ils apportent une grande diversité de compétences et de ressources, ces partenariats garantissent que les stratégies de développement seront conçues de manière inclusive et adaptée aux besoins particuliers des PMA. Grâce à ces efforts collectifs, le CIR

a accru son rôle dans la mise en œuvre de transformations économiques substantielles et la progression du développement durable dans les pays bénéficiaires.

Agences partenaires du CIR

Le CIR a un partenariat avec huit agences participantes, qui jouent un rôle décisif dans son orientation stratégique, car elles contribuent à ses processus de gouvernance et de prise de décision en détenant un siège au Conseil du CIR.

Ces agences contribuent aussi à la mise en œuvre de toute une série de projets, que ce soit à l'échelle nationale ou régionale. Au cours de la Phase Deux, les huit agences participantes ont fait office de principales entités de mise en œuvre (PEMO) pour 49 projets du CIR (28% du nombre total) représentant un total de 19,35 millions d'USD provenant du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR (FASCIR).



Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

Cliquez/scannez ici pour en savoir plus



Le partenariat ONUDI-CIR a concerné une série de domaines critiques en matière de développement, parmi lesquels le soutien aux normes SPS au Burundi, le renforcement de la pêche marine au Cambodge, les statistiques industrielles pour les PME en RDP lao et des études de faisabilité au Tchad. Au cours de la Phase Deux du CIR, l'un des points forts de cette collaboration a été l'investissement dans le secteur de la pêche artisanale en Guinée-Bissau. Cette initiative visait à améliorer la compétitivité et les conditions socioéconomiques de plus de 300 pêcheurs avec une attention particulière accordée à l'autonomisation des femmes et des jeunes, qui sont nombreux à participer à la transformation et à la commercialisation du poisson. Ces personnes ont reçu une

formation et du matériel pour améliorer les méthodes traditionnelles de conservation du poisson, et un système d'information sur les marchés a été créé, ainsi que des points de vente mobiles pour permettre l'accès en temps voulu aux données du marché. Un plan de gestion environnementale et sociale a en outre été élaboré pour que les activités des projets soient durables et répondent aux normes environnementales. Le CIR a aussi collaboré avec l'ONUDI dans la fourniture d'une assistance technique. L'ONUDI a été un partenaire clé dans les initiatives de promotion de l'investissement du CIR et s'est associée à ce dernier pour des événements et des publications, afin de sensibiliser les PMA à l'application de la quatrième révolution industrielle.

Un objectif central du CIR est de faciliter l'intégration des PMA dans le système commercial mondial, dont l'OMC est un pilier central. De ce fait, les structures de gouvernance du CIR font partie intégrante des mécanismes de l'OMC grâce par exemple aux mécanismes de coordination des représentants des PMA et des Donateurs auprès de l'OMC. Grâce au fait que l'Organisation héberge le SE, le programme a tiré parti de la présence fréquente des pays du CIR engagés dans ses travaux ordinaires. Du point de vue administratif, l'OMC a facilité les opérations du CIR, accueillant des réunions et fournissant des services d'interprétation et de traduction de qualité ainsi que les services de conception, des publications et un soutien numérique et administratif. Un élément inhérent et essentiel du partenariat est aussi l'accès direct aux négociations commerciales en cours et à leur impact pour les PMA ainsi que la communication d'observations à ce sujet. Du point de vue des connaissances, les compétences de l'OMC ont alimenté les EDIC – depuis les examens des analyses sanitaires et phytosanitaires (SPS) jusqu'aux contributions bénévoles dans le domaine du financement du commerce.

Le CIR a intensifié sa collaboration avec les autres pourvoyeurs d'assistance technique de l'OMC. Par exemple, au cours de la Phase Deux, le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) a commencé à déployer des projets mis en œuvre par les UNMO du CIR et s'est engagé dans le cofinancement direct de projets dans les PMA.

Les activités conjointes avec le STDF ont favorisé la collaboration régionale en matière SPS dans la Communauté de développement de l'Afrique australe et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe. La collaboration a aussi favorisé la réduction de la contamination aux aflatoxines au Burkina Faso. Le soutien apporté par le CIR à la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC a notamment porté sur le fonctionnement effectif des comités grâce à des travaux techniques et à un engagement avec le Mécanisme pour la facilitation des échanges, et un appui est actuellement apporté concernant la mise en œuvre du Mécanisme pour la pêche de l'OMC et l'accès à ce mécanisme.

Conformément aux Décisions ministérielles de l'OMC relatives au coton, le CIR a collaboré avec l'Organisation pour renforcer le soutien aux PMA dans ce secteur, y compris au moyen d'un projet conjoint avec la CNUCED et l'ITC sur les coproduits du coton. De même, comme les questions relatives à la sortie de la catégorie des PMA figurent parmi les principaux sujets de discussion, le CIR a facilité une série de travaux analytiques qui ont apporté plus de clarté sur les incidences liées au commerce de cette sortie.

En outre, le CIR a contribué, sous l'égide de l'OMC, à faciliter l'engagement des PMA au sujet des éléments liés au commerce du Programme d'action de Doha en faveur des PMA. Il y a eu de fortes synergies à l'appui des accessions des PMA.

Cliquez/scannez ici pour en savoir plus



CNUCED



La CNUCED a été un **partenaire clé** dans la mise en place du portail d'investissement du Bhoutan, qui a déjà facilité plus de 350 millions d'USD d'investissements étrangers et nationaux.

Cliquez/scannez ici pour en savoir plus



La CNUCED, qui fait partie des organisations fondatrices du CIR, a beaucoup contribué à définir l'approche du CIR relative au commerce électronique, à la facilitation des échanges et à la promotion de l'investissement dans les PMA. Elle a aussi été un gestionnaire essentiel de projets financés par le CIR pour un montant d'environ 3,7 millions d'USD et elle a aidé à mobiliser des millions supplémentaires auprès des gouvernements nationaux et des partenaires de développement.

L'un des points forts de la collaboration de la CNUCED au cours de la Phase Deux du CIR a été son leadership dans l'initiative «Commerce électronique pour tous», dont le CIR est un partenaire fondateur depuis juillet 2016. Cette initiative a soutenu neuf évaluations de l'état de préparation au commerce électronique dans les PMA, offrant un aperçu crucial des écosystèmes en matière de commerce électronique et identifiant des domaines essentiels pour le développement, y compris les considérations d'égalité entre les sexes. Ces évaluations ont posé les fondements de projets ultérieurs financés par le CIR tels que la formulation de stratégies en matière de commerce électronique et les efforts de renforcement des capacités au Cambodge, au Myanmar, au Népal et au Sénégal, qui ont été nourris par les premières constatations issues des études de la CNUCED.

En outre, sur la base de ces mêmes constatations, le CIR a appuyé un projet de renforcement des capacités institutionnelles en matière de commerce électronique pour le Rwanda et des projets de renforcement des capacités de production au Bhoutan et au Cambodge. Des projets novateurs au Cambodge et au Vanuatu ont permis de mettre en place des connexions pour le commerce électronique, les douanes et le système postal en conjonction avec l'Union postale universelle (UPU), en plus du système de guichet unique électronique pour le commerce au Vanuatu. Dans le cadre d'un mécanisme également novateur, la CNUCED a été un partenaire essentiel dans la création d'un portail sur l'investissement au Bhoutan, conformément aux discussions sur la facilitation de l'investissement, qui a déjà facilité plus de 350 millions d'USD d'investissements nationaux et étrangers. Par le biais d'un projet régional en Afrique de l'Ouest qui s'est achevé en 2023, la CNUCED a également contribué à la mise en place d'une stratégie sous régionale pour la facilitation du transit, des transports et des échanges, ce qui a aussi entraîné des investissements beaucoup plus élevés de la part d'autres partenaires. Elle a joué un rôle central en facilitant le renforcement de la coordination et de la collaboration entre partenaires pour soutenir la promotion de l'investissement dans les PMA et en inaugurant des cours d'apprentissage en ligne spécifiques sur le commerce et le genre pour les participants des PMA.



Organisation mondiale du tourisme (OMT)

Cliquez/scannez ici pour en savoir plus



Le partenariat du CIR avec l'OMT au cours de la Phase Deux a contribué à promouvoir le développement inclusif et durable grâce au tourisme. L'une des pierres angulaires de cette collaboration est l'initiative «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges» au Timor-Leste, dans le cadre de laquelle les compétences de l'OMT ont été essentielles pour faire progresser le tourisme et l'autonomisation économique des femmes. Grâce à cette initiative, l'OMT a joué un rôle essentiel dans l'amélioration des compétences des prestataires du tourisme et de l'hôtellerie-restauration, essentiels à un redressement

résilient après la COVID-19. En particulier, le projet d'autonomisation des femmes et de relance du tourisme a permis d'élaborer un programme de formation spécialisée et de doter les formateurs de méthodes novatrices concernant le tourisme à fort impact. Ces efforts sont destinés à accroître de manière importante le développement des compétences, afin de donner aux femmes les moyens de diriger la revitalisation du secteur touristique timorais. Les progrès accomplis dans ce domaine s'appuient sur l'analyse conjointe réalisée par l'OMT et l'OMC et financée par le CIR concernant le développement du tourisme et les PMA.

Groupe de la Banque mondiale

Organisme de mise en œuvre principal pour les EDIC, le Groupe de la Banque mondiale joue un rôle central dans la production d'analyses relatives au commerce. Il a réalisé 23 EDIC représentant un investissement d'environ 6,3 millions d'USD de la part du CIR sur les Phases Un et Deux. Ces études sont vitales, car elles apportent le fondement stratégique qui sert à définir les interventions commerciales dans les PMA et la priorité qui leur est accordée, elles orientent les décisions de politique générale et elles renforcent l'intégration dans l'économie mondiale. La participation du Groupe au stade de l'analyse a contribué à élargir ses investissements, comme au Bangladesh, où l'EDIC a constitué un apport essentiel dans deux projets de facilitation des échanges représentant une valeur combinée supérieure à 200 millions d'USD. De même, en RDP lao, le Groupe a été la pierre angulaire d'un système efficace du CIR qui a contribué à mobiliser et à mettre en œuvre un fonds d'affectation spéciale multiDonateurs autour de la mise en œuvre des priorités inscrites dans l'EDIC. Le Groupe a aussi apporté un soutien essentiel en coulisse pour les systèmes du CIR dans d'autres pays, par exemple en contribuant au fonctionnement effectif des systèmes du CIR (tels que le renforcement de la coordination des Donateurs et l'appropriation nationale des priorités commerciales) au Myanmar, ou en jouant le rôle de Facilitateur des Donateurs en Tanzanie.

Conformément à ses objectifs principaux, le Groupe a été un partenaire essentiel en matière de connaissances, notamment dans les domaines prioritaires de la Phase Deux du CIR tels que les liens entre le genre et le changement climatique. À la différence de la Phase Un, il a apporté une assistance technique accrue, par exemple pour l'établissement des cadres relatifs aux zones économiques spéciales du Malawi, financé par le CIR, et pour le soutien aux systèmes de facilitation des échanges tels que le guichet électronique unique au Vanuatu, financé par le Groupe. Il a en outre facilité la mise en place d'une formation spécialisée plus large concernant le commerce et le secteur privé pour les Fonctionnaires du gouvernement somalien, axée sur les aspects essentiels de l'accession à l'OMC, avec un financement du CIR. Ce partenariat, auquel ont participé le Trade Policy Training Centre in Africa (TRAPCA) et le gouvernement suédois, consistait à offrir des cours avancés sur la politique commerciale internationale et le droit commercial, de manière à renforcer la capacité des Fonctionnaires de faire évoluer et d'intégrer leur pays dans le système commercial mondial. Par ailleurs, au Burkina Faso, des initiatives conjointes ont été menées pour améliorer les conditions dans lesquelles les femmes font du commerce transfrontières.

[Cliquez/scannez ici pour en savoir plus](#)



Fonds monétaire international (FMI)

Le FMI fait partie des organisations fondatrices du CIR. Au cours de la Phase Deux, il a porté une attention accrue aux États fragiles et touchés par des conflits, dont beaucoup sont des PMA, avec le lancement d'une nouvelle politique spécialement axée sur ces pays. Cette approche a notamment

consisté à élaborer des stratégies nationales spécifiques, à réaliser des investissements supplémentaires en personnel et à concevoir une note d'orientation destinée au personnel pour l'application de la stratégie dans un contexte national.

[Cliquez/scannez ici pour en savoir plus](#)



Centre du commerce international (ITC)

Cliquez/scannez ici
pour en savoir plus



Le CIR a collaboré efficacement avec l'ITC, notamment dans des domaines qui touchent les MPME dirigées par des femmes, en apportant un financement qui a servi de catalyseur pour établir des pôles SheTrades ainsi que des financements initiaux au Rwanda, en Gambie et en Zambie. Au Rwanda, dans le cadre du programme SheTrades de l'ITC, le projet Initiative de croissance des exportations financé par le CIR a relié près de 150 entreprises appartenant à des femmes à des acheteurs et à des marchés locaux et internationaux, entraînant une forte augmentation des revenus et des niveaux de vie. En Zambie, l'ITC a élaboré un guide intitulé «Gender Lens Funding» (financement des perspectives de genre) avec la Banque de Zambie et l'Absa Bank Zambia. Il a aussi contribué à assurer l'inclusion des dimensions de genre dans le projet de loi sur les marchés publics. De même, en Gambie, les efforts conjoints du CIR et de l'ITC ont permis la création de la plate-forme de marché numérique Jokkalante, qui a amélioré la résilience et la connectivité du secteur agricole face aux difficultés causées par la pandémie de COVID-19. Outre qu'elle améliore l'accès aux marchés pour les producteurs locaux, notamment les femmes, cette plate-forme garantit la durabilité grâce à son modèle d'entreprise dirigée par le secteur privé. Ces initiatives au Rwanda, en Gambie et en Zambie ont permis de réaliser 20 millions d'USD d'exportations vers 18 marchés internationaux. Avec la participation financière du CIR, l'ITC a mobilisé plus de 5 millions d'USD supplémentaires auprès du secteur privé et des Donateurs traditionnels pour accroître les investissements dans les activités lancées par le CIR.

Outre ces initiatives, le soutien technique apporté par l'ITC au Lesotho a permis d'introduire une technologie de culture en serre, qui a amélioré la qualité des cultures, la présence sur les marchés et la résilience climatique. Le CIR a aussi financé l'élaboration de la stratégie nationale d'exportation du Lesotho, axée sur des secteurs tels que l'horticulture, les textiles et l'industrie légère, pour favoriser la croissance des exportations et l'autonomisation économique. De même, il a financé deux contributions sectorielles supplémentaires à la stratégie nationale d'exportation du Libéria. Dans ce contexte, l'ITC a ensuite mis en œuvre un projet du CIR consistant à revitaliser le secteur touristique en développant les infrastructures indispensables et en élaborant une stratégie unifiée de commercialisation. Les initiatives ont notamment été la construction d'une maison de surf et d'un centre des visiteurs à Robertsport, qui ont augmenté le nombre de visites touristiques et stimulé la croissance économique locale. Cette collaboration a efficacement réuni les parties prenantes pour tirer parti du tourisme comme catalyseur du développement économique dans la région. À la différence de la Phase Un du CIR, l'ITC a aussi joué un rôle essentiel comme sous entité de mise en œuvre, fournissant un soutien spécialisé pour des projets mis en œuvre au niveau national tels que le projet de tourisme et d'artisanat en Ouganda.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Le PNUD a joué un rôle essentiel dans le partenariat du CIR, notamment en ce qui concerne le soutien à la mise en œuvre dans les États fragiles et touchés par des conflits. Il a mis en œuvre 13 projets au cours de la Phase Deux du CIR (32 au total). De plus, il a souvent joué un rôle important en appuyant l'élaboration des plans de développements nationaux des PMA et a participé à 12 EDIC (neuf au cours de la Phase Un et trois au cours de la Phase Deux) et un soutien additionnel aux ANMO a contribué à intégrer le commerce dans ces documents essentiels. Au cours de la Phase Deux, des mises à jour des EDIC ont été réalisées pour le Bhoutan, la République centrafricaine et le Soudan du Sud, ce qui a apporté des éléments essentiels pour la formulation de leurs stratégies en matière de commerce et de développement. La politique commerciale postérieure au conflit élaborée en République centrafricaine en est une illustration.

Le PNUD a aussi été un partenaire clé du CIR dans le Pacifique, apportant un soutien à cette région éloignée du monde. À Kiribati, par exemple, il a contribué à l'établissement d'un centre d'huile vierge de coco en décembre 2022. Cette initiative a pour but de réduire la pauvreté en développant les produits locaux à valeur ajoutée et en diffusant des connaissances sur la transformation et la commercialisation de la noix de coco, notamment en faveur des femmes et des jeunes sur l'île de Tab South.

Au Soudan du Sud, le partenariat PNUD-CIR, né d'une première évaluation du commerce et de la paix, a permis de mobiliser des

financements supplémentaires des Pays-Bas et de la BAfD pour renforcer les interventions en matière de commerce électronique. Il a entraîné la création de Dukaanye, première plate-forme de marché en ligne du Soudan du Sud, dans le cadre de la Stratégie de développement nationale révisée (2021-2024). Au Lesotho, le partenariat PNUD-CIR, issu d'initiatives antérieures avec l'ITC, a permis d'augmenter de 20% la production de légumes des bénéficiaires précédents. Ce succès, dû à une amélioration des pratiques agricoles et des liens avec les marchés, a renforcé la sécurité alimentaire et la résilience économique dans la région.

En Tanzanie, le partenariat PNUD-CIR a porté sur l'augmentation des revenus dans des secteurs essentiels tels que l'huile de palme, le miel et l'horticulture sur le continent et les algues et les anchois à Zanzibar. Cette collaboration visait à améliorer la productivité et l'accès aux marchés, avec une priorité spéciale accordée à l'autonomisation des femmes et des jeunes, à partir des enseignements tirés des projets précédents destinés à renforcer les capacités des autorités locales. Ces efforts visent à aider les MPME à renforcer leurs compétences en matière de développement des entreprises et leur compétitivité sur les marchés locaux et internationaux. La production d'algues est passée de 21,7 tonnes en 2021 à 50,1 tonnes en 2022, et elle était estimée à 70 tonnes fin 2023. Ce projet présente une forte dimension genre, puisque 77% de ses bénéficiaires sont des femmes.



Le partenariat du CIR avec le PNUD au Soudan du Sud a conduit à la création de Dukaanye, la première plate-forme de marché en ligne du pays.

Cliquez/scannez ici pour en savoir plus



Aperçu des principaux partenariats au cours de la Phase Deux du CIR



Le CIR a réuni des partenaires clés, notamment autour de l'investissement, du commerce et du climat.

Cliquez/scannez ici pour en savoir plus



Outre ses partenariats avec les agences participantes, le CIR a fait appel à des partenaires importants dans des domaines prioritaires de la Phase Deux, parmi lesquels l'investissement, le climat, le numérique, le genre, la technologie et la coopération régionale. Il a ainsi mobilisé les compétences essentielles de l'**Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement** pour étoffer les capacités de promotion de l'investissement dans les PMA francophones, de façon que les services correspondent étroitement aux besoins des investisseurs, tout en établissant des réseaux de collaboration pour soutenir les PMA en matière d'investissement. Dans le domaine numérique et au niveau régional, l'**UIT** s'est associée au CIR pour réduire la fracture numérique genrée au Burundi, en Éthiopie et en Haïti, apportant des moyens d'action aux femmes grâce à une formation ciblée en matière de commerce numérique et à des politiques de soutien. En Asie, la **CESAP** a collaboré avec le CIR pour renforcer les capacités de commerce électronique, formant plus de 2 000 entrepreneuses et facilitant leur intégration dans les plates-formes mondiales de commerce électronique. Des projets novateurs financés par le CIR conjointement avec l'UPU et la CNUCED au Cambodge et au Vanuatu ont accru l'efficacité aux frontières et réduit les formalités administratives et les frictions lors de l'expédition transfrontières des envois postaux. Ils constituent une réponse aux nouveaux textes législatifs adoptés par les États-Unis, l'UE, la Chine, la Russie et d'autres pays qui souhaitent traiter la question de l'augmentation rapide des volumes d'expéditions transfrontières de commerce électronique et les problèmes qui en résultent tels que le commerce illicite, les risques pour la sécurité, le recouvrement inefficace des recettes et les analyses statistiques insuffisantes.

L'engagement accru aux côtés de la CESAP et de l'OMC a notamment consisté à soutenir l'élaboration de cadres pour le commerce sans papier.

En Afrique, les collaborations avec la **CEA de l'ONU** et l'**IFTC** ont été essentielles pour renforcer les capacités commerciales dans le cadre de la ZLECAf, entraînant une forte croissance économique. Par le biais d'un projet de l'initiative «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges», le CIR s'est associé à FairTrade Australia and New Zealand en Éthiopie et au Timor-Leste.

Exploitant les intérêts régionaux relatifs au karité, la collaboration du CIR avec l'**Alliance globale du karité** a permis d'établir des synergies entre les pays et de partager des ressources et des enseignements, tout en tirant parti des structures nationales de mise en œuvre du CIR. Le CIR s'est appuyé sur un partenariat avec le **Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes** pour soutenir des investissements complémentaires basés sur son projet, avec plus de 100 millions d'USD émanant de la Fondation Mastercard.

Dans le domaine climatique, le CIR s'est associé à l'**ODI** et à l'**Institut international du développement durable (IIDD)** pour renforcer les connaissances et les connexions entre les négociateurs chargés du commerce et du climat dans les PMA.

Ces exemples de partenariats ne représentent qu'une partie des collaborations diverses et fructueuses qui ont régulièrement soutenu les initiatives du CIR au cours de la Phase Deux, comme le montrent le présent rapport annuel et les précédents.

Grâce à une série d'activités d'apprentissage, des partenariats ont été instaurés entre les PMA, établissant des plates-formes pour le partage d'expériences.

Communications

Présentation d'expériences en matière de commerce et de développement dans les PMA

Au cours de la Phase Deux, le CIR a continué d'accorder une priorité stratégique au pouvoir qu'ont les récits de relater de manière vivante les effets de transformation exercés par le commerce dans les PMA, donnant la parole aux PMA et aux partenaires pour présenter leurs expériences. L'élément central de cette approche est la plate-forme «Nouvelles de l'Aide pour le commerce», lancée en 2018 lors de la réunion du Comité du commerce et du développement de l'OMC consacrée à l'Aide pour le commerce. Cette plate-forme vise à mieux faire entendre la voix des PMA et à mettre en relief les avantages concrets du commerce pour leur développement.

Les Nouvelles de l'Aide pour le commerce servent de bibliothèque dynamique pour les récits, articles et contenus multimédias qui illustrent les réussites et les difficultés des initiatives commerciales dans les PMA. Tout au long de la Phase Deux, le CIR a publié sur cette plate-forme un éventail de contenus, parmi lesquels des analyses approfondies de certains projets mis en œuvre dans les pays et des listes de questions réponses comportant des chiffres instructifs sur le commerce dans les PMA. Couvrant des secteurs qui vont de l'agriculture au tourisme en passant par le commerce numérique, la plate-forme montre comment les PMA innovent et progressent en dépit d'obstacles importants.

La plate-forme est devenue un élément vital de l'arsenal de communication du CIR, notamment au cours de périodes critiques telles que la pandémie de COVID-19. Durant cette période, elle s'est réorientée vers la résilience des PMA, diffusant des récits sur leur adaptabilité et leur persévérance au travers des perturbations économiques mondiales. Elle relie en outre les articles à des événements et à des sujets plus larges de dimension mondiale tels que les problèmes environnementaux. Par exemple, en 2022, elle a mis à profit le calendrier de la COP qui se tenait à Charm el Cheikh (Égypte) pour publier une série en sept parties qui analyse comment les PMA abordent l'intersection entre l'action climatique et les politiques commerciales. Cette série a aidé à montrer en quoi le commerce peut contribuer à un avenir plus durable et plus résilient.

Fort de ce succès, le CIR a lancé en 2023 une initiative importante consistant à publier un récit d'expérience complet pour chacun des PMA. Cette nouvelle activité s'inspirait de ses réalisations et de ses difficultés dans chaque pays, afin de renforcer la compréhension et l'engagement des publics locaux et internationaux au cours du temps et au niveau des pays. À la fin de 2023, 16 récits d'expériences avaient été publiés sur les Nouvelles de l'Aide pour le commerce.

Parallèlement à la plate-forme, le CIR a encore élargi son activité de communication au cours de la Phase Deux grâce à des tribunes et à des partenariats stratégiques avec de grandes plates-formes mondiales telles que le blog Development matters de l'OCDE, les Thomson Reuters Foundations News et Devex. Ceux-ci étaient également présents dans des publications régionales importantes telles que The Diplomat et Bridges Africa du Centre international de commerce et de développement durable. Il y a eu en outre des publications sur les plates-formes de certains des principaux partenaires du CIR tels que la CNUCED, l'ONUDI, l'ITC et la Banque mondiale. Globalement, plus de 50 tribunes ont été diffusées sur ces plates-formes extérieures au cours de la Phase Deux, dont un record de 20 en 2020, offrant dès le mois d'avril des analyses relatives aux conséquences importantes de la COVID-19 sur le commerce dans les PMA. Ces tribunes présentent des observations de personnalités importantes telles que des Ministres des PMA sur des thèmes comme le commerce numérique, les pratiques durables et l'importance de la coopération mondiale en matière de commerce. Grâce à ces récits publiés sur des canaux réputés, les perspectives des PMA ont touché un public large et influent, ce qui a encore accru leur effet sur les discussions relatives au commerce international. Par ailleurs, le CIR continue de diffuser un bulletin régulier, dont la présentation a subi une importante mise à jour en 2023. La portée éditoriale a été élargie à un plus grand nombre de sujets avec des nouvelles soigneusement sélectionnées émanant des partenaires du CIR, principalement axées sur les faits nouveaux dans les PMA. Ce bulletin remanié permet d'informer les parties prenantes et de les maintenir activement engagées dans les efforts et les progrès en cours au sein du partenariat.



Plus de 300 récits (23 en 2023) publiés sur la plate-forme «Nouvelles de l'Aide pour le commerce», incluant des nouvelles, des récits d'expériences et des couvertures d'événements.

Plus de 50 tribunes publiées à l'extérieur (3 en 2023).

Série en sept parties
Cliquez/scannez ici pour en savoir plus



Development matters de l'OCDE
Cliquez/scannez ici pour en savoir plus



Thomas Reuters Foundations News
Cliquez/scannez ici pour en savoir plus



Devex
Cliquez/scannez ici pour en savoir plus





X/Twitter
Cliquez/scannez ici
pour en savoir plus



LinkedIn
Cliquez/scannez ici
pour en savoir plus



Facebook
Cliquez/scannez ici
pour en savoir plus



YouTube
Cliquez/scannez ici
pour en savoir plus



Instagram
Cliquez/scannez ici
pour en savoir plus



Flickr
Cliquez/scannez ici
pour en savoir plus



Engagement numérique: renforcement de la présence du CIR sur les réseaux sociaux

Le CIR a exploité le pouvoir de connexion des réseaux sociaux pour mettre en relief les effets importants du commerce sur le développement des PMA à travers des canaux essentiels tels que X/Twitter, LinkedIn et Facebook et des plates-formes visuelles telles que YouTube, Instagram et Flickr. Grâce à ces initiatives, il a tissé des récits qui illustrent les transformations dues à son activité.

En 2019, le CIR a mis en place une stratégie complète en matière de réseaux sociaux, axée sur la diffusion de faits et de chiffres essentiels sur le commerce des PMA et illustrant les compétences des rédacteurs des Nouvelles de l'Aide pour le commerce. Cette stratégie consistait à produire des contenus divers, parmi lesquels de courtes vidéos, des infographies, des GIF et des fiches, afin d'éclairer et de mieux faire comprendre ses activités. Elle a beaucoup renforcé l'engagement et attiré de nouveaux abonnés.

Les communications novatrices et les campagnes sur les réseaux sociaux ont été l'un des points forts de l'approche du CIR concernant les réseaux sociaux, créant des plates-formes interactives qui touchent des publics aussi bien locaux que mondiaux. Parmi les campagnes notables, il y a eu #PowerUpTrade (2020), qui illustrait la résilience des entrepreneurs au cours de la pandémie, et #AfriCommerce (2021), qui mettait en relief le potentiel économique de l'Afrique francophone. En 2022, les journées de prise en charge (Take Over Days) par pays ont offert aux PMA une plate-forme sur laquelle partager leurs histoires uniques, ce qui a beaucoup renforcé le dialogue et la sensibilisation au niveau mondial, tandis que la campagne menée sur les réseaux sociaux à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes en 2023 a offert une plate-forme mettant en relief les travaux du CIR sur le genre et l'autonomisation économique des femmes.

Renforcement du site Web du CIR

Le CIR n'a cessé de perfectionner son site Web pour améliorer l'expérience des utilisateurs et faire en sorte que le contenu soit en phase avec le public. Depuis les premières améliorations importantes en 2017, le site a attiré en moyenne plus de 90 000 utilisateurs nouveaux chaque année.

Ces améliorations ont été, entre autres, un soutien multilingue, une navigation simplifiée et un contenu riche et illustré, de sorte que les utilisateurs puissent accéder plus facilement aux informations dont ils ont besoin. Chaque version, depuis le remaniement de la page d'accueil jusqu'à l'optimisation des pages spécifiquement consacrées à des pays, visait à exposer de façon plus claire et plus convaincante l'impact du CIR sur le commerce et le développement dans les PMA. Ces interventions sur le site se poursuivent et exigent des améliorations continues.

Mieux faire entendre la voix des PMA grâce à des événements mondiaux

Au fil des ans, le CIR a utilisé divers événements comme plates-formes dynamiques pour dialoguer avec les partenaires et illustrer l'esprit de collaboration essentiel à sa mission. Il s'agissait non seulement de présenter des questions actuelles relatives au commerce, mais aussi de faire en sorte que la voix des PMA occupe une place importante dans les instances mondiales, régionales et nationales.

Au niveau mondial, le CIR a toujours été présent aux grandes réunions sur le commerce, parmi lesquelles le Forum public de l'OMC, l'Examen global de l'Aide pour le commerce et la Semaine du commerce électronique de la CNUCED, ainsi que lors des célébrations importantes telles que celle de la Journée internationale des droits des femmes.

Parmi les points forts de cet engagement, il y a eu le Forum mondial du CIR sur le commerce inclusif pour les PMA, qui s'est tenu à Genève en 2018 et a attiré plus de 300 participants de plus de 50 pays. Ce forum a offert aux participants l'occasion d'avoir des discussions concrètes axées sur les résultats et de présenter des réussites en matière de promotion du commerce inclusif. Un autre événement important a été la session intitulée «Résultats et perspectives» organisée par le CIR lors de l'Examen global de l'Aide pour le commerce qui a eu lieu à Genève en juillet 2019. Cette session, qui a réuni plus de 200 participants, y compris des décideurs et des experts du commerce, a donné lieu à des engagements politiques de haut niveau concrétisés par les promesses de financement faites par six pays. Elle a offert une plate-forme de discussion sur les initiatives et les stratégies impactantes du CIR qui ont renforcé le commerce et le développement dans les PMA.

En 2020 et 2021, la réorientation vers les événements numériques due à la pandémie a permis au CIR de maintenir un engagement solide malgré les perturbations mondiales. Plus particulièrement, une série de séances de questions réponses d'experts consacrées à l'impact de la COVID-19 sur le commerce et aux stratégies de relance a attiré un public international de plus de 2 700 participants, soulignant l'efficacité des plates-formes numériques pour maintenir un dialogue indispensable.

En 2023, le CIR a poursuivi son engagement actif, y compris par le biais de son propre Forum mondial, «Apprendre des expériences des pays», qui a réuni en septembre des parties prenantes de 36 PMA et partenaires de développement pour examiner le paysage de l'Aide pour le commerce, et plus particulièrement les changements systémiques touchant les capacités de production et la promotion d'un commerce inclusif. Ce forum a offert une plate-forme essentielle pour le partage d'expériences et la coopération Sud-Sud. Au Forum public de l'OMC qui s'est tenu le même mois, le CIR a organisé et coorganisé trois séances portant sur l'industrialisation durable en Afrique, la durabilité environnementale et le rôle des organismes de promotion de l'investissement et des institutions commerciales s'agissant de tirer parti des outils numériques pour créer des partenariats de chaînes d'approvisionnement durables. En outre, au cours de la Semaine du commerce électronique de la CNUCED qui a eu lieu en décembre 2023, le CIR a accueilli des séances sur l'intégration des communautés mal desservies dans l'économie numérique, le renforcement des capacités de commerce numérique dans les PMA et l'utilisation des technologies pour le commerce sans papier dans la région Asie Pacifique.

Au cours de la Phase Deux, le CIR a participé à plusieurs missions dans divers pays destinées à approfondir les relations avec les Donateurs en offrant un regard direct sur les résultats, les enseignements et les défis liés à la mise en œuvre de ses projets. En novembre 2018, il a dirigé une mission axée sur les résultats au Rwanda, en collaboration avec le Ministère du commerce et de l'industrie. Plusieurs Donateurs – parmi lesquels l'Allemagne, l'Australie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et l'UE ainsi que d'autres organismes de développement – ont participé à cette mission, qui avait pour but de mettre en évidence la valeur particulière du CIR, l'appropriation par les pays et les résultats obtenus, ainsi que d'attirer davantage l'intérêt et le soutien des donateurs.

De même, en octobre 2022, le CIR a organisé une visite de partenaires au Cambodge et en RDP lao. La délégation comptait 14 représentants de Donateurs du CIR et de PMA venus de capitales et de bureaux nationaux. Cette mission a offert aux participants la possibilité d'avoir des entretiens avec les UNMO et le secteur privé et de voir eux-mêmes comment les investissements du CIR contribuent au renforcement institutionnel et à l'amélioration de l'attrait commercial des produits d'exportation potentiels.



© Inga Chilashvili/CIR

Des acteurs représentant 36 PMA et des partenaires de développement se réunissent au Forum mondial du CIR en septembre 2023 pour discuter des changements systémiques en matière de commerce inclusif et de capacité de production.

Suivi, évaluation et apprentissage (SEA)



Chiffres pour 2023

54 missions conjointes de suivi effectuées.

5 réunions tenues par l'Équipe spéciale pour la gestion des **risques et des questions connexes**.

101 évaluations effectuées au cours de la phase.

147 participants au Forum global du CIR, «Apprendre des expériences des pays», au cours de la Phase Deux.

345 participants (30% de femmes) de 39 PMA inscrits aux cours d'apprentissage en ligne du CIR, avec un taux de réussite de 85%.

Suivi

Au cours de la Phase Deux, le suivi a été de plus en plus axé sur les résultats et les enseignements, tout en devenant plus efficace et efficient. Des difficultés subsistent en raison de la diversité des mécanismes de mise en œuvre. Toutefois, l'accroissement des capacités au niveau des pays a permis d'améliorer la disponibilité et la qualité des données qui contribuent à éclairer les décisions de gestion stratégiques. Les outils (tels que les modèles de rapports plus détaillés et la mise au point de boîtes à outils pour la collecte des données) et la formation ont été des facteurs essentiels pour améliorer la qualité des données de suivi. Au delà de la mise en œuvre par le CIR, on constate que ces boîtes à outils sont utilisées plus largement pour améliorer les pratiques de suivi des projets dans les Ministères des PMA.

Vers la fin de la phase, le suivi a davantage reposé sur le risque et le suivi des plans de travail est devenu plus fréquent. Outre le soutien continu aux projets du CIR, le SE a effectué un total de 54 missions en 2023, dont 47 conjointement avec le GFAS. Au cours de ces missions, les Coordonnateurs du SE et les Gestionnaires régionaux de portefeuilles de projets qui relèvent du GFAS ont travaillé avec les équipes chargées de mettre en œuvre les projets pour formuler des recommandations destinées à améliorer et à adapter l'exécution des projets, y compris la suppression des goulets d'étranglement. Au total, neuf examens conjoints de portefeuilles au niveau du programme ont été organisés en 2023, ce qui a permis d'évaluer les progrès et les risques concernant la mise en œuvre et la clôture. Les processus de suivi ont été adaptés pour être plus flexibles et efficaces, et des mises à jour mensuelles ont été établies pour la mise en œuvre des plans de travail et la préparation des rapports d'achèvement des projets (RAP).

La gestion des risques a continué d'évoluer avec la plate-forme numérique de gestion des risques du CIR et les nouveaux processus d'évaluation des risques au niveau des projets à l'approche de la clôture. Cinq réunions de l'Équipe spéciale pour la gestion des risques et des questions connexes ont eu lieu au cours de l'année. Les risques à l'approche de la clôture de la phase étaient élevés et des mécanismes renforcés d'atténuation ont été mis en œuvre, ce qui a contribué à réduire le niveau global de risque pour le programme à la fin de l'année.

D'autres risques importants sont apparus en raison de l'instabilité politique et des conflits dans les pays du CIR.

Évaluation

De gros investissements ont été réalisés dans les fonctions d'évaluation de la Phase Deux avec de nouvelles lignes directrices élaborées pour faciliter des évaluations plus efficaces et efficaces des projets. Entre autres améliorations, les nouveaux mécanismes ont été la mise en place de rapports de synthèse, la création d'un processus d'examen par les pairs et l'expérimentation de nouvelles formes d'évaluation d'impact et de durabilité et d'évaluation thématique. En 2023, par exemple, il y a eu trois évaluations de l'apprentissage, à savoir l'intégration des questions de genre dans les EDIC, l'évaluation des dimensions environnement et changement climatique dans les EDIC et l'évaluation de l'initiative «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges». Au niveau des projets, le SE a continué d'apporter une assistance technique pour assurer la qualité des rapports d'évaluation des projets du CIR et des RAP. Les lignes directrices relatives aux examens de durabilité ont été finalisées et communiquées aux pays du CIR. En décembre 2023, le soutien technique et l'assurance de la qualité ont été inclus dans 101 évaluations comprenant 35 évaluations de projet indépendantes, 63 RAP internes et trois évaluations de l'apprentissage programmatique.

Apprentissage

Avec la clôture imminente de la Phase Deux du CIR, l'année 2023 a essentiellement consisté à recueillir les enseignements de la mise en œuvre de cette phase. Plusieurs activités d'apprentissage importantes ont été menées à cet égard, y compris l'organisation du Forum global du CIR, pour dresser le bilan des enseignements acquis au travers des principaux thèmes du CIR. Le Forum, qui a tiré parti du partage d'expériences des pays concernant la mise en œuvre de la Phase Deux, a réuni 147 participants (en présentiel et en ligne) représentant les PMA, les organisations partenaires du CIR, les Donateurs du CIR et des experts internationaux.

Les pays du CIR ont continué de partager leurs expériences concernant l'apprentissage. Par exemple, des pays tels que le Rwanda, la Sierra Leone et Tuvalu ont tiré les enseignements de l'expérience de la Gambie concernant l'utilisation du financement climatique pour le commerce. L'apprentissage entre pays du CIR a été grandement facilité par des événements qui ont réuni les pays pour qu'ils partagent leurs expériences ainsi que par des connexions directes entre pays dans des domaines d'intérêt commun facilitées par le SE. L'évaluation de l'initiative «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges» a toutefois révélé que, malgré le vaste réseau du CIR, il y avait encore des possibilités d'élargir cette fonction d'apprentissage dans des domaines thématiques tels que le genre.

Renforcement des capacités

Le renforcement des capacités des PMA s'agissant de concevoir les projets, de les mettre en œuvre, de les suivre et d'en tirer des enseignements est un principe essentiel du CIR. Au niveau le plus fondamental, il s'agissait surtout de travailler avec les équipes dans les pays à chaque étape du processus. Au cours de la Phase Deux, l'accent a été mis de plus en plus sur le renforcement de la capacité à suivre les cycles de projets, à les évaluer et à en tirer des enseignements. En ce qui concerne l'élaboration des projets, une priorité beaucoup plus forte a été accordée au développement des capacités d'élaboration des projets en vue de leur financement sur des fonds publics et par d'autres partenaires bilatéraux. À la suite de l'évaluation rapide des fonctions de suivi et d'évaluation du CIR à mi-parcours, une série de mécanismes spécifiques de renforcement des capacités a été mise en place en 2020. Au cours de la pandémie de COVID-19, la formation s'est déplacée vers les plates-formes virtuelles, ce qui a apporté des avantages en matière de coûts et de rayon d'action. Toutefois, cette méthode ne permet pas les interactions en présentiel et n'offre pas les possibilités d'apprentissage qui s'y rapportent.

En 2022, après la COVID-19, il y a eu une nouvelle série d'ateliers régionaux. Pour assurer une clôture efficace de la Phase Deux du CIR, les activités de renforcement des capacités ont porté en 2023 sur la formation des responsables des UNMO et des PEMO concernant les prescriptions et les processus relatifs à la clôture ainsi que les résultats concrets attendus, mais l'accent a aussi été mis sur les enseignements à tirer de la mise en œuvre de cette phase toute récente. En janvier et juillet 2023, le SE et le GFAS ont organisé des formations concernant les prescriptions, les processus et les outils relatifs à la clôture opérationnelle et financière des projets, qui ont été suivies par 145 participants des UNMO et des PEMO. Pour assurer une collecte efficace des résultats et des impacts du programme de la Phase Deux dans les pays bénéficiaires, 55 Fonctionnaires nationaux ont été formés à la réalisation d'études d'impact et de durabilité concernant les projets passés.

Un plus grand nombre de participants des PMA ont renforcé leurs capacités en matière d'évaluation, de conception et de gestion des projets en suivant les cours en ligne du CIR hébergés sur la plate-forme d'apprentissage en ligne de l'OMC. Au total, 345 participants (30% de femmes) de 39 PMA se sont inscrits aux différentes formations en 2023. Plus de 85% des inscrits ont achevé le cours avec succès.



345 participants de **39 PMA** se sont inscrits à des formations en 2023.

“ *L'atelier régional du CIR qui s'est tenu à Addis-Abeba nous a permis de prendre connaissance des meilleures pratiques et des impacts dans différents pays ... Dans le prolongement de cette activité, le Malawi a adopté l'approche du projet de l'Ouganda pour le secteur du tourisme avec l'implication de parties prenantes publiques clés, ce qui a abouti à l'élaboration d'une proposition de projet.*

– **Cuthbert Wadonda Chirwa**, Économiste principal, Chef de la section du suivi et de l'évaluation, Ministère du commerce du Malawi.

“ *Le programme de détachement offre des connaissances et des compétences qui ne peuvent être acquises lors d'un séminaire ou dans une salle de classe. L'aspect pratique répond à la plupart des questions que se posent les UNMO au niveau national, y compris sur l'importance des fonctions de S et E, l'utilisation de divers outils et les prescriptions relatives à l'établissement de rapports. Grâce à ce programme, j'ai davantage d'idées et je vais pouvoir apporter un soutien à la Tanzanie, au CIR et à d'autres PMA.*

– **Natasha Ngalla Ngowi**, Fonctionnaire principale chargée des questions commerciales et spécialiste du S et E, Ministère de l'industrie et du commerce de la Tanzanie, Département de la politique et de la planification, Unité de coordination des programmes et des projets.

Enseignements tirés de la mise en œuvre du SEA au cours de la Phase Deux



La Phase Deux du CIR en chiffres:

21 points de pourcentage de plus pour les **projets dont l'évaluation indépendante** a reçu une note supérieure.

40 points de pourcentage de plus pour la communication de **données ventilées par sexe**.

55 points de pourcentage de plus pour la présentation dans les délais des **rapports narratifs et des évaluations**.

24 points de pourcentage de plus pour le nombre d'**UNMO ayant du personnel spécifique chargé du SEA**.

250% d'augmentation de la fréquence des **missions de suivi**.

Cliquez/scannez ici pour en savoir plus



En 2018, une évaluation rapide du système de suivi et d'évaluation (S et E) du CIR a été réalisée pour dresser un bilan et élaborer des recommandations en vue de rendre ce système plus efficace pour la Phase Deux. Cette évaluation a abouti à neuf constatations et recommandations principales. Un sous groupe de travail du Conseil du CIR a été établi pour les trois années suivantes, afin de donner suite aux recommandations avec le SE et le GFAS, et des ressources supplémentaires ont été fournies pour renforcer le système de S et E. Au cours de la période qui a suivi, les faits suivants ont été constatés:

#1

Renforcement du système global de SEA, axé sur l'apprentissage et l'amélioration, comme l'indiquait le Rapport d'évaluation final du CIR: «La capacité du CIR en matière de suivi, évaluation et apprentissage (SEA) a été considérablement renforcée entre la Phase Un et la Phase Deux», et «[l]e CIR a fait des progrès considérables dans l'amélioration de son système de gestion des risques à la suite de la pandémie de COVID-19, en appliquant les enseignements et les outils tirés de sa participation à ce processus».

#2

Amélioration de la mise en œuvre des projets, avec une hausse de 31% de la proportion des projets dont l'évaluation était notée comme modérément satisfaisante ou au dessus (88% des projets évalués dans le rapport de synthèse de l'évaluation annuelle de 2022, contre 67% en 2019).

#3

Amélioration de la qualité des données après la mise en place des nouveaux modèles de rapports et des boîtes à outils pour la collecte de données. Par exemple, entre 2016 et 2018, la proportion des rapports d'avancement qui contenaient des données ventilées par sexe pour les formations en matière de chaîne de valeur était de 59%. Entre 2019 et 2021, elle était passée à 84% et, en 2022-2023, elle atteignait 99%. De même, la qualité des données qualitatives s'est améliorée: en 2017, 15% seulement des rapports de projet comportaient des récits d'expériences, chiffre qui était passé à 100% en 2022. Cette progression tient à une formation combinée SEA- communication des pays concernant la rédaction des récits d'expériences et à un accent plus marqué mis sur les résultats qualitatifs et les enseignements dans le modèle de rapport actualisé.

#4

Nombre plus élevé de rapports présentés dans les délais: en 2017, 25% des rapports narratifs, 15% des évaluations et 40% des RAP ont été présentés dans les délais. En 2022, plus de 80% des rapports narratifs, plus de 70% des évaluations et 80% des RAP ont été présentés dans les délais. En 2023, année pour laquelle il fallait uniquement présenter des RAP, les évaluations et les RAP ont été présentés dans les délais pour 88% des projets.

#5

Progression de la capacité des Ministères chargés du commerce en matière de SEA.

Même si des progrès restent à accomplir, il y a des signes encourageants d'amélioration et de pérennité des capacités en matière de SEA dans les pays du CIR, comme l'a montré l'amélioration de la qualité et de la ponctualité des rapports. En 2020, 46% des UNMO ayant répondu à une enquête sur l'utilisation effective des compétences en matière de SEA ont indiqué qu'elles avaient du personnel spécialisé dans le S et E. En 2023, cette proportion était de 70%. L'accroissement des capacités était aussi manifeste dans le cas de certains pays tels que le Niger, l'Ouganda et le Sénégal, qui ont tous bénéficié du programme de détachement en matière de SEA. L'UNMO du Niger a mis en place un système de SEA en ligne pour son dernier projet, qui fournit des données en temps réel sur la gestion du projet; la capacité d'élaboration de projets de l'UNMO du Sénégal a été démontrée par le fait que plus de 3 millions d'USD provenant du budget national ont été accordés pour un nouveau projet; et le Ministère du tourisme, de la faune sauvage et des sites historiques de l'Ouganda a adopté la boîte à outils du CIR en matière de suivi pour tous ses projets de développement. En moyenne, et à l'exclusion des participants à l'apprentissage en ligne, plus de 130 Fonctionnaires des PMA ont été formés chaque année aux divers aspects du SEA durant la période 2019-2023.

#6

Processus souples. Pendant la COVID-19, par exemple, le SE et le GFAS ont expérimenté des missions de suivi continu, même si c'était sur une base virtuelle. Grâce à des contacts réguliers et à une collaboration au travers des systèmes nationaux, qui sont restés en place tout au long de la pandémie, la programmation a aussi pu s'adapter à l'évolution des circonstances.

#7

Suivi plus étroit des projets par le SE et le GFAS. Le nombre de missions de suivi a augmenté de 250% entre 2017 et 2023. En 2017 et 2018, 22 missions de suivi des projets ont été effectuées en moyenne chaque année. Entre 2019 et 2021, la COVID-19 a fortement limité l'accès au terrain. Malgré cette difficulté, le nombre de missions de suivi du CIR est passé à une moyenne annuelle de 34, grâce en partie à l'introduction de missions virtuelles en plus des missions de terrain. Au cours de la période 2022-2023, malgré une réduction des effectifs, 57 missions ont été effectuées en moyenne chaque année.

#8

Collaboration renforcée avec les partenaires du CIR au sein du Groupe de travail du S et E et au-delà. Par exemple, le CIR a collaboré avec l'ITC sur des examens de la durabilité au Sénégal et en Tanzanie. L'UIT utilise des matériels du CIR (notamment ses lignes directrices en matière d'évaluation) comme source importante de renforcement de ses propres mécanismes de SEA. Dans les États fragiles et touchés par des conflits, des partenaires du CIR tels que le PNUD ont joué un rôle clé dans le soutien à la mise en œuvre et au suivi des projets.

#9

Progrès. Les changements prennent du temps. Bien que l'approche du SEA ait connu d'importantes évolutions positives qui ont produit des résultats, le processus exige du temps et des ressources. La qualité des rapports s'est améliorée, notamment en ce qui concerne leur exhaustivité et leur ponctualité. De même, il y a une tendance à l'augmentation des données qualitatives concernant les résultats et les impacts, ainsi qu'à la réflexion et à l'actualisation des enseignements.



La capacité du CIR en matière de SEA a été considérablement renforcée de la Phase Un à la Phase Deux grâce à l'effort concerté de la direction du CIR (Évaluation du programme du CIR 2021)..

Aperçu: Système automatisé de S et E du Niger

Au Niger, le Projet d'appui au développement de la chaîne de valeur du sésame a contribué à la mise en place d'un système global de S et E dénommé Système automatisé de suivi évaluation (SASE). Ce système en ligne a été élaboré pour faciliter la collecte de données sur les différentes composantes de la chaîne de valeur du sésame, y compris le volume de la production, le volume de la transformation et la valeur et le volume des ventes (dans le pays et à l'exportation), la géolocalisation des zones de production et les stocks disponibles. Les données nécessaires au système sont recueillies au moyen d'appareils mobiles et enregistrés par les principaux acteurs de la filière, notamment le Comité exécutif de l'Organisation interprofessionnelle de la filière sésame et ses différentes coopératives.

Les données à produire pour la prochaine récolte seront mises à la disposition des principales parties prenantes nationales, parmi lesquelles le Ministère du commerce, le Ministère de l'agriculture, l'Institut national de la statistique et les acteurs privés de la filière (c'est-à-dire les exportateurs et les transformateurs). Au moment de l'établissement du présent rapport, l'UNMO procédait à des essais pilotes du système et collaborait avec l'organisation interprofessionnelle pour coordonner leur comité interne de suivi, qui sera chargé de recueillir des données en temps réel auprès des différents centres régionaux d'agrégation de Tillabéry, Zinder et Maradi. Cet outil devrait être entièrement déployé pour la saison de semis et de récolte, qui se situe habituellement entre juillet et octobre.

Cliquez/scannez ici pour en savoir plus



Optimisation des ressources

Le CIR est très attaché à l'optimisation des ressources et met donc l'accent sur l'efficacité, l'efficience, les économies et l'équité à chaque stade du programme. Cet attachement est inscrit dans le cadre d'optimisation des ressources de 2017 et la matrice des actions. En ce qui concerne l'efficacité, 90% des objectifs du programme ont été atteints ou dépassés au cours de la Phase Deux. L'évaluation du programme a déterminé que le CIR était une forme efficace d'Aide pour le commerce. La modélisation, par exemple, a indiqué que le doublement de l'aide du CIR était lié à une hausse de 20% des exportations totales, contre 4,7% pour le reste de l'Aide pour le commerce. De même, 25% des réformes de la politique commerciale des PMA pouvaient être directement associées à l'influence des partenaires du CIR. Pour ce qui est de l'efficience, les délais d'approbation des projets se sont considérablement réduits au cours de la Phase Deux. En 2017, il fallait environ sept mois pour approuver un projet.

En 2023, ce délai n'était plus que de 25 jours ouvrables. Le décaissement total des fonds de la Phase Deux au 31 décembre 2023 était de 136,15 millions d'USD, soit 95,2% de l'enveloppe totale pour cette phase. En ce qui concerne les économies, de nouvelles lignes directrices relatives à la sélection concurrentielle ont été introduites et les coûts inscrits au budget du SE ont été réduits de 15% en 2022 et de 30% en 2023. En ce qui concerne l'équité, le soutien apporté par le CIR s'est adressé à tous les PMA sauf l'Érythrée, y compris les pays dont la situation intérieure était difficile. De même, au cours de la Phase Deux, un accent plus marqué a été mis sur l'égalité hommes-femmes et les jeunes, grâce notamment à la mise en œuvre de l'initiative «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges», qui a contribué à faire passer à 61% la proportion des femmes bénéficiaires – soit près de deux fois plus qu'au cours de la Phase Un.

Adaptation aux risques

Une forte priorité a été accordée à l'édification de systèmes efficaces de gestion des risques au cours de la Phase Deux avec l'élaboration d'une politique complète de gestion des risques et de mécanismes de mise en œuvre. Les risques pour le programme ont fortement augmenté au cours de la pandémie de COVID-19. Toutefois, les processus de gestion des risques ont considérablement atténué les effets négatifs sur la programmation. Les systèmes développés au cours de cette période ont été inscrits dans les processus réguliers de gestion des risques. Parmi les autres risques importants qui se sont concrétisés figurent les conflits et les catastrophes naturelles dans les PMA.

Bien souvent, les mesures d'atténuation ont aidé à poursuivre les opérations. Toutefois, dans des pays tels que l'Afghanistan, le Myanmar et le Soudan, les opérations du CIR ont dû être fortement réduites ou interrompues. En 2023, les risques supplémentaires sont venus en particulier du fait que les clôtures de projets sont restées élevées, et des mécanismes supplémentaires d'examen et de réduction des risques ont été introduits, y compris le soutien proactif du SE et du GFAS aux processus de clôture. Les risques au niveau du programme continuent d'être suivis par le biais d'une Équipe spéciale pour la gestion des risques et des questions connexes et d'un portail en ligne sur les risques.

Renseignements fiduciaires actualisés

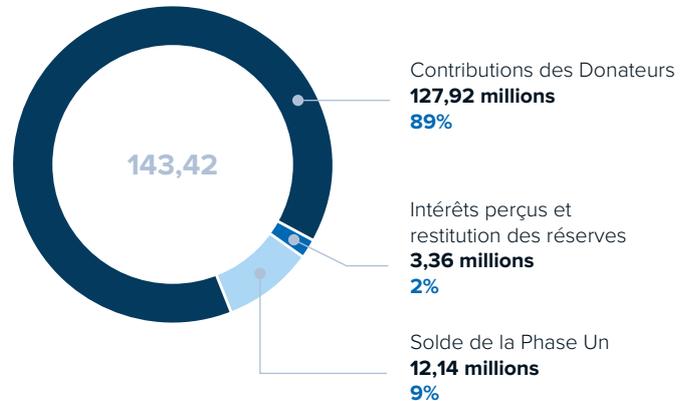
Le Fonds d'affectation spéciale pour le CIR (FASCIR) en un coup d'œil

La présente section traite des principaux domaines fiduciaires du FASCIR et donne des indications sur les contributions, les allocations, les décaissements et les autres activités financières et fiduciaires.

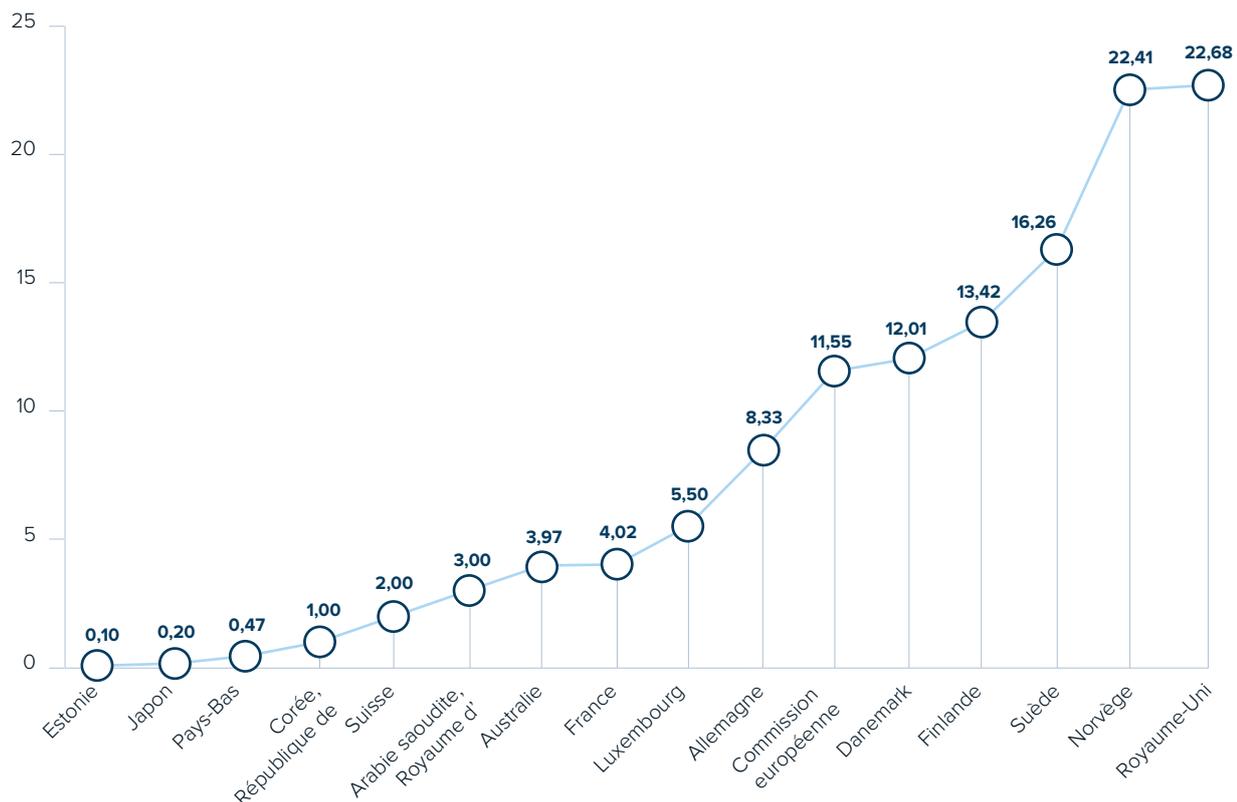
Toutes les contributions émanant des 16 Donateurs du CIR au cours de la Phase Deux sont reçues et gérées par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en tant qu'administrateur du FASCIR. Le principal objectif de ces fonds est d'appuyer les partenaires du CIR en ce qui concerne le commerce pour les PMA.

Entre la conférence d'annonces de contributions du CIR en 2015 et le 31 décembre 2023, les engagements des Donateurs du CIR pour la Phase Deux (y compris le transfert du solde et des intérêts perçus de la Phase Un) se sont élevés à 150,12 millions d'USD, dont 143,42 millions d'USD qui ont été reçus. Les fonds reçus à fin 2023 représentent 95,02% du montant total engagé.

Sources du Fonds d'affectation spéciale



Contributions des Donateurs au 31 décembre 2023 (millions d'USD)



Le FASCIR a concrètement obtenu la totalité du financement promis par les Donateurs du CIR, comme le montre le détail des contributions pour la Phase Deux jusqu'à l'année se terminant le 31 décembre 2023.

Le montant des contributions, qui a dépassé 143,42 millions d'USD, est la preuve du puissant soutien apporté par les Donateurs pour la Phase Deux. Ce soutien financier illustre l'engagement mondial à l'égard des objectifs du FASCIR en matière de soutien aux PMA.

En 2023, le FASCIR déclaré plusieurs encaissements importants, mentionnés dans le tableau 1. Le montant total des encaissements pour l'année a été de 1 509 392 USD. Il comprend les contributions, le solde de la Phase Un et les intérêts perçus, ainsi qu'un transfert provenant des réserves excédentaires de l'UNOPS.

Le tableau 2 présente le financement global pour la Phase Deux du CIR, y compris les engagements et les encaissements, par pays Donateur du CIR, ainsi que les intérêts perçus.

Tableau 1. Changements durant l'année 2023 uniquement			
Catégorie dans le rapport	Donateur du CIR	Engagements	Encaissements
Contributions des Donateurs du CIR	Arabie saoudite, Royaume d'		1 000 000
	Total contributions des Donateurs du CIR		1 000 000
Solde de la Phase Un du CIR	Solde de la Phase Un du CIR		1 870
	Total solde de la Phase Un du CIR		1 870
Intérêts perçus	Intérêts perçus – alloués	155 696	155 696
	Intérêts perçus – remboursement par les principales entités de mise en œuvre (PEMO)	17 242	17 242
	Réserves excédentaires de l'UNOPS	334 584	334 584
	Total intérêts perçus	507 522	507 522
Total général		507 522	1 509 392

Tableau 2. Financement global pour la Phase Deux du CIR			
Catégorie dans le rapport	Donateur du CIR	Engagements	Encaissements
Contributions des Donateurs du CIR	Allemagne	8 332 890	8 332 890
	Arabie saoudite, Royaume d'	4 000 000	4 000 000
	Australie	3 965 521	3 965 521
	Commission européenne	11 550 748	11 550 748
	Corée, République de	1 000 000	1 000 000
	Danemark	12 009 573	12 009 573
	Estonie	101 539	101 539
	Finlande	13 424 322	13 424 322
	France	4 018 307	4 018 307
	Japon	197 321	197 321
	Luxembourg	5 495 219	5 495 219
	Norvège	22 414 346	22 414 346
	Pays-Bas	472 255	472 255
Royaume-Uni	29 375 669	22 678 464*	

Tableau 2. Financement global pour la Phase Deux du CIR			
Catégorie dans le rapport	Donateur du CIR	Engagements	Encaissements
	Suède	16 259 461	16 259 461
	Suisse	2 000 000	2 000 000
	Total contributions des Donateurs du CIR	134 617 171	127 919 966
Solde de la Phase Un du CIR		12 142 463	12 142 463
	Total solde de la Phase Un du CIR	12 142 463	12 142 463
Intérêts perçus et restitution des réserves excédentaires de l'UNOPS	Intérêts perçus – alloués	2 944 708	2 944 708
	Intérêts perçus – remboursement par les PEMO	77 805	77 805
	Restitution des réserves excédentaires de l'UNOPS	334 584	334 584
	Total intérêts perçus	3 357 097	3 357 097
Total général		150 116 732	143 419 526

* Contribution annulée.

Allocations au titre du FASCIR pour la Phase Deux du CIR

Au 31 décembre 2023, les allocations pour les activités au titre de la Phase Deux du CIR ont totalisé 143,08 millions d'USD, dont 92,1 millions d'USD pour les projets et 26,02 millions d'USD pour le soutien technique du SE et les activités globales telles que les ateliers de renforcement des capacités pour les PEMO, la communication, les partenariats et la mobilisation des ressources, la logistique des réunions du Conseil du CIR, le renforcement des systèmes de S et E, le Système de gestion de l'information et le Centre de connaissances du CIR, les événements lors des forums mondiaux et les évaluations du CIR.

Le montant de 65,54 millions d'USD concerne la mise en œuvre par les pouvoirs publics (71,16% du total des fonds alloués aux projets), alors que la part des organisations partenaires du CIR allouée à la mise en œuvre directe est de 19,35 millions d'USD (21,01%). Les 7,21 millions d'USD restants (7,83%) représentaient les fonds alloués par diverses autres entités telles que des organisations non gouvernementales et d'autres organisations internationales.

Zoom sur les décaissements pour les projets par type de PEMO



Tableau 3. Allocations pour les activités du CIR		
Catégorie dans le rapport	Type	Millions d'USD
Mise en œuvre par les PMA	Catégorie 1	21,04
	Catégorie 2	37,76
	Combiné	6,74
Total		65,54
Mise en œuvre par d'autres entités	Catégorie 2	1,61
	Régional	5,60
Total		7,21
Mise en œuvre par les organisations partenaires du CIR	Catégorie 1	6,76
	Catégorie 2	4,76
	Régional	5,73
	Combiné	2,10
Total		19,35
Soutien technique du SE		20,93
Activités globales du CIR		5,09
Soutien administratif du SE		8,97
GFAS		14,93
Honoraires de gestion de l'UNOPS (0,75%)		1,07
Total général		143,08

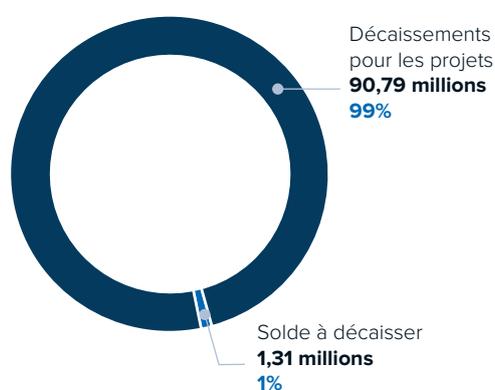
Tableau 4. Décaissements pour la Phase Deux du CIR (en millions d'USD)			
Catégorie dans le rapport annuel	2016–2022	2023	Total général
Mise en œuvre par les PMA	57,33	7,11	64,44
Mise en œuvre par les organisations partenaires du CIR	16,76	2,58	19,35
Mise en œuvre par d'autres entités	6,38	0,62	7,00
Soutien technique du SE	16,16	2,77	18,93
Activités globales du CIR	3,91	0,80	4,74
Soutien administratif du SE	6,93	1,19	8,11
GFAS	10,25	2,35	12,60
Honoraires de gestion de l'UNOPS (0,75%)	0,88	0,13	1,01
Total général	118,60	17,55	136,15

Décaissements et exécution

Au cours de l'année 2023, un total de 17,55 millions d'USD a été décaissé pour le programme. Le montant total décaissé au titre de la Phase Deux du CIR jusqu'au 31 décembre 2023 s'élevait à 136,15 millions d'USD, soit 95,16% du total des allocations pour la Phase Deux.

Les allocations totales décaissées pour les projets sont de 99%, les 1% restants étant alloués à des projets de soutien à la préservation des UNMO.

Décaissements pour les projets



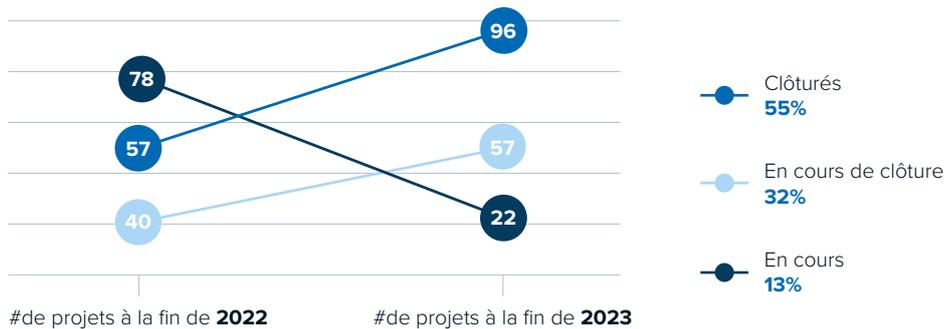
Aperçu du portefeuille du CIR au 31 décembre 2023

Au 31 décembre 2023, 22 projets faisant partie de la préservation des UNMO (soutien provisoire du CIR) étaient en cours de mise en œuvre et 57 étaient en cours de clôture. Conformément au Plan de clôture intérimaire pour la Phase Deux, le CIR a réalisé des progrès importants concernant la clôture des projets tout au long de l'année passée. Trente-neuf (39) projets ont été clôturés du point de vue programmatique et fiduciaire, faisant passer le nombre de projets clôturés de 57 à 96.

En 2023, 23 projets ont reçu un financement supplémentaire au titre du mécanisme de préservation des UNMO (soutien provisoire du CIR), approuvé par le Conseil du CIR, pour un budget total de 1,16 million d'USD, dont 0,91 million d'USD de financement nouveau et 0,25 million d'USD reprogrammés sur le solde des fonds existants.

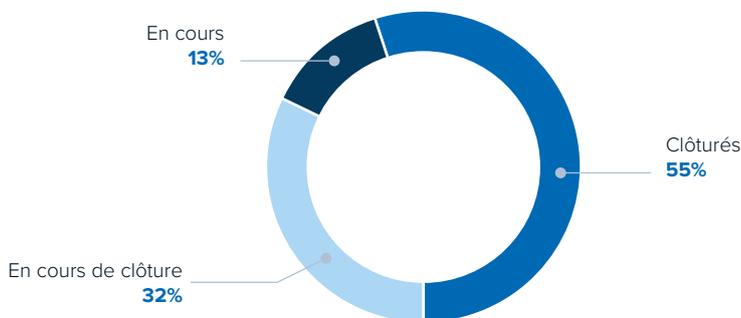
Progrès en 2023

(Nombre de projets en phases de mise en oeuvre)



Progrès en 2023

(Nombre de projets en phases de mise en oeuvre)



Faits marquants d'ordre fiduciaire concernant le GFAS en 2023

En 2023, le FASCIR a été géré de façon méticuleuse, conformément aux politiques du CIR et aux directives de l'UNOPS, ce qui a assuré une supervision efficace des projets. Le GFAS a été particulièrement proactif dans le renforcement de l'exécution des projets, clôturant avec succès les projets et effectuant des missions de supervision. Il a en outre réalisé des évaluations de la maturité fiduciaire des partenaires de mise en oeuvre dans les PMA, ce qui les a aidés à gérer efficacement les projets et les fonds. Les rapports financiers des

partenaires ont été examinés attentivement afin de vérifier leur exactitude, leur transparence et leur conformité avec les normes réglementaires, ce qui a permis une allocation adéquate des fonds. En outre, le GFAS a joué un rôle crucial en facilitant la réception et l'examen des rapports d'audit indépendants provenant des partenaires de mise en oeuvre. Ce processus était destiné à renforcer la crédibilité des états financiers et l'engagement en matière de transparence et de responsabilité concernant les pratiques financières.



118 projets en cours de mise en oeuvre, en cours de clôture ou clôturés gérés en 2023.

76,1 millions d'USD de budget total gérés/supervisés en 2023.

39 projets clôturés.

32 missions de supervision effectuées, dont 17 missions conjointes SE/GFAS.

20 évaluations de la maturité fiduciaire réalisées.

360 rapports financiers reçus et examinés.

Aperçu des rôles du GFAS dans la gestion du FASCIR

Principes et fonctions essentiels en matière de transparence, de responsabilité et de supervision

La présente section traite des rôles et des responsabilités qui jouent un rôle essentiel dans l'administration du FASCIR par le GFAS. Les éléments visuels ci-après mettent en relief les principales responsabilités et fonctions fiduciaires exercées par le GFAS pendant l'année 2023.

GESTION FINANCIÈRE ET RAPPORTS



Respecter les directives financières de l'UNOPS: totalité des fonds décaissés ou des remboursements reçus des PEMO sur 157 transactions conformes au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'UNOPS.

Faire en sorte que les rapports des PEMO soient exacts: tous les rapports reçus des PEMO sont précis et remis dans les délais.

Remettre des rapports: 3 états financiers intérimaires et 1 état financier certifié annuel.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS



Soutien continu aux PMA pour le renforcement des compétences en gestion financière et la présentation des rapports financiers.

Adopter les meilleures pratiques en vue d'un impact durable des projets.

Simplifier les outils conviviaux d'élaboration, de gestion, de présentation de rapports et de clôture des projets.

BASE DE DONNÉES ET SYSTÈME DE GESTION DE L'INFORMATION



Maintenir le Centre de connaissances du CIR pour qu'il serve de source d'information fondamentale du CIR pendant l'année.

Automatiser, actualiser et vérifier tous les domaines fiduciaires essentiels dans le Centre de connaissances.

Apporter en permanence des améliorations et des adaptations pour répondre aux besoins en évolution du programme.

SUPERVISION ET CLÔTURE DES PROJETS DU POINT DE VUE FIDUCIAIRE



Examiner les audits réguliers.

Rendre compte de façon claire et transparente de l'utilisation des fonds.

Assurer le respect intégral des principes comptables et des normes fiduciaires.

Dialoguer régulièrement avec les parties prenantes.

ASSURANCE QUALITÉ ET CONFORMITÉ



Gérer tous les accords contractuels, y compris les mémorandums d'accord avec les PEMO et les accords de contribution avec les donateurs.

Normes de conformité réglementaire: respecter toutes les normes et tous les processus de l'UNOPS.

Engagement à l'égard des normes éthiques de l'UNOPS.

INTÉGRATION DE L'OPTIMISATION DES RESSOURCES



Allouer les fonds conformément aux principes d'optimisation des ressources du CIR.

Appliquer les politiques et procédures de gouvernance du CIR pour la gestion financière, les conflits d'intérêts et la gestion des risques.

Appliquer les indicateurs d'optimisation des ressources pendant tout le cycle de vie des projets, pour assurer une utilisation appropriée des fonds.

GESTION DES RISQUES ET DES QUESTIONS CONNEXES



Établir un cadre complet de gestion des risques pour identifier, évaluer et gérer les risques financiers et opérationnels.

Détecter les risques de façon proactive en conjonction avec les PEMO et le SE.

Communiquer, établir des rapports et faire remonter les problèmes le cas échéant.

Aperçus par pays - Perspectives régionales

Cette section donne un aperçu du parcours de chaque région et pays du CIR à ce jour. La valeur mise en évidence et le nombre de projets concernent la Phase Un et la Phase Deux du CIR et excluent la valeur des projets régionaux.

Table des matières

Afrique	82	Asie	120
Angola	86	Afghanistan	123
Bénin	87	Bangladesh	124
Burkina Faso	88	Bhoutan	125
Burundi	89	Cambodge	126
Cabo Verde	90	Maldives	127
Comores	91	Myanmar	128
Djibouti	92	Népal	129
Éthiopie	93	RDP lao	130
Gambie	94	Timor-Leste	131
Guinée	95	Yémen	132
Guinée-Bissau	96		
Guinée équatoriale	97	Pacifique et Amériques	134
Lesotho	98	Haïti	137
Libéria	99	Îles Salomon	138
Madagascar	100	Kiribati	139
Malawi	101	Samoa	140
Mali	102	Tuvalu	141
Mauritanie	103	Vanuatu	142
Mozambique	104		
Niger	105		
Ouganda	106		
République centrafricaine	107		
République démocratique du Congo	108		
Rwanda	109		
São Tomé-et-Príncipe	110		
Sénégal	111		
Sierra Leone	112		
Somalie	113		
Soudan	114		
Soudan du Sud	115		
Tchad	116		
Tanzanie	117		
Togo	118		
Zambie	119		

Aperçus par pays

Afrique

Perspectives régionales



Angola
Bénin
Burkina Faso
Burundi
Cabo Verde
Comores
Djibouti
Éthiopie
Gambie
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Mali
Mauritanie
Mozambique
Niger
Ouganda
République centrafricaine
République démocratique du Congo
Rwanda
São Tomé-et-Principe
Sénégal
Sierra Leone
Somalie
Soudan
Soudan du Sud
Tanzanie
Tchad
Togo
Zambie



Nombre total de projets
du CIR au niveau national

203



Nombre total de projets
du CIR au niveau régional

17



26 pays soutenus dans leur
participation à la ZLECAf

26



Budget total
(millions d'USD)

156,30



© Ollivier Girard/CIR

*Travailler à l'amélioration des processus
liés au commerce dans les PMA.*

Perspectives régionales

La grande majorité des pays les moins avancés (PMA) se trouvant en Afrique, le CIR a consacré plus de ressources à cette région qu'à n'importe quelle autre. Au cours des dix dernières années, il a été actif dans 34 pays africains par l'intermédiaire d'initiatives sur mesure adaptées aux besoins spécifiques des pays et d'initiatives régionales se basant sur les objectifs de développement partagés par certains groupes de pays.

En concordance avec l'attention accrue portée aux régions dans le cadre de la Phase Deux du CIR, le CIR a renforcé sa collaboration avec les communautés économiques régionales en mettant l'accent sur le soutien à la préparation et à la participation des PMA à la Zone de libre échange continentale africaine (ZLECAf). Ces efforts comprenaient un projet régional spécifique concernant la ZLECAf, cofinancé par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA-ONU), la Banque islamique de développement et la Société internationale islamique de financement du commerce. Pendant cette période, le CIR a apporté un soutien à 24 pays dans leur participation à la ZLECAf, y compris au moyen de contributions en vue de l'élaboration de 12 stratégies nationales. Au niveau sous régional, le CIR a mis en œuvre des projets en collaboration avec le Marché commun de l'Afrique orientale et australe et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et a appuyé une stratégie d'Aide pour le commerce dans la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Les initiatives régionales sont particulièrement efficaces lorsqu'un groupe de pays est actif dans un même secteur, comme c'est le cas pour la filière du karité en Afrique de l'Ouest. Le CIR, en collaboration avec l'Alliance globale du karité (AGK), son partenaire de mise en œuvre, a lancé une initiative régionale couronnée de succès qui a tiré parti des mécanismes nationaux de mise en œuvre au Bénin, au Burkina Faso, au Mali et au Togo afin d'accroître les exportations de graines de karité et de produits du karité à valeur ajoutée à destination des marchés internationaux. Cette initiative a engendré une collaboration formelle et

informelle sans précédent entre les Unités nationales de mise en œuvre (UNMO) du CIR dans ces quatre pays, ce qui a permis une planification davantage coordonnée et de meilleures synergies.

Les objectifs de l'initiative AGK ont été largement dépassés, la production annuelle de karité augmentant de 779%, atteignant 45 829 tonnes métriques (tm) (les objectifs initiaux visaient une hausse de 5 880 tm). Un accroissement similaire a été observé dans les exportations, les produits du karité échangés augmentant de 45 167 tm par an, ce qui représente 21 181 896 USD générés pour les communautés bénéficiaires. Les pays bénéficiaires ont obtenu un accès à 45 marchés supplémentaires, la majorité se trouvant en Asie et en Afrique, et quelque 2 500 nouveaux emplois à plein temps ont été créés grâce à l'initiative. Outre le karité, des initiatives régionales moins importantes ciblant des cultures telles que la mangue ou la noix de cajou ont aussi été lancées dans la région (pour de plus amples renseignements, voir les entrées sur le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Togo plus loin dans la présente section).

Le CIR a aussi soutenu les efforts déployés pour réduire la fracture numérique mondiale entre les genres au moyen d'une initiative en collaboration avec l'Union internationale des télécommunications (UIT) au Burundi et en Éthiopie (ainsi qu'en Haïti). L'initiative visait à remédier à un problème croissant: la proportion de femmes utilisant Internet en Afrique est inférieure de 12% à celle des hommes, cet écart passant à 31% dans les PMA. L'initiative a reçu un appui de la part d'un certain nombre d'autres institutions partenaires, ce qui a rallongé le calendrier initial du projet et a permis aux gouvernements de sensibiliser l'opinion à la question de l'autonomisation économique des femmes au moyen de la numérisation.

Les travaux de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) par l'intermédiaire du CIR et en collaboration avec d'autres mécanismes régionaux ont permis de faire progresser la facilitation des échanges au Bénin, au Burkina Faso et au Niger.

Réalisations marquantes par pays

Comores | Le soutien du CIR a constitué un facteur essentiel de l'accession réussie du pays à l'OMC. Outre un appui axé sur l'accession, des avantages ont été obtenus au moyen d'investissements dans les secteurs du tourisme, de l'ylang-ylang et de la vanille. Les recettes du tourisme ont aussi augmenté avec la hausse du nombre de touristes, qui est passé de **28 000 en 2021 à 50 360 en 2022**.

Éthiopie | Un investissement de **plus de 100 millions** d'USD de la Mastercard Foundation, réalisé sur la base d'un projet pilote du CIR dans le secteur du miel, contribue à la création d'emplois et au renforcement de la biodiversité et de la résilience de l'écosystème dans le pays.

Gambie | Des collaborations d'un type nouveau entre les ministères responsables du commerce et du climat débloquent un financement lié aux changements climatiques. L'investissement réalisé dans une amélioration du complexe de fret aérien situé près de l'aéroport international de Banjul, financée par le CIR, a réduit les temps de manutention de **40%**.

Guinée | Suite aux investissements du CIR, la Guinée est devenue un des pays à la pointe en termes d'équipements de laboratoire destinés à la sécurité sanitaire des produits alimentaires dans la CEDEAO. Ces améliorations ont réduit de **21 jours à 5 jours** le temps moyen nécessaire pour l'analyse d'échantillons.

Libéria | Avec l'appui du CIR, le Gouvernement du Libéria a lancé sa première stratégie commerciale pour le tourisme en 2016. Le CIR a soutenu les projets du pays visant à faire du Libéria une destination pour le surf dans le but d'améliorer la croissance économique, de créer des **emplois** et de **protéger les zones côtières**. Cette initiative unique dans le secteur du surf a déjà attiré l'attention d'autres donateurs, y compris l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

Mali | Ces dernières années, le Mali est devenu le premier pays en termes de contributions du gouvernement au CIR parmi les PMA, disposant de plus de **11 millions d'USD** en fonds de contrepartie.

Mauritanie | Le CIR a soutenu le **secteur de l'écotourisme** en Mauritanie via le développement et la promotion du tourisme durable dans le Parc national du Banc d'Arguin. Dans le cadre de cette initiative, trois écocamps gérés par des femmes et fonctionnant grâce aux énergies renouvelables, qui offrent des logements touristiques modernes, ont été établis à Iwik, Mamghar et Tessot.

Niger | Le CIR a réalisé d'importantes contributions en vue d'améliorer la compétitivité de la chaîne de valeur du sésame du Niger, ce qui a mené à une hausse considérable des exportations, qui ont atteint **36 millions d'USD, soit six fois l'objectif initial du projet**. Les deux nouveaux marchés de la Chine et de la Türkiye représentent à présent 50% des exportations de sésame.

Rwanda | L'Unité individuelle de mise en œuvre des projets (UIMOP) a mobilisé plus de **24 millions d'USD** de financement de donateurs. La réussite du modèle d'UIMOP est maintenant appliquée à l'échelle du gouvernement.

Sénégal | Le renforcement des capacités de l'UNMO a permis le développement et l'approbation d'un projet de **3 millions d'USD** pour le secteur de la noix de cajou, financé par le budget national. Les investissements du CIR dans le renforcement des capacités du Sénégal dans le domaine de la métrologie ont facilité les échanges en permettant d'harmoniser les mesures nationales avec les normes internationales. Par le passé, l'accès aux marchés internationaux par les producteurs et les exportateurs était fortement limité par le manque d'accès à des poids et mesures précis.

Sierra Leone | L'appui au secteur de l'écotourisme de la Sierra Leone après le conflit a déjà permis une croissance importante, le nombre de visiteurs étant plus élevé que jamais et le pays obtenant une place dans la liste des principaux lieux à visiter du Time Magazine. Les liens entre le tourisme et le commerce ont été renforcés et **10 millions d'USD** ont été mobilisés auprès de la Banque mondiale pour accroître les investissements.

Togo | Les mesures prises pour renforcer la chaîne de valeur du soja au Togo ont entraîné une multiplication par dix de la production, qui est passée de **25 000 tm à 250 000 tm entre 2015 et 2022**, ce qui a contribué à la création de plus de **700 000 emplois**. Cela a permis d'améliorer la visibilité du Ministère du commerce et d'accroître ses liens.



Angola

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

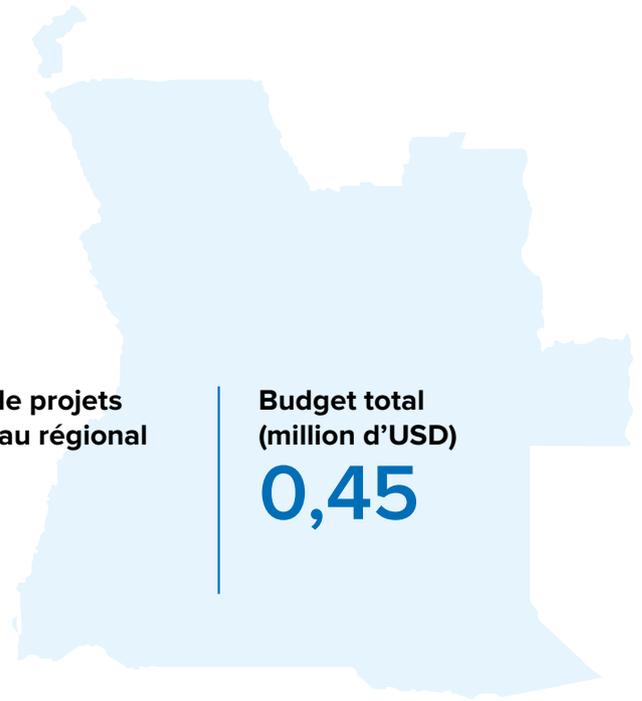
2

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

3

**Budget total
(million d'USD)**

0,45



L'Angola occupe une grande partie de la côte sud-ouest de l'Afrique continentale et compte quelque 33 millions d'habitants. Si le pays est riche en ressources naturelles, y compris en pierres gemmes et en métaux, il dépend fortement des recettes générées par les exportations de pétrole. Par exemple, sur les 41,4 milliards d'USD de marchandises et de services exportés par l'Angola en 2018, 95% étaient du pétrole, soit l'équivalent d'un tiers du PIB. Le soutien apporté par le CIR porte sur la diversification des sources de recettes d'exportation du pays et l'intégration du commerce dans les plans du gouvernement au moyen d'un renforcement des capacités.

Le CIR collabore avec l'Angola depuis 2006 (sous sa forme précédente, le Cadre intégré (CI)), lorsqu'il s'est associé à la Banque mondiale pour élaborer la première étude diagnostique sur l'intégration du commerce (EDIC) du pays. Plus récemment, le CIR collabore à nouveau avec la Banque mondiale sur une mise à jour de l'EDIC visant à recenser les principales contraintes au commerce, à intégrer le commerce dans les stratégies nationales de diversification économique et à formuler des recommandations sur les réformes horizontales de la politique commerciale.

La mise à jour de l'EDIC présente également un certain nombre de recommandations axées sur la participation à de possibles accords commerciaux préférentiels, le traitement des contraintes politiques et législatives, et l'examen des programmes d'intégration multilatéraux, bilatéraux et régionaux. La mise à jour de l'EDIC s'articule autour du développement durable et de la réduction de la pauvreté, en mettant l'accent sur l'abandon des industries extractives (principalement le pétrole) au profit d'une croissance économique inclusive et durable.

Malgré cette collaboration de longue date avec l'Angola sur son EDIC, le CIR a débuté ses travaux de renforcement des capacités institutionnelles en avril 2022, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le lancement du projet a constitué une étape

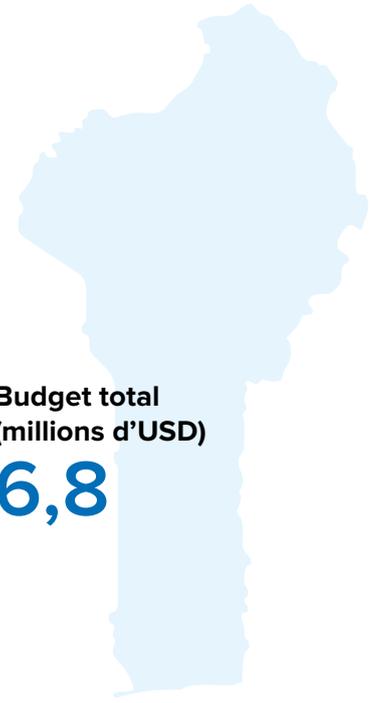
importante pour le CIR et témoigne de son engagement à ne laisser aucun pays de côté. Après seulement une courte période suivant le début de ce soutien, il est déjà clair que celui-ci a une incidence positive directe sur les activités du Ministère de l'industrie et du commerce. Par exemple, l'Angola a déjà amélioré sa mise en conformité avec le système commercial multilatéral en présentant des notifications à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et a honoré ses engagements envers la SADC.

Un programme de formation spécifique sur ces mesures comprenait une formation du personnel à une mise en œuvre effective des plans de diversification des exportations au moyen de la substitution des importations et du développement d'avantages comparatifs dans les secteurs de l'agroalimentaire, des ressources minérales, des matériaux de construction et des textiles. La formation portait également sur la sensibilisation aux mesures de soutien international en lien avec la sortie de l'Angola de la catégorie des PMA, qui était initialement prévue pour le 12 février 2024 mais a été reportée à une date ultérieure.

Le CIR œuvre également à renforcer les capacités du gouvernement de manière à ce qu'il puisse surmonter les difficultés liées à l'intégration régionale et continentale. L'Angola a élargi ses liens à cet égard ces dernières années, signant l'Accord portant sur la création de la ZLECAf en 2018 et le ratifiant en 2020. Elle a présenté son offre tarifaire pour la zone de libre échange de la SADC en 2018 et est membre depuis longtemps de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC).



Bénin



**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

8

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

7

**Budget total
(millions d'USD)**

6,8

Le Bénin forme une bande de terre étroite et verticale située sur la côte septentrionale du Golfe de Guinée, en Afrique de l'Ouest, qui comprend à la fois des forêts et de la savane. Le CIR a débuté sa collaboration avec le Bénin en 2003 sous sa forme précédente, le CI. Les premiers travaux ont consisté en la réalisation et la validation de l'EDIC du Bénin, un renforcement des capacités institutionnelles et un développement des exportations. Sur la base de l'EDIC et de sa mise à jour en 2015, le CIR a continué à soutenir le renforcement des capacités institutionnelles, a contribué à accroître les capacités de production et s'est engagé à améliorer la compétitivité du secteur du karité.

L'appui du CIR en matière de renforcement des capacités commerciales et productives est essentiel dans la lutte contre la pauvreté en ce qu'il renforce les capacités commerciales et productives. Avant la collaboration du CIR avec le Bénin visant à développer le secteur du karité du pays, il n'existait aucune association nationale soutenant cette branche d'activité. Le CIR a contribué à l'établissement d'une association nationale interprofessionnelle du karité au Bénin et à la mobilisation des secteurs public et privé nationaux et internationaux par l'intermédiaire de l'AGK, une organisation non gouvernementale ayant des liens avec de grandes entreprises actives dans cette filière.

Le soutien du CIR au développement de la chaîne de valeur du karité a débuté en 2018 et a eu un impact considérable, plus de 27 000 femmes bénéficiant d'initiatives de renforcement des capacités dans des domaines tels que les techniques de récolte des graines de karité, la transformation du karité, l'entrepreneuriat féminin, le commerce électronique, les négociations commerciales et en matière de contrats, et l'accès au financement. Ces mesures ont entraîné une augmentation de plus de 50% du volume d'amandes de karité, ce qui a mené à une hausse des revenus des femmes procédant à la récolte et à la transformation.

Du fait de sa vaste expérience auprès d'autres producteurs de karité dans la région (voir, par exemple, le Burkina Faso, le Mali et le Togo), le CIR est tout à fait adapté pour aider au

développement du secteur. La structure et le réseau du CIR permettent aux bénéficiaires d'acquérir des connaissances auprès d'autres bénéficiaires de la région qui prennent part à des activités similaires, les initiatives régionales pouvant toucher un certain nombre de pays. Par exemple, le Bénin a bénéficié d'un soutien régional sur le développement d'un commerce inclusif dans la chaîne de valeur du karité (mis en œuvre par l'AGK), sur le transit, le transport et la facilitation des échanges en Afrique de l'Ouest pour une meilleure participation aux chaînes de valeur (mis en œuvre par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)) et sur les coproduits du coton (mis en œuvre par l'OMC).

Le CIR a aussi contribué à améliorer la coordination commerciale en soutenant l'entrée en activité du Comité national de la facilitation des échanges et de la Commission interinstitutionnelle chargée du suivi et de la mise en application des Accords de l'OMC. Les deux mécanismes ont abouti à plusieurs réussites et à plusieurs réformes, comme l'amélioration des délais de traitement pour les litiges commerciaux, le renforcement des compétences, de l'organisation et du fonctionnement du Centre d'arbitrage et l'établissement d'un cadre réglementaire unifié sur les activités des partenariats public-privé. Sur la base des recommandations d'une étude du CIR, le gouvernement a affecté environ 1 million d'USD à l'infrastructure transfrontières liée au commerce. Cet exemple de renforcement des capacités institutionnelles et de facilitation de l'appropriation par le pays est un bon exemple des compétences uniques du CIR en matière de développement de capacités intégrées et locales.

Le CIR a pour objectif de donner plus d'envergure à la stratégie d'exportation nationale; les efforts récents ont abouti à un partenariat avec le Centre du commerce international (ITC) dans ce même but. Ce soutien aidera à établir un cadre afin de donner aux acteurs publics et privés les outils dont ils ont besoin pour élaborer et mettre en œuvre une stratégie cohérente pour le développement des exportations et la compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME).



Burkina Faso

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

9

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

9

**Budget total
(millions d'USD)**

10

Le Burkina Faso est un pays sans littoral de quelque 23 millions d'habitants situé en Afrique de l'Ouest, sur un plateau caractérisé par une savane fertile à semi-aride. Le CIR a débuté sa collaboration avec le Burkina Faso en 2005 sous sa forme précédente, le CI. Depuis lors, le Burkina Faso a bénéficié de l'élaboration de l'EDIC et de mises à jour de celle-ci et d'un soutien en matière de renforcement des capacités institutionnelles et productives, notamment dans les filières du karité, du sésame, de la mangue séchée et de la noix de cajou.

L'efficacité de l'UNMO en tant que pôle de connaissances et de coordination au Burkina Faso a été un facteur de réussite décisif. En tant que pôle de connaissances, le CIR contribue à fournir une assistance technique pour le commerce et à apporter un soutien concernant les négociations à l'OMC. En tant que pôle de coordination et de mise en œuvre, il appuie la mise en œuvre et la coopération avec d'autres organismes, y compris le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) de l'OMC.

Le soutien du CIR a permis de renforcer les capacités institutionnelles et la coordination liées au commerce, ce qui a mené à l'intégration du commerce dans les principaux documents de stratégie en matière de développement, y compris la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (2011-2015) du Burkina Faso, le Plan national de développement économique et social (2016-2020), la révision de la Stratégie d'exportation nationale et la Politique sectorielle 2011-2020 de l'industrie, du commerce et de l'artisanat. Les efforts d'intégration du CIR ont aussi abouti à l'intégration du commerce dans plusieurs stratégies sectorielles, y compris concernant les transports, les industries extractives, l'énergie, l'agriculture, les ressources animales, l'environnement, la culture et le tourisme.

S'agissant de l'appui concernant les capacités de production, les travaux du CIR au Burkina Faso ont donné des résultats extraordinaires en ce qu'ils ont créé de solides interconnexions vers l'amont et vers l'aval dans les chaînes de valeur. Le CIR adopte également souvent une démarche d'apprentissage

par la pratique où, par exemple, une approche spécifique de traitement sur place est montrée aux parties prenantes. La participation du secteur privé est essentielle à cette approche et prend la forme d'une fourniture de matériel et d'unités de production et de traitement, d'un financement des exportations, d'un accès aux marchés et d'orientations sur les régimes d'importation et d'exportation. Cet appui a mené à un intérêt supplémentaire des Donateurs et à une hausse notable des exportations et de la valeur ajoutée, notamment dans les filières du karité, du sésame, de la mangue et de la noix de cajou. Les investissements réalisés dans le secteur de la noix de cajou ont encouragé la mobilisation des ressources internes et l'établissement du Conseil de l'anacarde au Burkina Faso. De même, le soutien aux capacités de production dans la filière du karité a attiré quelque 1 483 300 USD de cofinancement de la part du Luxembourg et 1 million d'USD de la part de la Banque africaine de développement (BAfD), ce qui a permis l'exportation de 3,39 millions d'USD de karité et la création de 2 524 emplois directs. Le suivi du soutien antérieur apporté par le CIR au secteur de la mangue montre que la croissance de la production et de la transformation a mené à la création de plus de 58 000 emplois, la grande majorité des nouveaux emplois relatifs à la transformation étant occupés par des femmes. Avant l'appui du CIR, la production et la commercialisation des mangues étaient principalement menées dans le secteur informel et les produits n'étaient généralement pas transformés.

La filière du sésame du Burkina Faso a aussi connu une croissance solide grâce aux interventions du CIR. Le soutien s'est traduit par une augmentation des emplois, de la qualité et de la production, 300 000 tm supplémentaires de sésame ayant été produites. Fait important, un grand nombre de ces nouveaux emplois ont été créés au niveau des populations locales, ce qui a entraîné des changements importants pour les bénéficiaires. Le CIR a équipé les PME productrices de sésame de nouvelles machines, améliorant ainsi l'efficacité de la transformation et la qualité. Cela a par la suite entraîné une croissance de l'emploi dans les petites communautés, en particulier pour les femmes, et une hausse des exportations.



Burundi

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

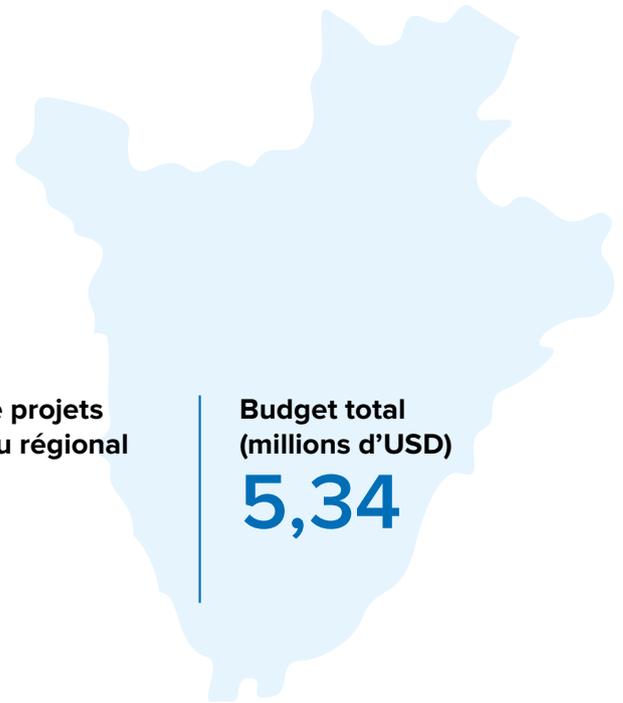
6

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

6

**Budget total
(millions d'USD)**

5,34



Le Burundi est un pays d'Afrique de l'Est sans littoral comptant quelque 13 millions d'habitants et situé à l'extrémité nord-est du Lac Tanganyika, un des Grands Lacs africains. Le Burundi a un certain nombre de ressources naturelles et de terres arables, qui vont de régions vallonnées et montagneuses à des plateaux. Le CIR a commencé ses activités dans le pays en 2010 après les changements sociopolitiques des années 1990, qui ont engendré des difficultés économiques et sociales durables.

L'économie du Burundi est fortement tributaire des exportations de thé et de café, qui représentent plus de 70% des recettes du pays. Suite à l'EDIC 2013 du Burundi et à sa mise à jour ultérieure en 2022, le soutien du CIR a mené à l'élaboration d'une stratégie commerciale robuste, qui comprend des mesures visant à renforcer les capacités productives et institutionnelles, à améliorer l'intégration commerciale régionale et à consolider le commerce des services, y compris au moyen d'une nouvelle stratégie pour le tourisme.

Le CIR avait pour but d'éliminer les blocages commerciaux au Burundi via une initiative de renforcement des capacités productives en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). Ces efforts visaient à promouvoir des normes de qualité en harmonisant pas moins de 1 000 normes sanitaires et phytosanitaires (SPS) au niveau national. Dans le cadre de cette initiative, le projet a stimulé les capacités d'exportation et a contribué à la protection des consommateurs grâce à une amélioration des systèmes nationaux, des analyses, des inspections et des essais.

Les initiatives de renforcement des capacités institutionnelles menées par le CIR dans des domaines tels que l'élaboration de politiques liées au commerce et l'intégration du commerce dans les stratégies sectorielles ont permis d'améliorer l'environnement commercial du Burundi. Quelque 225 Fonctionnaires et 350 représentants du secteur privé (dont 40% étaient des femmes) ont contribué à des améliorations en ce qui concerne la facilitation des échanges, l'intégration régionale, les compétences en

anglais des affaires, les connaissances sur les principes fondamentaux de l'OMC, le commerce des services et la mise en œuvre des politiques commerciales. Un large éventail de politiques et de stratégies ont été améliorées suite à ces mesures, y compris les stratégies nationales sur les déchets électroniques, le tourisme durable et le développement du secteur financier. Le CIR a aussi commandé une étude sur l'intégration commerciale régionale qui a aidé à renforcer l'intégration auprès d'organisations telles que la Communauté d'Afrique de l'Est, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe, la SADC et la ZLECAf.

Afin de répondre à la demande de plus d'analyses et de soutien du secteur du tourisme de la part du gouvernement et de partenaires de développements tels que l'Union européenne (UE), le CIR a pu réagir rapidement en facilitant l'élaboration d'une stratégie détaillée. En outre, les activités du CIR au Burundi ont particulièrement aidé les femmes et les filles, notamment les entrepreneuses. Une initiative menée en partenariat avec l'UIT a appuyé l'autonomisation économique des femmes au moyen de l'économie numérique. Plus de 1 660 femmes ont été formées dans le cadre de ces mesures et le renforcement des capacités institutionnelles a permis à de hauts responsables politiques de mieux comprendre l'importance de la technologie et des connaissances dans le domaine du numérique pour les femmes en âge de travailler, y compris les jeunes professionnelles et les entrepreneuses.

Ce partenariat CIR-UIT s'inscrit dans le cadre du Partenariat mondial EQUALS, qui œuvre à l'intégration d'une perspective de genre dans les politiques et réglementations internes afin que les femmes puissent participer pleinement à l'économie numérique. Ces efforts comprennent également une formation pour les femmes dans les secteurs du thé et du café sur des thèmes tels que la narration, la sécurité en ligne, le développement personnel, la promotion de la technologie, le marketing numérique et le commerce électronique. L'importance portée à l'appropriation par le pays est au cœur de l'approche du CIR, qui donne la priorité aux capacités internes et à la durabilité.



Cabo Verde

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

3

**Budget total
(million d'USD)**

1,69

Cabo Verde est un archipel composé de dix îles volcaniques situé dans l'Océan Atlantique, au large des côtes de l'Afrique de l'Ouest. Le pays compte quelque 500 000 habitants et son PIB s'élevait à 2,23 milliards d'USD en 2022. Cabo Verde étant sorti de la catégorie des PMA en 2007 et ayant réalisé sa première EDIC en 2008 dans le cadre du CI, prédécesseur du CIR, le soutien est axé sur le reclassement du pays. Tous les projets dans le pays avaient été menés à bien en août 2020 et Cabo Verde n'est plus admissible au bénéfice du soutien du CIR.

Dans le cadre du CIR, une mise à jour de l'EDIC a été réalisée en 2014 et un certain nombre d'initiatives de renforcement des capacités institutionnelles ont été lancées. Suite à l'EDIC et en raison des préoccupations selon lesquelles la sortie de la catégorie des PMA entraînerait une baisse de l'aide au développement, au début des années 2010, le Gouvernement de Cabo Verde était pleinement conscient de l'importance du commerce comme facteur encourageant la production, la consommation et la génération de revenus. Ainsi, le soutien du CIR portait en grande partie sur une plus grande intégration du commerce dans le gouvernement et des améliorations au niveau systémique dans l'environnement politique et réglementaire relatif au commerce et à l'investissement.

Ces efforts ont mené à une importance accrue du commerce dans la Stratégie de lutte contre la pauvreté 2012-2016 et le Plan national de développement stratégique de Cabo Verde. Le soutien du CIR a aussi mené à l'élaboration d'une stratégie commerciale nationale, à l'établissement du Conseil national du commerce (organisme interministériel chargé des questions nationales liées au commerce) et à l'application du Programme intégré sur les ressources du gouvernement afin de faciliter le traitement des importations et des exportations.

L'approche du CIR, qui vise à intégrer le commerce dans les stratégies de développement nationales et à aboutir à un niveau élevé d'appropriation par le pays, est particulièrement essentielle dans le cadre d'un soutien apporté suite à la sortie de la catégorie des PMA. La structure et les fonctions de

l'UNMO de Cabo Verde ont été intégrées dans le Ministère du commerce et le système gouvernemental aux fins de la coordination du commerce. Cela s'est avéré fondamental pendant la période précédant la signature, en 2022, de l'Accord portant création de la ZLECAf, lorsque l'UNMO a fourni une analyse et un soutien techniques, a produit des rapports et a établi une liste des produits sensibles qui sera présentée à la CEDEAO.

En 2018, le CIR a aussi appuyé la rédaction et la révision d'un certain nombre de lois relatives au commerce et à l'investissement visant à améliorer le climat des affaires à Cabo Verde. C'est notamment le cas de lois portant sur les avantages fiscaux pour l'investissement et l'internalisation des entreprises, la diplomatie économique et les relations commerciales, les politiques publiques relatives au commerce et le renforcement des textes législatifs et réglementaires liés au commerce. Le CIR a aussi fourni un appui à l'élaboration du Code des investissements et d'avantages fiscaux visant à encourager l'investissement. De manière générale, le soutien du CIR a contribué à placer Cabo Verde sur la voie du succès dans un certain nombre de domaines liés au commerce. Parmi les exemples de réussite du pays, on peut citer le fait que le score de Cabo Verde dans l'Indice de compétitivité mondiale du Forum économique mondial est passé de 3,5 en 2010 à 3,76 en 2017.



Comores

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

8

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

5

**Budget total
(millions d'USD)**

7,52

Les Comores sont un archipel situé au large de la côte est du continent africain, dans le Canal du Mozambique. Elles comptent quelque 830 000 habitants. Le CIR soutient les Comores depuis 2011 et a obtenu d'excellents résultats pendant cette période. L'économie a enregistré une tendance à la hausse en termes d'ouverture commerciale et, suite au soutien du CIR, a connu une croissance solide des exportations agricoles (par exemple, la vanille, l'ylang-ylang et les girofles), des investissements publics dans l'infrastructure, des investissements étrangers directs (IED) et de la collecte de transferts de fonds.

Un domaine de réussite majeur pour le CIR aux Comores a été le niveau élevé d'intégration du commerce dans le gouvernement et le soutien important apporté à l'UNMO. L'objectif du CIR est que chaque pays intègre pleinement l'UNMO dans son gouvernement afin que l'appropriation par les pays garantisse la viabilité de l'Unité après l'achèvement des activités du CIR. Les Comores reconnaissent la valeur de l'UNMO à un point tel que le Ministère des finances a créé une ligne budgétaire pour les salaires de son personnel et ses coûts d'exploitation. Dans la pratique, cela permet à l'UNMO d'opérer en tant qu'unité de mise en œuvre du Ministère, y compris pour les projets financés par d'autres partenaires.

Par exemple, les Comores ont récemment lancé une initiative financée par l'UE, mise en œuvre conjointement par l'ITC et l'ONUDI, visant à soutenir la production, l'industrialisation et le libre-échange. L'UNMO est chargée de coordonner la mise en œuvre du projet avec un niveau élevé d'adhésion et d'appropriation par le pays. L'UNMO met également en œuvre un projet financé par la Société internationale islamique de financement du commerce, qui s'appuie sur les travaux du CIR sur la vanille. Ces deux exemples illustrent la marque distinctive du modèle du CIR.

Le CIR a aussi apporté un appui précieux en vue de favoriser le secteur du tourisme dans les Comores.

Des initiatives ont contribué à l'élaboration d'une stratégie nationale de développement du tourisme, à la construction de logements écologiques et à l'établissement et à l'entrée en activité d'un club de plongée. Ces mesures ont mené à une hausse du nombre de touristes, qui est passé de 28 000 en 2021 à 50 360 en 2022. En outre, en 2022, 138 nouveaux emplois avaient été créés, 67% des postes ayant été pourvus par des jeunes et 50% par des femmes.

Le CIR a réussi à accroître la visibilité du commerce dans le pays et le Gouvernement est extrêmement réceptif aux recommandations concernant les besoins du pays liés au commerce. L'exemple le plus parlant à cet égard est le rôle fondamental qu'a joué le CIR en soutenant l'accession des Comores à l'OMC, y compris en offrant un appui pour les réunions du groupe de travail, en facilitant les discussions nationales par l'intermédiaire du Comité des négociations commerciales et en contribuant à l'élaboration de textes législatifs majeurs. Le soutien du CIR à la Mission permanente des Comores à Genève a facilité la communication et les visites officielles depuis la capitale. Un consultant national a aussi mis à jour une liste des textes législatifs internationaux et nationaux et a élaboré des règlements en vue de la mise en conformité avec les règles de l'OMC. Le 26 février 2024, les Ministres ont formellement approuvé l'accession des Comores lors de la treizième Conférence ministérielle de l'OMC. L'UNMO a aussi facilité la participation aux négociations relatives aux Accords de partenariat économique et à la ZLECAF, et le Comité des négociations commerciales et le Comité directeur national du CIR (CDN) sont à présent les principaux cadres de coordination entre les secteurs public et privé.

Le commerce a été intégré dans le plan national de développement et les principaux cadres sectoriels, y compris les stratégies pour l'agriculture et l'industrie.



Djibouti

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

7

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

5

**Budget total
(millions d'USD)**

5,62

Djibouti est un des plus petits pays d'Afrique et compte 1,1 million d'habitants. Le pays jouit d'une position stratégique et est situé sur la côte nord-est du continent, à l'entrée sud de la mer Rouge, le long de certaines des voies de navigation les plus empruntées au monde. Djibouti a tiré parti de sa situation en développant une structure commerciale dominée par le commerce des marchandises, qui repose sur un complexe portuaire parmi les plus modernes au monde. Si l'économie reste relativement petite, les observateurs prévoient qu'elle affichera l'une des croissances les plus rapides du continent.

Djibouti a rejoint le CI, prédécesseur du CIR, en 1997. Depuis lors, le pays a été soutenu au moyen d'IEDIC et de ses mises à jour ultérieures, ainsi que d'un certain nombre d'initiatives sur des questions telles que le développement du tourisme et l'amélioration des conditions de l'activité des entreprises. Les efforts déployés par le CIR à Djibouti ont été bien intégrés dans les priorités, les activités, les structures et les processus du gouvernement. Par exemple, le gouvernement alloue à présent un budget annuel au soutien à la mise en œuvre du CIR et l'UNMO a été presque pleinement intégrée au gouvernement, notamment en étant rattachée au Ministère du commerce. L'UNMO a soutenu l'élaboration et la mise à jour d'une série de politiques et de règlements relatifs au commerce et y a contribué, y compris la Stratégie nationale de développement du commerce électronique, la Stratégie nationale de développement du commerce, le Code des investissements, les orientations stratégiques pour le développement et la promotion du tourisme en République de Djibouti et le Décret portant établissement du Conseil national du tourisme durable.

Le CIR a aidé à renforcer l'Office national du tourisme de Djibouti, ce qui lui a permis de devenir un office du tourisme pleinement compétent et a assisté Djibouti dans l'élaboration d'un plan directeur pour le développement du tourisme durable, que l'Office national du tourisme continue d'utiliser pour développer le secteur de l'écotourisme.

Le renforcement des capacités institutionnelles a permis à l'Office national du tourisme d'élargir le public touché grâce à l'établissement d'une plate-forme de tourisme numérique et à la participation à des activités axées sur la promotion commerciale et la commercialisation aux niveaux nationaux, régionaux et internationaux. Parallèlement, les produits et services liés au tourisme ont été améliorés et diversifiés grâce à des initiatives du CIR visant à renforcer les capacités institutionnelles et humaines menées à la Direction du tourisme et à l'Arta Hotel School, une école hôtelière pour jeunes diplômés. En 2018, Djibouti a été classé quatrième sur dix destinations à visiter par le magazine Lonely Planet.

Le passage du secteur informel au secteur formel est un autre domaine où l'appui du CIR a mené à un changement majeur dans le pays. En soutenant les organismes nationaux chargés du secteur privé, le CIR a pu contribuer à faire en sorte que les MPME disposent des documents nécessaires à leur reconnaissance par le gouvernement. Ces mesures ont mené à l'officialisation de quelque 2 000 MPME. La mise en évidence des effets positifs nets qui peuvent découler de la formalisation des MPME, tels que l'accès à des machines modernes, au financement et aux technologies, a encouragé de nombreux acteurs informels à passer au secteur formel. En outre, le soutien apporté à l'amélioration des textes législatifs et à la délivrance d'une licence pour l'exercice d'activités liées à l'artisanat, au commerce et aux services a permis d'améliorer la structure du secteur privé. Les réussites enregistrées dans ce domaine ont été déterminantes pour l'amélioration des conditions de l'activité des entreprises, ce qui a mené à une croissance plus inclusive et générant davantage de revenus. S'inspirant du modèle du CIR pour les UNMO, le Ministère du commerce et du tourisme a créé une unité de gestion de projet pour le développement du commerce. Cette unité a absorbé l'UNMO et est responsable de la mise en œuvre de tous les projets du Ministère.



Éthiopie

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

6

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

5

**Budget total
(millions d'USD)**

3,39

L'Éthiopie est un pays enclavé d'Afrique de l'Est, situé dans la Corne de l'Afrique. Sa population est d'environ 123 millions de personnes, ce qui en fait le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique. Le CIR soutient l'Éthiopie depuis 2004. Il intervenait alors sous sa forme antérieure, le CI. Le soutien du CIR a permis des progrès importants dans les domaines du développement du secteur privé, du renforcement des capacités institutionnelles et de l'intégration au système commercial mondial. L'UNMO de l'Éthiopie est bien intégrée à l'administration, et a joué un rôle essentiel dans le développement des capacités des pouvoirs publics relatives au commerce.

Dans le cadre d'un projet d'apiculture climato-intelligent, le Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes a fourni des technologies innovantes, par exemple des outils et équipements de base pour analyser le miel. Dans l'ensemble, le financement de ce secteur par le CIR a créé des emplois – en particulier pour les femmes – et amélioré la flore apicole, ce qui a enrichi la biodiversité et l'écosystème. Près de 20 000 apiculteurs ont été formés (bien plus de 6 000 femmes et près de 18 000 jeunes) à la récolte, au classement, au conditionnement, au stockage et à la commercialisation du miel et ont reçu des équipements modernes. Armés de meilleures compétences, un total de 153 tonnes de miel et 17 tonnes de cire d'abeille ont été produites au cours de la période du projet (2019-2021). De plus, l'initiative a attiré [un montant additionnel de 135 millions d'USD en deux phases de financement](#) de la Fondation Mastercard. Le projet a aussi joué un rôle important dans l'amélioration de la biodiversité et la reforestation, avec la plantation de près de 2 millions de graines de plantes mellifères.

Des formations et un soutien axés sur les compétences numérique fournis par l'UIT ont permis de relier les entreprises dirigées par des femmes à de nouveaux marchés. Le taux de femmes africaines disposant d'un accès à Internet est inférieur de 12% à celui des hommes. Dans les PMA d'Afrique, cet écart passe à 31%. Au total, plus de 1 660 femmes ont reçu une formation qui leur a permis de mieux comprendre les avantages de la technologie pour les femmes en âge de travailler.

Les femmes éthiopiennes étaient aussi visées par une initiative du CIR destinée à mettre en œuvre un accès aux marchés internationaux résilient sur le plan climatique et tenant compte des problématiques de genre, au moyen d'échanges équitables avec FairTrade Australie et Nouvelle-Zélande. Le soutien était axé sur l'amélioration des capacités des femmes dans divers domaines de la gestion agricole et de l'exportation, afin de garantir que les techniques de récolte soient respectueuses de l'environnement et que la production soit conforme aux critères de qualité des marchés internationaux.

Le CIR a aussi apporté depuis 2015 un soutien à la participation de l'Éthiopie à l'exposition Gulfood, à Dubaï. Cette foire commerciale a été une source majeure d'accès aux marchés pour les entreprises éthiopiennes; les retombées directes des contrats qui y ont été signés représentent environ 80 millions d'USD par an. Le succès de la foire a suscité un intérêt accru de la part d'entreprises éthiopiennes souhaitant y participer. Le nombre d'entreprises participantes est passé de moins de 10 à environ 70, la demande de participation dépassant à présent la capacité de prise en charge du Ministère du commerce.

La reconnaissance de la valeur du commerce par les pouvoirs publics éthiopiens a abouti à un certain nombre d'initiatives de promotion des échanges commerciaux – y compris une stratégie de promotion des exportations – et conduit à une meilleure intégration dans le système commercial mondial. Le CIR a soutenu l'Éthiopie dans sa ratification de l'Accord sur la ZLECAf, et il continue de la soutenir dans les négociations en vue de son accession à l'OMC. Les discussions en vue de l'accession à l'OMC ont été entamées en 2003, mais se sont essouffées dix ans plus tard. En 2020, quand l'Éthiopie a indiqué que le gouvernement était prêt à reprendre les négociations, les liens forts tissés par le CIR grâce à l'UNMO et à une structure flexible lui ont permis de relancer immédiatement le soutien.

[Cliquez/scannez ici
pour en savoir plus](#)





Gambie

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

11

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

3

**Budget total
(millions d'USD)**

7,75

La Gambie est un pays d'environ 2,7 millions d'habitants, situé sur le littoral, à l'extrême Ouest du continent africain. Avec une frontière partagée uniquement avec le Sénégal, le pays est pratiquement enclavé. Le CIR a commencé à apporter un soutien à la Gambie en 2009, en menant un certain nombre d'initiatives dans le pays, y compris un renforcement institutionnel, un renforcement des capacités de production et des activités de financement de l'action climatique lié au commerce.

L'expérience du CIR en Gambie a été largement positive et caractérisée par un très haut niveau de participation, de coordination et d'enthousiasme de la part des pouvoirs publics. L'État est très investi et participe activement, jusqu'au niveau des bénéficiaires. Le CIR a permis de mener des consultations et d'établir une coordination avec les acteurs essentiels, y compris le secteur privé, pendant l'élaboration du Plan de développement national axé sur la relance verte (2023-2027). Cette collaboration a abouti à l'intégration du commerce et des questions commerciales, y compris celles relatives au commerce électronique, dans le Plan national de développement. De même, le Ministère du commerce, de l'industrie, de l'intégration régionale et de l'emploi a maintenant, lui aussi, renforcé les relations avec les autres ministères essentiels, en particulier ceux compétents en ce qui concerne l'agriculture et l'environnement.

Le soutien du CIR a aidé la Gambie à se placer à l'avant-garde de l'articulation entre commerce et lutte contre les changements climatiques. Le gouvernement a élaboré le premier projet d'Aide pour le commerce du pays en vue d'accéder au financement de l'action climatique lié au commerce. Cette approche innovante a déjà suscité l'intérêt d'autres PMA – parmi lesquels le Rwanda, la Sierra Leone et Tuvalu – qui envisagent d'imiter cette initiative. Certains de ces pays ont déjà organisé des visites d'étude afin de mieux comprendre la stratégie de financement de l'action climatique. Cette démarche a créé de nouvelles relations et renforcé le partage de renseignements entre les pays et entre les ministères. Le CIR a également soutenu l'adaptation au changement climatique dans le domaine de la pêche, un secteur essentiel à la subsistance de plus de

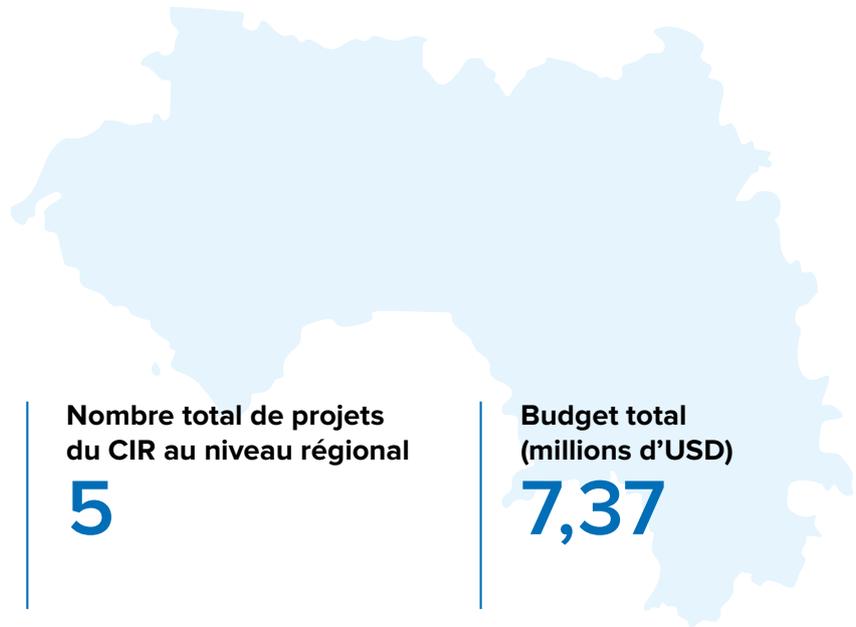
200 000 personnes, et où la transformation est assurée à 80% par des femmes. Ce soutien comprenait la mise en place d'installations de fumage de poisson «climato intelligentes», la fourniture de glacières isothermes pour permettre aux négociants de prolonger la durée de conservation des produits et l'organisation de formations en vue de l'adoption de normes d'hygiène plus exigeantes pour le marché de l'UE.

En ce qui concerne le commerce électronique, le CIR a facilité l'élaboration d'une évaluation du commerce électronique et de propositions de projets de suivi. Le Ministère soutient à présent la mise en œuvre d'un projet de la Banque mondiale d'un montant de 50 millions d'USD, qui s'attaque aux contraintes mises en évidence. L'investissement dans une modernisation, financée par le CIR, du complexe de fret aérien à proximité de l'aéroport international de Banjul a réduit les temps de manutention de 40%. Cela a été rendu possible par l'amélioration de l'infrastructure, des normes de conditionnement et de la formation du personnel de l'aéroport, ainsi que par le développement des services aux petites et moyennes entreprises. Dans un registre similaire, les investissements du CIR, conjointement avec la Société internationale islamique de financement du commerce, ont permis de mettre en place le programme de lutte contre l'aflatoxine, ce qui a contribué à surmonter l'une des principales contraintes concernant les marchés internationaux pour l'arachide.

À la suite d'un projet pilote catalyseur financé par le CIR et l'ITC, l'initiative a été développée grâce à un investissement additionnel de l'UE, d'un montant de 11 millions d'EUR. Dans le cadre d'un autre projet mis en œuvre par l'équipe SheTrades de l'ITC, plus de 1 500 entrepreneuses ont acquis des compétences permettant d'accéder à de nouveaux marchés, et 141 entreprises détenues par des femmes ont été mises en relation avec des acheteurs à l'étranger et reliées aux chaînes de valeur transnationales. Dans l'ensemble, les revenus des agricultrices ont augmenté de 179%. Les entrepreneuses ont renforcé leur participation au commerce en améliorant leur compétitivité et en renforçant les liens commerciaux, grâce à un environnement économique favorable.



Guinée



**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

8

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

5

**Budget total
(millions d'USD)**

7,37

La Guinée est un pays d'environ 14 millions d'habitants, situé sur le littoral d'Afrique de l'Ouest. Le CIR apporte un soutien à la Guinée depuis 2002. Il intervenait alors sous sa forme antérieure, le CI. En 2016, le CIR a mené une mise à jour de l'EDIC de 2003 de la Guinée, qui a été intégrée avec succès dans le Plan national de développement économique et social 2016-2020 du pays. Le commerce international représente plus des trois quarts de l'économie de la Guinée, et les exportations se concentrent largement sur les produits miniers (bauxite, alumine, or et diamants).

Même si les produits agricoles représentent une part plus faible des exportations, le secteur est le principal employeur du pays et joue un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté et le développement rural – il procure des revenus à 57% des ménages ruraux et emploie 52% de la population active. En outre, les industries de transformation représentent un secteur économique précieux, que l'État a mis en avant comme étant un domaine qui pourrait bénéficier du soutien du CIR.

Le CIR a soutenu un renforcement des capacités de production dans le secteur de la mangue, en vue de renforcer sa compétitivité – en particulier parmi les petits producteurs – en renforçant les capacités de tous les acteurs participant à la chaîne de valeur. Le CIR a aussi soutenu la construction d'une installation de conditionnement moderne, munie de nouveaux équipements de réfrigération, pour aider à améliorer l'infrastructure de conditionnement et de commercialisation dans le secteur. Les rapports de suivi d'impact les plus récents concernant ce projet indiquent que plus de 3 350 emplois (dont 35% occupés par des femmes) ont été créés dans le secteur par les différentes MPME bénéficiaires.

Outre la fourniture de capacités et d'équipements au secteur, le CIR a soutenu la préparation et la validation d'un rapport recensant toutes les législations et réglementations pertinentes relatives aux exportations guinéennes.

Le CIR a également soutenu une étude sur la compétitivité du secteur guinéen de la mangue menée par l'ITC, qui a ensuite été validée par les pouvoirs publics.

L'une des interventions les plus importantes menées en Guinée était le soutien du CIR à l'acquisition d'équipements de laboratoire afin de permettre aux industries de transformation d'assurer plus facilement la sécurité sanitaire des produits alimentaires et de se conformer aux normes internationales, en vue d'un meilleur accès aux marchés mondiaux. Le Gouvernement guinéen avait demandé un soutien pour s'attaquer à ce problème car, à ce moment là, l'État et le secteur privés étaient contraints d'envoyer les échantillons au Sénégal pour examen, ce qui était à la fois coûteux et chronophage.

Un soutien a été fourni à l'Office national de contrôle de la qualité, et de l'équipement de laboratoire a été acheté, ce qui a permis de réaliser les analyses localement. Il est important de noter qu'une formation à l'analyse en laboratoire a aussi été fournie, l'accent étant mis sur la croissance de l'emploi des jeunes. À l'heure actuelle, les jeunes représentent environ 80% du personnel des laboratoires. Dans l'ensemble, 800 000 USD supplémentaires ont été mobilisés auprès du secteur privé, des partenaires de développement et de l'État. Le délai moyen pour l'analyse d'un échantillon a été ramené de 21 à 5 jours.

Grâce à ce soutien, la Guinée se situe maintenant dans le groupe de tête des pays de la CEDEAO en ce qui concerne l'équipement de laboratoire pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Cette capacité est essentielle à la réalisation de l'objectif de durabilité, car le secteur privé s'appuie à présent sur les services des laboratoires, ce qui permet des investissements réguliers dans des mises à niveau pour la fourniture de services supplémentaires.



Guinée-Bissau

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

5

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

2

**Budget total
(millions d'USD)**

3,7

La Guinée-Bissau est un petit pays côtier d'Afrique de l'Ouest qui compte environ 2 millions d'habitants. Le pays est principalement constitué de plaines, et il exporte en majorité des noix de cajou, du poisson et des minéraux. Le CIR travaille en Guinée-Bissau depuis 2010. Malgré des contretemps dus à une instabilité politique occasionnelle et à la pandémie de COVID-19, le CIR a pu mener un certain nombre d'initiatives de renforcement des capacités et est parvenu à un haut niveau d'intégration du commerce dans la planification et la stratégie des pouvoirs publics. Plus récemment, un soutien a été apporté au développement du secteur de la pêche dans le pays.

Les autorités, les décideurs politiques, les groupes de femmes et les parties prenantes d'une série de secteurs économiques se sont vu offrir la possibilité de renforcer leurs capacités en ce qui concerne l'importance globale du commerce international pour le développement et les meilleures pratiques d'élaboration de stratégies pour un secteur commercial solide et sain. Les fonctionnaires ont aussi reçu des formations sur les stratégies efficaces d'attraction de Donateurs internationaux pour le développement du commerce. Ces compétences ont contribué à l'élaboration du deuxième document de stratégie nationale de réduction de la pauvreté, qui formalisait les stratégies de croissance nationale et de réduction de la pauvreté.

L'UNMO de Guinée-Bissau est bien intégrée à l'administration et a bénéficié d'efforts de renforcement des capacités techniques et professionnelles qui lui ont permis, ainsi qu'à son personnel, de fonctionner efficacement et de faire progresser le rôle du commerce auprès de l'État. Un conseiller en commerce international a aussi été nommé en Guinée-Bissau pour fournir une assistance technique au Ministère du commerce et de l'artisanat. Le conseiller a apporté un soutien à l'élaboration de mesures majeures de la stratégie commerciale, de l'EDIC et des rapports des consultants nationaux.

Le personnel de l'UNMO est bien intégré au Ministère, où il occupe des postes de haut niveau. Jusqu'à récemment, un ancien Coordonnateur de l'UNMO exerçait les fonctions de Ministre du commerce, et l'expert en politique commerciale de l'UNMO est à présent Directeur général du commerce extérieur et de la concurrence.

Le soutien apporté au secteur productif de Guinée-Bissau s'est concentré sur le secteur de la pêche artisanale, conjointement avec un partenaire de mise en œuvre, l'ONUDI. Ces efforts ont principalement porté sur le renforcement des capacités et l'amélioration des possibilités économiques des femmes grâce à des partenariats public-privé, un meilleur équipement et la mise en œuvre d'une formation fondée sur un apprentissage par la pratique. L'initiative a permis de dispenser à 569 bénéficiaires (dont 57% de femmes) une formation sur les techniques de production et de distribution. Dans l'ensemble, ces efforts ont profité à environ 2 000 parties prenantes, y compris par le renforcement, dans trois régions, de trois fédérations, et par la création d'une nouvelle fédération de pêcheurs et de négociants, qui rassemble quatre associations.

Le soutien dans ce domaine s'est appuyé sur les visites de diagnostic menées dans des régions clés afin de garantir que les formations et l'équipement proposés répondent aux besoins des bénéficiaires. Les efforts se sont concentrés sur la fourniture d'un certain nombre de sessions de formations et l'achat d'équipement essentiel, tels que des caisses isothermes pour le transport des marchandises et de nouvelles pirogues. Un expert national a aussi été chargé de développer le modèle des partenariats public-privé pour l'adapter au contexte local, en faisant intervenir les associations. Notamment, les formations concernant les techniques de pêche et les pirogues ont eu une forte incidence sur l'amélioration des possibilités économiques pour les femmes.



Guinée équatoriale

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

3

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

2

**Budget total
(million d'USD)**

1,23

La Guinée équatoriale est un petit pays de 1,7 million d'habitants situé sur la côte du Golfe de Guinée, au centre de l'Afrique de l'Ouest. Le CIR a débuté sa collaboration avec la Guinée équatoriale en 2017, année lors de laquelle le pays est sorti de la catégorie des PMA. Le CIR a collaboré avec le pays tout au long du processus suivant son reclassement, des réussites importantes ayant été enregistrées dans les domaines de l'intégration du commerce, de l'intégration de l'UNMO dans le gouvernement et du soutien à l'accession à l'OMC. Cinq années se sont à présent écoulées depuis le reclassement de la Guinée équatoriale et le pays n'est plus admissible au bénéfice d'un soutien par le CIR.

L'EDIC a été réalisée par le CIR en 2019 et a été déterminante pour l'intégration du commerce, y compris les stratégies et politiques majeures. Elle a contribué à une meilleure compréhension des difficultés structurelles, politiques et budgétaires et des problèmes du côté de l'offre qui entravent le commerce. Ces connaissances ont été diffusées dans des domaines clés du gouvernement, qui ont à leur tour été intégrés dans l'élaboration de la Stratégie nationale de développement durable du pays (Guinée équatoriale à l'horizon 2035) (publiée lors de la troisième Conférence économique nationale) et du budget général de l'État 2021. L'EDIC a aussi formulé des recommandations visant à accroître la capacité du pays de résister aux chocs sur les prix des produits de base, à expliciter les politiques budgétaires et à remédier aux faiblesses des politiques fiscales. Ces recommandations ont été accueillies positivement par le gouvernement et sont en train d'être mises en œuvre.

L'établissement d'une UNMO viable en Guinée équatoriale revêtait une importance majeure dans le soutien apporté par le CIR en raison du court laps de temps à disposition dû à la sortie du pays de la catégorie des PMA. L'UNMO a été intégrée avec succès dans le gouvernement et relève du Ministère du commerce et de la promotion des micro, petites et moyennes entreprises. Certaines préoccupations ont été

soulevées quant à la capacité de l'UNMO de s'autofinancer; cependant, les initiatives du CIR ont continué d'être soutenues par le gouvernement et il y a bon espoir que le gouvernement accorde à nouveau la priorité à l'UNMO.

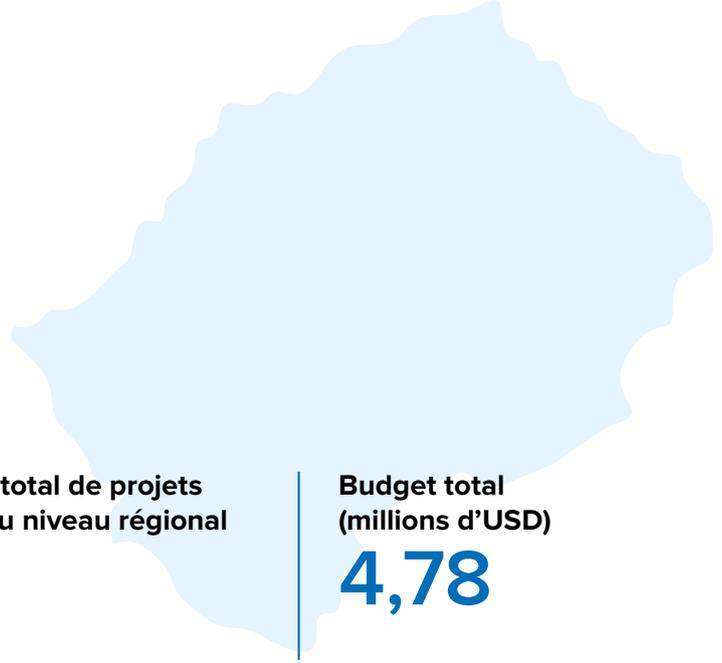
Outre son appui à l'intégration du commerce et son rôle de conseillère auprès du Ministre sur des questions liées au commerce, l'UNMO sert de point focal pour la participation à la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale et la Communauté économique des États d'Afrique centrale. L'UNMO a aussi joué un rôle essentiel en fournissant un appui en matière de renforcement des capacités à plus de 200 Fonctionnaires, y compris 54 femmes, dans divers domaines tels que les négociations commerciales, la facilitation des échanges et les stratégies liées à la ZLECAf.

Cette formation a contribué de manière importante à la ratification de l'Accord portant sur la création de la ZLECAf et aux discussions en cours sur l'accession à l'OMC. L'UNMO a joué un rôle central en coordonnant l'assistance technique liée au commerce pour l'accession à l'OMC, y compris en offrant un appui à l'élaboration de l'Aide mémoire sur le régime de politique commerciale.

De manière générale, le soutien du CIR était directement lié à des résultats stratégiques attendus s'inscrivant dans la théorie du changement du CIR. Par exemple, les indicateurs sur la politique commerciale dans les arrangements nationaux de mise en œuvre de la Guinée équatoriale sont identiques aux résultats prévus dans un certain nombre de domaines, y compris les objectifs de développement national et de réduction de la pauvreté, le renforcement des capacités et l'intégration dans les marchés régionaux. En outre, les projets du CIR dans le pays étaient bien coordonnés avec d'autres initiatives dans des secteurs tels que l'agriculture, la pêche et le développement humain.



Lesotho



**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

7

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

2

**Budget total
(millions d'USD)**

4,78

Le Lesotho est un pays sans littoral d'Afrique australe qui compte environ 2,3 millions d'habitants. Ce pays montagneux est enclavé dans l'Afrique du Sud. Le Lesotho était un partenaire du prédécesseur du CIR, le CI, depuis 2001, et il bénéficie du soutien actif du CIR depuis 2010.

Du fait de la proximité des deux pays, l'économie du Lesotho est étroitement liée à celle de l'Afrique du Sud. L'économie du Lesotho repose historiquement sur les exportations et l'attraction d'investissements. L'industrie légère du pays est assez solide, et les MPME représentent la majorité de ses entreprises.

Un résultat positif notable du soutien du CIR au pays a été son développement industriel et commercial impressionnant. La mise à jour de l'EDIC de 2012 a créé un cadre sur lequel l'État pouvait s'appuyer pour développer de nouveaux secteurs, et elle sous-tend le Plan national de développement stratégique et la Stratégie commerciale nationale actuels. La Stratégie commerciale nationale sert de feuille de route pour développer le secteur des MPME et maximiser le potentiel d'exportation du pays dans les domaines de l'horticulture, des textiles, de l'habillement et de l'industrie légère.

La Stratégie commerciale nationale 2021-2025 du Lesotho (lancée en 2020) a été formulée par le Ministère du commerce et de l'industrie avec l'assistance technique de l'ITC et le financement du CIR. La Stratégie fournit un plan d'action priorisé avec des activités spécifiques pour soutenir les MPME exportatrices au niveau national dans trois secteurs stratégiques: l'horticulture, le textile et l'habillement et l'industrie légère. Un projet de suivi visant à soutenir la mise en œuvre de la Stratégie commerciale nationale a été mis en œuvre par l'ITC. Le Département du commerce en a été informé et le soutien actuel, notamment de l'UE et de la Banque mondiale, couvre les domaines identifiés, tels que les procédures douanières et les accords commerciaux régionaux renforçant la capacité des MPME.

Le secteur horticole du Lesotho a pâti ces dernières années des conditions météorologiques difficiles générées par les changements climatiques, y compris de fortes averses de grêle qui ont détruit de nombreuses cultures. Le CIR, conjointement avec l'ITC, l'agence de mise en œuvre, a mené une initiative visant à protéger les cultures au moyen de serres résistantes

aux conditions météorologiques, qui servaient aussi aux petits agriculteurs d'espaces pour distribuer les produits frais.

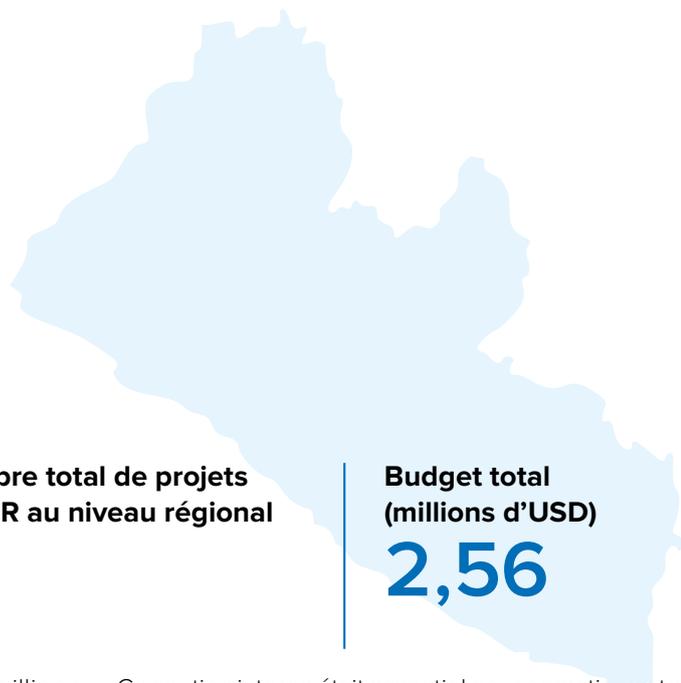
Par cette initiative, le CIR a soutenu l'adoption de nouvelles techniques horticoles, l'établissement de liens avec des marchés et l'installation de 115 serres dans quatre régions. Ces efforts ont mené à une hausse des revenus et à la création de 650 nouveaux emplois grâce à la croissance générale du secteur horticole, aboutissant à une réduction de la pauvreté. Le soutien a aussi permis la création du Marché de Maluti, le premier grand marché aux produits frais du pays. Ce pôle, situé dans la capitale du pays, Maseru, est le résultat d'une initiative du secteur privé. Après l'intervention du CIR, l'État a investi 1,3 million d'USD dans d'autres marchés, dans différentes régions du pays.

Le succès des initiatives liées à l'horticulture et à ces marchés illustre parfaitement la valeur du CIR, qui mène des projets idéalement adaptés aux besoins des pays. L'UNMO étant intégrée au Ministère du travail, les interventions des pouvoirs publics sont menées en amont et en aval, ce qui rapproche les institutions commerciales, le secteur privé et, dans ce cas, les petits agriculteurs et le Ministère de l'agriculture. De bien des manières, cette approche réduit le décalage entre les décideurs et les vies sur lesquelles ils ont une incidence. Par ricochet, cela permet ensuite de mener des interventions plus durables, à plus long terme et avec davantage de réactivité.

Un autre élément essentiel du succès au Lesotho était l'évaluation globale et actualisée, conduite par le CIR, de l'état de préparation du pays à participer au commerce électronique et à en tirer profit. Menée conjointement avec la CNUCED, l'un des partenaires de développement, l'évaluation a examiné plusieurs secteurs et fourni des recommandations sur la voie à suivre par le Lesotho dans ces secteurs naissants. Les recommandations étaient notamment les suivantes: améliorer le dialogue entre secteur public et secteur privé; lancer une procédure nationale de développement du commerce électronique; augmenter l'accès à l'Internet mobile; renforcer les infrastructures physiques (par exemple les routes); développer les services de paiement mobile; créer des cadres légaux et réglementaires pour le commerce électronique; renforcer le développement des compétences dans le domaine du commerce électronique; et permettre un meilleur accès au financement.



Libéria



**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

6

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

3

**Budget total
(millions d'USD)**

2,56

Le Libéria est un pays côtier d'environ 5,3 millions d'habitants, situé dans la partie Sud-Ouest de l'Afrique de l'Ouest. Son économie repose largement sur l'exportation de quelques ressources naturelles de grande valeur (par exemple le minerai de fer, l'or et le caoutchouc), mais, au cours des dernières années, l'État a déployé des efforts pour la diversifier. Le CI a initialement apporté un soutien au Libéria en 2008. Celui-ci se concentrait principalement sur la réalisation et la mise en œuvre de l'EDIC du pays. Plus récemment, le CIR a joué un grand rôle dans le soutien à l'intégration du commerce, y compris dans la préparation du pays en vue de son accession à l'OMC en 2016. Depuis, le CIR a soutenu le pays dans un certain nombre de domaines, y compris le soutien après l'accession et le développement du secteur touristique.

Avant l'accession du Libéria à l'OMC, le CIR a joué un rôle essentiel dans le développement de la stratégie commerciale du pays, y compris sa préparation en vue de l'accession à l'OMC. En premier lieu, le CIR a soutenu la mise en place de l'UNMO du pays, baptisée Unité individuelle de mise en œuvre des projets (UIMOP). L'UIMOP regroupe plusieurs formes de soutien au titre de l'Aide pour le commerce dans le processus d'accession, tels que le don hors projet du Japon (évalué à approximativement 4,2 millions d'USD) ou le soutien de base de la Direction générale suédoise du commerce extérieur dans le cadre du processus d'accession.

Le personnel de l'UNMO a par la suite endossé des rôles de plus haut niveau liés au commerce au sein des pouvoirs publics, y compris au niveau ministériel. Le renforcement des capacités institutionnelles s'est aussi étendu au développement des capacités au sein du Ministère du commerce et de l'industrie et du Conseil national de sécurité, afin de contribuer à donner la priorité au commerce et de fournir une assistance pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques.

Ce soutien interne était essentiel pour garantir une transition sans heurt vers l'accession à l'OMC et après l'accession. Cette démarche était aussi soutenue par un certain nombre d'initiatives du CIR. Le CIR a participé à l'élaboration du protocole pour l'après accession du Libéria et du Plan pour l'après-accession du Libéria.

Un autre grand succès concernant le Libéria était le soutien du CIR au secteur touristique du pays, en particulier le sous-secteur du surf, qui est renommé. Grâce au soutien apporté par le CIR par l'intermédiaire de l'ITC, le Gouvernement du Libéria a lancé sa première Stratégie commerciale pour le tourisme en 2016. La Stratégie comprenait en particulier des plans visant à développer le Libéria en tant que destination pour le surf. Une formation a été dispensée à 23 membres de l'Association nationale du tourisme du Libéria et 45 participants issus du secteur du surf.

En développant le secteur du surf, l'initiative vise non seulement à améliorer la croissance économique et à créer des emplois, mais aussi à garantir la protection de l'environnement littoral. Des orientations de gouvernance et de gestion visant la durabilité environnementale ont été élaborées. Le CIR a aussi soutenu le secteur grâce au développement de l'infrastructure, y compris la construction d'installations pour le surf (par exemple, un local de stockage, une salle de conférences, des douches, des toilettes et une cuisine) dans la ville de Robertsport, ainsi que d'une jetée et d'installations d'accueil sur le continent, face à l'Île aux chimpanzés, une attraction touristique – tout cela en collaboration avec les associations de surf locales. Le CIR a aussi contribué au lancement d'un salon majeur consacré au surf et à l'installation à l'aéroport d'un stand sur le tourisme lié au surf.

Des Donateurs supplémentaires ont déjà reconnu l'importance du secteur du surf. USAID a contribué à des travaux sur le soutien aux zones protégées et s'est engagée à fournir un soutien à la commercialisation à l'initiative du CIR.



Madagascar

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

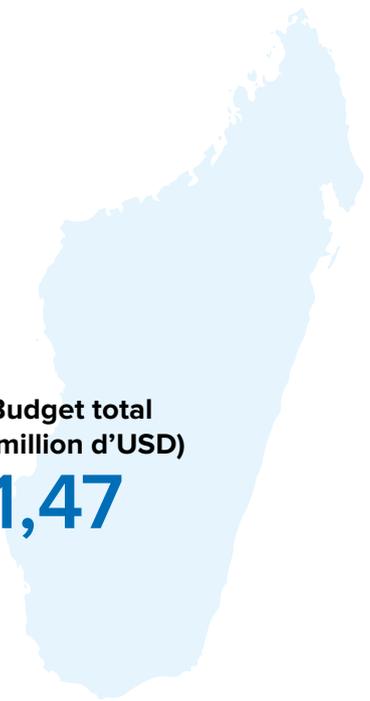
3

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

5

**Budget total
(million d'USD)**

1,47



Madagascar, qui compte environ 30 millions d'habitants, est une grande île riche en ressources située dans l'Océan indien, au large de la côte Sud-Est de l'Afrique. Le pays a élaboré sa première EDIC en 2003, sous l'égide du prédécesseur du CIR, le CI. Le soutien a été suspendu en 2009 en raison de l'instabilité politique, mais le CIR a repris ses activités en 2013. L'essentiel du soutien au pays s'est concentré sur l'intégration du commerce et la mise à jour de l'EDIC.

En termes d'intégration, le CIR a soutenu Madagascar dans l'élaboration de son plan national de développement, avec le soutien du PNUD qui a participé à l'élaboration de l'EDIC. La structure du CIR a facilité la reprise des activités à Madagascar en 2013, qui a commencé par l'élaboration d'un document pré-EDIC. Un atelier a d'abord été organisé pour veiller à ce que toutes les parties prenantes soient familiarisées avec le sujet, ce qui mettait en évidence cette priorité et soulignait l'importance de l'approche unique du CIR en matière de soutien. Ce soutien a aussi aidé l'État à se préparer au cinquième Examen global de l'Aide pour le commerce et au troisième Examen de la politique commerciale du pays à l'OMC.

La mise à jour de l'EDIC de Madagascar était une entreprise importante au vu des difficultés générées par l'absence de continuité et la complexité que cela impliquait. Néanmoins, elle visait à identifier les contraintes qui pourraient peser sur la capacité de Madagascar de s'intégrer plus avant dans les marchés et réseaux de production régionaux et mondiaux. Ainsi, une analyse plus en profondeur de ces contraintes, allant au delà des éléments descriptifs, a été entreprise, et une série de mesures correctives pragmatiques et de réformes de la politique commerciale ont été proposées.

Enfin, l'EDIC et les mises à jour qui ont suivi ont proposé une série d'analyses et de recommandations, assorties d'une matrice de 23 mesures prioritaires à mettre en œuvre.

Le CIR a apporté un soutien au Coordonnateur de l'UNMO à Madagascar au moyen de l'élaboration d'un plan à moyen terme fondé sur l'EDIC. Ce plan, qui a déjà été déployé sur la base des cadres du CIR, a aidé l'État à mobiliser davantage de ressources pour soutenir ses priorités commerciales.

Le CIR a travaillé en partenariat avec le Gouvernement malgache pour cofinancer un projet de soutien de la mise en place des Arrangements nationaux de mise en œuvre (ANMO) du pays. Cette initiative a pour but d'aider à intégrer le commerce dans les stratégies nationales de développement, d'établir des structures de coordination du commerce et de résoudre les contraintes du côté de l'offre.

Ces efforts ont notamment abouti à l'intégration du commerce dans le Plan national de développement de Madagascar et contribué au développement de son Plan à moyen terme pour le développement du commerce. Les priorités commerciales transversales ont aussi été intégrées dans le Plan national de développement de Madagascar, qui désignait l'Aide pour le commerce et le renforcement de la compétitivité du secteur privé comme des domaines prioritaires.

Dans un effort pour contribuer à renforcer l'assistance technique liée au commerce à Madagascar, le CIR a soutenu la mise en place d'un mécanisme de coordination entre acteurs publics et privés en vue d'améliorer le renforcement des capacités. L'initiative a abouti à la formation de plus de 700 Fonctionnaires de différents secteurs dans des domaines tels que la gestion; le commerce et l'investissement; le commerce et l'environnement; le commerce des services; la facilitation des échanges; les négociations internationales; la préparation au commerce électronique; et le développement du commerce et des chaînes de valeur.



Malawi

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

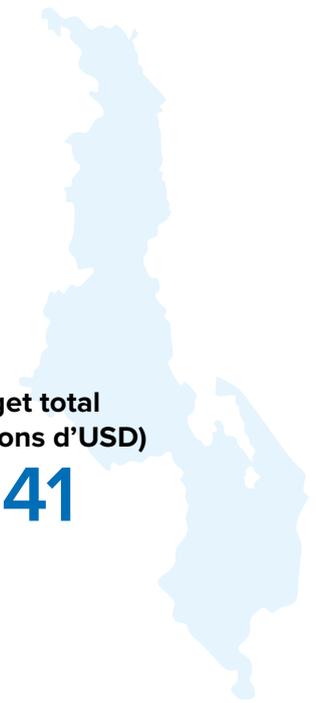
11

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

5

**Budget total
(millions d'USD)**

5,41



Le Malawi est un pays enclavé de 20 millions d'habitants, situé en Afrique australe. La frontière orientale englobe la majeure partie du Lac Malawi, l'un des Grands Lacs africains. L'économie du Malawi repose sur l'agriculture, qui représentait environ 30% du PIB et 80% des recettes d'exportation en 2017. L'agriculture emploie aussi environ 76% de la population active du pays. Le CIR est présent au Malawi depuis 2009, et a réalisé depuis cette date d'importants progrès concernant l'intégration du commerce et le soutien ciblé au secteur agricole.

Le CIR s'est employé à garantir la continuité et la durabilité des succès recueillis en ce qui concerne l'intégration de la politique commerciale dans le Plan national de développement et dans les politiques et stratégies sectorielles. Le Ministère a obtenu des ressources additionnelles auprès de la Banque africaine de développement et de la Banque mondiale. De plus, une cartographie des ressources a été entreprise au moyen de l'élaboration de projets phares dans le cadre de la Deuxième Stratégie nationale d'exportation du pays, qui a été complétée par des investissements du CIR en faveur de la préparation de propositions de projets de suivi.

Le CIR a coopéré avec le Ministère et l'Association nationale des petits exploitants agricoles du Malawi pour poursuivre les travaux sur le modèle innovant de «plate-forme agricole», qui utilise des pôles agricoles pour renforcer la collaboration et le partage des connaissances entre agriculteurs au niveau local. Combinée à des investissements dans la promotion du commerce, par l'intermédiaire du Centre de l'investissement et du commerce du Malawi (MITC), l'initiative a facilité les exportations vers des consommateurs au Mozambique, en Afrique du Sud, en Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe. La mécanisation de l'agriculture parmi les petits exploitants participant au projet a aussi progressé, passant de 4% à 52%, et les revenus des bénéficiaires ont substantiellement augmenté. Le taux de pauvreté parmi les bénéficiaires a chuté de 55,5% à 37,4%, alors que les

revenus moyens augmentaient de 160% à 240%. Grâce au soutien du MITC, plus de 500 emplois ont été créés dans des entreprises exportatrices, et la conclusion d'accords d'investissement d'une valeur de 350 millions d'USD a été facilitée par le Malawi Investment Forum, en partie soutenu par le CIR. Le CIR a joué un rôle central dans l'établissement d'un consulat commercial au Mozambique voisin, qui est maintenant financé par le Gouvernement national. En 2019, les deux pays ont signé un accord au titre duquel le Malawi devait fournir un contingent minimum de 1 000 tonnes de volailles et de produits de volailles, qui était déjà atteint en 2022.

Le CIR a aussi coopéré avec la CNUCED pour mener une étude de faisabilité sur le développement des sous-produits du coton, tels que les graines et les tourteaux de coton, pour l'exportation. Le coton est une culture d'exportation importante du Malawi, mais les technologies, l'équipement et les savoir-faire nécessaires au traitement des sous-produits ne sont pas disponibles. L'étude de faisabilité a proposé plusieurs recommandations concernant la législation, le soutien de l'État, les organisations d'agriculteurs et le développement des chaînes de valeur.

Le Malawi compte environ 350 000 cultivateurs de coton – dont un tiers de femmes. Un soutien dans ce domaine a donc le potentiel de contribuer à la réduction de la pauvreté. Des recherches supplémentaires sont déjà en cours en vue d'identifier les axes de travail potentiels pour de futurs projets de renforcement des capacités dans ce secteur.



Mali

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

6

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

7

**Budget total
(millions d'USD)**

7,09

Le Mali est un grand pays enclavé de 22,6 millions d'habitants, situé au centre de l'Afrique de l'Ouest. Si 65% du pays est désertique ou semi-désertique, le fleuve Niger crée un delta intérieur vaste et fertile dans le centre du pays. Le Mali a rejoint le prédécesseur du CIR, le CI, en 2003, et mené à bien sa première EDIC en 2004. Sous le CIR, le Mali a achevé en 2015 une mise à jour de l'EDIC qui mettait en évidence le besoin de renforcement des capacités institutionnelles ainsi que des capacités productives et commerciales dans les secteurs du karité et de la gomme arabique.

Le soutien du CIR au renforcement des capacités institutionnelles a consisté en un renforcement des capacités de l'UNMO en matière de gestion; en un soutien aux secteurs public et privé pour leur permettre de respecter les prescriptions commerciales et réglementaires des marchés internationaux; et en une augmentation du soutien financier et technique en vue de répondre aux contraintes du côté de l'offre et de mettre en œuvre les priorités de l'EDIC. Le Ministère du commerce du Mali a apporté une contribution des plus positives au modèle du CIR. Il convient en particulier de relever sa capacité de mobiliser les contributions de l'État pour le commerce. Au cours des dernières années, le Mali, ayant obtenu plus de 11 millions d'USD de fonds de contrepartie, est devenu le pays où les contributions publiques au CIR étaient les plus importantes.

De plus, le commerce était intégré aux stratégies nationales de développement, y compris les Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté 2007-2011 et 2012-2017 et la Stratégie nationale de développement 2016-2018. Le commerce a également été intégré dans huit stratégies sectorielles concernant notamment l'agriculture, l'environnement, le transport ou encore la qualité et la sécurité sanitaire des produits alimentaires.

Plus récemment, le Ministère du commerce a joué un rôle important dans l'élaboration du Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable.

L'une des lignes d'action de ce Cadre visait à accroître la contribution du commerce à la croissance grâce au développement du commerce interne et externe.

Le soutien aux capacités de production du Mali s'est concentré sur le financement des secteurs de la mangue, de la gomme arabique et du karité. Par exemple, le secteur du karité a été particulièrement florissant grâce au soutien du CIR, qui a facilité la création d'une association nationale de producteurs de karité. Une assistance technique a été fournie à tous les niveaux de la chaîne de valeur du karité, et a contribué, par une série de procédures, à pérenniser ses activités. Le soutien du CIR à une approche durable de la récolte et de l'exportation du karité a directement contribué à améliorer les résultats du secteur et à réduire la pauvreté dans le pays. Grâce à ce soutien, les producteurs de karité du Mali ont produit 1 million de tonnes supplémentaires de produits à base de karité. Dans le même temps, les exportateurs de karité ont pu accéder à 17 marchés internationaux en Afrique, en Europe, en Amérique du Nord et en Asie, générant plus de 74 millions d'USD.

Le soutien a aussi contribué à façonner la Stratégie nationale de développement du Gouvernement malien pour le secteur du karité. Dans le secteur de la gomme arabique, le projet a dépassé de 25% son objectif de production moyenne annuelle. Dans l'ensemble, le projet a contribué à la production de plus de 45 500 tonnes métriques de gomme arabique et à l'exportation de produits à base de gomme arabique sur neuf marchés internationaux en Europe, Asie et Amérique du Nord, pour une valeur d'environ 50 millions d'USD.

Outre l'initiative nationale du Mali concernant le karité, le pays bénéficie d'un projet régional mis en œuvre par l'AGK. Ce projet régional rassemble des producteurs de karité du Bénin, du Burkina Faso et du Togo en vue de contribuer à renforcer les capacités des coopératives de femmes de produire et exporter des produits à base de karité de qualité; promouvoir l'intégration régionale de la chaîne d'approvisionnement du karité; et faciliter une plus grande participation des PMA aux marchés internationaux.



Mauritanie

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

4

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

6

**Budget total
(millions d'USD)**

3,46

La Mauritanie est un grand pays situé sur la côte Nord-Ouest de l'Afrique. Elle compte presque 5 millions d'habitants, qui vivent principalement dans le sud du pays, au climat tempéré. Le désert du Sahara recouvre la plupart de la moitié nord du pays. La Mauritanie était l'un des trois pays sélectionnés pour un projet pilote en 2001 par le prédécesseur du CIR, le CI. L'intégration du commerce a été réalisée assez tôt, la première EDIC du pays ayant joué un rôle majeur dans l'élaboration de son Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté et aidé à promouvoir l'exportation et à établir des coopératives de pêcheurs.

Plus récemment, dans le cadre du CIR, ce niveau élevé d'intégration du commerce continue de témoigner du succès obtenu en Mauritanie. L'UNMO du pays est intégrée au Ministère du commerce, de l'industrie, de l'artisanat et du tourisme. Le soutien du CIR et le cadre de l'UNMO ont considérablement renforcé les capacités commerciales au niveau des pouvoirs publics et créé une approche durable des ressources humaines. Par exemple, le Point focal du CIR au Ministère est le Directeur des études, de la programmation et de la coopération. Le personnel s'est aussi attaché à recruter des Fonctionnaires moins expérimentés, de manière à former des jeunes qui pourraient ensuite devenir des experts et des leaders au sein du Ministère.

Les capacités institutionnelles liées au commerce des pouvoirs publics ont aussi été, plus généralement, un domaine prioritaire pour le CIR en Mauritanie au cours des dernières années. Grâce au soutien du CIR, la coordination entre les organismes publics sur les questions commerciales s'est améliorée. On a aussi constaté une augmentation de l'intégration du commerce, y compris le tourisme, dans les stratégies de développement, et la coordination entre les partenaires de développement s'est aussi développée. Des formations ont aussi été dispensées aux acteurs du secteur privé et de la société civile, dans le but de concrétiser les réformes économiques entreprises par le

gouvernement. En outre, le CIR a participé à l'établissement du Comité national de la facilitation des échanges.

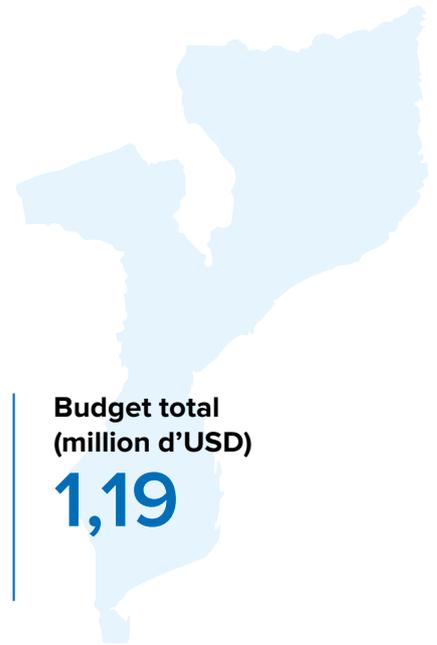
Le soutien du CIR au secteur de l'écotourisme est un autre domaine de réussite notable en Mauritanie. L'initiative vise à aider à renforcer les capacités de production liées au commerce en soutenant le développement et la promotion du tourisme durable dans le Parc national du Banc d'Arguin. Au total, trois écocampings alimentés par de l'énergie renouvelable ont été créés à Iwik, Mamghar et Tessot. Les campings sont équipés de tentes modernes pour accueillir les touristes et d'installations sanitaires, et le transport et la gestion sont assurés par 150 à 200 femmes en lien avec les coopératives de femmes locales.

Le soutien comprenait aussi des ateliers de formation destinés aux bénéficiaires dans des domaines tels que le tourisme durable, les stratégies de marketing de l'écotourisme, la gestion d'entreprise, les compétences techniques et de gestion, la gestion environnementale et les stratégies de vente de produits de l'artisanat local. Des potagers communautaires, utilisant par exemple des techniques de culture hors sol, ont été créés, et des formations sur les pratiques environnementales ont été dispensées. L'initiative a aussi bénéficié de l'établissement et de la mise en œuvre d'une stratégie de marketing de l'écotourisme et de la participation à un salon international du secteur touristique.

En 2022, le CIR s'est aussi associé avec la CEA-ONU et la Société internationale islamique de financement du commerce pour mener un projet visant à aider huit pays africains, dont la Mauritanie, à mettre en œuvre la ZLECAf. Le projet vise à aider à créer un environnement commercial plus efficace, sous-tendu par des capacités locales renforcées.



Mozambique



Nombre total de projets
du CIR au niveau national

4

Nombre total de projets
du CIR au niveau régional

5

Budget total
(million d'USD)

1,19

Le Mozambique est un vaste pays côtier d'environ 33 millions d'habitants, situé dans la partie Sud de l'Afrique de l'Est. Son littoral mesure 2 700 kilomètres et compte trois ports en eau profonde. Le pays dispose de ressources naturelles abondantes, y compris des terres arables, de l'eau douce, des capacités énergétiques, des ressources minérales et des gisements de gaz récemment découverts sur la côte. Environ deux tiers de la population du Mozambique vit et travaille en zone rurale. Le soutien apporté au Mozambique par le CI, prédécesseur du CIR, a commencé en 2004. Le CIR a érigé en priorité le soutien au développement des capacités internes du Mozambique, en vue d'améliorer les politiques commerciales et de renforcer la capacité du pays à participer aux marchés régionaux et mondiaux.

Une démarche importante de l'UNMO en faveur de l'intégration commerciale a consisté à aider à rétablir un comité interministériel essentiel, chargé du commerce et présidé par le Secrétaire permanent du Ministère du commerce et de l'industrie. Ce comité soutenu par le CIR a réuni un certain nombre de partenaires et engagé différents processus, y compris le développement d'un registre du commerce extérieur, l'établissement d'une stratégie d'exportation nationale, l'élaboration du Plan de mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges, la création d'un guide sur les négociations commerciales, la fourniture d'une boîte à outils sur l'accès aux marchés et la mise en place d'une base de données sur les statistiques du commerce international. Cette démarche a permis de collecter des données relatives aux services auprès de trois postes frontières, et sera répliquée dans d'autres provinces. Le soutien et la participation d'USAID en tant que Facilitateur des Donateurs du CIR tout au long de ces processus a été essentiel.

Outre le renforcement des capacités institutionnelles, le CIR a accueilli une manifestation destinée à mieux informer un certain nombre d'acteurs du commerce, y compris les MPME, sur les accords commerciaux préférentiels et la diversification des opportunités commerciales. Cette initiative a inspiré la création de la Conférence MozExport, un événement de

promotion des exportations organisé par le Ministère du commerce et de l'industrie, qui se tient maintenant chaque année. Cet événement regroupe tous les principaux acteurs de l'écosystème du commerce extérieur, qui y discutent de la promotion des exportations, mais aussi des principales contraintes pesant sur le développement des exportations et les préoccupations du secteur privé sur ce sujet.

“ Le projet a été très bénéfique pour moi, car il m'a permis d'acquérir de nouvelles compétences et de nouvelles connaissances sur le commerce international. Il a aussi contribué à promouvoir les exportations du Mozambique grâce à des ateliers sur l'accès aux marchés organisés dans le cadre du projet.

– Mme Amelia Nhassope,
participante à l'atelier de formation de MozExport.



Niger

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

6

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

7

**Budget total
(millions d'USD)**

5,98

Le Niger est un grand pays enclavé de 26 millions d'habitants, situé dans la partie Est de l'Afrique de l'Ouest. Son économie repose largement sur l'agriculture, qui représentait 40% de son PIB en 2023. La structure des échanges du Niger est dominée par le commerce des marchandises, mais le commerce des services – à l'importation et à l'exportation – a considérablement augmenté depuis 2006 et l'entrée en activité du CI, le prédécesseur du CIR. Dans le cadre du CIR, le soutien au Niger s'est concentré sur le renforcement des capacités institutionnelles, l'amélioration de la compétitivité du secteur des cuirs et peaux et le développement du secteur du sésame en vue du renforcement de la compétitivité des exportations.

Les activités de renforcement des capacités institutionnelles menées par le CIR ont soutenu l'intégration du commerce dans le Plan national de développement du Niger, dans la Stratégie nationale pour le développement durable du tourisme et dans la Stratégie nationale pour le développement durable de l'élevage (2012-2035). Au cours des dernières années, le renforcement des capacités s'est concentré sur le renforcement des compétences du Ministère du commerce et de l'industrie. Une formation assurée par les pouvoirs publics a été dispensée à 140 Fonctionnaires, dont 42 femmes, et des ateliers sur les relations commerciales et les exigences techniques ont aussi été organisés à destination des MPME. L'UNMO est à présent bien intégrée à l'administration et fait partie intégrante des capacités de coordination des priorités commerciales du Ministère. À la suite de la formation, qui comprenait un détachement auprès du Secrétariat exécutif du CIR (SE), le Niger a lancé un système pionnier de suivi, d'évaluation et d'apprentissage en ligne pour son dernier projet dans le cadre du CIR (voir la section sur le système de suivi et d'évaluation automatisé du Niger).

Le CIR a apporté d'importantes contributions à l'amélioration de la compétitivité de la chaîne de valeur du sésame au Niger, ce qui a fortement dynamisé les exportations, qui ont atteint 36 millions d'USD, soit six fois l'objectif initial du projet. Les exportations vers deux nouveaux marchés internationaux majeurs (la Chine et la Türkiye), qui représentent à présent 50% des exportations de sésame, ont été facilitées.

Le projet a aussi contribué à améliorer la valeur ajoutée de la transformation du sésame en huiles, savons et produits alimentaires et à améliorer le conditionnement (biodégradable) et le commerce électronique (réseaux sociaux); ces facteurs ont joué un rôle essentiel dans l'augmentation du chiffre d'affaires des transformateurs de sésame. L'augmentation des exportations a aussi été favorisée par une hausse de la production, elle-même facilitée par une amélioration des semences et des pratiques de production. La production annuelle moyenne sur les cinq ans précédant le projet était de 51 545 tonnes; ce chiffre a maintenant presque doublé pour atteindre 92 406 tonnes entre 2020 et 2022.

Le CIR a aussi concentré ses efforts sur la réduction de la pauvreté et l'autonomisation des femmes travaillant dans le secteur des cuirs et peaux. Le soutien dans ce domaine a été renforcé par le partage de connaissances avec les partenaires industriels du Tchad voisin grâce à un réseau informel du CIR déjà existant. Le CIR a joué un rôle dans l'établissement d'une association du secteur et dans la modernisation des tanneries. Le succès de cette initiative a conduit à la mobilisation de financements supplémentaires auprès du Programme de l'UE pour la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest. Au cours de ce processus, les considérations environnementales ont été prises en compte, et il a été noté que la gestion des déchets représentait toujours un défi dans ce secteur. La transition du tannage traditionnel au tannage moderne a représenté un avantage significatif pour l'environnement.

Les capacités des tanneries modernes ont été renforcées au cours du projet, et le centre du commerce du cuir de Niamey a été modernisé. En 2018, les recettes d'exportation du secteur représentaient 1 363 920 USD, soit deux fois et demie plus que le niveau de référence de 2010, à 534 198 USD. Les principaux marchés d'exportation sont la Chine, l'Espagne, la France et l'Inde. Le projet a également aidé les responsables de la nouvelle tannerie de Maradi à participer à la Foire internationale du cuir organisée à Chennai, en Inde, en novembre 2018. Grâce à cela, la tannerie a signé un contrat avec une société indienne pour 20 715 peaux de moutons tannées.



Ouganda

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

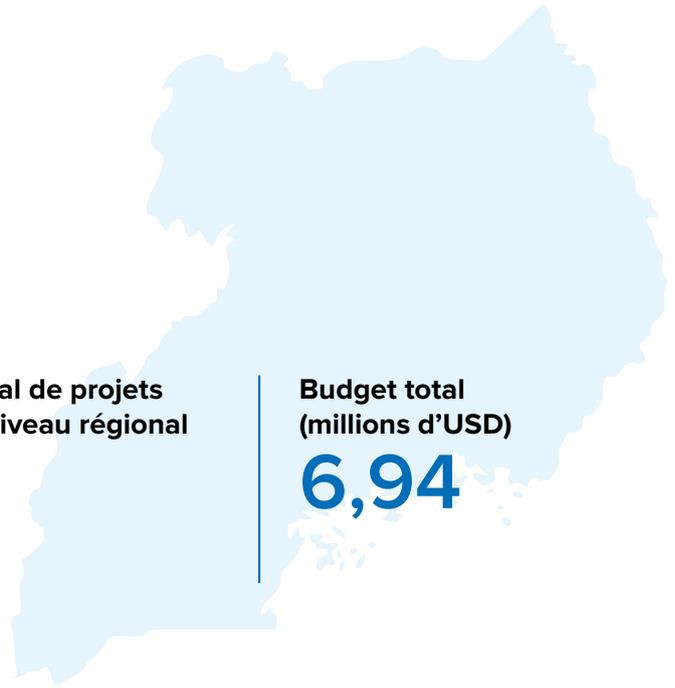
7

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

8

**Budget total
(millions d'USD)**

6,94



L'Ouganda est un pays sans littoral d'Afrique de l'Est comptant environ 47 millions d'habitants. C'est un pays riche en ressources naturelles, notamment en réserves pétrolières et en sols fertiles, dont la frontière sud occupe une large partie du lac Victoria, plus grand lac d'Afrique en superficie. Le secteur agricole joue un rôle primordial dans l'économie ougandaise, contribuant à un quart du PIB du pays et créant 70% environ des emplois. Le Gouvernement ougandais s'est donné pour objectif que le pays soit devenu un pays à revenu intermédiaire d'ici à 2025 en privilégiant une plus grande intégration dans l'économie régionale et mondiale et des exportations à plus forte valeur ajoutée.

L'Ouganda est bénéficiaire du CIR depuis 2009. Au cours de la Phase Deux du CIR, l'aide a notamment concerné une initiative particulièrement réussie qui visait à développer le secteur de l'artisanat et des objets souvenirs comme moyen de diversifier l'économie et de stimuler les exportations de services liés au tourisme et d'élever le revenu des producteurs. Les producteurs d'artisanat et d'objets souvenirs – dont 67% sont des femmes – ont été formés à la conception de produits et à la prospection de nouveaux marchés. Cette formation a permis une amélioration de la qualité des produits, ce qui a fait progresser les ventes et les revenus des producteurs.

L'initiative a rassemblé les principaux partenaires et acteurs du CIR, parmi lesquels le Ministère du tourisme, de la faune sauvage et des sites historiques, qui a mené à bien ce programme de formation axé sur le renforcement des capacités en partenariat avec l'ITC. En outre, pour illustrer le fait que de larges retombées sont possibles, on mentionnera que des normes ont été établies pour l'artisanat grâce à cette initiative et sont maintenant adoptées par le conseil de normalisation du pays, qui continuera de guider l'évolution du secteur à la suite du projet.

Le pays continue de financer un projet pilote issu de la Phase Un du CIR au titre de son budget ordinaire. Le module de politique commerciale et de gestion administrative et

le projet de soutien aux services commerciaux de district visaient à étendre les services commerciaux et la diffusion des informations liées au commerce à l'ensemble du pays. La masse salariale médiane des MPME bénéficiaires a augmenté de plus de 100% sous l'effet de l'augmentation des salaires et de la croissance de l'emploi.

Une autre initiative importante du CIR a notamment contribué à l'autonomisation économique des femmes actives dans le secteur du beurre de karité et a permis aux producteurs de produits à valeur ajoutée du karité d'accéder à de nouveaux marchés d'exportation. Outre le renforcement des compétences de transformation, quelque 4 000 producteurs de beurre de karité ont été formés à la protection et à la préservation des karités, ce qui contribue à pérenniser l'activité du secteur. Dans l'ensemble, le projet a sensibilisé des producteurs de toute la région à la préservation des karités et contribué à l'adoption d'un projet de loi sur la conservation du karité, qui avait été conçu et soutenu par l'un des responsables du projet.

Il est à noter qu'en raison du nombre élevé de femmes handicapées dans le nord de l'Ouganda à la suite du conflit, l'impact de l'aide du CIR dans la région a dépassé les initiatives économiques prévues pour répondre aux besoins des personnes handicapées. Les conflits qui sévissent dans cette région ont fait qu'un certain nombre de personnes, en particulier des femmes, vivent désormais avec un handicap physique ou psychologique, ou ont contracté le VIH/sida. À titre d'exemple, une initiative engagée en partenariat avec le Ministère du tourisme à l'appui de groupes d'entrepreneuriat féminin visait expressément à soutenir les femmes handicapées. Le CIR a désormais élargi ses critères d'évaluation lorsqu'il s'agit de montrer comment tel ou tel projet tient compte des thèmes transversaux afin de garantir l'inclusion personnes handicapées, au delà de thèmes déjà pris en compte comme l'environnement, l'égalité entre les sexes et la jeunesse.



République centrafricaine

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

5

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

4

**Budget total
(millions d'USD)**

3,34

La République centrafricaine est un pays sans littoral situé au centre géographique du continent africain et compte quelque 6 millions d'habitants. Le soutien apporté à la République centrafricaine par le CI, prédécesseur du CIR, a débuté en 2005. La République centrafricaine a connu un certain nombre de défis politiques et sociaux au cours des 10 dernières années et, lors de sa Phase Un, le CIR a dû temporairement suspendre ses activités dans le pays. Toutefois, l'intégration au sein du gouvernement qui avait déjà débuté dans le cadre de l'appui du CIR a laissé une empreinte durable et, en 2017, un décret présidentiel a renforcé l'UNMO en élargissant ses fonctions pour en faire une unité de stratégie sectorielle et de gestion de projets. Cet impact durable, qui découle du renforcement des capacités du Gouvernement de la République centrafricaine malgré d'importantes difficultés institutionnelles, fait du pays un succès remarquable pour le CIR.

L'UNMO joue un rôle crucial dans le Ministère du commerce, y compris en assumant la fonction de département de la planification; en contribuant à l'élaboration du programme de travail du Ministère; en représentant le Ministère lors des réunions de coordination avec le Ministère chargé de la planification; et en contribuant à la mise à jour du Plan national de développement (PND). Le commerce est incorporé dans la stratégie et la prise de décisions du gouvernement, et l'UNMO est extrêmement bien intégrée dans les systèmes du gouvernement.

Grâce aux interventions du CIR, le commerce a été intégré dans quatre stratégies sectorielles, y compris l'agriculture, les industries extractives, le tourisme et l'eau/la sylviculture. Les interventions du CIR ont aussi contribué à un développement durable et inclusif au moyen d'activités visant à autonomiser les femmes et les jeunes et à soutenir les associations commerciales et les petites entreprises. Malgré les difficultés qui ont parfois créé des obstacles à la simplification du fonctionnement du Gouvernement, le CIR a réussi à collaborer avec la République centrafricaine pour s'adapter à l'évolution du contexte de développement du pays et maintenir sa pertinence au regard des priorités

émergentes du CIR au niveau mondial et de l'évolution des contextes, y compris dans les domaines de la participation des femmes et des PME.

Depuis 2018, le CIR a apporté un appui à des initiatives visant à renforcer les institutions en République centrafricaine afin de contribuer à la mise en œuvre effective du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix. Ces efforts ont pour but de réduire la pauvreté et de renforcer la croissance économique et les capacités commerciales des acteurs économiques pour améliorer la présence de la République centrafricaine sur les marchés internationaux. Le CIR a aussi aidé la République centrafricaine à s'intégrer dans les systèmes commerciaux mondiaux et régionaux. Il a fourni un soutien à la ratification par la République centrafricaine de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges et a aidé le pays à adopter plusieurs lois alignées sur les règles de l'OMC. En outre, le CIR a assisté la République centrafricaine dans la rédaction de ses instruments de ratification en vue d'adhérer à la ZLECAf.

Avec un haut niveau de capacités commerciales dans le gouvernement et la progression de l'intégration régionale, le soutien visant à stimuler les exportations est déjà en cours. Le soutien au renforcement des capacités productives dans les filières du sésame, du maïs, de l'huile de palme et du charbon montre déjà des résultats positifs, malgré les problèmes sécuritaires persistants dans le pays. Plus de 1 000 agriculteurs (dont 30% de femmes) ont bénéficié des mesures de renforcement des capacités portant sur les techniques de conditionnement et de commercialisation, et du matériel de production a été fourni à plus de 450 associations de producteurs. Ces mesures ont entraîné une hausse de la production de maïs de plus de 2 400% entre 2020 et 2023 et à une augmentation de la production d'huile de palme de plus de 280% entre 2021 et 2023; elles ont en outre mené à la création de 6 534 emplois pour les femmes et de 6 723 emplois pour les jeunes, ce qui contribue à réduire l'exposition des jeunes au recrutement dans les groupes armés.



République démocratique du Congo

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

8

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

4

**Budget total
(millions d'USD)**

5,28

Située au cœur de l'Afrique centrale, la République démocratique du Congo (RDC) compte quelque 100 millions d'habitants et possède des ressources naturelles abondantes, y compris des minéraux, de vastes terres arables, un potentiel hydroélectrique, une riche biodiversité et la deuxième forêt tropicale au monde. La RDC a connu un certain nombre de défis politiques, économiques et sociaux au cours des 30 dernières années, et le CIR apporte un appui au pays depuis 2008. Les secteurs des industries extractives et du pétrole sont des moteurs essentiels de la croissance économique dans le pays et représentent 90% des exportations.

Alors que le pays continue de rencontrer des difficultés sur le plan administratif qui entravent parfois les progrès, l'intégration du commerce est un résultat positif notable des travaux du CIR en RDC. L'UNMO a été intégrée au Ministère du commerce extérieur en tant que département et a réussi à réaliser des avancées sur un certain nombre de questions prioritaires, y compris la prise en compte des considérations relatives au développement durable dans l'élaboration de plans sectoriels et dans le plan national de développement. Le gouvernement a aussi établi plusieurs mécanismes de coordination du commerce, qui servent de plates-formes de dialogue commercial formelles et régulières entre les secteurs privés informels, les entrepreneuses et la société civile.

Du fait de la reconnaissance de la valeur du commerce, la nécessité de diversifier les exportations a été prise en compte, comme cela a été recommandé dans l'EDIC et ses mises à jour ultérieures. Par exemple, avec le soutien du CIR, le secteur de l'huile de palme du pays a été relancé d'une manière qui est extrêmement sensible aux possibles effets environnementaux néfastes du secteur. La RDC était le premier exportateur africain d'huile de palme et, dans les années 1950, un des premiers producteurs mondiaux.

Le secteur a accusé un repli après la décolonisation et, à la fin des années 1990, les exportations d'huile de palme avaient totalement cessé.

Le CIR a appuyé la redynamisation et le redressement du secteur au moyen d'un renforcement des capacités productives et financières des petits agriculteurs et des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) à Mayombe, une région fortement boisée située à l'extrême ouest du pays. L'initiative visait à générer des emplois, à augmenter les revenus (en particulier pour les plus pauvres) et à développer le secteur national de l'huile de palme en améliorant la quantité et la qualité de la production.

Les mesures de soutien consistaient en la fourniture d'équipements modernes et la dispense de formations professionnelles pour les parties prenantes le long de la chaîne de valeur dans des domaines tels que la gestion durable des ressources de l'huile de palme, comme l'adoption d'une approche zéro déforestation pour les nouvelles plantations afin d'éviter de nouvelles atteintes aux forêts riches en biodiversité. Elles ont aussi mené à l'établissement d'un système d'information sur la commercialisation de l'huile de palme, qui a permis de mettre en relation les producteurs locaux et les entreprises privées afin de faciliter la distribution d'huile de palme sur le marché.

Si le projet a rencontré des obstacles en raison du manque d'infrastructure et de l'instabilité politique en RDC, les aspects du projet relatifs à la durabilité ont été un succès majeur qui aura un effet continu sur le secteur et les acteurs participant à la formation. En outre, le CIR a soutenu les infrastructures sectorielles au moyen de «mini huileries de palme», qui ont été adoptées par 89 MPME et plus de 3 100 acteurs individuels dans le secteur de l'huile de palme. Une formation sur la chaîne de valeur a aussi été dispensée à quelque 7 000 producteurs d'huile de palme.



Rwanda

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

6

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

8

**Budget total
(millions d'USD)**

7,44

Le Rwanda est un pays enclavé de 14 millions d'habitants situé en Afrique centrale. Au début des années 2000, l'économie du pays était en difficulté du fait de l'instabilité politique et sociale des années 1990. Le Rwanda est toutefois sur une trajectoire ascendante depuis la dernière décennie, et cherche à sortir de la catégorie des PMA dans un avenir proche. Le CIR apporte un soutien au Rwanda depuis 2009, dans des domaines tels que le renforcement des capacités des Fonctionnaires; l'établissement de capacités en matière de commerce électronique; l'amélioration de l'infrastructure pour le commerce transfrontières; et le renforcement de la croissance des exportations, y compris grâce aux petits entrepreneurs.

En 2011, le Ministère du commerce et de l'industrie a officiellement établi l'UNMO en tant qu'Unité individuelle de mise en œuvre des projets (UIMOP). Cette Unité coordonne des initiatives financées par des Donateurs d'une valeur de 48 millions d'USD et liées à l'Aide pour le commerce afin d'assurer au mieux la collaboration et la durabilité à long terme. Les frais de personnel sont répartis entre les projets participants et il est prévu que les Fonctionnaires soient assimilés à d'autres interventions relevant de l'Unité, sans être incorporés dans le ministère.

L'Unité spéciale chargée de la mise en œuvre des projets a joué un rôle essentiel pour ce qui est d'aider le Ministère à mettre l'accent sur le commerce transfrontière, le commerce électronique et le développement de la chaîne de valeur et pour ce qui est d'améliorer, pour les pouvoirs publics, le contrôle, l'appropriation et la coordination des initiatives financées par des partenaires de développement.

Cette approche a connu un formidable succès et a conduit à des coopérations sur des projets à grande échelle avec, entre autres, la Banque mondiale et l'UE. À présent, le modèle de l'UIMOP a été déployé dans tous les Ministères, mettant en évidence le fait que le CIR a soutenu non seulement le commerce du pays, mais aussi son approche globale du développement.

Le CIR a également soutenu une initiative fructueuse axée sur l'amélioration du commerce transfrontières grâce à la mise en place de deux marchés transfrontières majeurs. Ces vastes installations ont permis de faire progresser l'économie en contribuant à formaliser le secteur informel du commerce transfrontières, qui emploie de nombreux rwandais – principalement des femmes. Les marchés ont été construits en tenant compte des besoins des femmes, des négociants à grande échelle et des petits entrepreneurs.

L'initiative a aussi contribué au renforcement des capacités d'acteurs essentiels du secteur du commerce transfrontières, y compris les responsables techniques, les équipes de gestion et les commerçants eux-mêmes. Ce dernier groupe a reçu une formation sur un certain nombre de protocoles relatifs à la facilitation des échanges et sur les mesures de prévention de la COVID-19 qui, à ce moment, étaient essentielles pour réduire au minimum la propagation du virus à travers les frontières pendant la conduite des échanges commerciaux.

La dynamique initiale du CIR a contribué à générer plus de 13 millions d'USD d'investissements d'autres partenaires, y compris la Banque mondiale, TradeMark East Africa et la Banque africaine de développement. Le modèle du marché transfrontières a remporté un tel succès que cette approche est maintenant répliquée à d'autres endroits.

Sur le commerce électronique, le nombre de plates-formes de commerce électronique est passé de 9 au début du projet à 67 à la fin, et le café et les piments rwandais ont été introduits sur la plate-forme Alibaba. Un projet spécifique a contribué au développement des politiques nationales en matière de commerce électronique, et de concurrence et de protection des consommateurs, ainsi qu'à l'élaboration de sept arrêtés ministériels de mise en œuvre de la Loi sur la propriété intellectuelle. Dans le cadre d'un projet conjoint, des entreprises détenues par des femmes exportent à présent du miel, des fleurs, des avocats et des haricots frais.



São Tomé-et-Príncipe

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

2

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

4

**Budget total
(million d'USD)**

1,07

São Tomé-et-Príncipe est un petit archipel du Golfe de Guinée, au large de la côte Ouest de l'Afrique. Avec une population d'environ 220 000 habitants, c'est le deuxième plus petit pays d'Afrique. L'économie de São Tomé-et-Príncipe repose principalement sur l'agriculture, et la production de cacao représente plus de la moitié de ses exportations. Parmi les autres exportations, on compte le chocolat, le poivre, l'huile de coco et le café. Le pays a commencé à recevoir le soutien du CI, prédécesseur du CIR, en 2006. Le soutien s'est concentré sur le renforcement des capacités au niveau de l'administration, afin d'aider à renforcer la compétitivité et la résilience grâce au commerce.

Le CIR a apporté un soutien au renforcement des bases institutionnelles et techniques du pays, en vue de promouvoir l'inclusion du commerce dans un plan national de développement visant la réduction durable de la pauvreté. L'accent a été mis sur l'élaboration de règlements concernant les institutions relatives au commerce et la sensibilisation des acteurs du secteur public et du secteur privé à la promotion du commerce en tant que source de développement et de réduction de la pauvreté. La coordination commerciale a été renforcée grâce à la création de la Commission nationale pour les échanges et l'intégration du commerce et du Comité des négociations commerciales, qui a également facilité le dialogue sur la ZLECAf.

Le soutien du CIR a abouti à une amélioration globale de l'environnement commercial grâce notamment à l'adoption de plusieurs textes législatifs et réglementaires, y compris la loi sur les activités commerciales; la loi sur les activités culturelles et artistiques; la loi sur la protection des artistes; la loi sur le Conseil économique national; à la révision de la Loi sur l'hôtellerie, la restauration et les services connexes; et l'enregistrement de projets d'investissement. La Stratégie de développement du secteur touristique a été actualisée, l'accent étant mis sur le tourisme durable et le développement inclusif.

De même, un plan national sur la qualité a été élaboré pour faciliter la mise en place d'une indication géographique protégée pour le cacao.

Les Fonctionnaires sont à présent bien plus sensibilisés aux liens entre commerce, développement et réduction de la pauvreté. Outre des séminaires et ateliers de renforcement des capacités, le CIR a contribué à améliorer la communication au sein de l'administration grâce à l'utilisation des nouvelles technologies. De même, l'accent a aussi été mis sur le fait de confier la conduite des initiatives de renforcement des capacités à du personnel local, afin de garantir l'appropriation au niveau local et la durabilité. Le recours à ces experts nationaux s'est avéré utile pour dépasser d'anciens problèmes d'inertie.



Sénégal

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

9

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

7

**Budget total
(millions d'USD)**

6,94

Le Sénégal est un pays d'environ 17 millions d'habitants, situé sur la côte atlantique, à l'extrême Ouest de l'Afrique. Le pays a une économie diversifiée et affiche un PIB de 27,7 milliards d'USD, auquel contribuent le secteur minier, le bâtiment, le tourisme, la pêche et l'agriculture. La principale culture marchande du Sénégal est l'arachide. On note une diversification supplémentaire vers le coton, la cassave et la canne à sucre. Le soutien au Sénégal remonte à la première EDIC du pays, menée par le CI. Depuis cette époque, le CIR a mené un certain nombre d'initiatives qui ont amélioré l'intégration du commerce dans la planification des pouvoirs publics et facilité l'accès aux marchés internationaux. En 2021, le pays remplissait deux des trois critères pour la sortie du groupe des PMA.

Grâce au renforcement des capacités et des compétences du Ministère du commerce et au partenariat avec des experts techniques du SE, l'UNMO a obtenu un financement de plus de 3 millions d'USD, sur le budget national, à des fins d'investissement dans le secteur de la noix de cajou comme moyen majeur de diversifier les exportations.

Au milieu de la pandémie de COVID-19, le CIR a commencé à travailler avec le Sénégal à l'élaboration d'une plate-forme de commerce électronique en vue de garantir la continuité des échanges dans le pays. Les premiers travaux ont remporté un succès considérable et ont développé les opportunités commerciales dans les zones rurales. L'initiative sur le commerce électronique fait partie du Plan Sénégal émergent, une stratégie visant à atteindre d'importants objectifs économiques d'ici à 2035. Le Gouvernement sénégalais a déjà mis en place, avec le soutien du CIR, des politiques, des stratégies et des programmes intégrés dont l'objectif fondamental est un développement économique rapide, inclusif et solidaire. Plus de 1600 MPME, dont on estime que 40% sont dirigées par des femmes, ont à présent rejoint une plate-forme nationale de commerce électronique (Boutik 221), et le Sénégal est maintenant mieux placé pour participer aux négociations plurilatérales sur le commerce électronique à l'OMC.

Outre la plate-forme de commerce électronique, le CIR a contribué à l'établissement d'une infrastructure de soutien, y compris la création de points de relais multifonctions à travers le pays afin d'améliorer le mouvement des marchandises, ce qui a abouti à une diminution des frais de livraison et à une meilleure participation des populations des zones rurales défavorisées au commerce électronique.

Un autre domaine clé dans lequel le CIR a permis des progrès est le développement de la normalisation des techniques de mesure, grâce à une approche innovante du renforcement de l'accès à la métrologie. Par le passé, les producteurs et exportateurs du pays avaient éprouvé des difficultés à accéder à des poids et mesures exacts, ce qui limitait grandement l'accès aux marchés internationaux. Le CIR a contribué à moderniser les cadres législatifs et réglementaires, les capacités techniques, l'infrastructure et l'administration dans le domaine de la métrologie. Plus de 100 techniciens de laboratoire ont reçu une formation à l'utilisation des instruments de métrologie des masses et des instruments de pesage, et trois laboratoires ont été équipés de matériel récent pour la mesure du poids, de la température et de la pression. Grâce à ce renforcement de leurs capacités, les laboratoires sénégalais peuvent à présent offrir leurs services à des entreprises du Burkina Faso, de Gambie et de Guinée.

Le soutien antérieur du CIR avait contribué à dynamiser la production et l'exportation de mangues grâce à un projet mis en œuvre conjointement par l'ITC et les pouvoirs publics sénégalais. Ces efforts ont permis de former plus de 1 000 personnes (20% de femmes) aux techniques de production, de transformation et de lutte contre les parasites. Combinées aux investissements dans de meilleures technologies de traitement, ces mesures ont permis de réduire les pertes après récolte, et les exportations de mangue ont augmenté de presque un tiers, passant d'un peu moins de 17 000 tonnes métriques en 2015 à 22 000 tonnes métriques en 2018 (et excédant ainsi l'objectif initial de 21 000 tonnes métriques).



Sierra Leone

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

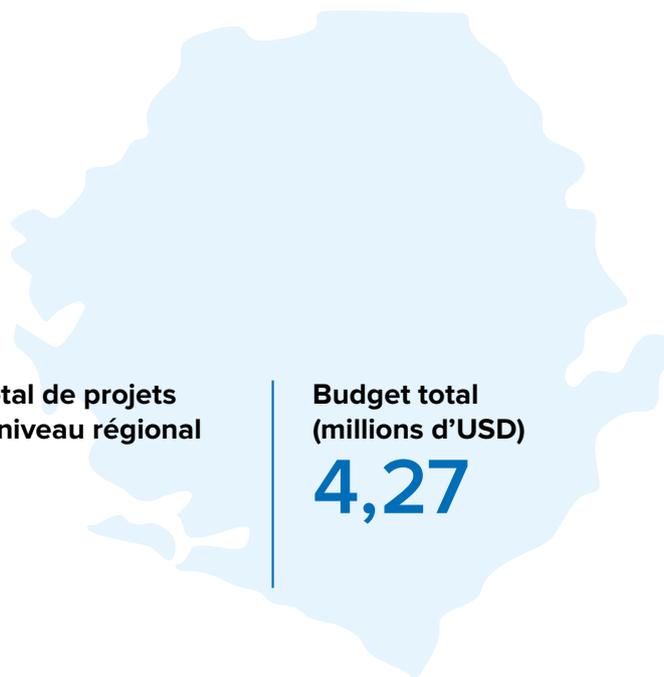
5

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

2

**Budget total
(millions d'USD)**

4,27



La Sierra Leone est un pays côtier d'Afrique de l'Ouest qui compte environ 8,6 millions d'habitants. Le pays abrite l'un des plus grands ports naturels du monde et est connu pour ses panoramas spectaculaires, notamment un littoral verdoyant, des collines boisées et des paysages de montagne. L'économie du Sierra Leone repose principalement sur l'agriculture et le secteur minier. La coopération entre le CIR et le pays, qui travaillent à la reconstruction après 11 ans de guerre civile et les effets dévastateurs d'Ébola, remonte à 2009.

Entre 2009 et 2023, le soutien du CIR a été essentiel à l'intégration du commerce dans le plan national de développement de la Sierra Leone. L'UNMO, accueillie dans les locaux du Ministère du commerce et de l'industrie, y a été intégrée très tôt par décret présidentiel, ce qui témoigne d'une forte appropriation locale. Le CDN et l'UNMO ont joué un rôle essentiel dans la mise en œuvre des projets. Les décisions opérationnelles étaient prises par le CDN, y compris en ce qui concerne l'approbation des changements de stratégie ou d'objectifs dans le cadre des projets. Ces décisions étaient particulièrement importantes quand le Comité national du tourisme avait besoin de lignes directrices pour la mise en œuvre d'un projet de support au secteur du tourisme. Dans le même temps, l'UNMO a joué un rôle essentiel en veillant à ce que les projets soient conformes aux paramètres de politique définis dans l'EDIC du pays et dans sa stratégie de réduction de la pauvreté.

La planification stratégique du CDN et de l'UNMO a aussi été essentielle au renouvellement du secteur touristique de la Sierra Leone. Des Fonctionnaires avaient pris contact avec le CIR, avec la volonté de faire revenir les touristes dans le pays, après une absence prolongée. Les années de guerre civile, dans les années 1990, avaient nui à l'image internationale du pays. Celui-ci a néanmoins un immense potentiel touristique.

Le CIR a écouté les décideurs et aidé à intégrer dans la politique commerciale de la Sierra Leone l'objectif de redéfinir l'image du pays, pour en faire un haut lieu de l'écotourisme. Cette initiative a déjà remporté un succès notable, le pays ayant été reconnu en 2023 par Time Magazine comme une des premières destinations mondiales.

L'initiative avait deux objectifs principaux: aligner le programme touristique de la Sierra Leone sur les politiques commerciales afin de favoriser une croissance durable au profit des populations pauvres, et développer au niveau international la présence et la réputation du pays en tant que destination touristique attractive. Malgré des difficultés dans un contexte d'après-conflit, renforcées par la pandémie de COVID-19, les efforts ont abouti à l'introduction d'une nouvelle Loi sur le tourisme et à la formulation d'une Politique de gouvernance et de gestion financière du tourisme. Ces outils administratifs aident à garantir une intégration homogène de la politique touristique dans les programmes publics, promouvant ainsi le développement durable de l'écotourisme.

D'importants progrès ont été réalisés en 2022 et 2023 dans l'aménagement et l'amélioration de sites d'écotourisme communautaire, par exemple à l'île Banana, à l'île de Tiwai et dans les collines de Wara Wara. Le CIR a aussi soutenu une importante rénovation de l'Institut de formation hôtelière et touristique du pays, qui avait souffert en raison des priorités de financement concurrentes pendant et après le conflit et la récente crise sanitaire due à l'Ebola. Il a en outre soutenu la participation du Ministère du commerce et l'industrie à la Foire commerciale intra-africaine, en Afrique du Sud, où la délégation a présenté des produits originaires du pays. À la suite des investissements du CIR, la Banque mondiale a fait passer les initiatives à une plus grande échelle, avec un projet d'un montant de 10 millions d'USD visant à développer davantage le tourisme en Sierra Leone.



Somalie

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

2

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

3

**Budget total
(million d'USD)**

0,35

La Somalie est le pays situé le plus à l'est de l'Afrique continentale et compte une population d'environ 17,5 millions d'habitants. Le pays occupe la plus grande partie du littoral de la Corne de l'Afrique, à proximité d'une des voies de commerce maritime les plus fréquentées au monde. Il sort d'une période de fragilité et de crise et s'attache à surmonter des difficultés liées à ses infrastructures, ses institutions et ses structures de gouvernance.

La Somalie participe de façon limitée au CIR. Elle n'a pas encore mené d'EDIC et ne s'est pas dotée d'une UNMO. Néanmoins, le gouvernement a défini l'accession à l'OMC comme un objectif prioritaire dans sa stratégie commerciale nationale 2021-2025 et à ce stade précoce du processus le CIR a soutenu le pays à cet égard.

La Somalie est largement dépourvue de Fonctionnaires ayant les connaissances techniques et l'expérience institutionnelle nécessaires pour élaborer efficacement les politiques commerciales. Dans le cadre du CIR, l'accent a donc été mis sur la formation des Fonctionnaires pour renforcer leurs capacités dans le domaine commercial et leur permettre d'acquérir les compétences voulues pour se préparer au processus d'accession à l'OMC. L'initiative en question a été réalisée par la Banque mondiale en partenariat avec le Centre de formation aux politiques commerciales en Afrique (TRAPCA) situé à Arusha (Tanzanie).

Le contenu des cours portait sur le commerce et le développement; les éléments fondamentaux du droit commercial; les outils d'analyse de la politique commerciale; la facilitation des échanges; l'agriculture; les normes; et la compétitivité des produits. Des cours ont aussi été dispensés sur la rédaction et l'interprétation des accords commerciaux; l'intégration régionale; l'analyse des mesures tarifaires et non tarifaires; les négociations commerciales et la diplomatie économique; la gouvernance du commerce intérieur; et les mesures correctives commerciales et le règlement des différends.

Au moins 37 Fonctionnaires de rang élevé ou intermédiaire ont suivi une partie ou la totalité de ces cours en ligne ou en présentiel.



Soudan

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

2

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

4

**Budget total
(million d'USD)**

0,4

Le Soudan est un vaste pays d'Afrique du Nord comptant environ 47 millions d'habitants. Historiquement, l'agriculture a constitué le principal moteur économique et employeur du pays jusqu'au début des années 2000, où la production de pétrole et de gaz a fortement progressé jusqu'à représenter 95% des exportations. La sécession du Soudan du Sud en 2011 et les luttes politiques qui ont suivi ont rendu difficile l'action du CIR dans le pays. L'aptitude du CIR à intégrer des capacités au niveau du gouvernement a ceci d'avantageux qu'elle autorise une grande souplesse pour ce qui est de suspendre et de reprendre les activités dans le pays. Les activités sont néanmoins en suspens depuis fin 2022.

Lorsque le Soudan du Sud a fait sécession en 2011, le Soudan a perdu 75% de ses réserves de pétrole. Le CIR a pu faciliter la transition vers une économie plus diversifiée et plus inclusive. Il s'est agi en particulier de relancer les activités d'accession à l'OMC et de redynamiser le secteur agricole du pays, où l'élevage, le coton et la gomme arabique jouent un rôle prépondérant. La gomme arabique, en particulier, est une culture de rapport importante pour le Soudan, en ce qu'elle représente environ 70% du marché mondial.

Le Soudan a exprimé le souhait de faire partie de l'OMC en 1994. L'accession a cependant marqué le pas pendant plusieurs années en raison de l'instabilité politique du pays. Si le Soudan a renouvelé son souhait de reprendre le processus, dans l'optique de tirer parti du système commercial international, certains responsables publics ont exprimé la crainte qu'une levée des restrictions commerciales n'entraîne des répercussions sociales, économiques et politiques néfastes. Pour répondre à ces inquiétudes, le CIR a financé une étude ayant pour objet d'évaluer les conséquences économiques d'une accession du Soudan à l'OMC et de formuler des recommandations sur les moyens dont le pays disposerait pour surmonter toute conséquence néfaste.

Une UNMO a été créée officiellement par décret comme structure permanente du Ministère du commerce et des approvisionnements en octobre 2022. Avec l'appui du Ministère et de l'UE (agissant en qualité de Facilitateur des Donateurs), l'UNMO a joué un rôle décisif en aidant le gouvernement pour ce qui est de formuler et d'appliquer la politique générale et de coordonner la politique commerciale; et en intégrant plus avant les questions commerciales dans les stratégies de développement nationales et sectorielles, en particulier dans les secteurs des produits laitiers, de la viande et de l'élevage, ce qui a fait progresser l'accès aux marchés et les exportations.

L'appui du CIR a été essentiel pour aider le Soudan à améliorer ses capacités institutionnelles de façon à faire progresser le commerce grâce à la diversification pour être moins tributaire du secteur pétrolier. L'objectif de l'initiative était de contribuer au développement durable et d'atténuer la pauvreté grâce à une intégration plus efficace dans les systèmes de commerce mondial et régional. Son secteur agricole étant promis à se développer, le Soudan a cherché à inscrire des stratégies de promotion des produits agricoles à valeur ajoutée dans sa politique commerciale.

Les tentatives pour développer le secteur agricole et améliorer les exportations ont connu certains contretemps, en raison de la pandémie de COVID-19 et de difficultés d'ordre politique et sur le plan de la sécurité, qui ont limité l'accès à des travailleurs qualifiés.

Ces problèmes ont été quelque peu atténués par la collaboration avec l'Organisation arabe pour le développement de l'agriculture (OADA), qui a facilité la sélection des experts nationaux soudanais. L'OADA a aussi aidé le Ministère de l'agriculture à organiser des ateliers et des formations pour traiter les questions relatives à l'Accord de l'OMC sur l'agriculture. En outre, le projet a collaboré avec la CEA-ONU afin d'engager des experts internationaux pour animer des ateliers de formation sur le thème de l'entrepreneuriat féminin pour les PME.



Soudan du Sud

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

5

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

5

**Budget total
(million d'USD)**

1,96

Le Soudan du Sud est un pays sans littoral d'environ 11 millions d'habitants situé dans le nord-est de l'Afrique. En 2011, après avoir fait sécession du Soudan, il devenait le plus jeune pays au monde. Le CIR a centré son appui à ce pays de création récente, qui se relève d'un certain nombre de difficultés politiques et sociales, sur le renforcement des capacités institutionnelles du secteur public ainsi que des activités visant à permettre au commerce de jouer un rôle dans la paix et le développement. Les principales initiatives menées au Soudan du Sud ont concerné le renforcement de la gouvernance du commerce et de l'intégration du commerce, avec initialement le lancement de la première EDIC du pays en 2015 puis d'une mise à jour de l'EDIC en 2022 pour déterminer les domaines et les secteurs qu'il était nécessaire d'appuyer et de renforcer.

L'initiative du CIR visant à renforcer les capacités institutionnelles au Soudan du Sud a été réalisée par le PNUD et le Ministère du commerce et de l'industrie. L'une des grandes priorités était de faire en sorte que l'UNMO nationale dispose des compétences et des connaissances voulues pour être efficace. La formation a porté sur un certain nombre de domaines, parmi lesquels le commerce électronique; la gestion de projets; la concurrence; et le suivi et l'évaluation. Une formation à la diplomatie commerciale et économique a aussi été assurée à 20 Fonctionnaires du Ministère du commerce, en collaboration avec le TRAPCA, en vue de faciliter l'accès au marché et l'intégration régionale.

Le CIR aide aussi le Soudan du Sud à s'intégrer plus avant dans les systèmes de commerce régional et mondial en participant aux travaux de l'OMC et de la ZLECAf. Avec l'appui du CIR, le Soudan du Sud a engagé son processus d'accession à l'OMC en 2018 et, dès 2019, il avait présenté son premier aide mémoire sur le régime de commerce extérieur et pris part à sa première réunion du groupe de travail. Le Soudan du Sud demeure résolu à poursuivre sa démarche d'accession à l'OMC.

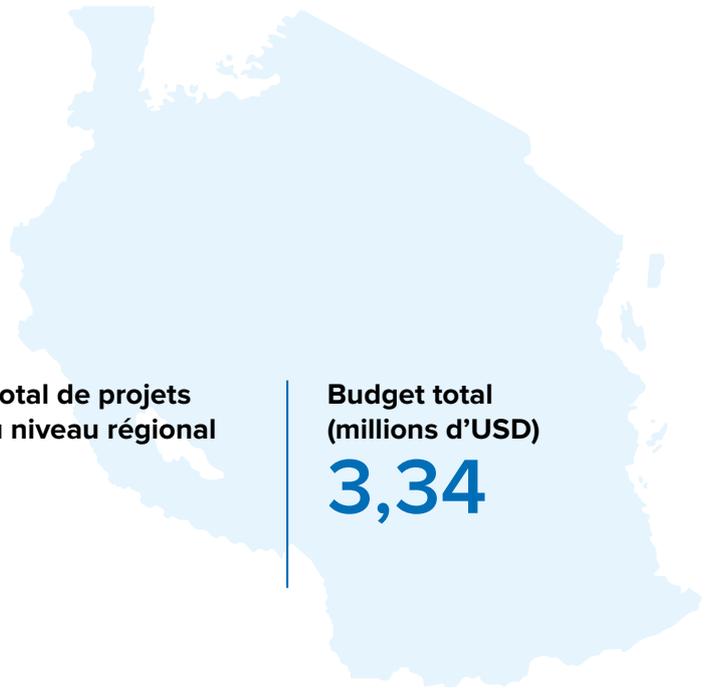
Des mesures supplémentaires ont abouti au lancement d'un pôle national du commerce électronique – cette plate-forme constituant le premier marché en ligne jamais créé dans le pays – qui a constitué une infrastructure habilitante pour renforcer les capacités des MPME dans le domaine du commerce électronique. Le Pôle du commerce électronique bénéficie du soutien du Ministère du commerce et de l'industrie, du CIR, de l'ambassade des Pays-Bas et de la BAFD au titre du projet «Le commerce électronique pour le Soudan du Sud».

L'appui dispensé au titre du CIR a aussi permis des progrès dans le domaine de l'application du droit de la concurrence grâce à des programmes de renforcement des capacités et de tutorat qui ont suscité une volonté d'adopter un régime de concurrence efficace au Soudan du Sud. Dans l'ensemble, l'action menée par le CIR pour renforcer les capacités commerciales au niveau institutionnel a été couronnée de succès, un niveau élevé d'intégration ayant été atteint, eu égard en particulier au peu de temps dont les pouvoirs publics disposaient pour mettre en place des systèmes et des structures.

Outre le renforcement des capacités institutionnelles, le CIR a aussi soutenu la participation du Soudan du Sud à une initiative agricole régionale visant à permettre des prix plus élevés et à créer de nouveaux marchés pour les femmes participant à la chaîne de valeur du beurre de karité. Cette initiative a pour objet de former les producteurs de karité du Soudan du Sud et de l'Ouganda, en particulier les PME appartenant à des femmes, aux méthodes de production pour un beurre de karité de qualité et aux stratégies d'accès au marché local et international. Les bénéficiaires ont aussi été formés aux techniques de culture et de récolte durables et aux avantages de la création de coopératives.



Tanzanie



**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

3

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

6

**Budget total
(millions d'USD)**

3,34

La Tanzanie est un vaste État côtier d'Afrique de l'Est, d'une population d'environ 65 millions d'habitants. Elle compte bon nombre de lacs et de parcs nationaux et d'importantes terres arables. Le CIR prête assistance à la Tanzanie depuis 2013 et s'attache en particulier à renforcer les ANMO du pays pour renforcer l'aptitude de son gouvernement à mener efficacement des initiatives commerciales pour la croissance. D'autres initiatives ont consisté à mettre à jour l'EDIC du pays en 2017; à promouvoir le transfert de technologies liées au coton; et à aider les entrepreneuses, les productrices, les commerçantes transfrontalières et les MPME détenues par des femmes.

L'appui relatif aux ANMO tanzaniens a mis l'accent sur le renforcement des capacités; l'amélioration des conditions de travail du personnel concerné; et la mise à disposition du matériel et des installations nécessaires. Dans l'ensemble, ces efforts ont porté leurs fruits, le commerce faisant désormais partie intégrante des plans de développement officiels de la Tanzanie, en particulier dans les domaines de la compétitivité; de l'industrialisation et des services; et du commerce et de l'investissement. Les capacités du Ministère du commerce ont également été renforcées, ce qui a permis à celui-ci d'harmoniser avec succès différents systèmes utilisés par les institutions et les organismes publics pour la perception et la déclaration des recettes.

Une formation a aussi été dispensée à des Fonctionnaires du Ministère du commerce sur la gestion du cycle de projet concernant les projets commerciaux, les projets industriels et les projets d'investissement, ce qui a permis d'améliorer la gestion des projets au sein du Ministère et de concevoir un plan de mobilisation des ressources, grâce auquel on a pu repérer les partenaires de développement possibles pour des projets et des financements liés au commerce.

Les capacités renforcées du Ministère ont aussi favorisé une intégration efficace des connaissances et analyses relatives au commerce dans les secteurs de l'exploitation minière, de l'agroalimentaire et du tourisme.

Des synergies stratégiques liées au commerce ont ainsi pu être mobilisées, ce qui a permis une intégration novatrice entre les secteurs de l'agroalimentaire et du tourisme.

Exemple notable de la confiance accordée par la communauté internationale au modèle du CIR, le Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse a fait appel aux ANMO (notamment au CDN et à l'UNMO) pour faciliter l'exécution d'un projet d'Aide pour le commerce financé à titre bilatéral sur le tourisme responsable.

Les activités conjointes de renforcement des capacités financées par le CIR et le PNUD en Tanzanie, y compris à Zanzibar, ont également porté sur le secteur privé, où un grand nombre de MPME que dirigent des femmes ont bénéficié d'une formation sur l'optimisation de la chaîne de valeur de secteurs essentiels comme l'huile de palme, l'horticulture, l'anchois, les algues et le miel. Ces activités ont déjà abouti à des progrès des capacités productives et de la qualité, ce qui a permis aux producteurs d'obtenir des prix plus élevés. C'est ainsi que les producteurs d'anchois reçoivent désormais 3,40 USD par demi-kilo, contre 1,50 USD avant le projet. Une formation a également été dispensée aux horticulteurs des régions de Mara et de Simyu pour les aider à améliorer leurs méthodes de récolte des fruits et légumes et leurs méthodes de planification de l'utilisation des terres et de gestion des exploitations agricoles. Une démarche semblable a été suivie dans la région de Kigoma, où les MPME de la chaîne de valeur de l'huile de palme ont appris à optimiser la productivité locale. Ces mesures ont fait progresser la production et la qualité, ce qui a apporté des revenus plus élevés aux producteurs.

Il est à noter que l'autonomisation économique des femmes et l'égalité entre les sexes ont été pris en compte dans tous les aspects de l'initiative, ce qui a fait progresser les revenus des femmes et des jeunes et renforcé le rôle des femmes dans les décisions du ménage.



Tchad

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

9

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

5

**Budget total
(millions d'USD)**

7,67

Le Tchad est un grand pays sans littoral qui occupe un bassin entouré de montagnes dans le nord de l'Afrique centrale. Bien qu'il soit le cinquième pays africain de par sa taille, une grande partie du nord du Tchad est recouverte par le désert du Sahara et la majorité de la population (18 millions d'habitants) se concentre dans le sud. Le CIR soutient le Tchad depuis 2004, sous sa forme précédente, le CI, en mettant l'accent sur le développement et le renforcement des capacités humaines, commerciales et institutionnelles du Ministère du commerce et de l'industrie.

Le CIR a encouragé l'élaboration et la mise en œuvre effective de programmes et de politiques de développement du commerce. Les Fonctionnaires à N'Djamena ont fait preuve d'un engagement solide en faveur du commerce et du soutien à l'UNMO. L'ensemble du personnel de l'UNMO et des dépenses liées à ce mécanisme sont désormais payés par le gouvernement et des discussions ont été entamées sur la possibilité de transformer l'UNMO en un organisme public permanent. Parmi les activités spécifiques entreprises par l'UNMO figurent le renforcement des capacités institutionnelles, la consolidation des cadres de dialogue public-privé existants et l'amélioration du fonctionnement et des structures du secteur privé, en particulier les organisations faitières féminines et les acteurs locaux.

Si le secteur du pétrole contribue de manière significative aux recettes d'exportation, la dépendance excessive du Tchad aux exportations pétrolières expose le pays à des risques économiques inhérents associés à la volatilité des cours du pétrole. Outre le pétrole, les principales exportations sont la gomme arabique, le sésame, le coton et les bovins vivants. Étant donné que la majorité de la population du Tchad dépend de l'agriculture et de l'élevage, le développement de ces deux secteurs est porteur d'un potentiel important en termes de diversification économique, d'amélioration des revenus ruraux et de sécurité alimentaire.

L'appui apporté par le CIR au secteur critique de la gomme arabique du Tchad comprenait des mesures de renforcement des capacités relatives aux techniques de production

destinées à quelque 2 200 bénéficiaires, dont la moitié était des femmes. Ces efforts ont favorisé la production de quelque 60 000 tonnes de gomme arabique, qui ont été exportées vers 29 marchés internationaux sur tous les continents pour une valeur totale de plus de 72,2 millions d'USD.

Le CIR a aussi apporté un soutien important au secteur du cuir et des peaux. Cette filière est une source essentielle d'emplois et de revenus pour les femmes et les jeunes et, de ce fait, le gouvernement a accordé la priorité à son développement. La plus grande difficulté que rencontrait le secteur était le manque de compétences et de technologies nécessaires pour produire des peaux de haute qualité compétitives et satisfaisant aux normes internationales. Pour y remédier, le CIR a soutenu la modernisation d'une tannerie, des ateliers de renforcement des capacités et des séances de formation et a fourni le matériel technique nécessaire.

En conséquence, grâce aux améliorations apportées à la qualité des peaux, ainsi qu'à leur production et à leur conservation, 60% des produits satisfaisaient aux normes internationales en 2021. En outre, les producteurs ont observé une baisse du temps nécessaire à la production d'articles individuels et les revenus ont augmenté, en particulier parmi les femmes et les jeunes. Les produits en peau de haute qualité fabriqués au Tchad ont par la suite gagné en popularité sur le marché mondial, ce qui a mené à une augmentation considérable des exportations.

Étant donné que le processus de tannage demande l'utilisation d'un certain nombre de produits chimiques et de composés organiques qui peuvent nuire à l'environnement, la priorité a également été donnée à une formation dans ce domaine. Avec le soutien du CIR, le gouvernement a formé les tanneurs à l'utilisation de techniques végétales et aux meilleures pratiques relatives à la gestion des eaux usées. Ces efforts ont permis de réduire la pollution industrielle et les eaux usées, ce qui a non seulement contribué à la durabilité environnementale mais a aussi amélioré la situation en matière de santé publique.



Togo

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

9

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

8

**Budget total
(millions d'USD)**

7,35



Le Togo est un pays d'Afrique de l'Ouest d'environ 9 millions d'habitants situé sur la côte nord du Golfe de Guinée. Son économie est centrée sur l'exploitation minière et l'agriculture, ce dernier secteur employant la plus grande partie de la population active du pays à la production de céréales, de tubercules et désormais de soja. Le soutien du CIR au Togo a commencé en 2008 au titre du mécanisme précédent, le CI, et beaucoup a été fait depuis cette période, particulièrement en ce qui concerne l'intégration régionale et le développement du secteur du karité, tant dans le pays que plus largement dans la région.

Le secteur togolais du soja apparaît comme un exemple de réussite notable: sa production a décuplé entre 2015 et 2022, passant de 25 000 à 300 000 tm, et il emploie aujourd'hui quelque 700 000 personnes. L'EDIC du Togo avait désigné ce secteur comme un domaine privilégié pour la diversification économique. En 2015, le CIR a offert un soutien initial pour catalyser la croissance dans ce secteur afin d'organiser plus efficacement les agriculteurs en coopératives; d'enseigner les bonnes pratiques de culture et de récolte; et d'aider à l'obtention de la certification biologique.

Le secteur togolais du karité est un autre domaine où le CIR a enregistré certains succès remarquables. Le CIR a facilité le développement du secteur, ce qui a contribué à une rapide augmentation de la production de karité nationale. Il a cherché à remédier aux problèmes du secteur du karité qui limitaient l'accès aux marchés internationaux, en particulier à celui de l'UE. Les producteurs et les transformateurs ont été formés à la transformation des produits; à la gestion des emballages; et aux pratiques d'hygiène et de sécurité sanitaire, de façon que les normes internationales soient suivies. En outre, en améliorant les analyses de laboratoire et le matériel d'essai, les producteurs ont été en mesure d'améliorer la qualité des produits du karité de façon que les prescriptions SPS soient respectées sur les marchés ciblés.

À l'échelon régional, les relations officielles et informelles qu'entretiennent les UNMO des pays producteurs de karité ont facilité l'échange de renseignements et l'entraide. La participation du Togo à l'initiative de l'AGK a aidé les producteurs de karité nationaux à accroître leur rayonnement international et à soutenir les travailleuses du secteur dans ce contexte. L'initiative a notamment aidé les femmes à former des coopératives, ce qui leur a permis de négocier de meilleurs prix et d'accroître leurs revenus.

Le Togo a aussi bénéficié de l'appui du CIR pour la mise en place de la ZLECAf en Afrique de l'Ouest, au titre de dispositions spécifiques visant à encourager la participation effective du Burkina Faso, de la Guinée, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal et du Togo. Des activités ont été réalisées par la CEA-ONU à l'aide de fonds du CIR et de l'ITFC. Le projet s'est attaché à mieux sensibiliser les acteurs de la facilitation du commerce aux débouchés commerciaux offerts par la ZLECAf. Des initiatives de renforcement des capacités, notamment des cours de formation, ont aidé le Togo à formuler plusieurs instruments de politique générale pour faciliter l'application de la ZLECAf, y compris une stratégie nationale d'application de la ZLECAf et une liste nationale d'engagements tarifaires. Le pays a aussi créé un comité national ZLECAf dans le cadre de son comité national des négociations commerciales. En 2022, le Togo a présenté au secrétariat de la ZLECAf des engagements en matière de services pour cinq secteurs prioritaires (services financiers, services de communication, transports, services professionnels et tourisme). En outre, le Togo a incorporé des lignes directrices pour la participation à la ZLECAf dans sa nouvelle politique nationale de développement. L'aptitude du CIR à entretenir des contacts étroits avec les pouvoirs publics et à intégrer les questions commerciales par l'intermédiaire de l'UNMO n'est certainement pas étrangère à ce succès.



Zambie

**Nombre total de projets
du CIR au niveau national**

9

**Nombre total de projets
du CIR au niveau régional**

6

**Budget total
(millions d'USD)**

7,16

La Zambie est un pays enclavé d'environ 20 millions d'habitants qui se trouve au centre de l'Afrique australe. Le pays est situé sur un haut plateau riche en ressources et son économie repose sur l'agriculture, l'extraction minière et certains produits manufacturés comme les produits alimentaires et les boissons, les textiles, les produits chimiques et les engrais. L'extraction du cuivre est un secteur important en Zambie, qui contribue au PIB du pays à hauteur de 12%. L'appui à la Zambie a débuté en 2005 au titre du CI, qui a précédé le CIR. En juin 2023, le Gouvernement de la Zambie a finalisé l'EDIC, qui s'est concentrée sur un certain nombre de domaines prioritaires, notamment l'accès au marché lié à la sortie prochaine de la Zambie de la catégorie des PMA. Il s'agit de la première EDIC comportant un chapitre dédié au lien entre le commerce et le changement climatique. Parmi les autres réalisations notables obtenues en Zambie, on mentionnera les progrès importants de la production dans le secteur du miel et un renforcement des capacités SPS de façon à permettre aux producteurs d'accéder aux marchés internationaux.

Par suite de l'appui du CIR, la qualité, la production et l'accès aux marchés s'améliorant, les exportations de miel zambiennes ont plus que sextuplé. Les coopératives soutenues ont enregistré une amélioration de 76% de la qualité du miel et une augmentation du nombre de producteurs, celui-ci passant de 5 à 11 en une seule année. Il est à noter que le CIR a contribué à l'élaboration de normes et de règles, qui ont été adoptées par le Zambia Honey Partnerships Forum, en vue d'aligner les normes nationales de qualité du miel sur les normes internationales en la matière. Les producteurs de miel zambiens ont pu ainsi avoir accès aux marchés internationaux. Dans l'ensemble, le soutien du CIR au secteur du miel en Zambie a permis d'augmenter la production, d'améliorer la qualité du miel et de protéger l'environnement. Cela a eu pour conséquence directe une augmentation des recettes d'exportation, qui sont passées de 684 000 d'USD en 2011 à 6,09 millions d'USD en 2022.

Plusieurs succès notables ont aussi concerné en Zambie l'appui du CIR au renforcement des capacités sectorielles; aux activités liées à l'emballage; aux solutions logistiques; et aux entrepreneuses, dans le cadre du projet SheTrades de l'ITC. Cette dernière initiative a permis de renforcer les capacités institutionnelles, l'efficacité, les possibilités de partenariat et les offres de services des institutions locales et des coopératives dirigées par des femmes, de façon à accroître la portée, l'efficacité et la pérennité des interventions. Les prestations offertes – accès au financement, possibilités d'investissement, activités de formation, conseils stratégiques et formation à la gestion de crise – ont permis à quelque 92 femmes d'accéder à de nouveaux marchés. L'initiative a aussi permis la création de 94 nouveaux emplois, dont 43 sont allés à des femmes. Un appui a été assuré à 38 entrepreneuses supplémentaires pour les aider à augmenter leur revenu grâce à la création de liens avec les marchés national, régional et international. Les bénéficiaires ont indiqué travailler avec 144 nouveaux fournisseurs, dont 133 étaient des femmes, ce qui a favorisé des effets durables sur la création d'emplois, la réduction de la pauvreté et les échanges.

Le raccordement des secteurs de production zambiens aux marchés d'exportation ne s'est pas limité au miel. Le CIR et la Division de l'OMC chargée du STDF ont aussi collaboré à une initiative visant à relier les entrepreneurs zambiens à de meilleures infrastructures pour la qualité des exportations afin qu'ils aient davantage accès aux marchés internationaux. Une activité centrale de cette initiative a consisté à mettre au point une stratégie régionale visant à ce que les obligations SPS puissent être respectées. La Zambie peinait auparavant à satisfaire aux demandes adressées à son Service de quarantaine phytosanitaire par la Chine et l'Afrique du Sud concernant divers produits comme la stévia, les myrtilles et les avocats. Des améliorations dans ce domaine ont permis une amélioration des moyens d'existence au niveau local à mesure que les producteurs de myrtilles du pays ont commencé à exporter vers l'Afrique du Sud et les producteurs d'avocats vers l'UE.

Aperçus par pays

Asie

Perspectives régionales

Afghanistan
Bangladesh
Bhoutan
Cambodge
Maldives
Myanmar
Népal
RDP lao
Timor-Leste
Yémen



Nombre total de projets nationaux du CIR

62



Nombre total de projets régionaux du CIR

12



Budget total (millions d'USD)

41,7



© Jose Carlos Alexandre/CIR

Investissements dans la production de riz en RDP lao.

Perspectives régionales

Le soutien assuré par le CIR à 10 PMA d'Asie au cours des dix dernières années a beaucoup fait pour l'intégration des questions commerciales dans les plans, stratégies et politiques de développement des gouvernements de ces pays, les efforts de diversification des exportations, ainsi que leur aptitude à s'intégrer dans les systèmes de commerce régionaux et multilatéraux. Elle a concerné des activités aussi diverses que le renforcement de la compétitivité du secteur bangladais des vêtements à l'exportation, la contribution à l'Accord global de partenariat économique du Cambodge et des Émirats arabes unis ou encore l'accompagnement du processus d'accession à l'OMC de pays comme le Timor-Leste et la sortie du statut de PMA du Bhoutan.

L'intégration régionale, le commerce électronique et la sortie de la catégorie des PMA sont des domaines où les résultats du CIR ont été particulièrement concluants en Asie; les échanges formels et informels et le partage de renseignements sur les questions ayant trait au commerce étant désormais plus courants. En Asie du Sud-Est, par exemple, les UNMO du Cambodge, de la RDP lao et du Myanmar ont adopté un programme d'échange informel pour mettre en commun des idées sur les bonnes pratiques. Les Ministères du commerce de ces trois pays se sont hissés à un rang d'autorité

particulièrement élevé au sein de leur gouvernement. En partenariat avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), le Bangladesh, le Bhoutan, le Cambodge, le Népal et le Timor-Leste ont mené des évaluations de l'état de préparation et des études de faisabilité concernant l'adhésion à l'Accord-cadre sur la facilitation du commerce transfrontières sans papier en Asie et dans le Pacifique. Tous les pays sont également en bonne voie de pouvoir quitter la catégorie des PMA et, tout en tirant parti de ce résultat, se sont préparés activement afin que leur reclassement soit durable. Les activités menées avec la CNUCED ont contribué à permettre une participation plus soutenue à l'OMC concernant la RDP lao et le Cambodge sur les questions relatives au commerce électronique et aux règles d'origine, tandis que le soutien lié à l'investissement assuré conjointement avec l'Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement, la CNUCED, l'ONUDI et l'Organisation internationale du travail (OIT) a amélioré la qualité des mesures de promotion des IED dans les secteurs liés aux Objectifs de développement durable. Ce projet commun a aussi contribué à favoriser davantage de collaboration entre les principaux acteurs de l'Aide pour le commerce et à l'investissement en ce qui concerne le soutien aux PMA.

Réalisations marquantes par pays

Bangladesh | Le développement des compétences réalisé au Bangladesh dans le domaine du droit commercial a renforcé les capacités locales, de sorte que le pays a pu recourir à des services locaux plutôt qu'à des avocats internationaux pour mener une affaire de règlement d'un différend bilatéral.

Bhoutan | Un nouveau portail de régulation des investissements a déjà aidé à faciliter plus de 350 millions d'USD d'investissements nationaux et étrangers. De nouvelles machines de calibrage des pommes de terre ont raccourci les délais de traitement des pommes de terre de quatre jours à quatre heures.

Cambodge | Il est ressorti d'une étude d'impact que la valeur des exportations de riz est passée de 100 millions d'USD en 2011 à plus de 450 millions d'USD en 2020, parallèlement à une diversification des partenaires à l'exportation et à un accroissement de 0,4% à 1,8% de la part du marché mondial. Cette évolution fait suite aux investissements du CIR et de ses partenaires au cours de la Phase Un du CIR.

Maldives | Le délai de dédouanement nécessaire à un commerçant est passé de deux ou trois jours à moins de 24 heures, ce qui a permis des économies de temps et de coûts importantes aux négociants et aux PME de l'archipel.

Népal | L'appropriation nationale, conjuguée à l'appui du CIR, a aidé à accélérer les progrès s'agissant du commerce électronique. Par suite d'une évaluation de l'état de préparation au commerce électronique et à l'établissement d'une stratégie de commerce électronique, un nouveau projet de loi sur le commerce électronique a été rédigé et une nouvelle plate-forme de commerce numérique a été créée, qui compte désormais 387 MPME inscrites.

RDP lao | La structure nationale de mise en œuvre continue de prendre de l'ampleur; elle a réalisé ou coordonné depuis sa création des projets de développement représentant un montant de plus de 150 millions d'USD. En collaboration avec le fonds d'affectation spéciale multidonateurs, il a été possible de ramener le processus d'immatriculation des entreprises de dix à trois étapes, ce qui a permis d'en réduire la durée de 174 à seulement 17 jours ouvrables.

Timor-Leste | Sept ans seulement après le dépôt de sa demande, le pays a accédé officiellement à l'OMC en février 2024, ce qui en fait le PMA le plus rapide à accomplir la procédure d'accession formelle. Le CIR a aidé le Timor-Leste de manière importante à préparer son accession à l'OMC et son adhésion à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

Afghanistan

Nombre total de projets nationaux du CIR

5

Nombre total de projets régionaux du CIR

1

Budget total (million d'USD)

0,53

L'Afghanistan est un pays montagneux d'Asie centrale dont l'histoire comme carrefour commercial sur la route de la soie du continent asiatique remonte à plus de 2 000 ans. Le CIR a entamé son dialogue avec l'Afghanistan en 2009 et, de concert avec un certain nombre de partenaires actifs, est parvenu à des progrès notables avant 2021, lorsqu'il a dû cesser ses activités dans le pays. Lors de sa présence en Afghanistan, le CIR a engagé plus de 500 000 USD dans l'EDIC nationale et sa mise à jour de concert avec la Banque mondiale et offert des projets de renforcement des capacités conjointement avec le Gouvernement afghan. Le pays a également bénéficié d'un projet régional en partenariat avec la CESAP.

Le CIR s'est associé à la Banque mondiale pour apporter son soutien initial à l'Afghanistan et s'est alors attaché à mettre sur pied la première EDIC du pays. En 2020, l'Afghanistan avait mis en place une UNMO et un CDN qui avaient pour tâche d'intégrer la politique commerciale dans le développement national. Ces deux organes ont mis l'accent sur le développement du secteur privé pour aider à produire des biens abordables et de qualité, à promouvoir et attirer les investissements et à réduire le coût auquel des intrants de qualité pouvaient être obtenus.

L'appui institutionnel était étroitement lié au soutien apporté par l'ITC concernant la stratégie d'exportation nationale.

Dans la mesure où une place importante était accordée dans l'EDIC à l'intégration dans le commerce multilatéral, le CIR a soutenu le processus d'accession de l'Afghanistan à l'OMC. En 2016, le Ministère afghan de l'industrie et du commerce a mis en route un ANMO, qui a été reporté en raison des problèmes de sécurité que connaissait le pays. Le CIR a poursuivi sa collaboration avec le Ministère pour adapter l'ANMO à l'évolution des priorités nationales et des besoins de mise en œuvre du pays, s'agissant notamment du renforcement de la coordination de l'Aide pour le commerce, de la promotion des investissements et du soutien après l'accession à l'OMC.

Entre 2008 et 2019, le PIB réel de l'Afghanistan a augmenté en moyenne de 5,5%; l'indice de développement humain du pays est passé de 0,472 en 2010 à 0,511 en 2019. Néanmoins, malgré les nombreux progrès et la trajectoire ascendante que connaissait le pays, le changement politique survenu en 2021 a contraint à suspendre la totalité des activités du CIR dans le pays.



Bangladesh

Nombre total de projets nationaux du CIR

5

Nombre total de projets régionaux du CIR

6

Budget total (millions d'USD)

2,01



Avec une population d'environ 165 millions d'habitants, le Bangladesh est le huitième pays le plus peuplé au monde. Le CIR prête assistance à ce pays d'Asie du Sud depuis 2010 par des investissements dont le montant a atteint environ 2,7 millions d'USD, dans le renforcement des capacités institutionnelles liées au commerce, et les capacités de production des secteurs nationaux de la confection, des produits pharmaceutiques et de la transformation des fruits. Le Bangladesh est devenu le deuxième exportateur de vêtements au monde et a été reconnu pour la part élevée de ses exportations de produits manufacturés par rapport à son niveau de revenu. Tout l'enjeu consiste maintenant à progresser dans la chaîne de valeur et à élargir les retombées aux plus démunis, en particulier aux femmes, qui représentent une part prédominante de la main d'œuvre de ce secteur. Le CIR a aussi offert une assistance technique pour l'intégration du commerce dans le plan de développement national et la Vision 2021 du Bangladesh et a soutenu activement la préparation de la sortie de la catégorie des PMA (qui est prévue actuellement pour 2026).

Des progrès importants ont été faits pour ce qui est de renforcer les ressources humaines et les compétences en matière de politique commerciale dans le pays, au sein de l'État comme à l'échelon local. C'est ainsi que la formation au droit commercial a développé les capacités locales, de sorte que le Bangladesh a pu faire appel à des spécialistes locaux plutôt qu'à des avocats internationaux pour mener une affaire de règlement d'un différend bilatéral avec un pays voisin. Cette connaissance locale des questions liées à l'OMC a rendu les universités nationales mieux à même de garantir au pays une source durable de compétences locales. Le CIR a également contribué à l'amélioration des compétences dans des secteurs d'exportation clés, tels que les ingrédients pharmaceutiques actifs, les fruits transformés et l'habillement. Par exemple, avec le soutien du CIR, l'Association des fabricants et exportateurs de vêtements du Bangladesh à créer le Centre pour l'innovation, l'efficacité et la sécurité au travail.

Cette initiative permet un apport de connaissances, de compétences et de savoir-faire technique au secteur de la confection bangladais grâce à des formations, des ateliers et des réunions de parties prenantes.

La présence du CIR au Bangladesh a été utile comme pôle de connaissances pour faire coopérer les autorités publiques, le secteur privé et les universités sur les questions liées à l'OMC, notamment en ce qui concerne les négociations du secteur de l'agriculture et le commerce de services. Les priorités commerciales établies à partir de données probantes dans l'EDIC de 2016 et sa mise à jour (2022) ont aussi constitué un déclencheur pour des investissements très attendus de la part de l'État, du secteur privé et des partenaires de développement concernant la réforme commerciale. Environ 83% des recommandations qui figuraient dans l'EDIC de 2016 ont été appliquées dans les cinq ans, ce qui a aidé le pays à avancer dans son processus de reclassement.

Le partenariat organisé avec la Banque mondiale pour réaliser l'EDIC de 2016 a aussi constitué un mécanisme important de mobilisation des ressources pour le Bangladesh. Deux projets financés par la Banque mondiale ont sensiblement contribué à la facilitation des échanges et à la diversification des exportations. Le projet de connectivité régionale du Bangladesh (148 millions d'USD) a aidé à améliorer quatre ports terrestres clés et à intégrer davantage de négociantes dans les réseaux commerciaux formels. En outre, le projet «Compétitivité des exportations au profit de l'emploi» (100 millions d'USD) a favorisé la diversification du pays vers d'autres secteurs tels que les articles en cuir, les chaussures, les plastiques et l'industrie légère. Les interventions ont porté notamment sur l'intégration de nouvelles technologies et la facilitation du respect des normes internationales environnementales, sociales et de qualité.



Bhoutan

Nombre total de projets nationaux du CIR

8

Nombre total de projets régionaux du CIR

6

Budget total (millions d'USD)

5,27

Le Royaume du Bhoutan est un pays montagneux et enclavé d'Asie du Sud dont la population s'élève à environ 770 000 habitants. Si les exportations bhoutanaises sont fortement concentrées et se limitent à quelques produits, il s'agit d'un pays commerçant actif privilégiant des produits et des marchés de niche. Le CIR apporte son soutien au Bhoutan depuis 2009 et compte parmi les principaux partenaires du pays pour l'assistance technique. La Phase Deux du CIR a été l'occasion de progrès pour ce qui est de renforcer les institutions et les cadres juridiques liés au commerce et l'infrastructure électronique utile au commerce et aux services, d'intégrer le commerce dans les plans et les programmes nationaux, de remédier aux obstacles au commerce liés à l'offre et de renforcer les capacités des agents publics et privés. Le CIR a également aidé le pays dans la période qui a précédé sa sortie de la catégorie des PMA et celle qui a suivi son reclassement, obtenu en décembre 2023.

Avec l'assistance du CIR, le commerce a pu être intégré dans la planification gouvernementale avec une efficacité croissante; il fait partie des stratégies clés du treizième plan quinquennal (2024-2029) et du plan prospectif de long terme (2024-2034). Le soutien du CIR au Bhoutan a aussi permis la mise au point d'une stratégie visant à exploiter la «marque Bhoutan» pour accroître les exportations. Celle-ci a consisté dans le lancement de la «marque Bhoutan» et des appellations «Fabriqué au Bhoutan» et «Cultivé au Bhoutan». Soixante-huit produits «fabriqués au Bhoutan» (produits artisanaux, eau de source et huiles essentielles) et trois produits «cultivés au Bhoutan» (poudre de cardamome, jus d'ananas et thé à la menthe au chocolat) sont désormais certifiés. Une stratégie inédite adoptée dans le cadre de ces initiatives a aussi consisté à ouvrir des «magasins du Bhoutan» assurant une vente directe aux consommateurs à Perth (Australie) et à New York (États-Unis), qui ont tous deux permis d'élargir les marchés et d'obtenir des devises convertibles dont le pays avait particulièrement besoin.

Un soutien complémentaire a aidé le Bhoutan à négocier de nouveaux accords commerciaux avec des partenaires régionaux (notamment le Bangladesh, et l'Inde, avec laquelle le pays a conclu un accord révisé) et à progresser de nouveau dans son accession à l'OMC. Côté production, les nouveaux processus numériques exploités par le système d'enchères pour les ventes de pommes de terre permettent aux agriculteurs d'obtenir des prix plus élevés – les gains supplémentaires allant jusqu'à 420 USD par camion – et ont aidé les pouvoirs publics à mobiliser des ressources supplémentaires pour les moyens de traitement. De nouvelles machines de triage ont permis de réduire les délais de traitement des pommes de terre de quatre jours à quatre heures. Grâce à la fourniture d'un «centre d'installations commun» et d'une teinturerie naturelle, le CIR a contribué à améliorer la production du secteur du tissage, source de revenus essentielle pour une grande partie des ménages de la région.

Le CIR a aussi aidé à la réalisation et au lancement d'un projet d'infrastructure électronique pour le commerce et l'investissement, qui permet aux services publics d'échanger des données en temps réel de manière sécurisée et efficace et d'éliminer les doublons parmi les données détenues par les différents organismes. L'initiative E4T a aussi abouti au lancement d'un guichet unique qui permet d'accéder aisément à des services publics comme l'immatriculation des entreprises, les autorisations commerciales et un portail de régulation des investissements. Depuis sa création, le portail numérique de régulation des investissements a permis de faciliter l'approbation de plus de 360 millions d'USD d'investissements étrangers et nationaux. Un cadre réglementaire pour le commerce électronique soutenu par le CIR vise à enclencher un cercle vertueux entre le monde numérique, le commerce et l'investissement. Des partenariats avec des organisations de la société civile telles que l'Association des entrepreneuses du Bhoutan et l'Agence bhoutanaise pour la promotion de l'artisanat autochtone permettent d'orienter les retombées économiques vers les groupes les plus ruraux et les plus vulnérables.



Cliquez/scannez ici
pour en savoir plus



Cambodge

Nombre total de projets
nationaux du CIR

8

Nombre total de projets
régionaux du CIR

4

Budget total
(millions d'USD)

9,24

Pays du centre de l'Asie du Sud-Est dont une grande partie du territoire est formé de plaines de basse altitude, le Cambodge compte une population d'environ 17 millions d'habitants. En 2015, le pays est passé du statut de pays à faible revenu à celui de pays à revenu moyen inférieur; il s'est donné comme objectif de devenir un pays à revenu moyen supérieur d'ici à 2030. Cette trajectoire économique ascendante est étayée par une structure des échanges où dominent les marchandises, et où la part des services, bien que plus réduite, va croissant. Le Cambodge a fait partie des pays pilotes du CI et, de la même manière, a rapidement mis en œuvre les projets liés au CIR. Les principaux secteurs commerciaux sont notamment l'exportation de vêtements et de chaussures ainsi que le tourisme, ces secteurs bénéficiant d'un taux de croissance annuel moyen de 7,7% depuis quelques années. Les IED au Cambodge se sont également inscrits en hausse au cours des dix dernières années.

Pays pionnier du CIR, le Cambodge offre un modèle évident d'intégration efficace de l'UNMO dans l'appareil de gouvernement. Le Département de la coopération internationale est l'organe chef de file pour les projets financés par le CIR et d'autres partenaires et a progressivement pris de l'importance. Initialement, il employait surtout des consultants nationaux et internationaux, mais il compte aujourd'hui plus de 25 Fonctionnaires. Le renforcement des capacités institutionnelles, conjugué à un projet clair de l'État, a permis l'adoption d'une approche sectorielle coordonnée du commerce (dite Trade SWAp) qui a aidé notamment à mobiliser plus de 100 millions d'USD pour des mesures de soutien dont le Département a assuré la coordination ou l'exécution en fonction de priorités commerciales.

Une étude d'impact indépendante menée pendant la Phase Deux du CIR a évalué les effets de l'aide antérieure au titre du CIR concernant les secteurs du riz, du manioc, de la soie, de la pêche et du tourisme. Les exportations de riz ont progressé de 100 millions d'USD en 2011 à plus de 450 millions d'USD en 2020, en même temps que les partenaires à l'exportation ont été diversifiés et que la part du

marché mondial a progressé de 0,4% à 1,8%. Les exportations de produits de la soie sont passées de 0,14 à 3 millions d'USD au cours de la même période, le revenu moyen des tisserands passant de 392 USD en 2012 à 785 USD au terme du projet. L'investissement réalisé au titre d'un partenariat public-privé dans le secteur des arts culinaires (avec un cofinancement d'un montant de 2 millions d'USD apporté par la Suède) s'est montré particulièrement résilient en dépit de la COVID-19, les diplômés étant désormais employés par des chaînes hôtelières internationales en Asie et en Europe. Les salaires de départ des diplômés sont deux fois plus élevés que ceux des diplômés d'autres établissements de formation professionnelle et la demande de chefs formés par le programme dépasse l'offre actuelle.

Dans une démarche tournée vers l'avenir, le CIR a également soutenu la conception de la stratégie et du cadre réglementaire du Cambodge pour le commerce électronique, ainsi que le lancement d'un portail national de commerce électronique, «[Cambodia Trade](#)», qui a déjà contribué à la création de plus de 300 emplois dans ce secteur. En partenariat avec la CNUCED, l'Union postale universelle (UPU), l'Alliance mondiale pour la facilitation des échanges et Swisscontact, une interface innovante de données électroniques préalables a été créée entre le système de déclaration en douane de la poste cambodgienne et le système ASYCUDA World du Département général des douanes et accises, ce qui a contribué, pour les MPME en particulier, à réduire les délais et les coûts associés au commerce en ligne international.

“ Le CIR a rapidement satisfait aux besoins du pays, ce qui a permis au Cambodge de prendre sans délai des dispositions pour exploiter les débouchés de l'économie numérique, avec l'appui du CIR pour mettre au point une stratégie nationale de commerce électronique et créer une plate-forme nationale de commerce électronique [...]”.

– **Samheng Bora**, Secrétaire d'État au
Ministère du commerce du Cambodge, 2022



Maldives

Nombre total de projets nationaux du CIR

2

Nombre total de projets régionaux du CIR

2

Budget total (millions d'USD)

3,05

Le territoire des Maldives s'étend sur un archipel de l'océan Indien d'une superficie d'environ 298 kilomètres carrés, constitué d'environ 1 190 îles regroupées en 26 atolls naturels. L'économie repose principalement sur les services et elle est fortement tributaire du tourisme. Si des secteurs comme la pêche et la construction contribuent aussi à l'économie, les Maldives restent fortement tributaires des importations, principalement en provenance de partenaires commerciaux comme la Chine, les Émirats Arabes Unis, l'Inde et Singapour.

Les Maldives ont bénéficié du soutien du CIR de 2004 (au titre du CI, auquel le CIR a succédé) jusqu'à la fin des mesures de soutien consécutives à la sortie de la catégorie des PMA en 2016. Dans le cadre de cette relation, le CIR a été le catalyseur des progrès de la facilitation des échanges, de la diversification économique, de la facilitation des activités commerciales et de la promotion des investissements. Le délai de dédouanement nécessaire à un commerçant est passé de deux ou trois jours à moins de 24 heures, ce qui a permis des économies de temps et de coûts importantes aux négociants et aux PME de l'archipel.

Le soutien du CIR a été déterminant pour renforcer les capacités institutionnelles des Maldives, particulièrement en ce qui concerne la facilitation des échanges. L'économie maldivienne étant importatrice, en même temps que tributaire des exportations de poisson, le pays doit pouvoir compter sur une circulation efficace des marchandises et des services douaniers alignés sur les pratiques de référence internationales. Le soutien du CIR a contribué à doter les services douaniers maldiviens et les ministères compétents de moyens plus efficaces pour assurer le traitement en ligne des autorisations à l'importation et à l'exportation et des dédouanements. Grâce à ces initiatives, les Fonctionnaires des douanes ont bénéficié de formations sur l'évaluation en douane, la gestion des risques et le contrôle après dédouanement.

Le CIR a aussi aidé à moderniser les services douaniers grâce au déploiement, en 2016, du Système douanier automatisé (SYDONIA) de la CNUCED, y compris la formation nécessaire, dans le principal port maritime, à Malé, et au siège des services douaniers du pays. Le système est désormais en place sur l'ensemble des sites douaniers du pays, et 30 agents des douanes ont suivi une formation à SYDONIA ou à Java pour permettre une exploitation efficace du système. Cette initiative de facilitation des échanges a permis une mise à niveau des ministères compétents et rendu possible un programme de guichet unique national plus ambitieux, [financé par la Banque asiatique de développement](#).

Le commerce a été intégré comme il se doit par le gouvernement dans sa planification et sa stratégie, ce qui a donné lieu à un certain nombre de réformes de fond, y compris un nouvel ensemble de lois, règlements et cadres visant à encourager les investissements étrangers directs afin de promouvoir le développement économique et social.

Aux Maldives, l'UNMO a été rattachée au Ministère du développement économique. Elle est l'organe central pour l'immatriculation de toutes les entités exerçant une activité commerciale aux Maldives, et administre Invest Maldives, l'organisme officiel de promotion de l'investissement, qui encourage les investissements étrangers.

Cliquez/scannez ici pour en savoir plus





Myanmar

Portail des services du
Myanmar
**Cliquez/scannez ici
pour en savoir plus**

Directives sur le commerce
électronique
**Cliquez/scannez ici
pour en savoir plus**



**Nombre total de projets
nationaux du CIR**

4

**Nombre total de projets
régionaux du CIR**

3

**Budget total
(millions d'USD)**

2,4

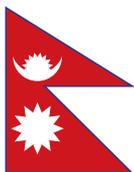
Le Myanmar est le pays le plus à l'ouest de l'Asie du Sud-Est, avec une population d'environ 55 millions d'habitants. Son économie a connu une forte croissance à partir de 2011, lorsque des réformes démocratiques ont conduit à la hausse de la participation citoyenne alors que le gouvernement s'employait à attirer les investissements étrangers. Le CIR a entamé ses activités au Myanmar en 2014, lorsque les perspectives d'accroissement des échanges commerciaux sous un gouvernement stable se sont éclaircies.

Les exportations de marchandises provenant du Myanmar sont passées de 9,2 milliards d'USD en 2011 à 18 milliards en 2019 et les exportations de services commerciaux ont plus que sextuplé, passant de 727 millions d'USD à 6,5 milliards au cours de la même période. Ces chiffres se sont contractés en 2020 lorsque les services relatifs aux voyages et la demande d'exportations ont chuté du fait de la pandémie de COVID-19.

Le soutien initial du CIR au Myanmar, en collaboration étroite avec l'UE comme Facilitateur des Donateurs du CIR et la Banque mondiale en tant que partenaire technique pour l'EDIC, a contribué à façonner et à coordonner le commerce et les perspectives d'investissement en plein essor. Surtout, les partenaires de développement étant très nombreux, une structure d'harmonisation et de coordination a été créée. Le CIR a également été en première ligne pour aider le Myanmar à intégrer le commerce dans son Plan de développement durable (2018-2030) et a contribué à la création de l'Unité de coordination de l'Aide pour le commerce. Celle-ci a suivi le modèle d'intégration établi au Cambodge et en RDP lao (voir les entrées correspondantes dans le présent rapport) avec des succès notables. Le CIR a également apporté son aide pour faire avancer les réformes identifiées par le mécanisme d'Examen de la politique commerciale de l'OMC.

Durant la période de soutien, les efforts du CIR visant à accroître le commerce des services du Myanmar ont obtenu des succès notables en termes d'impact et ont permis d'améliorer l'aptitude du pays à attirer des partenaires internationaux supplémentaires, y compris la CNUCED et la Banque mondiale. Les efforts ont été destinés à renforcer les politiques essentielles, à consolider les cadres législatifs et réglementaires et à renforcer les capacités institutionnelles et la participation du secteur privé dans le domaine du commerce des services. Le [portail des services du Myanmar](#) a été créé pour faciliter l'accès aux renseignements sur les processus liés au commerce et à l'investissement. Il a été complété par une évaluation de la réglementation sur le commerce des services et l'investissement, qui a contribué à jeter les bases d'une nouvelle loi sur le commerce des services et l'investissement. De même, le Myanmar étant associé aux discussions de l'OMC sur le commerce électronique, le CIR a aidé à élaborer une stratégie sur le commerce électronique et a organisé des formations sur des sujets numériques essentiels comme les solutions de paiement en ligne. En février 2021, les difficultés politiques au Myanmar ont obligé le CIR à ralentir ses activités dans le pays, son soutien se limitant aux activités mises en œuvre par le secteur privé et les agences du CIR. En dépit du fait qu'il a été mis fin aux projets du CIR en 2022, le fait que l'UNMO semble rester fonctionnelle dans la structure actuelle (avec le soutien du CIR) témoigne de la valeur sans équivalent de la méthode adoptée par le CIR en matière d'aide. Malgré l'interruption du financement du CIR, les travaux ont continué de progresser et [des directives sur le commerce électronique ont été publiées en septembre 2023](#).

L'augmentation des capacités du Myanmar dans le secteur des services a donné au pays la possibilité de participer à des activités régionales, notamment un projet sur le commerce régional transfrontières dématérialisé de la CESAP et deux projets de la Coopération Lancang Mékong, financés par la Chine.



Népal



Nombre total de projets nationaux du CIR

8

Nombre total de projets régionaux du CIR

4

Budget total (millions d'USD)

9,35

Situé dans le sud de la chaîne de l'Himalaya, le Népal est un pays sans littoral dont le secteur commercial repose principalement sur l'agriculture, l'industrie et le tourisme. Son commerce extérieur est limité et dépend largement du marché indien voisin, tant pour les importations que pour les exportations. Le Népal est bénéficiaire du CIR depuis la conduite de sa première EDIC en 2002. Grâce au soutien du CIR, le Gouvernement népalais a mis sur pied une UNMO qui associe des départements techniques à la mise en œuvre de projets liés au commerce, contribuant ainsi à intégrer les résultats obtenus et à favoriser des changements systémiques.

Le Népal est en voie de sortie de la catégorie des PMA, la sortie étant actuellement prévue en novembre 2026. Le CIR a apporté son appui sous la forme des consultations avec le secteur privé sur les effets connexes liées au fait de ne plus figurer parmi les PMA (droits de douane, règles d'origine et aspects des droits de propriété intellectuelle liés au commerce). Le CIR a également échangé avec des journalistes et participé à des études d'accompagnement, des dialogues et des consultations concernant la sortie du Népal de la catégorie des PMA.

Le succès du CIR au Népal provient principalement de l'aptitude du gouvernement à tirer parti des recommandations de son EDIC et de la stratégie nationale d'intégration au commerce qui en a découlé. La première EDIC du Népal a été validée en 2004 et a été utilisée avec succès pour rationaliser les priorités commerciales dans la stratégie nationale de développement. La Stratégie nationale d'intégration au commerce a ensuite été actualisée en 2015 et [lancée en 2016](#). Ces études ont porté en priorité sur 19 produits à fort potentiel d'exportation et le CIR a fourni une aide ciblée pour quatre d'entre eux: le pashmina, le gingembre, les plantes médicinales et aromatiques, et le thé orthodoxe. En démontrant son aptitude à fournir une aide mobilisatrice pour appuyer les priorités fixées dans l'EDIC, le Népal est parvenu à attirer des financements

supplémentaires pour des projets importants de la part de partenaires tels que l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'UE.

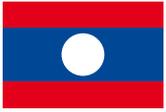
Le CIR a travaillé avec le Népal pour accroître la valeur du secteur du thé en vue d'améliorer la traçabilité et le développement des marques, contribuant ainsi à faire passer le prix du thé à l'exportation de 8 à 9,5 USD/kg. Siddha Devi Tea Estate, l'un des bénéficiaires du projet, a reçu le [Prix du Grand Champion à l'Exposition mondiale du thé 2024](#). Ce projet était le premier projet du CIR concernant les capacités de production qui a été mis en œuvre directement par le pays, apportant la preuve de la croissance des capacités à déployer les projets d'Aide pour le commerce et contribuant à y intégrer l'appropriation locale et la durabilité.

L'appropriation nationale, conjuguée avec le soutien du CIR, a aidé le Népal à avancer dans le domaine du commerce électronique. Suite à une évaluation de son état de préparation au commerce électronique et à l'élaboration d'une stratégie dans ce domaine, un nouveau projet de loi sur le commerce électronique a été rédigé et une nouvelle plate-forme du commerce électronique a été créée, 387 MPME y étant désormais inscrites.

En lien avec l'UE, le CIR a investi dans la croissance des importations de produits de «chyangra pashmina», avec l'appui technique de l'ITC. Les revenus commerciaux ont augmenté de près de 200% pour dépasser 5 millions d'USD, favorisant la création de plus de 600 emplois. Dans le cadre d'un projet conjoint avec le STDF dans le secteur du gingembre, les revenus des agriculteurs ont augmenté de 62%, en partie grâce à la réduction d'un tiers des pertes après récolte.

[Cliquez/scannez ici pour en savoir plus](#)





RDP lao

Nombre total de projets nationaux du CIR

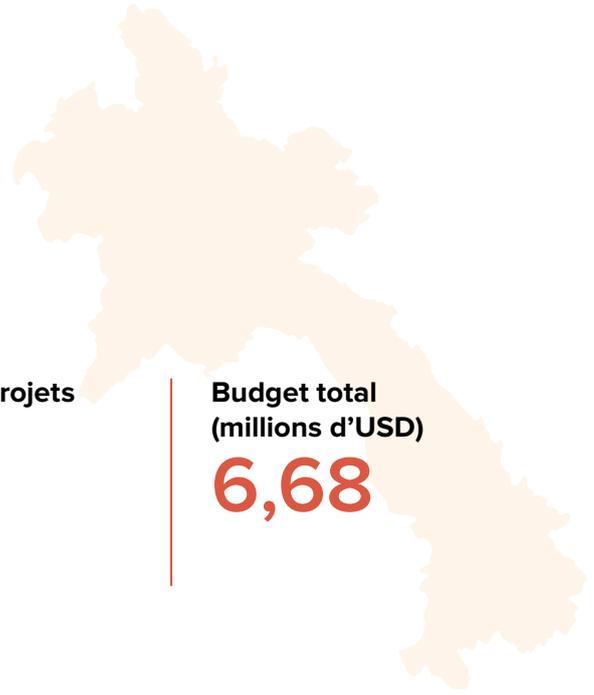
6

Nombre total de projets régionaux du CIR

4

Budget total (millions d'USD)

6,68



La République démocratique populaire lao est un pays sans littoral d'Asie du Sud-Est qui compte près de 8 millions d'habitants. L'économie du pays connaît une trajectoire essentiellement ascendante depuis 20 ans, la croissance de son PIB atteignant en moyenne 7% par an, et la RDP lao devrait quitter la catégorie des PMA en 2026. Le CIR soutient le pays depuis 2004 (au titre du mécanisme antérieur, le Cadre intégré). La RDP lao est un exemple évident de réussite d'activités d'appui au renforcement des capacités ayant permis l'intégration du commerce dans la planification du développement national ainsi qu'une application et une coordination efficaces de l'Aide pour le commerce.

L'appui assuré à un stade précoce en RDP lao avec l'EDIC et la mise en place du cadre institutionnel ont jeté les bases d'un cadre efficace d'application et de gouvernance de l'Aide pour le commerce, ce qui a contribué à faciliter l'accession du pays à l'OMC. À cet égard, il existait de longue date un partenariat avec la Banque mondiale qui a permis de mobiliser d'autres partenaires autour des priorités de l'EDIC.

Au cours des dernières années, le soutien a particulièrement mis l'accent sur un dialogue public-privé plus efficace au sujet du commerce, parallèlement à des mesures concrètes d'investissement pour remédier à certains obstacles du côté de l'offre, et des mesures pour faire en sorte que les retombées du commerce soient inclusives. À cet égard, en collaboration avec le Fonds d'affectation spéciale multidonateurs, il a été possible de ramener le processus d'immatriculation des entreprises de 10 à 3 étapes, ce qui a permis d'en réduire la durée de 174 à seulement 17 jours ouvrables. Le modèle concluant de dialogue public-privé à l'échelon provincial du CIR a été repris par l'USAID dans une autre région de la RDP lao. Des partenariats concernant la production textile ont amélioré l'accès au marché du secteur de l'artisanat et permis une augmentation de 80% des revenus, tandis que la productivité a augmenté d'environ 82% pour le maïs et d'environ 30% pour le riz.

L'UNMO de la RDP Lao centralise la mise en œuvre de l'ensemble des projets d'Aide pour le commerce sélectionnés par le Ministère de l'industrie et du commerce, dont le montant cumulé s'élève à ce jour à plus de 150 millions d'USD. Elle fait aussi office de secrétariat national pour le groupe de travail chargé du commerce et du secteur privé. Son action a été si efficace qu'elle a servi de modèle au gouvernement pour attirer un financement de la part d'autres partenaires de développement, la structure utilisée constituant un excellent exemple d'utilisation optimale des ressources. Le personnel de l'UNMO, qui est financé conjointement par l'État laotien, divers partenaires de développement et le CIR, gère des portefeuilles étendus composés d'une douzaine de projets qui dépassent largement le cadre du CIR. Le CDN, qui s'intitule «Comité exécutif du programme», fait aussi office d'organe central pour superviser l'ensemble des projets mis en œuvre par le Ministère, ce qui garantit l'efficacité et la cohérence, et permet aux Donateurs de disposer d'un interlocuteur pour communiquer de façon coordonnée avec les pouvoirs publics.

Des améliorations ont aussi été apportées à l'infrastructure nationale pour la qualité, notamment en mettant à disposition des services de laboratoire mobile pour aider les exportateurs des régions isolées et en adoptant plus de 400 normes de qualité pour faciliter les exportations. Ces mesures ont aidé les cultivateurs de maïs et de riz à augmenter leur revenu, notamment plusieurs MPME dirigées par des femmes, l'augmentation pouvant atteindre entre 15% et 50%.

Si l'exploitation minière à grande échelle et l'hydroélectricité ont constitué la pierre angulaire de l'économie nationale pendant plus de 20 ans, la croissance de ces secteurs ralentit depuis quelques années. Depuis 2021, le gouvernement recherche des stratégies permettant de promouvoir une croissance durable et inclusive et d'être moins tributaire du secteur des ressources naturelles.



Timor-Leste

Nombre total de projets nationaux du CIR

3

Nombre total de projets régionaux du CIR

3

Budget total (million d'USD)

0,57

Ayant obtenu son indépendance en 2022 et avec une population de 1,3 million d'habitants seulement, le Timor-Leste est le pays le plus jeune et le deuxième pays le moins peuplé d'Asie du Sud-Est. Le pays a connu des difficultés pour exploiter son potentiel commercial car sa base d'exportation demeure limitée. Le pétrole, le gaz, le café et les services touristiques représentant plus de 95% des exportations, l'économie du Timor-Leste est exposée à de fortes vulnérabilités internes et externes. À bien des égards, la contribution du commerce à la croissance et au développement du pays demeure largement inexploitée.

Toutefois, Dili s'est fixé un programme de politiques commerciales ambitieuses qui visent à approfondir son intégration dans les marchés mondiaux et régionaux afin d'améliorer le niveau de vie de ses citoyens. L'axe essentiel de cette stratégie tient à un engagement résolu en faveur de la conclusion d'accords commerciaux multilatéraux, régionaux et bilatéraux. Le CIR a joué un rôle primordial pour appuyer ce processus, qui a débouché sur l'accession du Timor-Leste à l'OMC en février 2024 – sept ans seulement après avoir entamé le processus (un délai record pour l'accession d'un PMA). En outre, en 2022, le Timor-Leste a été admis «par principe» au sein de l'ASEAN devenant ainsi le onzième membre de cette organisation régionale (l'adhésion à part entière est encore en suspens).

Les activités de la Phase Deux du CIR à Timor-Leste ont permis de mobiliser un flot croissant de soutien public en faveur des ambitions du pays d'adhérer à l'OMC et à l'ASEAN. Le gouvernement, le milieu universitaire, le secteur privé, la société civile et le Parlement se sont tous ralliés derrière un plan stratégique et une feuille de route en vue de l'accession du pays, y compris en mobilisant du soutien au moyen de plates-formes nationales. Cela a notamment consisté en préparatifs techniques financés par le CIR (ateliers, consultations ou encore dialogues diplomatiques), qui ont joué un rôle crucial sur la voie de l'accession.

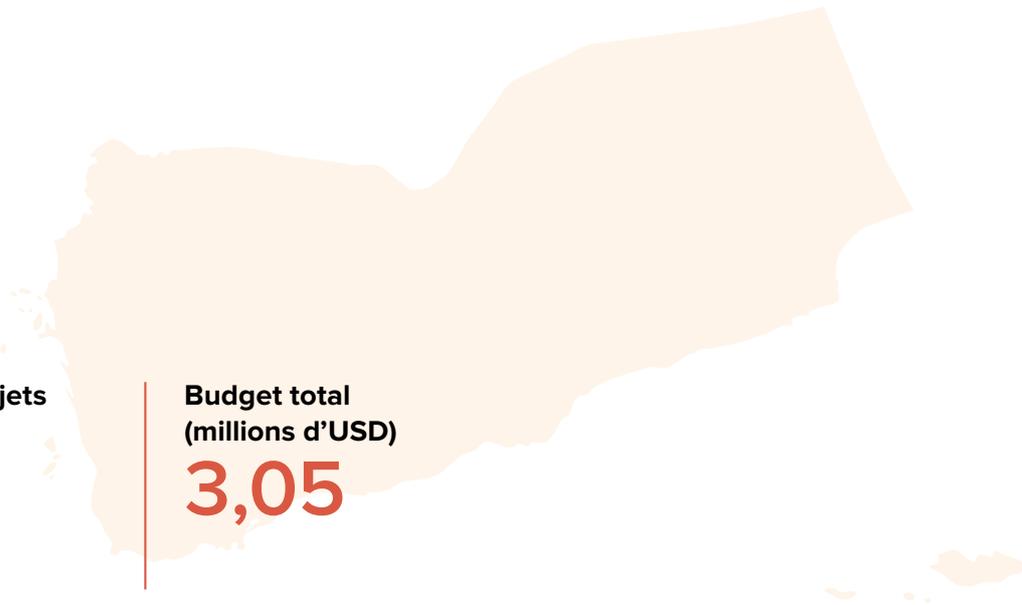
En 2023, le CIR et d'autres partenaires ont apporté leur appui au fonctionnement efficace du Groupe de travail de l'accession et de la Commission interministérielle. Les efforts ont également permis d'aider à préparer et à participer à diverses négociations multilatérales et bilatérales, à rédiger un plan d'action législatif et à créer en 2022 le Secrétariat national pour l'accession à l'OMC du Timor-Leste.

Durant la Phase Deux, le CIR a apporté son appui aux femmes du Timor-Leste dans le cadre de son initiative «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges» (voir la section Genre et commerce). Ces efforts, en partenariat avec l'Organisation mondiale du tourisme et le Ministère du tourisme, ont spécialement visé à renforcer les capacités et à améliorer des conditions propices aux femmes dans le cadre du processus de redressement du tourisme après la COVID-19 et de développement touristique durable. En 2022, une évaluation sur le tourisme et le genre a été conduite dans le pays et les résultats ont été largement diffusés dans le cadre d'une campagne de sensibilisation. D'autres sessions de formation ont également été organisées sur le thème de la «Formation des formateurs» afin de garantir l'appropriation locale des connaissances et de la durabilité.

Le soutien initial du CIR visant à améliorer la valeur des exportations du Timor-Leste grâce à FairTrade a également ouvert la voie à d'autres investissements par divers acteurs. La «Women's School of Leadership», par exemple, a reçu un appui dans le cadre de ce projet et constitue un héritage durable qui suscite une forte adhésion au niveau national. De même, le déploiement d'une initiative sur le commerce transfrontières dématérialisé constitue une autre piste de réforme du commerce afin d'améliorer l'intégration du pays dans l'économie mondiale.



Yémen



Nombre total de projets nationaux du CIR

2

Budget total (millions d'USD)

3,05

Avec une population d'environ 35 millions d'habitants, le Yémen occupe la pointe méridionale de la péninsule arabique, le long de l'une des routes commerciales les plus actives du monde. Le CIR est présent dans le pays depuis 2003 (sous sa forme antérieure, le CI). Durant les activités du CIR, des résultats importants ont été obtenus en termes de renforcement des capacités institutionnelles, avec le soutien du PNUD. En outre, le CIR a aidé le Yémen à se préparer à son accession à l'OMC en 2014 et à stimuler la croissance du secteur productif, en ciblant notamment le secteur de la santé des abeilles et de la production de miel.

En 2015, cependant, les problèmes politiques du pays ont entravé la capacité du CIR à intervenir, et toutes les activités ont fini par être suspendues à la fin de 2017. Néanmoins, la résilience du modèle de soutien du CIR a permis à l'équipe présente dans le pays de demeurer inchangée, le personnel encadrant restant sur place, prêt à reprendre les activités dès que possible.

Des activités de renforcement des capacités institutionnelles dans le domaine du commerce ont été conduites de 2009 à 2017. Ces efforts ont permis de créer un centre de formation pour le Ministère de l'industrie et du commerce du Yémen, où des formations linguistiques et aux technologies de l'information peuvent être dispensées au personnel du Ministère et au secteur privé. Le centre possède également une salle de conférences et un laboratoire informatique. À la demande du Ministère, l'UNMO a également créé un programme de formation destiné à ses hauts Fonctionnaires pour contribuer à accroître leurs compétences en matière de planification stratégique.

Durant sa période d'activité sous l'égide du CIR, l'UNMO au Yémen a travaillé en lien étroit avec le Ministère de l'industrie et du commerce pour intégrer tous les programmes et projets dans le cadre plus général des plans du Ministère.

Globalement, le soutien au renforcement des capacités institutionnelles au Yémen a été très fructueux. Les agents du Ministère ont joué un rôle moteur dans l'élaboration de la Stratégie nationale d'exportation et dans l'actualisation de l'EDIC, et un niveau élevé d'appropriation nationale et de durabilité a été atteint.

Le CIR a apporté son appui au secteur de l'apiculture et du miel du Yémen dès 2003, lorsque la matrice des actions de la première EDIC du pays l'a identifié comme secteur prioritaire. Mises en œuvre par le Centre international de physiologie et d'écologie des insectes à partir de 2011, ces activités ont visé à atténuer la pauvreté en améliorant les revenus des petits apiculteurs grâce à l'amélioration de leur productivité et de la qualité du miel et d'autres produits issus des ruches.

Avant la suspension de ses activités au Yémen, les travaux du CIR dans ce domaine ont conduit à la création de 2 000 ruches modernes et à la mobilisation de 1 200 apiculteurs dans le gouvernorat de Shabwah; à la création de 1 500 ruches et à la formation de 450 apiculteurs dans les domaines suivants: technologie des ruches à cadres, transfert de colonies des ruches yéménites traditionnelles vers des ruches à cadres modernes, maladies et parasites des abeilles mellifères, services de pollinisation, et effets de l'emploi indiscriminé de pesticides sur les abeilles du gouvernorat d'Al Hodeïda; et à la formation de 12 membres du personnel de l'Autorité de développement du Tihama sur les maladies de l'abeille mellifère et les diagnostics relatifs aux parasites.



© CIR

Près de la moitié des investissements du CIR dans la capacité de production sont axés sur l'agriculture.

Aperçus par pays

Pacifique et Amériques

Perspectives régionales



Nombre total
de projets du CIR

36



Nombre total de projets
régionaux du CIR

8



Budget total (millions d'USD)

22,99

Haïti
Îles Salomon
Kiribati
Samoa
Tuvalu
Vanuatu



© José Carlos Alexandre/CIR

Le CIR au service du tourisme durable.

Perspectives régionales

Le soutien du CIR dans le Pacifique et les Amériques se répartit dans six PMA ou pays récemment sortis de la catégorie des PMA. Ces pays sont géographiquement dispersés, car ils sont pour la plupart des États insulaires isolés, mais ils connaissent un certain nombre de problèmes similaires. La plupart d'entre eux dépendent fortement des importations. Le CIR s'est employé à équiper ces gouvernements des outils et connaissances stratégiques pour accroître le commerce dans des domaines tels que l'agriculture et la pêche, afin de faire évoluer les mentalités pour que ces secteurs ne soient plus seulement considérés comme vivriers.

Le CIR a travaillé en lien étroit avec ses partenaires dans la région, notamment le PNUD, le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (PIFS) et les principaux Donateurs comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'UE. Ainsi, un projet régional mis en œuvre par le PIFS a utilisé des fonds du CIR pour mobiliser des ressources provenant d'autres Donateurs afin de bâtir un cadre régional d'infrastructures de qualité. Il aide à renforcer les synergies et à réaliser les économies d'échelle nécessaires dans les PMA de la région. Grâce au financement du CIR, cinq évaluations de l'état de préparation au commerce électronique ont été conduites dans le Pacifique et constituent une base de renseignements utile pour soutenir le développement de la Stratégie régionale du PIFS en matière de commerce électronique.

Réalisations marquantes par pays

Haïti | La production annuelle de poisson parmi les petits pêcheurs bénéficiaires a augmenté de 23,5% par rapport aux volumes initiaux. En outre, l'engagement du CIR en faveur de l'intégration institutionnelle a été primordiale pour que les activités liées au commerce se poursuivent dans les pays faisant face à des difficultés politiques. Malgré leur fragilité, la consolidation de la mise en œuvre dans des systèmes nationaux permet des actualisations régulières et la reprise rapide des activités normales.

Îles Salomon | Entre 2014 et 2019, les arrivées de touristes aux Îles Salomon ont augmenté de 44% et la part des services touristiques dans le PIB a augmenté de 17,7%. Surtout, compte tenu du fait que les femmes sont à l'origine d'environ 90% des revenus générés dans le secteur du tourisme, ces efforts ont fortement contribué à leur autonomisation.

Kiribati | Kiribati a commencé de traiter en ligne les documents des navires et vols arrivant dans le pays et a actualisé son portail commercial national pour en faciliter l'accès. Le soutien du CIR aux capacités de Kiribati en matière de commerce électronique avant la COVID-19 a contribué à renforcer l'aptitude du pays à faire face à plusieurs problèmes posés par la pandémie, en assurant notamment une connectivité ininterrompue avec le CIR lorsque le personnel n'était pas en mesure de se déplacer. L'initiative a rencontré un tel succès que le développement des capacités numériques demeure une priorité après la pandémie.

Samoa | Le Samoa est sorti de la catégorie des PMA en 2014 mais le CIR a soutenu le pays tout au long du processus faisant suite à cette sortie. Ce soutien a notamment consisté à faire en sorte que le commerce conserve un niveau de priorité élevé pour le gouvernement, ce qui a permis de l'intégrer dans la planification nationale du développement.

Tuvalu | La production de poisson transformé à valeur ajoutée par les bénéficiaires du CIR a augmenté de 25%.

Vanuatu | Le guichet unique national établi avec le soutien du CIR a contribué à réduire les délais de traitement liés au commerce de plusieurs jours à dix minutes seulement, tout en produisant également d'importants bénéfices environnementaux, quelque 5 000 kilogrammes d'émissions de CO₂ ayant été économisées grâce à la réduction des besoins de déplacement. Le projet a également bénéficié d'un soutien supplémentaire de la part de l'Australie et entamera une nouvelle phase avec l'appui du budget national du Vanuatu.



Haïti

Nombre total de projets nationaux du CIR

7

Nombre total de projets régionaux du CIR

5

Budget total (millions d'USD)

3,84

Avec 78% de la population vivant sous le seuil de pauvreté, Haïti est le seul pays des Amériques à être considéré comme un PMA. Le CIR a noué des partenariats avec Haïti sur sept projets au cours de la dernière décennie, dans l'objectif de créer des emplois, de réduire la pauvreté et d'atténuer le déficit commercial du pays. Cinq de ces projets sont désormais achevés et deux sont encore en cours.

Les efforts déployés ont porté sur des questions telles que la nécessité d'améliorer les techniques de pêche et de production de sel afin de contribuer à la hausse du niveau de vie des personnes travaillant dans les coopératives et, plus généralement, d'améliorer les conditions de vie de ces populations. Près de 2 000 parties prenantes – dont 31% de femmes – ont bénéficié directement de ces efforts, y compris des pêcheurs, des producteurs de sel, des employés de projets et des artisans, ces bénéficiaires s'étant étendus à plus de 130 000 bénéficiaires indirects, dont 51% sont des femmes.

Le CIR a contribué à renforcer les capacités dans les secteurs de la pêche et du sel en organisant 12 cours de formation, en fournissant des appareils et des formations pour accroître durablement le rendement des captures, en fournissant des équipements de pêche (bateaux et moteurs) et en appuyant la construction de neuf unités de conservation et de transformation (dépassant ainsi les prévisions de 150%). Grâce aux efforts du CIR, la production annuelle de poisson des bénéficiaires ciblés a augmenté de 23,5% par rapport aux volumes initiaux.

Les capacités de production de sel ont également augmenté grâce à la construction de deux unités de production, qui comprennent 10 hectares de salines et 110 bassins salifères. Deux entrepôts ont également été construits. Les données relatives à la production de sel n'ont pas encore été collectées mais on estime que les capacités de production de sel dans les localités bénéficiaires ont presque triplé, passant de 75 millions de tonnes à 200 millions de tonnes depuis le lancement du projet.

En termes d'accès aux marchés, les progrès accomplis sont limités. Un accès nouveau mais limité a été obtenu au marché dominicain voisin, mais il n'y a pas eu de pénétration dans de nouveaux marchés. Le Canada et les États-Unis – qui sont des marchés traditionnels pour les exportations de pêche d'Haïti – ont continué d'importer environ 5% du volume des captures. Les problèmes politiques et de sécurité que Haïti a connus ces dernières années ont fortement entravé le mouvement des personnes et des marchandises.

Il est à noter que les projets menés à Haïti donnent un éclairage précieux sur l'approche sans équivalent du CIR, qui repose sur le renforcement de solides capacités locales et sur l'utilisation de partenariats internationaux, par exemple avec l'ITC, la CNUCED et l'UTI, dans des domaines allant de l'élaboration des stratégies commerciales au soutien aux femmes en matière de commerce numérique. Ce type d'intégration dans les structures officielles des administrations publiques et du secteur privé est une caractéristique propre aux projets du CIR et est primordial pour recueillir un soutien constant. Lorsque des difficultés politiques ou environnementales imprévues empêchent les Coordonnateurs de projet de se rendre sur place, les capacités locales permettent aux projets de se poursuivre et de continuer de produire leurs effets connexes.

Le CIR a également soutenu le renforcement des capacités institutionnelles à Haïti dans le cadre d'un certain nombre d'ateliers nationaux de formation sur le commerce intersectoriel, la gestion des projets et leur mise en œuvre. Des efforts visant à améliorer les conditions de l'activité des entreprises ont également été déployés, en ciblant notamment l'élaboration de nouvelles politiques commerciales, la mise en œuvre d'un plan intersectoriel à moyen terme, le renforcement des liens entre les réseaux intersectoriels de mise en œuvre, l'amélioration des capacités liées au commerce des agents publics et le développement des processus de certification des produits et systèmes.



Îles Salomon

Nombre total de projets nationaux du CIR

5

Nombre total de projets régionaux du CIR

6

Budget total (millions d'USD)

4,2

Les Îles Salomon occupent un archipel de six îles principales dans le Sud-Ouest de l'océan Pacifique. Le pays possède des ressources naturelles et humaines considérables mais il rencontre de grandes difficultés pour exploiter son potentiel économique. Le secteur du commerce est dominé par le commerce des marchandises, les tendances récentes affichant une hausse du déficit commercial des marchandises. Le CIR a fait des contributions considérables pour renforcer les capacités numériques dans les administrations publiques et pour que le pays tire parti de son environnement naturel afin de stimuler la croissance du secteur du tourisme. De même, le soutien à l'agriculture a contribué à favoriser un changement d'état d'esprit afin que l'agriculture soit considérée sous l'angle de son potentiel commercial plutôt que comme une activité strictement vivrière.

En 2017, le CIR a financé une évaluation de l'état de préparation des Îles Salomon au commerce électronique, conduite par la CNUCED. Compte tenu de l'isolement géographique des États insulaires du Pacifique, le commerce électronique recèle un fort potentiel de croissance. L'évaluation contenait des recommandations visant à libérer le potentiel du commerce électronique dans des domaines tels que les lacunes législatives, la facilitation des services de paiement mobile, et le renforcement des capacités des entreprises en matière de commerce électronique. Le soutien au commerce numérique a également permis d'autonomiser les petites entreprises locales, d'attirer l'investissement direct étranger (IDE) et de créer des possibilités d'emploi, en particulier pour les femmes et les jeunes.

Le tourisme est un autre domaine où les Îles Salomon ont un fort potentiel de croissance, et le secteur a été identifié dans son EDIC pour son potentiel inexploité. En 2014, le CIR a consacré 1,5 million d'USD au développement et à la promotion du secteur. Le projet a débouché sur l'élaboration d'une stratégie nationale des Îles Salomon en matière de tourisme, la première de leur histoire. Elle a ouvert la voie au renforcement des liens économiques entre

plusieurs acteurs du tourisme, notamment le secteur des croisières touristiques.

En 2017, le CIR a de nouveau favorisé le secteur de manière substantielle en soutenant une initiative visant à élaborer des normes minimales et un barème de classement pour les hébergements touristiques. Avant ces efforts, les options d'hébergement offertes aux touristes étrangers étaient imprévisibles et désorganisées. Les nouveaux outils offrent un ensemble de critères mesurables et d'items et services détaillés qui doivent être en place pour les hébergements touristiques. Entre 2014 et 2019, les arrivées de touristes aux Îles Salomon ont augmenté de 44% et la part des services touristiques dans le PIB a augmenté de 17,7%. Surtout, étant donné que les femmes sont à l'origine d'environ 90% des revenus générés dans le secteur du tourisme, ces efforts ont joué un rôle considérable en faveur de leur autonomisation.

Malgré la faible surface des terres arables, l'agriculture est un secteur essentiel aux Îles Salomon, représentant un tiers du PIB du pays et la majorité des possibilités d'emploi. Historiquement, le pays a privilégié le fait de produire assez de denrées alimentaires pour satisfaire la consommation intérieure et les exportations. Le CIR a favorisé les perspectives de croissance dans les secteurs du manioc et du taro, conformément aux recommandations formulées dans l'EDIC de 2015 et dans la Stratégie de développement national (2011-2020). La réussite du projet a convaincu l'Agence des États-Unis pour le développement international d'apporter également leur soutien, l'Australie, la Chine, la Nouvelle-Zélande.

Ces efforts visant à stimuler la production agricole ont permis de mieux faire connaître les nouvelles méthodes grâce auxquels le secteur peut contribuer à améliorer le niveau de vie et participer à l'économie nationale, y compris par les exportations et la collaboration avec le secteur du tourisme. Ainsi, ce secteur est de plus en plus considéré comme une activité commerciale plutôt que comme une activité de subsistance.



Kiribati

Nombre total de projets nationaux du CIR

4

Nombre total de projets régionaux du CIR

6

Budget total (million d'USD)

1,54

Avec une population de 122 700 habitants dispersés dans 33 îles du Pacifique, Kiribati se heurte à des difficultés d'intégration au commerce mondial du fait de son isolement géographique et de son faible vivier de main d'œuvre. Cet État insulaire abrite la plus grande réserve marine du Pacifique Sud, mais son économie demeure sous-développée et lourdement dépendante de l'agriculture et de la pêche vivrières. Les recettes supplémentaires provenant des licences de pêche commerciale constituent également une source de revenus. Kiribati est aussi l'un des cinq États insulaires du Pacifique à bénéficier d'une évaluation financée par le CIR de son état de préparation au commerce électronique, qui a largement contribué à éliminer les obstacles liés au commerce et à générer de nouvelles possibilités.

Le soutien du CIR à Kiribati s'est caractérisé par une diversité sans équivalent ailleurs, reposant sur la combinaison d'activités de renforcement des capacités institutionnelles et par secteur. Cette approche, dont la mise en œuvre a été consolidée grâce à l'appui du PNUD, a obtenu des résultats considérables en termes de renforcement des cadres réglementaires, y compris des politiques nouvelles et renforcées. L'amélioration des conditions réglementaires a contribué à promouvoir les petites et moyennes entreprises (PME), qu'elles soient nouvelles ou existantes, et à accroître l'intérêt des donateurs. Les politiques renforcées grâce aux initiatives du CIR ont également aidé à favoriser les chaînes de valeur et à diversifier l'économie de Kiribati en soutenant les PME dans des secteurs essentiels et axés sur les exportations, comme l'huile de noix de coco.

Le CIR a également soutenu les capacités de Kiribati en matière de commerce électronique à un moment crucial et lui a permis de surmonter une série de difficultés liées à la COVID-19 et de poursuivre le développement de ses capacités numériques après la pandémie. La CNUCED, partenaire de mise en œuvre, a conduit en 2019 un projet d'évaluation de l'état de préparation au commerce électronique et de renforcement des capacités qui visait à adresser des recommandations au

gouvernement sur l'élaboration des stratégies, les besoins en infrastructures et les méthodes de mise en œuvre et de formulation de politiques qui facilitent le développement des infrastructures et services de technologies de l'information et de la communication (TIC).

L'évaluation a permis d'identifier plusieurs obstacles qui compromettaient le potentiel de Kiribati en matière de commerce électronique, y compris de faibles volumes d'échanges et des difficultés logistiques, qui se traduisaient par des coûts élevés de transaction d'île à île. En outre, les enquêtes diffusées auprès d'acteurs publics, privés, étatiques et non étatiques dans le cadre de l'évaluation de l'état de préparation au commerce électronique ont révélé que le commerce électronique est mal connu à Kiribati, et 71% des répondants ont déclaré qu'il était nécessaire de renforcer les capacités pour améliorer les connaissances et compétences numériques dans les secteurs privé et public.

L'évaluation de l'état de préparation de Kiribati au commerce électronique contient des recommandations de mesures pratiques visant à saisir les occasions et éliminer les obstacles pour accroître la compétitivité globale du pays dans le domaine du commerce électronique et dans l'économie numérique dans son ensemble. En conséquence, le Gouvernement fédéral et les principaux ministères ont obtenu des succès démontrables dans l'actualisation de leurs politiques en matière de TIC, en adoptant des stratégies de promotion du commerce électronique. Kiribati a par exemple commencé de traiter les documents en ligne pour les navires et vols arrivant sur son territoire et a actualisé son portail commercial national pour en faciliter l'accès.

À bien des égards, les solutions numériques qui ont été identifiées dans cette évaluation financée par le CIR et généralisées durant la pandémie de coronavirus ont fait émerger de nouvelles possibilités en matière de TIC et de commerce électronique. Il est notable que l'évaluation de Kiribati est l'une des cinq évaluations financées dans le Pacifique (les autres concernant le Samoa, les Tuvalu, les Îles Salomon et le Vanuatu).



Samoa

Nombre total de projets nationaux du CIR

5

Nombre total de projets régionaux du CIR

2

Budget total (millions d'USD)

4

Le Samoa est un État insulaire du Pacifique Sud qui se compose d'un archipel de neuf îles, dont quatre sont inhabitées. L'économie du Samoa a longtemps dépendu de l'aide extérieure, des envois de fonds, du tourisme, de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, les noix de coco et le poisson constituant l'essentiel de ses exportations. Néanmoins, au fil de la période pendant laquelle le CIR a participé à des initiatives dans le pays, le commerce des services a connu une trajectoire à la hausse, le rythme de sa croissance robuste dépassant même celle du commerce des marchandises.

Durant la Phase Un du CIR, le Samoa a reçu un soutien pendant son processus de sortie de la catégorie des PMA (janvier 2014). Pendant la Phase Deux du CIR, le soutien apporté au Samoa après sa sortie de la catégorie des PMA a principalement porté sur la durabilité de sa croissance économique grâce au commerce. Ce soutien a notamment concerné le développement du secteur commercial grâce à l'augmentation des possibilités d'exportation, au renforcement des partenariats avec le secteur privé et à la hausse de l'emploi. Les autres domaines ciblés ont concerné la création de valeur ajoutée, la facilitation des échanges et l'autonomisation économique des femmes.

Les projets pilotes soutenus par le CIR se sont soldés par des succès remarquables lorsqu'ils ont ciblé les entrepreneurs locaux, dans l'objectif de créer et de promouvoir des produits destinés à des marchés de niche. Ainsi, l'un des projets a permis d'obtenir un contrat exclusif pour fournir la marque The Body Shop avec de l'huile de noix de coco vierge provenant du Samoa, malgré une forte concurrence d'autres fournisseurs potentiels. Ce projet s'inscrivait dans le cadre d'une initiative visant à créer de la valeur ajoutée pour les cultures traditionnelles orientées vers les exportations, comme le cacao et la noix de coco, et avec pour objectif principal d'autonomiser les femmes.

Le Samoa a la caractéristique d'être le premier pays à avoir bénéficié d'une évaluation de son état de préparation au

commerce électronique de la CNUCED. Les évaluations de 2017 ont brossé le tableau de l'écosystème national du commerce électronique, en donnant un aperçu des évaluations du commerce électronique, des infrastructures des TIC, des solutions de paiement, de la facilitation des échanges et de la logistique, des cadres législatifs et réglementaires, du développement des compétences et de l'accès aux financements. Ces efforts ont contribué à améliorer la compréhension du commerce électronique en tant que secteur ayant besoin d'infrastructures immatérielles, plutôt que d'infrastructures de TIC, de transport et de réglementation seulement. Le soutien du CIR dans le cadre de cette évaluation a constitué une première étape cruciale pour concevoir et mettre en œuvre la première Stratégie et feuille de route du Samoa en matière de commerce électronique.

Le CIR a également apporté une contribution importante pour améliorer le profil et les capacités commerciales des administrations publiques. Grâce à son intervention, par exemple, le commerce a été intégré dans la Stratégie de développement du Samoa et dans son Plan pour les échanges, le commerce et le secteur manufacturier. Les Fonctionnaires du Samoa ont également reçu une formation sur l'élaboration et le développement des politiques, les achats publics, les systèmes d'information et l'analyse des données, et le pays a intensifié sa participation aux instances commerciales internationales – notamment les négociations bilatérales, les négociations sur l'Accord du Pacifique pour le renforcement des relations économiques (PACER Plus) et les principales réunions de l'OMC.

En 2021, une évaluation externe a révélé que le «Programme de soutien du secteur commercial» avait «contribué à l'autonomisation économique des femmes et des jeunes, et soutenu les associations professionnelles et les petites entreprises (particulièrement dans les zones rurales) par le renforcement des capacités, le transfert de connaissances, la création d'emplois et un meilleur accès aux marchés internationaux.»



Tuvalu

Nombre total de projets nationaux du CIR

6

Nombre total de projets régionaux du CIR

6

Budget total (millions d'USD)

3,20

Avec une population ne dépassant pas environ 11 000 habitants répartis dans neuf îles isolées les unes des autres, les Tuvalu font face à une série de difficultés d'intégration au commerce. Pourtant, le commerce constitue 65% de l'ensemble du PIB de ce pays du Pacifique, la majorité des exportations étant destinées aux Fidji voisines (78%), puis à la Nouvelle-Zélande, à l'Indonésie et à l'Australie. Le secteur des services représente l'essentiel de l'emploi aux Tuvalu, et une part importante de l'économie repose sur les envois de fonds.

Le CIR a fortement investi dans des projets visant à accroître les capacités institutionnelles et humaines des Tuvalu en vue d'une intégration effective au commerce, les priorités liées au commerce incluant notamment l'agriculture, la pêche, la mobilité de la main d'œuvre et l'éducation. Les cadres réglementaires des Tuvalu ont été considérablement renforcés, et l'appui fourni par le CIR a permis d'élaborer une Stratégie nationale pour le développement durable, une stratégie en matière de commerce électronique, un Cadre de politique commerciale et une politique en matière de tourisme durable. Suite à l'élaboration de la nouvelle politique de tourisme, la Société financière internationale (qui fait partie du Groupe de la Banque mondiale) a fait part de son intérêt à travailler avec la Banque de développement des Tuvalu pour financer des projets liés au tourisme.

Dans le secteur de la pêche, une initiative du CIR a entraîné la hausse de 25% de la production de poisson transformé à valeur ajoutée. Le Département des pêches des Tuvalu, qui a collaboré au projet pour dispenser une formation sur le traitement du poisson après capture, a constaté une hausse de la demande de formation continue dans les îles périphériques.

Le CIR a également contribué à faciliter les échanges des Tuvalu avec les Donateurs et leur participation aux projets régionaux comme PACER Plus (l'accord commercial de l'Australie axé sur le développement et destiné à soutenir les États insulaires du Pacifique).

Au total, le soutien ciblé du CIR a permis de développer le secteur commercial de manière plus harmonisée et systématique et a jeté les bases de la mise en œuvre.

L'incubateur d'entreprises de l'Organisation nationale du secteur privé des Tuvalu (et ses installations connexes) est un exemple emblématique d'une telle initiative. Malgré les retards initiaux dus à des questions foncières, la construction de l'incubateur est désormais achevée et il joue un rôle essentiel pour soutenir les jeunes et nouvelles entreprises. L'incubateur a également obtenu l'appui technique de l'OIT – un partenariat qui sera indispensable pour permettre à l'incubateur d'offrir une expertise et des ressources précieuses aux entreprises locales.

La stratégie des Tuvalu en matière de commerce électronique est née d'une évaluation de l'état de préparation au commerce électronique conduite par la CNUCED, une initiative financée par le CIR et visant à évaluer la préparation du pays pour participer pleinement au secteur du commerce électronique et pour fournir des conseils dans des domaines recelant du potentiel et devant être aidés. Des enquêtes et des groupes de réflexion ont permis à l'évaluation de bénéficier des contributions de 51 établissements du secteur public et du secteur privé.

Un soutien approfondi a également été apporté aux femmes aux Tuvalu au cours de la Phase Deux du CIR, notamment sous la forme de la fourniture de machines à coudre et de formation dans des ONG dirigées par des femmes, ce qui a entraîné une hausse de la production des vêtements tissés localement et un renforcement des compétences. Le succès de cette initiative a clairement démontré comment la promotion active de l'égalité entre les femmes et les hommes peut se traduire par le renforcement de l'inclusivité et de l'autonomisation et par l'enrichissement du vivier de talents.



Vanuatu

Nombre total de projets nationaux du CIR

9

Nombre total de projets régionaux du CIR

6

Budget total (millions d'USD)

6,21

Le Vanuatu est un archipel de 83 îles situé dans le Pacifique Sud, environ 1 750 km à l'est de l'Australie. L'économie du pays repose en grande partie sur la petite agriculture, ainsi que sur la pêche, les services financiers offshore et le tourisme. Le Vanuatu, qui est sorti de la catégorie des PMA en 2020, est un modèle dans la région, malgré sa vulnérabilité face aux catastrophes naturelles. Le CIR lui a fourni un appui logistique ainsi qu'en matière de communications et d'analyse dans le cadre du processus de sortie de la catégorie des PMA, aidant notamment le pays à prendre une décision éclairée s'agissant des incidences liées au commerce.

Après un soutien initial durant la période faisant immédiatement suite à son accession à l'OMC en 2012, les efforts ont principalement consisté à aider le Vanuatu à préparer sa sortie de la catégorie des PMA et à l'accompagner dans les années qui ont suivi. L'impressionnante structure nationale de mise en œuvre, avec son dynamique Comité national de développement du commerce extérieur et son UNMO intégrée, a continué d'approfondir les mécanismes de rationalisation et ceux de coordination de l'Aide pour le commerce.

Le soutien récent a surtout visé à améliorer les infrastructures numériques du Vanuatu, y compris en établissant un solide Système de guichet unique électronique (ESW), en créant des liens numériques entre les postes et les douanes et en favorisant le commerce en ligne grâce à une évaluation de l'état de préparation au commerce électronique, financée par le CIR. Cofinancé par le CIR, l'Australie et le Gouvernement du Vanuatu, le système ESW a été créé avec l'appui technique de la CNUCED. Il a permis de réduire considérablement les délais de traitement, de plusieurs jours à dix minutes à peine, et de renforcer l'efficacité des mouvements transfrontières. En matière environnementale, les estimations montrent que les émissions de dioxyde de carbone ont baissé de 5 827 kg grâce à l'élimination ou à la réduction des formalités administratives liées aux demandes de certificats SPS et aux

processus de dédouanement du fret. Une enquête menée par la CESAP en 2021 a révélé que le Vanuatu a été élu premier État parmi les États insulaires en développement de la région Asie-Pacifique dans le domaine du commerce numérique et durable.

Le CIR a également collaboré avec la CNUCED et l'UPU sur une plate-forme universelle innovante de communication et de traitement des données entre services douaniers et postaux. Cette initiative aidera le Vanuatu à se mettre en conformité avec les prescriptions législatives internationales – notamment les règles législatives récemment adoptées par les États-Unis, l'UE, la Chine et d'autres – qui visent à faire face à la croissance rapide des volumes d'expéditions transfrontières du commerce électronique. En 2021, moins de 5% des envois postaux à destination du Vanuatu et moins de 0,1% des envois postaux en provenant étaient enregistrés dans le système douanier du pays. Une fois déployée, la plate-forme a permis l'échange électronique de données avancées et la mise à disposition des données correspondant à 100% des envois postaux (y compris les lettres et documents). En outre, entre 2016 et 2023, le Département des recettes douanières et fiscales a affiché des recettes annuelles en hausse de 33 à 134 millions d'USD.

Outre l'initiative relative au système ESW, les capacités numériques ont également constitué un domaine prioritaire pour stimuler le commerce électronique dans le pays. Le CIR a financé l'évaluation de l'état de préparation du Vanuatu au commerce électronique, conduite par la CNUCED en 2018, afin d'identifier les points forts, les points faibles et les possibilités des infrastructures nationales de commerce électronique, cette enquête ayant débouché sur la publication de la Stratégie et Feuille de route 2022 du Vanuatu en matière de commerce électronique.

Un projet d'infrastructures de tourisme, soutenu conjointement par la Nouvelle-Zélande et le CIR, a révolutionné les liens entre touristes et entreprises locales dans la capitale, Port Vila.



© José Carlos Alexandre/CIR

Vanuatu fait figure de réussite dans la région du Pacifique, malgré sa vulnérabilité aux catastrophes naturelles. Son économie repose en grande partie sur l'agriculture à petite échelle, suivie de la pêche, des services financiers offshore et du tourisme. La pêche, les services financiers offshore et le tourisme.

10

Annexes

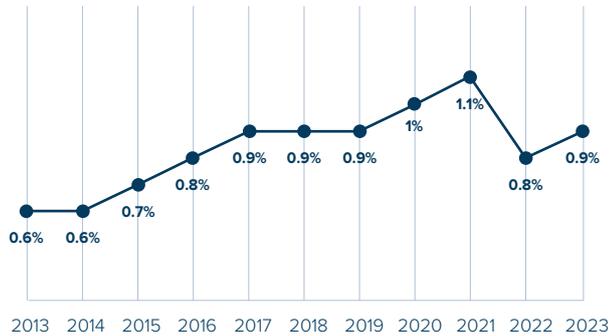
Le secteur dynamique du karité au Burkina Faso et dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest offre une large gamme de produits de qualité.





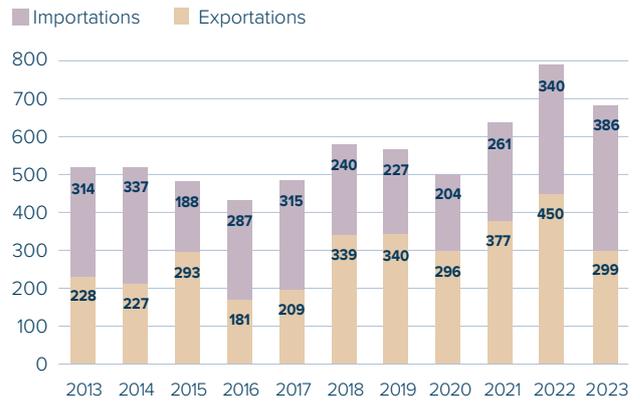
Indicateurs au niveau des impacts

A – Part des PMA dans les exportations de produits non pétroliers (%)



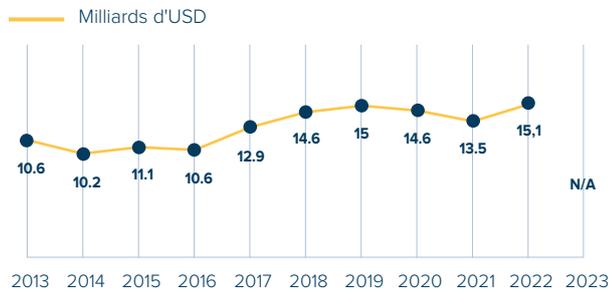
Source: Secrétariat de l'OMC.

B – Valeur du commerce des PMA (milliards d'USD)



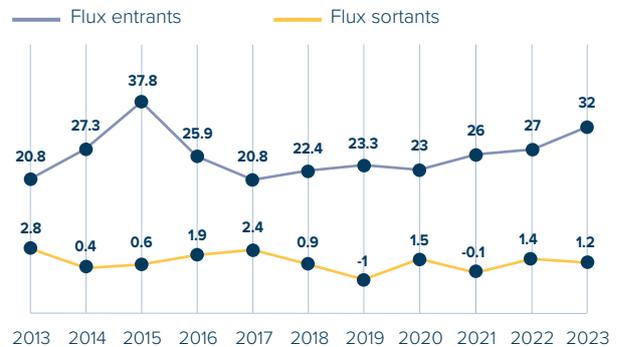
Source: Secrétariat de l'OMC.

C – Flux d'Aide pour le commerce à destination des PMA



Source: Secrétariat de l'OMC/OCDE.

D – Investissement étranger direct (IED) dans les PMA (milliards d'USD)



Source: Rapport sur l'investissement dans le monde, CNUCED.

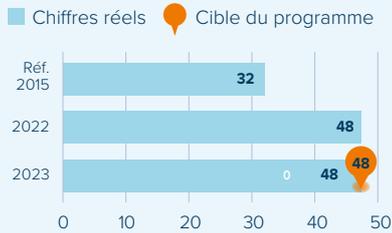
E – Indice de développement humain (IDH) dans les PMA



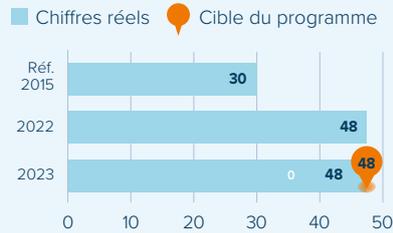
Source: Rapport sur le Développement Humain 2020, PNUD.

Résultat 1 – Amélioration de l’environnement commercial propice à une croissance inclusive et durable des PMA

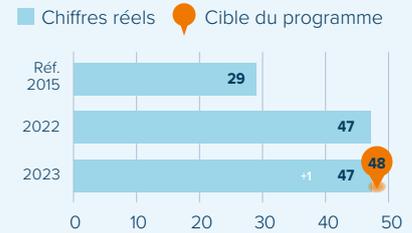
1.a. – Nombre de pays du CIR qui ont intégré le commerce dans leur plan national de développement



1.b. – Nombre de pays du CIR qui disposent de mécanismes effectifs de coordination dans le domaine commercial

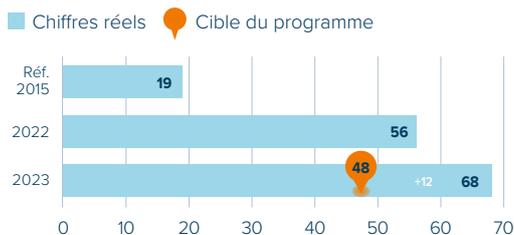


1.c. – Nombre de pays du CIR qui disposent de stratégies sectorielles intégrant le commerce

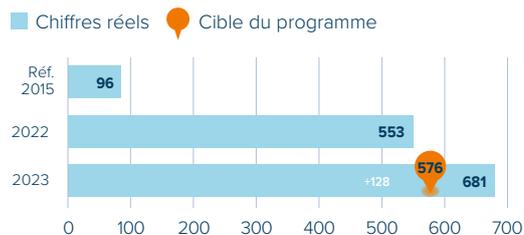


Produit 1 – Amélioration des cadres politiques et réglementaires fondés sur des données probantes pour le commerce et l’investissement

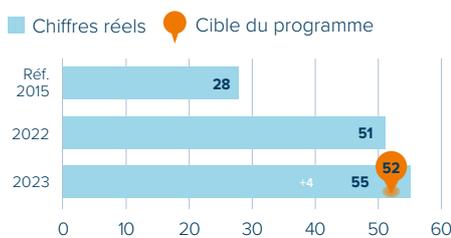
1.1.a. – Nombre de politiques en matière de commerce et d’investissement de qualité, formulées et mises à jour avec le soutien du CIR



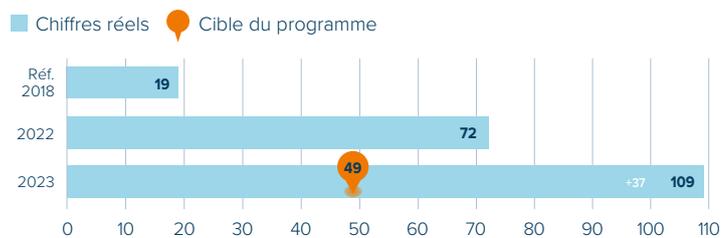
1.1.b. – Nombre d’actions visant à améliorer la législation et la participation à divers processus et réunions liés au commerce



1.1.c. – Nombre d’EDIC développées avec l’aide du CIR

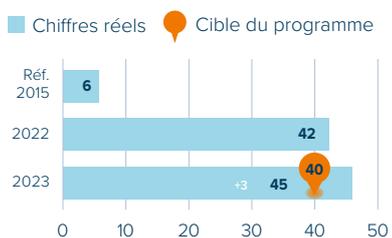


1.1.d. – Nombre de règlements liés au commerce et à l’investissement adoptés

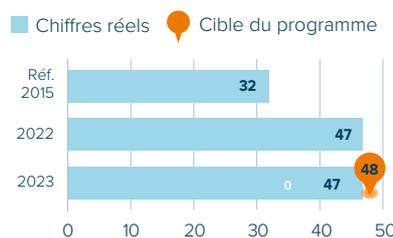


Produit 2 – Renforcement de la coordination institutionnelle pour le développement du commerce et l’investissement

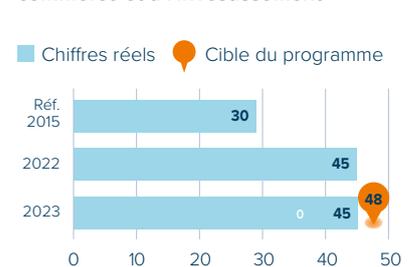
1.2.a. – Nombre de pays du CIR dans lesquels les Unités nationales de mise en œuvre du CIR sont intégrées aux structures gouvernementales



1.2.b. – Nombre de pays du CIR qui disposent de mécanismes de coordination public-privé efficaces et de qualité

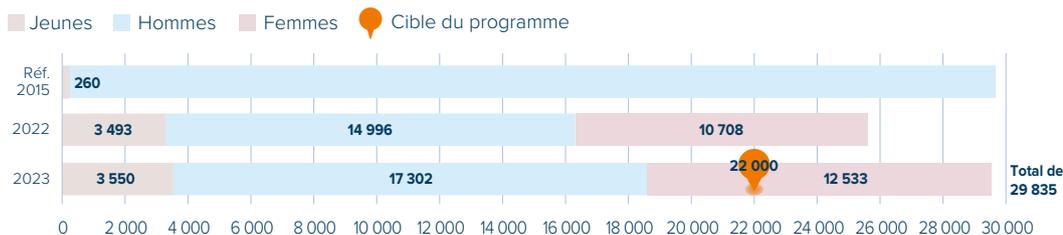


1.2.c. – Nombre de pays du CIR qui disposent de mécanismes pour un dialogue de qualité entre le gouvernement et les donateurs sur les questions liées au commerce et à l’investissement



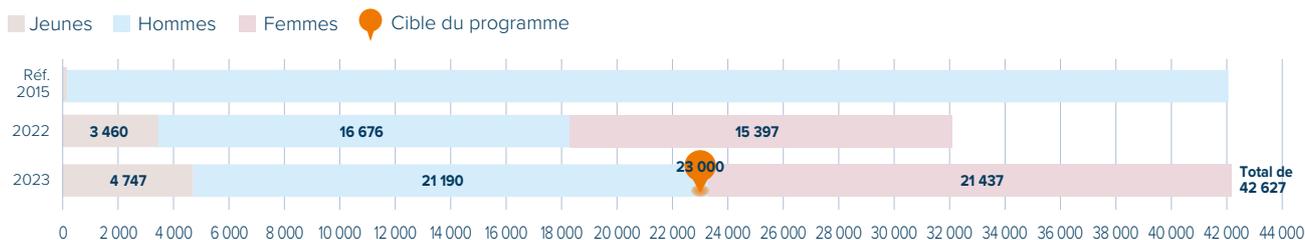
Produit 3 – Renforcement des capacités de formulation et de mise en œuvre des politiques

1.3.a. – Nombre de fonctionnaires (ventilés par sexe et par âge) formés dans des domaines liés à l'investissement et au commerce



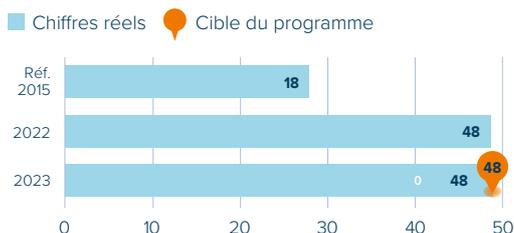
Note: Le graphique présente le total cumulé des hommes et femmes participants. Les jeunes sont inclus à titre indicatif et ne contribuent pas au total cumulé.

1.3.b. – Nombre de représentants du secteur privé et de la société civile (ventilé par sexe et par âge) qui ont été formés dans des domaines liés à l'investissement et au commerce pour participer au programme national en matière de commerce



Note: Le graphique présente le total cumulé des hommes et femmes participants. Les jeunes sont inclus à titre indicatif et ne contribuent pas au total cumulé.

1.3.c. – Nombre de pays du CIR qui disposent d'outils de communication de renseignements liés à l'investissement et au commerce pour les diverses parties prenantes

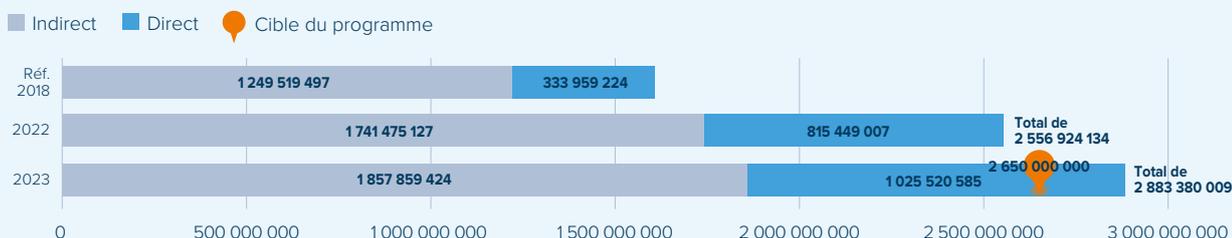


Résultats 2 – Accroissement des exportations et amélioration de l'accès aux marchés internationaux pour les PMA

2.a. – Volume de la production générée grâce aux interventions du CIR (tonnes)

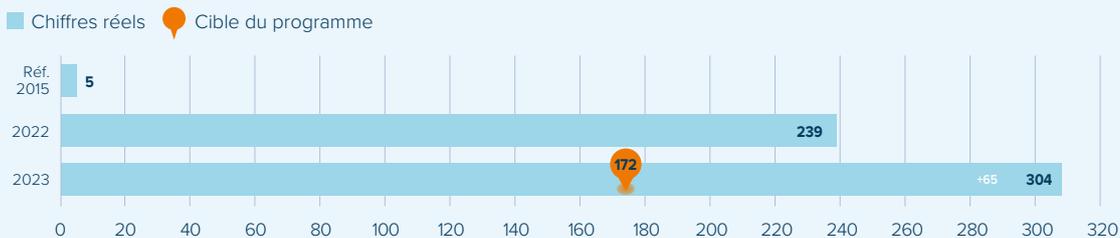


2.b. – Valeur (USD) des exportations générées grâce aux interventions du CIR



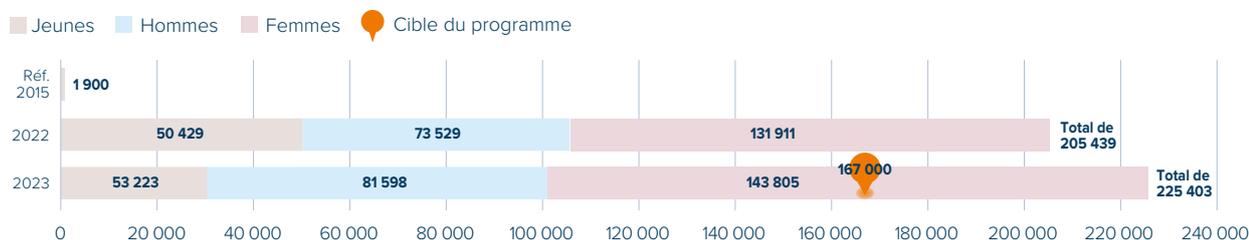
Résultat 2 – Croissance des exportations et amélioration de l'accès aux marchés internationaux pour les PMA (continuation)

2.c. – Nombre de nouveaux marchés internationaux pénétrés avec l'aide du CIR



Produit 1 – Amélioration de la participation des pays du CIR aux chaînes de valeur stratégiques pour une connectivité accrue aux marchés

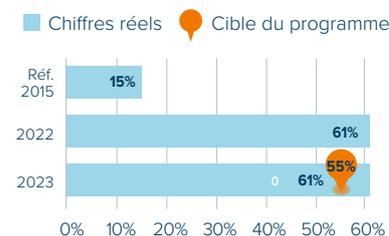
2.1.a. – Nombre total de personnes (ventilé par sexe et par âge) qui ont été formées aux pratiques relatives aux chaînes de valeur grâce à une participation aux initiatives de renforcement des capacités du CIR



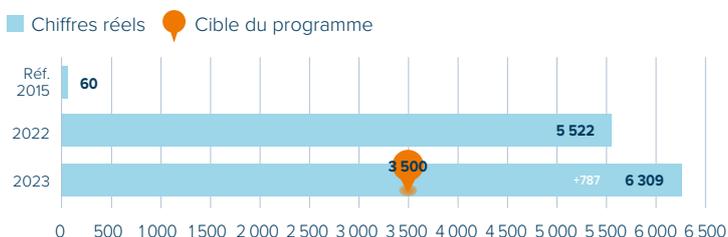
2.1.b. – Nombre d'activités de sensibilisation menées sur la problématique hommes-femmes et l'environnement



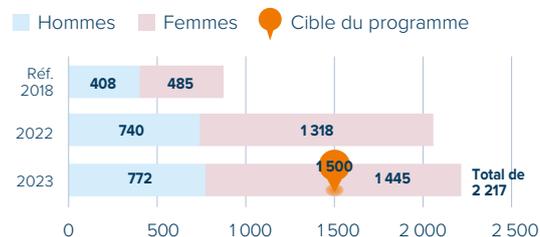
2.1.c. – Pourcentage de femmes parmi les bénéficiaires directs des projets dans les secteurs de production financés par le CIR



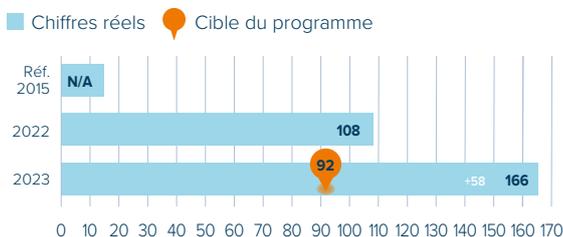
2.1.d. – Nombre d'associations de producteurs formées aux pratiques relatives aux chaînes de valeur



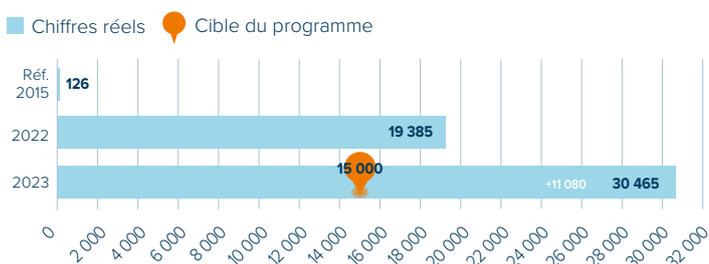
2.1.e. – Nombre de personnes (ventilé par sexe) participant à des foires commerciales liées à la connectivité des marchés



2.1.f. – Nombre d'initiatives de facilitation des échanges entreprises avec le soutien du CIR

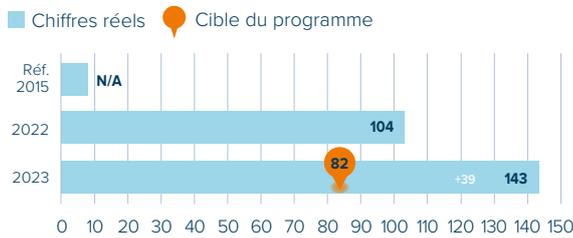


2.1.g. – Nombre de MPME soutenues dans le cadre d'un projet du CIR

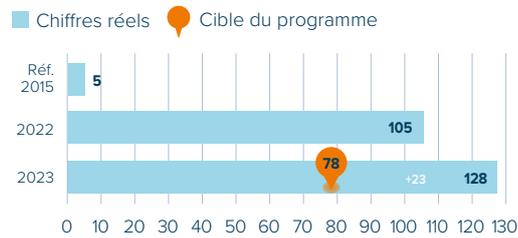


Produit 2 – Amélioration de l'utilisation de la technologie dans la production et les services pour certaines chaînes de valeur

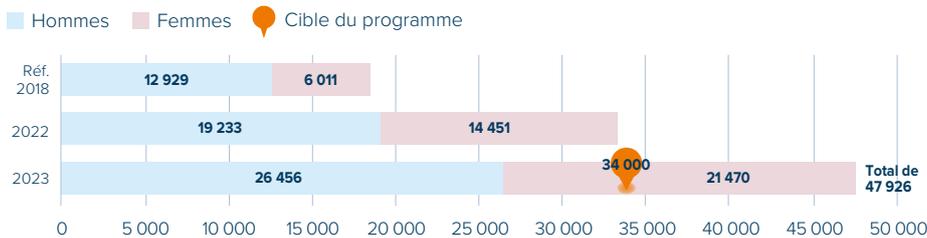
2.2.a. – Nombre d'initiatives lancées pour le commerce électronique



2.2.b. – Nombre de nouvelles technologies adoptées grâce au soutien du CIR

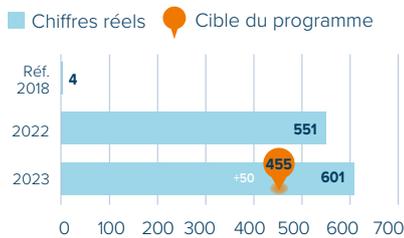


2.2.c. – Nombre de personnes (ventilé par sexe) ayant adopté de nouvelles technologies grâce aux initiatives de renforcement des capacités du CIR

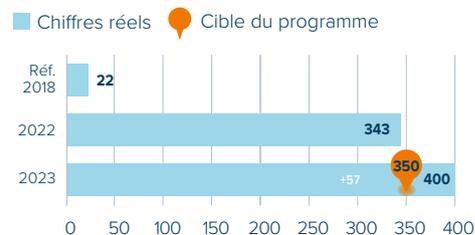


Produit 3 – Soutien aux pays du CIR visant à mobiliser (directement ou indirectement) des ressources supplémentaires

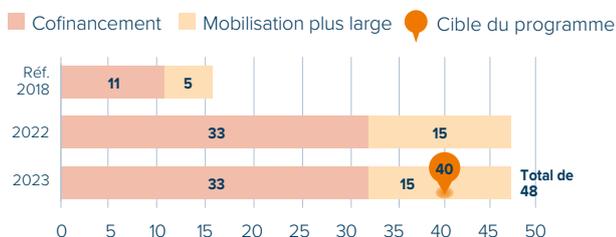
2.3.a. – Nombre de mesures prises par les partenaires du CIR (organisations/PEMO) pour mobiliser des financements et de l'expertise



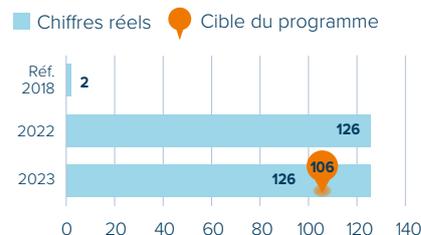
2.3.b. – Nombre de projets financés par les partenaires de développement (donateurs/organisations/banques de développement) liés à la matrice des actions de l'Étude diagnostique sur l'intégration du commerce



2.3.c. – Nombre de projets du CIR mobilisant des ressources du secteur privé



2.3.d. – Nombre de projets du CIR bénéficiant d'un financement additionnel de la part de gouvernements et de partenaires de développement



Note: Les chiffres en blanc indiquent les changements en 2023.

Liste des projets



Au 31 décembre 2023

Nom du pays	Projet	Phase Un du CIR	Phase Deux du CIR	Total général
Afghanistan	Étude diagnostique sur l'intégration du commerce (ÉDIC)	400 000		400 000
	Pré-ÉDIC	50 000		50 000
	Mise à jour de l'ÉDIC *		1 713	1 713
	Soutien du CIR aux arrangements nationaux de mise en œuvre (ANMO) (catégorie 1, phase 1) *		12 560	12 560
	Soutien aux ANMO (remanié) *		62 440	62 440
	Total		450 000	76 713
Angola	Mise à jour de l'ÉDIC		300 000	300 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1		150 000	150 000
	Total		450 000	450 000
Bangladesh	Pré-ÉDIC	50 000		50 000
	ÉDIC	460 000		460 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	300 000		300 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1 - années 2 et 3		331 731	600 000
	Projet de développement de la compétitivité des exportations		699 810	856 528
	Mise à jour de l'ÉDIC (remanié)		172 379	200 000
	Total		810 000	1 203 920
Bénin	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	1 499 991		1 499 991
	Mise à jour de l'ÉDIC	196 353		196 353
	Renforcement des capacités productives et commerciales	2 955 805		2 955 805
	Étude de faisabilité sur l'établissement d'installations pour le commerce transfrontières		118 377	118 377
	Développement de la chaîne de valeur du karité		1 500 000	1 500 000
	Soutien à la durabilité		291 417	291 417
	Stratégie d'exportation nationale		200 000	200 000
	Total		4 652 149	2 109 794
Bhutan	Diversification des exportations - Brand Bhutan	50 000		50 000
	Pré-ÉDIC	400 000		400 000
	ÉDIC	900 053		900 053
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1		1 482 270	1 482 270
	Infrastructure électronique (E4T)		600 000	600 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, Phase Deux		200 000	200 000
	Mise à jour de l'ÉDIC		1 577 030	1 577 030
	Post-soutien à la durabilité		73 921	73 921
	Total		1 350 053	3 933 221

* Ces projets ont été interrompus.

Nom du pays	Projet	Phase Un du CIR	Phase Deux du CIR	Total général
Burkina Faso	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	1 465 002		1 465 002
	Renforcement des capacités productives et commerciales de la filière sésame	2 666 884		2 666 884
	Mise à jour de l'ÉDIC	191 322		191 322
	Karité - Étude de faisabilité	196 094		196 094
	Mangue et noix de cajou	2 997 232		2 997 232
	Intégration	70 621		70 621
	Soutien à la durabilité		286 764	286 764
	Filière du karité (PACFI-K)		2 053 230	2 053 230
	Post-soutien à la durabilité		75 000	75 000
	Total		7 587 156	2 414 994
Burundi	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	1 499 476		1 499 476
	Mise à jour de l'ÉDIC	198 268		198 268
	Soutien SPS pour l'agro-industrie	2 503 277		2 503 277
	Mécanismes de soutien à l'exportation	606 274		606 274
	Soutien à la durabilité		296 592	296 592
	Deuxième mise à jour de l'ÉDIC		238 070	238 070
	Total		4 807 296	534 662
Cabo Verde	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	900 000		900 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	200 000		200 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, Phase Deux		594 344	594 344
	Total	1 100 000	594 344	1 694 344
Cambodge	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	1 288 392		1 288 392
	Programme pour la diversification et le développement des exportations au Cambodge (CEDEP) I - Soie	974 980		974 980
	CEDEP I - Évaluation	220 661		220 661
	CEDEP I - Riz	1 112 847		1 112 847
	Mise à jour de l'ÉDIC	194 355		194 355
	CEDEP II - Pêche en mer	988 953		988 953
	CEDEP II - Manioc	993 955		993 955
	CEDEP II - Évaluation	339 952		339 952
	CEDEP II - Académie des arts culinaires	950 000		950 000
	Soutien à la durabilité		201 192	201 192
	Deuxième mise à jour de l'ÉDIC		185 756	185 756
	Formulation d'une stratégie en matière de commerce électronique		116 917	116 917
	Go4eCAM		1 674 143	1 674 143
	Total	7 064 095	2 178 009	9 242 104

Nom du pays	Projet	Phase Un du CIR	Phase Deux du CIR	Total général
Comores	Mise à jour de l'ÉDIC	256 791		256 791
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	900 000		900 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, Phase Deux	599 650		599 650
	Compétitivité des exportations	3 503 237		3 503 237
	Soutien à la durabilité		299 543	299 543
	Soutien à l'intégration		199 933	199 933
	Écotourisme		1 694 000	1 694 000
	Soutien en faveur de l'accession à l'OMC		100 000	100 000
	Total		5 259 678	2 293 476
Djibouti	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	1 381 375		1 381 375
	Soutien aux ANMO par CCI	642 592		642 592
	Mise à jour de l'ÉDIC	196 529		196 529
	Développement et promotion du tourisme		1 469 088	1 469 088
	Soutien à la durabilité		300 000	300 000
	Amélioration des conditions de l'activité des entreprises et développement de l'entrepreneuriat		1 509 709	1 509 709
	Élaboration de la stratégie nationale en matière de commerce et de commerce électronique		119 676	119 676
	Total		2 220 496	3 398 472
Éthiopie	Soutien aux ANMO par CCI	49 963		49 963
	Mise à jour de l'ÉDIC	390 058		390 058
	Soutien aux ANMO - phase 1	625 000		625 000
	Production de miel de qualité et commerce équitable (Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes)		1 484 978	1 484 978
	Soutien aux ANMO - Phase Deux		490 000	490 000
	Soutien à la durabilité		368 134	368 134
	Total		1 065 021	2 343 112
Éthiopie	Soutien aux ANMO par CCI	49 963		49 963
	Mise à jour de l'ÉDIC	390 058		390 058
	Soutien aux ANMO - phase 1	625 000		625 000
	Production de miel de qualité et commerce équitable (Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes)		1 484 978	1 484 978
	Soutien aux ANMO - Phase Deux		490 000	490 000
	Soutien à la durabilité		368 134	368 134
	Total		1 065 021	2 343 112

Nom du pays	Projet	Phase Un du CIR	Phase Deux du CIR	Total général
Gambie	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	1 498 986		1 498 986
	Mise à jour de l'ÉDIC	193 559		193 559
	Compétitivité sectorielle et diversification des exportations (SCEDP)	2 340 528		2 340 528
	Facilitation des échanges (aéroport)	2 494 200		2 494 200
	Intégration	89 409		89 409
	Soutien à la durabilité		297 453	297 453
	Programme de lutte contre l'aflatoxine (projet pilote)		50 000	50 000
	SheTrades Gambie		285 607	285 607
	Analyse du commerce et de l'économie numérique		60 306	60 306
	Reprise après la COVID-19 - Accès aux marchés des horticultrices		200 000	200 000
	Intégration du commerce et renforcement des chaînes de valeur - Activités post-soutien à la durabilité		245 000	245 000
	Total		6 616 683	1 138 367
Guinée	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	1 500 000		1 500 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	278 476		278 476
	Mangue (PRODEFIMA)	2 998 148		2 998 148
	Renforcement de la capacité opérationnelle de l'Office national de contrôle de qualité		1 497 970	1 497 970
	Soutien à la durabilité		300 000	300 000
	Stratégie nationale de développement du commerce		200 000	200 000
	Coopération à flux inversé sur le renforcement de la chaîne de valeur		348 090	348 090
	Post-soutien à la durabilité		244 000	244 000
	Total		4 776 624	2 590 060
Guinée-Bissau	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	1 500 000		1 500 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	199 435		199 435
	Soutien aux ANMO par CCI	205 610		205 610
	Soutien à la durabilité		298 860	298 860
	Développement de la pêche artisanale (DESPAR-GB)		1 500 000	1 500 000
	Total		1 905 045	1 798 860
Guinée équatoriale	Pré-ÉDIC		50 000	50 000
	ÉDIC		284 667	284 667
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1		898 560	898 560
	Total		1 233 227	1 233 227

Nom du pays	Projet	Phase Un du CIR	Phase Deux du CIR	Total général
Haïti	Pré-ÉDIC	50 000		50 000
	ÉDIC	294 953		294 953
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	900 000		900 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, Phase Deux		591 545	591 545
	Étude de faisabilité - Secteur agricole		174 424	174 424
	Soutien à la durabilité		297 251	297 251
	Pêche et sel de mer		1 534 100	1 534 100
	Total		1 244 953	2 597 320
Îles Salomon	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2 - années 1 à 4	1 200 000		1 200 000
	Tourisme (SI-TIDE)	1 500 000		1 500 000
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique		46 460	46 460
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, Phase Deux - année 5		150 000	150 000
	Renforcement des capacités pour le commerce des produits agricoles (ECAT)		1 300 000	1 300 000
	Total		2 700 000	1 496 460
Kiribati	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1 - années 1 et 2	600 000		600 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1 - année 3		279 183	279 183
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique		60 106	60 106
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, Phase Deux		600 000	600 000
	Total		600 000	939 289
Lesotho	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	1 296 857		1 296 857
	Mise à jour de l'ÉDIC	160 000		160 000
	Productivité agricole	2 705 214		2 705 214
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique		54 409	54 409
	Feuille de route pour la Stratégie d'exportation nationale		97 186	97 186
	Intégration du commerce - Politique commerciale nationale		170 277	170 277
	Soutien à la durabilité		299 754	299 754
	Total		4 162 071	621 626
Libéria	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	1 499 900		1 499 900
	Mise à jour de l'ÉDIC	199 640		199 640
	Études de faisabilité concernant le tourisme et l'ameublement	199 433		199 433
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique		49 204	49 204
	Tourisme du surf		460 941	460 941
	Soutien à la durabilité		150 000	150 000
	Total		1 898 973	660 145

Nom du pays	Projet	Phase Un du CIR	Phase Deux du CIR	Total général
Madagascar	Mise à jour de l'ÉDIC	223 840		223 840
	Pré-ÉDIC	49 677		49 677
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2		1 187 424	1 187 424
	Total	273 517	1 187 424	1 460 941
Malawi	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	899 250		899 250
	Mise à jour de l'ÉDIC	199 080		199 080
	Lien des petits exploitants avec l'agroalimentaire (NASFAM)	1 648 750		1 648 750
	Soutien au secteur agroalimentaire (MITC) - Phase Un du CIR	1 146 299		1 146 299
	Étude sur les zones économiques spéciales (MITC-SEZ)	197 237		197 237
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, Phase Deux		593 173	593 173
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique		59 757	59 757
	Soutien au secteur agroalimentaire (MITC) - Phase Deux du CIR		204 378	204 378
	Soutien à la durabilité		317 648	317 648
	Don pour l'élaboration de projets (DEP) - Stratégie d'exportation nationale II		100 000	100 000
	Coproduits du coton		48 946	48 946
	Total	4 090 616	1 323 901	5 414 517
Maldives	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	1 495 522		1 495 522
	Renforcement des capacités institutionnelles pour la facilitation des échanges	1 557 502		1 557 502
	Total	3 053 024		3 053 024
Mali	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	1 412 863		1 412 863
	Gomme arabique - Phase Un du CIR	2 825 340		2 825 340
	Mise à jour de l'ÉDIC	200 000		200 000
	Gomme arabique - Phase Deux du CIR		798 051	798 051
	Soutien à la durabilité		299 643	299 643
	Développement de la filière karité (PRODEFIKA)		1 543 000	1 543 000
	Total	4 438 203	2 640 694	7 078 897
Mauritanie	Mise à jour de l'ÉDIC	400 000		400 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1		890 216	890 216
	Écotourisme (PNBA)		1 570 500	1 570 500
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, Phase Deux		599 984	599 984
	Total	400 000	3 060 700	3 460 700
Mozambique	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	597 472		597 472
	Soutien aux ANMO par CCI	184 150		184 150
	Mise à jour de l'ÉDIC	195 755		195 755
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, Phase Deux - Remanié		218 000	218 000
	Total	977 377	218 000	1 195 377

Nom du pays	Projet	Phase Un du CIR	Phase Deux du CIR	Total général
Myanmar	Pré-ÉDIC	50 000		50 000
	ÉDIC	340 050		340 050
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1 - années 1 et 2	600 000		600 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1 - année 3		293 613	293 613
	Projet combiné - Renforcement du commerce des services (M-STEP) et soutien aux ANMO - projet de catégorie 1, Phase Deux		885 421	885 421
	Total	990 050	1 179 034	2 169 084
Népal	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	941 687		941 687
	Compétitivité de la filière gingembre	700 642		700 642
	Pashmina (PETS)	1 861 603		1 861 603
	Plantes médicinales et aromatiques - Phase Un du CIR	3 580 000		3 580 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	86 448		86 448
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique		44 274	44 274
	Plantes médicinales et aromatiques - Phase Deux du CIR		125 639	125 639
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, Phase Deux - Remanié		311 865	311 865
	Exportation de thé durable (NISTE)		1 271 483	1 271 483
	Soutien à la durabilité		20 975	20 975
	Total	7 170 380	1 774 237	8 944 617
Niger	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	1 492 140		1 492 140
	Mise à jour de l'ÉDIC	193 144		193 144
	Cuir et peaux	2 271 070		2 271 070
	Soutien à la durabilité		300 000	300 000
	Développement de la filière sésame		1 496 764	1 496 764
	Post-soutien à la durabilité		287 001	287 001
	Total	3 956 353	2 083 765	6 040 118
Ouganda	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	1 495 932		1 495 932
	Mise à jour de l'ÉDIC	192 592		192 592
	Services commerciaux de district (DICOSS)	2 987 089		2 987 089
	Soutien à la durabilité		262 685	262 685
	Développement de l'artisanat et de la fabrication de souvenirs (HSDP)		1 700 400	1 700 400
	Deuxième mise à jour de l'ÉDIC		193 372	193 372
	Post-soutien à la durabilité		125 000	125 000
	Total	4 675 613	2 281 457	6 957 070

Nom du pays	Projet	Phase Un du CIR	Phase Deux du CIR	Total général
RDP lao	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	1 446 260		1 446 260
	Mise à jour de l'ÉDIC	390 484		390 484
	Qualité et statistiques	2 488 411		2 488 411
	Intégration	198 496		198 496
	Projet combiné - Promotion de la compétitivité des exportations et soutien à la durabilité		1 973 405	1 973 405
	Deuxième mise à jour de l'ÉDIC		179 455	179 455
	Total	4 523 651	2 152 860	6 676 511
République centrafricaine	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	900 000		900 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	29 455		29 455
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, Phase Deux		564 186	564 186
	Sésame, maïs et huile de palme		1 697 000	1 697 000
	Deuxième mise à jour de l'ÉDIC		150 000	150 000
	Total	929 455	2 411 186	3 340 641
République démocratique du Congo	ÉDIC	400 000		400 000
	Pré-ÉDIC	49 841		49 841
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	1 500 159		1 500 159
	Soutien aux ANMO par CCI - catégorie 1, phase 1	252 520		252 520
	Huile de palme	2 647 745		2 647 745
	Soutien aux ANMO par CCI - catégorie 1, Phase Deux	75 193		75 193
	Mise à jour de l'ÉDIC		198 810	198 810
	Soutien à la durabilité		160 350	160 350
Total	4 925 458	359 160	5 284 618	
Rwanda	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	1 634 400		1 634 400
	Développement des capacités transfrontières	3 324 948		3 324 948
	Soutien à la durabilité		299 424	299 424
	Compétitivité commerciale grâce au commerce électronique		500 000	500 000
	Croissance des exportations		1 488 243	1 488 243
	Lancement de la ZLECAf - Post-soutien à la durabilité		237 000	237 000
	Total	4 959 348	2 524 667	7 484 015
Samoa	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	898 682		898 682
	Programme de soutien du secteur commercial (TSSP) - Phase Un du CIR	2 364 849		2 364 849
	Mise à jour de l'ÉDIC	156 469		156 469
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique		42 347	42 347
	TSSP - Phase Deux du CIR		539 378	539 378
	Total	3 420 000	581 725	4 001 725

Nom du pays	Projet	Phase Un du CIR	Phase Deux du CIR	Total général
São Tomé-et-Príncipe	Mise à jour de l'ÉDIC	173 705		173 705
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1		900 000	900 000
	Total	173 705	900 000	1 073 705
Sénégal	Soutien aux ANMO - catégorie 1 phase 1	900 000		900 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	195 734		195 734
	Compétitivité de la filière mangue - Phase Un du CIR	2 877 541		2 877 541
	Soutien aux ANMO - catégorie 1 Phase Deux		600 000	600 000
	Intégration du commerce		199 494	199 494
	Météorologie		1 391 450	1 391 450
	Compétitivité de la filière mangue - Phase Deux du CIR		112 002	112 002
	Soutien à la durabilité		273 788	273 788
	Établissement de la plate-forme nationale de commerce électronique		390 000	390 000
	Total	3 973 275	2 966 733	6 940 009
Sierra Leone	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	1 392 393		1 392 393
	Mise à jour de l'ÉDIC	199 873		199 873
	Tourisme durable (STDPP)	811 074		811 074
	Soutien à la durabilité		166 466	166 466
	Tourisme durable (STDPP) - Remanié		1 699 574	1 699 574
	Total	2 403 340	1 866 041	4 269 381
Somalie	Pré-ÉDIC	50 875		50 875
	Renforcement des capacités institutionnelles en vue de l'accession de la Somalie à l'OMC et de l'intégration du commerce		303 750	303 750
	Total	50 875	303 750	354 625
Soudan	Mise à jour de l'ÉDIC	197 759		197 759
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1 - Remanié		200 000	200 000
	Total	197 759	200 000	397 759
Soudan du Sud	ÉDIC	398 456		398 456
	Pré-ÉDIC	50 000		50 000
	Intégration du commerce		115 365	115 365
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2		1 200 000	1 200 000
	Mise à jour de l'ÉDIC		200 000	200 000
	Total	448 456	1 515 365	1 963 821
Tanzanie	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	900 000		900 000
	Mise à jour de l'ÉDIC	340 466		340 466
	Projet combiné - Capacités des MPME et projet de catégorie 1, Phase Deux		2 100 000	2 100 000
	Total	1 240 466	2 100 000	3 340 466

Nom du pays	Projet	Phase Un du CIR	Phase Deux du CIR	Total général
Tchad	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	1 500 000		1 500 000
	Soutien aux ANMO par le Conseiller en commerce international (CCI)	730 541		730 541
	Mise à jour de l'ÉDIC	367 000		367 000
	Gomme arabique (PRCCGAT)	2 492 036		2 492 036
	Gomme arabique - Soutien par CCI	375 180		375 180
	Étude de faisabilité pour soutenir les filières datte, natron et sésame	147 235		147 235
	Soutien à la durabilité		297 028	297 028
	Cuir et peaux (PRCCFPCT)		1 491 538	1 491 538
	Post-soutien à la durabilité		274 000	274 000
	Total		5 611 992	2 062 566
Timor-Leste	Pré-ÉDIC	43 515		43 515
	Renforcement des capacités en vue de l'accèsion à l'OMC et de l'intégration du commerce		380 000	380 000
	Autonomisation des femmes et redressement du tourisme		149 640	149 640
	Total	43 515	529 640	573 155
Togo	ÉDIC	400 000		400 000
	Pre-ÉDIC	50 000		50 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	1 500 000		1 500 000
	Soja	2 991 216		2 991 216
	Mise à jour de l'ÉDIC	200 000		200 000
	Projet combiné - Soutien à la durabilité - Cajou et karité (PRODAK)		1 800 000	1 800 000
	Coproduits du coton		48 915	48 915
	Mise à jour de la politique nationale de développement du commerce		100 000	100 000
	Post-soutien à la durabilité		265 000	265 000
	Total	5 141 216	2 213 915	7 355 131
Tuvalu	Mise à jour de l'ÉDIC	156 445		156 445
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	900 000		900 000
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique		59 938	59 938
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, Phase Deux		502 027	502 027
	Commerce et développement intégré du secteur privé		1 500 000	1 500 000
	Soutien à la durabilité		85 000	85 000
	Total	1 056 445	2 146 964	3 203 410

Nom du pays	Projet	Phase Un du CIR	Phase Deux du CIR	Total général
Vanuatu	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	900 000		900 000
	Infrastructures touristiques	2 967 654		2 967 654
	Mise à jour de l'ÉDIC	174 782		174 782
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique		48 233	48 233
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, Phase Deux		426 940	426 940
	Système de guichet unique électronique		1 293 158	1 293 158
	Transition en douceur vers la sortie de la catégorie des PMA		74 445	74 445
	Soutien à la durabilité		149 915	149 915
	Système douanier automatisé et système de déclaration en douane de l'Union postale universelle		179 904	179 904
	Total		4 042 436	2 172 595
Yémen	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	931 000		931 000
	Productivité et qualité du miel (IHPQ)	1 060 154		1 060 154
	Mise à jour de l'ÉDIC	237 010		237 010
	Centre de lutte contre les maladies et parasites touchant les abeilles (CBDP)	1 086 837		1 086 837
	Total		3 315 001	
Zambie	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	898 928		898 928
	Mise à jour de l'ÉDIC	397 570		397 570
	Miel (TIPEC-ZAS)	2 469 930		2 469 930
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, Phase Deux		587 406	587 406
	Renforcement des capacités phytosanitaires		200 000	200 000
	SheTrades Zambie (B785)		200 000	200 000
	Projet combiné - Développement coopératif et soutien à la durabilité		2 082 393	2 082 393
	SheTrades Zambie (C081)		148 911	148 911
	Deuxième mise à jour de l'ÉDIC		180 000	180 000
	Total		3 766 428	3 398 710
Régional	Technologies agricoles - Overseas Development Institute (ODI)		172 898	172 898

Nom du pays	Projet	Phase Un du CIR	Phase Deux du CIR	Total général
	Alignement des politiques en matière de changement climatique et de commerce pour les PMA et les pays sortis de cette catégorie - ODI		88 952	88 952
	Renforcement des capacités pour la promotion des investissements - Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement (WAIPA)		376 659	376 659
	Programme de renforcement des capacités à l'intention des organismes de promotion de l'investissement - Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)		341 799	341 799
	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine - Marché commun de l'Afrique orientale et australe		207 400	207 400
	Commerce transfrontières sans papier - Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)		197 963	197 963
	Renforcement des capacités en matière de commerce électronique pour des petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes - CESAP		490 350	490 350
	Renforcement des capacités pour la numérisation durable du commerce transfrontières par l'application de technologies émergentes - CESAP		297 353	297 353
	Renforcement des capacités de promotion de l'investissement dans les PMA francophones - WAIPA		200 000	200 000
	Améliorer l'écosystème numérique et renforcer les compétences numériques pour l'autonomisation économique des femmes dans les PMA - Union internationale des télécommunications (UIT)		798 104	798 104
	Étude des avantages du commerce électronique pour les femmes - CNUCED		97 370	97 370
	Accès aux marchés tenant compte de la problématique hommes-femmes - FairTrade Australie et Nouvelle-Zélande		400 000	400 000
	Développement commercial inclusif du secteur du karité (PRADCIFK) - Agence globale du Karité		2 506 240	2 506 240
	Aide à la sortie de la catégorie des PMA - OMC		306 340	306 340
	Infrastructure qualité dans le Pacifique - Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (PIFS)		1 110 980	1 110 980
	DEP - Infrastructure qualité dans le Pacifique - PIFS		84 654	84 654
	Promotion d'une politique commerciale tenant compte de la problématique hommes-femmes dans les PMA - CNUCED		302 300	302 300
	Consultations régionales sur la Conférence des Nations Unies PMA5 - OMC		309 214	309 214
	Soutien pour la mise en œuvre de la ZLECAf - CEA-ONU		400 000	400 000
	Transfert de technologie pour le coton - OMC		143 477	143 477
	Facilitation des échanges en Afrique de l'Ouest - CNUCED		1 775 000	1 775 000
	Politique commerciale et stratégie en matière d'accès aux marchés pour les PMA de l'ASEAN - CNUCED		274 983	274 983
	Femmes - Chaînes de valeur du karité - East African Women in Business Platform		450 115	450 115
	Total		11 332 152	11 332 152
Total général		140 518 245	92 093 312	232 611 557

Glossaire

AGK	Agence globale du Karité
ANMO	Arrangement national de mise en œuvre
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
ATLC	Assistance technique multilatérale liée au commerce
BAfD	Banque africaine de développement
BM	Banque mondiale
CCNUCC	Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDCIR	Comité directeur du CIR
CDN	Comité directeur national
CEA	Commission économique des Nations unies pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CESAP	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique
CI	Cadre intégré
CIR	Cadre intégré renforcé
CM13	Treizième conférence ministérielle de l'OMC
CNDC	Comité national pour le développement du commerce
CNUCED	Organisation des Nations unies pour le commerce et le développement
CO2	Dioxyde de carbone
COP	Conférence des parties
ÉDIC	Étude diagnostique sur l'intégration du commerce
ESW	Système de guichet unique électronique
FASCIR	Fonds d'affectation spéciale pour le CIR
FMI	Fonds monétaire international
GFAS	Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR
GIZ	Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit GmbH
ICIPE	Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes
IDE	Investissement direct étranger
IIDD	Institut international du développement durable
IIED	Institut international pour l'environnement et le développement
ITC	Centre du commerce international
ITFC	Société islamique de financement du commerce
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
NASFAM	Association nationale des petits exploitants agricoles du Malawi
OADA	Organisation arabe pour le développement de l'agriculture
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques

ODD	Objectifs de développement durable
ODI	Overseas Development Institute
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMT	Organisation mondiale du tourisme des Nations unies
ONUDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel
PACER	Accord du Pacifique pour le renforcement des relations économiques
PEMO	Principale entité de mise en œuvre
PF	Point focal du CIR
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RCA	République centrafricaine
S&E	Suivi et évaluation
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SE	Secrétariat exécutif du CIR
SEA	Suivi, évaluation et apprentissage
SPS	Sanitaire et phytosanitaire
STDF	Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce
SYDONIA	Système douanier automatisé
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TM	Tonne métrique
TRAPCA	Trade Policy Training Centre in Africa
TSSP	Programme d'appui au secteur commercial
UE	Union européenne
UIMOP	Unité individuelle de mise en œuvre des projets, Rwanda
UIT	Union internationale des télécommunications
UNMO	Unité nationale de mise en œuvre du CIR
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UPU	Union postale universelle
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USD	Dollar des États-Unis
WAIPA	Association mondiale des agences de promotion des investissements
ZLECAF	Zone de libre-échange continentale africaine

Rapport conçu et imprimé par la
Section de conception graphique et
événementielle, impression et distribution.
© CIR 2024

Publié en juin 2024

Secrétariat Exécutif du CIR à l'OMC

Rue de Lausanne 154

CH-1211 Genève 2

Suisse

+41 (0)22 739 66 50

eif.secretariat@wto.org

 enhancedif.org

 @EIF4LDCs

 facebook.com/eif4ldcs

 youtube.com/user/EIF4LDCs

 flickr.com/photos/152818923@N04/

 linkedin.com/company/11161784/



trade4devnews.enhancedif.org

 INFORMATIONS

 ACTIVITÉS

 RÉCITS D'EXPÉRIENCE

 OPED TRIBUNE LIBRE

 REPORTAGES PHOTO

 QUESTIONS-RÉPONSES